

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

COMMUNICATION, PARTICIPATION ET APPROPRIATION DU
DÉVELOPPEMENT DURABLE CHEZ LES BAGYELI AU CAMEROUN

THÈSE PRÉSENTÉE COMME EXIGENCE PARTIELLE DU DOCTORAT EN
COMMUNICATION

PAR DIEUDONNÉ ONGBWA EKOUMOU

JUIN 2014

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

DÉDICACE

À mes très chers enfants Victor Dolan Ongbwa et Jane Olivia Ongbwa

À ma mère Anastasie Mballa

À mon père Victor Ekoumou

À mon oncle et père adoptif Lucien Samba

REMERCIEMENTS

À la Professeure Carmen Rico de Sotelo, toute notre gratitude pour sa disponibilité en vue de l'encadrement dans cette aventure qui des années durant nous a fait osciller entre le doute, le découragement et l'espoir; l'espoir d'arriver au terme d'un si long parcours jonché d'épreuves, d'embûches. Sa patience, son sens d'écoute et ses compétences nous ont guidé chaque fois. Elle a su nous donner chaque fois des raisons de persévérer et d'espérer. Elle a démontré que la science n'a pas de frontière et que dans ce rêve que constitue le développement durable, la culture et les cultures quelles qu'en soit les origines et la provenance doivent y jouer pleinement leur rôle non seulement dans le dialogue des peuples mais aussi dans l'épanouissement de l'humanité. Qu'elle en reçoive l'expression de notre gratitude.

Toute notre gratitude va également à ceux qui nous ont soutenu durant tout le cheminement dont cette thèse est le couronnement. Particulièrement,

- Au Directeur Général de la CRTV, Amadou Vamouké qui, en nous envoyant en stage à l'Université de Tromsø en Norvège, a permis que notre réflexion prenne corps.
- Au Dr Dieudonné Massi Gams, aux Ministres Jean Claude Mbouentchou, Aboubakar, Zacharie Perevet, Michel Ange Angouing.
- Au REPAR,
- À l'honorable député Jean Bernard Ndongo Essomba, à monsieur Jean Ouimet et bien d'autres âmes de bonne volonté qui se sont investies par leur appui moral, intellectuel, matériel ou financier en vue de l'aboutissement de cette recherche.

Notre profonde gratitude va aussi à Saro ainsi qu'à sa famille pour la sollicitude manifestée à notre égard depuis les premiers travaux de terrain en 2006. Nous saluons ici la mémoire de ce Bagyeli spécial qui a rendu l'âme le dimanche 13 avril 2014.

TABLE DES MATIÈRES

DÉDICACE	ii
REMERCIEMENTS	iii
TABLE DES MATIÈRES	iv
LISTE DES PHOTOS.....	xiii
LISTE DES TABLEAUX, FIGURES ET CARTES.....	xv
RÉSUMÉ	xix
ABSTRACT	xx
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I.....	13
CONTEXTE.....	13
1.1 Le Cameroun : Situation géographique.....	14
1.2 Une diversité culturelle	18
1.3 La lutte contre pauvreté, un cheval de bataille de tout temps	19
1.4 La participation au cœur du discours	25
1.5 Le PDPP : un plan de développement des Bagyeli	29
1.6 PDPP, environnement et justification	31
1.7 Principales composantes du PDPP	37
1.8 L'Analyse des documents	44
1.8.1 Les principaux documents analysés	44
- Le texte fondateur du PDPP/PNDP	45

- Rapports d'activités	49
- Rapport de novembre 2008.....	50
- Rapport de février 2009	50
- Rapport de mars 2009	52
- Rapport du 20 août 2009 (rapport d'étape II, février-août 2009)	53
- Rapport de novembre 2010.....	55
- Rapport de janvier 2011.....	56
1.9 Le PDPP et la communication : quelle relation?	59
CHAPITRE II	60
L'UNIVERS DES « PYGMÉES » BAGYELI.....	60
2.1 Les Bagyeli parmi les «Pygmées»	60
2.1.1 Historique.....	60
2.1.2 Données démographiques et culturelles.....	64
2.1.3 Organisationsociale	65
2.2 Les Bagyeli et le nouvel environnement.....	73
2.3 La vulnérabilité du peuple Bagyeli	79
CHAPITRE III	84
LE CADRE THÉORIQUE	84
3.1 Du développement au développement durable, les contraintes d'un ajustement.....	84
3.1.1 À l'origine, le développement.....	84
3.1.2 Le développement durable, le dernier né de la «diplomatie par terminologie»	91

3.2 La culture hors et dans le champ des différents «développements»	97
3.2.1 La culture dans la modernisation	97
3.2.2. La culture dans la dépendance	100
3.2.3 La culture dans le développement durable.....	102
3.3 La communication, comme instrument de divers paradigmes du développement.....	105
3.3.1 Le diffusionnisme premier champ d'expérimentation communicationnelle	106
3.3.2 La multiplicité, le tournant.....	108
3.3.3 La communication participative pour le développement.....	110
- Changement d'approche et de méthodes	113
- Les nouveaux canaux.....	117
3.3.4 La communication participative pour le développement des Bagyeli	124
3.3.5 La culture et la communication pour le développement	127
3.4 La participation au cœur des discours.....	130
3.5 L'appropriation	134
3.6 L'autochtonie dans le champ des « développements»	137
3.6.1 La notion d'autochtonie	137
3.6.2 Du refus à l'acceptation	139
3.6.3 Les atouts des populations autochtones	146
CHAPITRE IV	148
QUESTIONS DE RECHERCHE	149
4.1 Que signifie développement durable chez les Bagyeli?	150

4.2 Le discours sur le développement durable comme représentation de la culture Bagyeli.....	150
4.3 La participation des Bagyeli, du discours aux actes ou la théorie de la pratique	152
4.4 Place de la communication dans le processus participatif	154
4.5 Spécificité et apport de la recherche.	159
MÉTHODOLOGIE.....	163
5.1 Chronogramme de la recherche	163
5.2 Chronologie de la recherche.....	167
5.3 Recherche qualitative	169
5.3.1 L'observation participante	176
5.3.2 L'ethnométhodologie	184
5.4 Les entrevues.....	187
5.4.1 Entretiens avec les Bagyeli	187
5.4.2 Entrevues avec les autorités	190
5.4.3 Enquêtes d'opinion.....	191
- Orientations générales.....	191
- Échantillonnage	192
5.5 Analyse des documents	195
5.6 Acquis et défis.....	198
5.6.1 Acquis	198
5.6.2 Défis et préoccupations d'ordre éthique	201
- Le respect de l'autre et de sa culture.....	203
- La confidentialité	205
- L'intérêt de la communauté Bagyeli.....	206

CHAPITRE VI.....	209
LA RÉALITÉ DE LA VIE DU BAGYELI.....	209
6.1 Du constat de l'observation sur le terrain	210
6.1.1 L'organisation des campements visités.....	210
- Le campement de Saro (à ÉLog-Ndiga, Bipindi)	211
- Campement de Ndamayo.....	215
- Campement de Bidjouka.....	217
- Campement de Melen (Atog-Boga).....	219
- À Ngovayang II	221
- Le Foyer Notre dame de la Forêt (FONDAF)	224
6.2 Le quotidien des Bagyeli.....	227
6.2.1 Les activités des Bagyeli.....	227
- La chasse.....	227
- La cueillette.....	230
- La pêche	232
- L'agriculture	233
- L'élevage	235
- L'extraction de l'or	236
- La pharmacopée et la médecine traditionnelles	236
6.2.2 La vie des Bagyeli sur le plan économique.....	239
6.2.3. Une absence remarquée dans le champ politique	243
6.2.4. L'univers socio culturel.....	246

- Les danses	246
- Chants	248
- Rituels et rites	248
- Jeu à la cible.....	251
- Claquettes accompagnées de chants	252
- Football	253
6.2.5 L'Alimentation.....	254
6.2.6 Relations avec la nature	255
6.2.7 Les relations Bagyeli-Bantou.....	259
6.2.8 Mariages mixtes	263
6.3 Le résultat des entrevues avec les Bagyeli	264
6.3.1 Les questions de genre	265
6.3.2 Le respect du Bagyeli et de sa culture.....	266
6.3.3 Les questions économiques.....	268
6.3.4 Activités de prédilection	270
6.3.5 L'environnement au cœur des débats.....	271
6.3.6 La participation au niveau socio politique	272
6.3.7 L'organisation en réseaux ou en lobbies.....	273
6.4 Le fil conducteur des échanges avec les autorités.....	280
6.4.1 La hiérarchie du PNDP	280
- La participation	282
6.4.2. Les responsables de l'administration des forêts.....	290

6.4.3 Échanges avec les responsables des affaires sociales	294
CHAPITRE VII.....	300
RÉSULTATS DES ENQUÊTES ET DOCUMENTS	300
7.1 Les enquêtes	302
7.1.1 Les enquêtes à Bipindi et environs.....	303
7.1.2 Définition des Bagyeli et leurs activités.....	304
7.1.3 Valeurs fondamentales	305
7.1.4 Participation et consultation des Bagyeli	306
7.1.5 La notion de développement	307
7.1.6 L'appréhension du leader et de son rôle dans la communauté Bagyeli ...	309
7.1.7 Les questions de genre	310
7.1.8 La communication dans l'environnement des Bagyeli	311
7.1.9 Les Bagyeli face à leur situation	313
7.2 Les enquêtes au campement de Minko'o	315
7.2.1 Les activités fondamentales	316
7.2.2 Valeurs fondamentales à Minko'o	317
7.2.3 Participation et consultation	318
7.2.5 Genre et développement.....	322
7.2.6 Le rôle du leader perçu par les Bagyeli.....	322
7.2.7 La place de la communication dans les interactions au campement de Minko'o.....	324
7.2.8 Les Bagyeli et leur situation.....	327

7.3 Les différents thèmes	331
7.3.1 La participation	331
7.3.2 L'appropriation	336
7.3.3 La communication.....	339
7.3.4 Le développement durable	341
CHAPITRE VIII	347
LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, L'UTOPIQUE CHEMIN D'ACCOMPLISSEMENT DU BAGYELI	347
8.1 Matérialiser le développement durable chez les Bagyeli	348
8.2 Développement durable et culture Bagyeli : compatibilité sur la forme, antinomie dans le fond	353
8.2.1 Les méthodes verticales	355
8.2.2 Réalités sociales et environnementales en marge de la problématique du développement durable.	362
8.3 La participation, une terminologie « valise » et « diplomatique ».....	366
8.4 L'organisation, l'impérieux défi des Bagyeli.....	372
8.5 La communication, le nécessaire outil.	374
CONCLUSION	385
ANNEXES	397
ANNEXE A : AUTORISATION DE RECHERCHE PDPP	398
ANNEXE B: GRILLE DE L'ENQUÊTE SUR LES OPTIONS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE. LES CRITÈRES D'IDENTIFICATION DU LEADERSHIP ET LES STRUCTURES D'ORGANISATION CHEZ LES BAGYELI	399

ANNEXE C: LISTE DES RESPONSABLES ADMINISTRATIFS INTERVIEWÉS	403
ANNEXE D: LE PROGRAMME NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT PARTICIPATIF (PNDP)	404
APPENDICE: PLAN D'ACTION PDPP-PNDP	412
BIBLIOGRAPHIE	460

LISTE DES PHOTOS

Photo n°1 : Camp Bagyeli en bordure de route. -----	476
Photo n° 2 : Les enfants Bagyeli sous un robinet d'eau (Photo Ongbwa) -----	476
Photo n° 3 : un danseur de Bapea-----	477
Photo n° 4 : Un Bagyeli prélevant l'écorce d'un arbre (Photo Ongbwa)-----	477
Photo n°5 : L'ancien campement (Photo Ongbwa)-----	478
Photo n°6 : Le nouvel environnement (Photo Ongbwa)-----	478
Photo n° 7 : Une vue de la forêt (Photo Ongbwa)-----	479
Photo n° 8 : Les enfants Bagyeli dans une salle de classe (Photo Fondaf) -----	479
Photo n°9 : Des enfants Bagyeli à l'école (Photo Fondaf)-----	480
Photo n°10 : Femme Bagyeli se rendant au champ (Photo Ongbwa) -----	480
Photo n°11 : En compagnie des informateurs (Photo Ongbwa)-----	481
Photo n°12 : Campement de Saro (Photo Ongbwa) -----	481
Photo n°13 : Saro s'entretenant avec le chercheur (Photo Ongbwa) -----	482
Photo n°14 : Saro devant sa maison (Photo Ongbwa)-----	482
Photo n°15 : Campement de Bidjouka (Photo Ongbwa) -----	483
Photo n°16 : Campement de Melen (Atog Boga) (Photo Ongbwa) -----	483
Photo n°17 : Quelques cases du campement de Ngovayang II (Photo Ongbwa) ----	484
Photo n°18 : Une vue du Fondaf (Photo Ongbwa) -----	484
Photo n°19 : Une vue du dortoir au Fondaf (Photo Ongbwa) -----	485
Photo n° 20 : Un jeune Bagyeli en forêt pour la chasse (Photo Ongbwa) -----	485
Photo n°21 : Saro dans sa cacaoyère (Photo Ongbwa) -----	486
Photo n° 22 : Un guérisseur traditionnel administre des soins (Photo Ongbwa) ----	486
Photo n° 23 : Le guérisseur She recueille des écorces pour les soins (Photo Ongbwa) -----	487
Photo n° 24 : Les femmes dans une séance de chants (Photo Ongbwa) -----	487

Photo n°25 : La nature premier partenaire des Bagyeli (Photo Ongbwa -----	488
Photo n°26 : Un Bagyeli en compagnie d'un Bantou (Photo Ongbwa)-----	488
Photo n°27 : La question de genre au cœur de la communauté Bagyeli (Photo Ongbwa)-----	489
Photo n° 28 : Le complexe du marché de Bipindi (Photo Ongbwa)-----	489

LISTE DES TABLEAUX, FIGURES ET CARTES

TABLEAUX

Tableau 1 : Cultures et rendements (PDPP).....	42
--	----

FIGURES

Figure n°1: Rapport-culture communication-développement durable.....	129
--	-----

CARTES

Carte n° 1 : Zone de couverture PDPP	493
Carte N° 2 : Les groupes Pygmées en Afrique Centrale.....	493
Carte n°3 : Les groupes Pygmées du Cameroun.....	494
Carte n°4 : Le plan de Bipindi et environs (Ngima)	495

LISTE DES ACRONYMES

AFDCR	: Appui Financier au Développement des Communautés Rurales.
ANC	: African National Congress (Congrès National Africain).
ANDP	: Alliance Nationale pour la Démocratie et le progrès.
BM	: Banque mondiale.
CCI	: Centre du commerce international.
CEP	: Certificat d'études primaires.
CETIC	: Collège d'enseignement technique industriel et commercial.
CFA	: Communauté Financière Africaine.
CGES	: Cadre de Gestion Environnementale et Sociale.
CNUCED	: Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement.
OMPI	: Organisation mondiale pour la propriété intellectuelle.
CNUE	: Conférence des Nations Unies pour l'environnement.
CODEBABIK	: Comité de développement des Bagyeli de Bipindi et Kribi.
CRDI	: Centre de recherches pour le développement international.
DSCE	: Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi.
DSRP	: Document stratégique de réduction de la pauvreté.
ECAM	: Enquête Camerounaise auprès des ménages.
FONDAF	: Foyer Notre Dame de la Forêt.
FSNC	: Front pour le Salut National du Cameroun.
MDR	: Mouvement pour la Défense de la République.
MINAS	: Ministère des affaires sociales.
MINEPAT	: Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire.
MRC	: Mouvement pour la Renaissance du Cameroun.
MST	: Maladie sexuellement transmissible.
NEPAD	: Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique.
NOMIC	: Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication.
OAL	: Organismes d'appui local.

OCDE	: Organisation pour la coopération et le développement en Europe.
OIT	: Organisation Internationale du Travail.
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement.
ONG	: Organisations Non Gouvernementales.
OUA	: Organisation de l'Unité Africaine.
PACA	: Projet d'amélioration de la compétitivité agricole.
PDPP	: Programme de Développement du Peuple « Pygmée ».
PDPP	: Plan de Développement des Peuples Pygmées (IPDP pour « Indigenous People Development Plan »).
PFNL	: Produits forestiers non ligneux.
PNDP	: Programme National de Développement Participatif.
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement.
PP	: Peuples Pygmées.
PPTE	: Pays pauvres très endettés.
RCA	: République Centrafricaine.
RDPC	: Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais.
REPAR	: Réseau des parlementaires pour la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale.
SDF	: Social Democratic Front.
SIDA	: Syndrome immunodéficitaire acquis.
TIC	: Technologies de l'information et de la communication.
UDC	: Union Démocratique camerounaise.
UICN	: Union internationale pour la conservation de la nature.
UNDP	: Union Nationale pour la démocratie et le progrès.
UNESCO	: Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.
UPC	: Union des Populations du Cameroun.

RÉSUMÉ

Cette thèse porte sur la problématique de l'intégration sociale des peuples autochtones, et particulièrement les "Pygmées" Bagyeli du Cameroun. Le développement durable est le nouveau concept dans lequel rentre cette intégration. La recherche, dans cette optique analyse la communication, la participation et l'appropriation du nouveau paradigme : le nouveau développement dans ce groupe vulnérable et marginalisé. En analysant ces notions, la recherche interroge leur application à travers une initiative de développement en faveur des Bagyeli.

Partant des difficultés de définition et de matérialisation du développement durable et de ses ancêtres (développement, développement humain, social, local, etc.) cette recherche met en relief la complexité voire les anicroches et les contrariétés qu'il y a dans la traduction en actes du nouveau développement et spécifiquement pour l'insertion des peuples autochtones "Pygmées". Le champ d'expression de ces entraves est le PDPP, le programme de développement des peuples Pygmées, mis sur pied par le gouvernement camerounais pour respecter les droits, la dignité et la culture de ces peuples dans la perspective du développement durable. Cependant l'initiative reste tributaire des aléas et insuffisances hérités des antagonismes conceptuels et identitaires. Le champ de l'étude est Bipindi et ses environs dans la région du Sud au Cameroun, pays situé en Afrique centrale.

À ces contradictions s'ajoute la dichotomie entre le discours et sa matérialisation sur le terrain. Autrement le développement durable et l'insertion sociale chez les « Pygmées » Bagyeli restent assujettis à une volonté politique éprouvée qui devra rencontrer une conscientisation poussée des populations locales, éléments clés qui expliquent les écarts constatés dans la réalisation du PDPP. Ces écarts sont traduits par un manque d'appropriation du programme, fruit d'une participation embryonnaire, d'une non prise en compte des cultures locales et d'une communication incohérente ou presque inexistence. Aussi la thèse propose-t-elle une prise en considération de ces éléments pour que le PDPP migre de l'utopie, son stade actuel vers sa matérialisation et les objectifs poursuivis.

Mots clés: communication, participation, appropriation, développement durable, culture, Bagyeli.

ABSTRACT

This thesis focuses on the issue of social inclusion of indigenous peoples, especially the Bagyeli Pygmies of Cameroon. Sustainable development is the new concept which includes this integration. Research in this optical analyses communication, participation and ownership of the new paradigm: the new development in this vulnerable group, marginalized questioning. By analyzing these concepts, research questions their application through a development initiative for Bagyeli.

Based on the difficulties of definition and realization of sustainable development and its ancestors (development, human development, social, local, etc...) this research highlights the complexity or the hiccups and frustrations that are currently in translation acts of the new development and specifically for the inclusion of indigenous "Pygmy" people. The field of expression of these obstacles is the PLP, the development program "Pygmy" people, established by the Cameroonian government to respect the rights, dignity and culture of the people in the context of sustainable development. However, the initiative remains dependent on the vagaries and inadequacies inherited conceptual and identity antagonisms.

To these is added the dichotomy contradictions between discourse and its realization on the ground. Otherwise sustainable development and social inclusion in the 'Pygmies' Bagyeli remain subject to political will which must meet a proven awareness push local populations, key elements explaining the discrepancies in the implementation of IDP. These differences resulted in a lack of ownership of the program, the result of an embryonic participation, a failure to take account of local cultures and communication presqu'inexistence. Also the thesis she offers a grip of these levers for PLP migrates utopia, its current state to its realization and its expected fruits.

Key words: communication, participation, appropriation, sustainable development, culture, Bagyeli.

INTRODUCTION

Depuis quelques décennies, le développement durable est l'une des préoccupations des États et des organisations internationales. La tenue du dernier sommet de Copenhague (7-18 décembre 2009) sur le climat et la toute récente conférence des Nations unies sur l'environnement à Rio au Brésil du 20 au 22 juin 2012, même s'ils ont été un échec aux yeux de certains observateurs, sont parmi les indicateurs de l'intérêt pour ce nouveau paradigme. Mais la protection de l'environnement n'est qu'un des éléments du développement durable. Ce dernier comprend aussi la justice sociale, l'économie, les cultures locales, la gouvernance... Le discours est entretenu dans le système onusien avec le déploiement des institutions telles que le PNUD¹ (Programme des Nations unies pour le Développement), la Conférence des Nations unies pour l'environnement, la Banque mondiale, etc.

En 2008, le PNUD aborde la question du développement durable en rapport avec « l'écologisation »². Dans le dit rapport, le PNUD réitère sa préoccupation de protection de l'environnement en vue de lutter contre la pauvreté. Le PNUD n'est pas moins clair lorsqu'il affirme dans ce rapport :

¹Le Rapport annuel du PNUD 2007/2008 sur le développement humain est axé sur « la lutte contre le changement climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé ».

²Le Rapport 2008 met l'accent sur « L'écologisation de la croissance : environnement et développement durable ».

Il s'attache à renforcer les capacités nationales de gestion durable de l'environnement, tout en assurant une protection appropriée des pauvres, en identifiant et en partageant les pratiques optimales, en fournissant les conseils de politiques et en forgeant des partenariats. (PNUD, 2008: 28).

Comme le PNUD, plusieurs autres organisations dans et hors du système onusien entretiennent ce discours depuis des décennies notamment depuis la première et très officielle conférence de Rio sur l'environnement en 1992. Les chefs d'États et de gouvernements réunis vingt ans plus tard au dernier sommet de Rio en juin 2012 ont dans leur déclaration réaffirmé ces engagements en ces termes :

We, the heads of States and Government and high-level representatives, having met at Rio de Janeiro, Brazil, from 20-22 June 2012, with full participation of civil society, renew our commitment to sustainable development, and to ensure the promotion of economically, socially and environmentally sustainable future for our planet and for present and future generations. Eradicating poverty is the greatest global challenge facing the world today and an indispensable requirement for sustainable development. In this regard we are committed to free humanity from poverty and hunger as matter of urgency. (The future we want, 2012: 1)

Ils se projettent alors sur « un monde juste, équitable et inclusif ». Les pays africains n'ont pas hésité à s'approprier la nouvelle donne. Dans la « Déclaration consensuelle africaine pour Rio + 20 » issue de la conférence préparatoire régionale africaine de la conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+ 20) tenue du 20 au 25 octobre 2011 à Addis-Abeba en Éthiopie, les ministres représentant les États africains y reconnaissent et soulignent que

le développement durable a pour fondements essentiels la bonne gouvernance, des institutions fortes et caractérisées par le dynamisme de leurs réactions, la création des richesses, l'équité et l'égalité sociales, l'élimination de la pauvreté et la préservation de l'environnement, ainsi que les progrès constants vers la réalisation d'engagements convenus au plan international, notamment des Objectifs du Millénaire pour le Développement. (OMD) (E/ECA/CFSSD/7/Min./3, 1)

Ces représentants d'États africains réaffirment ainsi les options déjà marquées dans le cadre du NEPAD³. Le NEPAD, Nouveau partenariat pour le Développement de l'Afrique, l'une des dernières nées des organisations africaines et élément non moins important des programmes de développement de l'Afrique (Nguendi Ikoumé, 2006) a pris le sujet à bras le corps. La question du développement durable est entrée parmi ses objectifs. Et c'est avec une certaine fierté que les ministres africains évoquent le bilan des engagements pris en matière de développement durable entre juin 1992 et juin 2012. En effet ils se targuent des « succès enregistrés dans les domaines de la gouvernance et de la création d'institutions » (E/ECA/CFSSD/7/Min./3, 2). Ils se félicitent aussi des avancées sur la voie de la viabilité économique et d'avoir repoussé les limites des réalisations associées au développement social durable. Quoique concept encore en construction (Veyret, 2005; Rist, 2007; Vivien, 2005), le développement durable constituerait ainsi la nouvelle doctrine universelle (Martin,

³www.nepad.org. Le document instaurant le NEPAD a été adopté en juillet 2001 au 37^e sommet de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine). Parmi ses principaux objectifs, il y a la lutte contre la pauvreté, la promotion de la croissance et du développement durables des pays africains, combattre la marginalisation de l'Afrique, l'accélération du renforcement des capacités des femmes pour la promotion du développement social et économique. Entre autres priorités l'on note la paix, la démocratie, et la bonne gouvernance politique, économique, d'entreprise, l'intégration et la coopération régionale ainsi que le renforcement des capacités. (Consulté le 15 novembre 2011)

2002). Autrement dit, l'accent est désormais axé sur les questions environnementales, les préoccupations économiques et les questions sociales conformément aux prescriptions de la conférence de Rio en 1992, au détriment de la conception purement économétrique (faisant de la seule préoccupation économique le support du développement). Cette prééminence de l'écologie politique (par opposition à l'économie politique), Escobar (1997, 553) la définit comme étant « l'étude des relations entre la culture, l'environnement et les mouvements sociaux ». C'est ainsi que le Cameroun est entrée dans la mouvance en l'intégrant parmi ses priorités.

Cet optimisme, nourri aussi bien par les organisations internationales, les États et les politiques est-il pour autant traduit dans les préoccupations des populations locales? Ces idéaux d'un «nouveau développement» trouvent-ils écho auprès des minorités marginalisées à l'instar des groupes «Pygmées» Bagyeli? Autant de questions qui se posent alors que la pauvreté ne fait que croître dans le monde et notamment dans les pays du Sud. Selon le PNUD dans son rapport mondial sur le développement humain de 2007/2008, 1,6 milliard d'individus n'ont pas accès à l'électricité dans le monde. Plus récent encore, une personne sur cinq dans le monde, (c'est-à-dire plus d'un milliard de personnes) vit encore dans l'extrême pauvreté; et une personne sur sept (soit 14 %) est mal nourrie tandis que les défis en santé publique (pandémies,

épidémies) restent omniprésents⁴. Autre exemple autre domaine, 40 % des 1,4 milliard de personnes privées d'accès aux services énergétiques dans le monde se trouvent en Afrique, majoritairement dans la partie subsaharienne du continent⁵. Ces exemples ne sont que la face visible de l'iceberg. C'est dire si les programmes de développement et de lutte contre la pauvreté sont aussi efficaces tel que souhaité. Au Cameroun comme dans la plupart des pays africains, le fossé entre les actions et les résultats sur le terrain du développement suscitent quelques interrogations. Pourtant, le paradigme du développement durable, selon l'orientation que donnent les organisations internationales, comporte désormais et de plus en plus une dimension « participative ». Ce qui suppose que les populations concernées sont, en principe censées être associées aux initiatives de développement. Est-ce à croire que le schéma que proposent les Nations unies et sa panacée à connotation participative ne sont pas la bonne recette ou alors cette recette est non ou mal appliquée dans les politiques ou projets de développement. Des trois hypothèses, l'une. Le cas qui nous intéresse ici est celui du PDPP : le Programme de Développement du Peuple « Pygmée » au Cameroun.

Le PDPP est une initiative du gouvernement camerounais financée par des organismes tels que la Banque mondiale, l'Agence française de développement, la FIDA, la Coopération allemande, le Don japonais. L'ambition du programme est de

⁴La Déclaration des Chefs d'État et de Gouvernement à l'issue du sommet de Rio du 20 au 22 juin 2012.

⁵La Déclaration consensuelle africaine pour Rio + 20. Op. Cit.

« favoriser le respect total de la dignité, des droits de la personne et la culture des peuples autochtones » (PDPP, 2009: 4) . Le PDPP émane d'un ensemble plus large, le PNDP (le Programme National de Développement Participatif). Celui-ci a pour objectif de « promouvoir un développement durable, axé sur l'organisation des bénéficiaires, le renforcement de leurs capacités, leur implication dans l'identification de leurs besoins prioritaires, la recherche des solutions, la planification et la mise en œuvre des actions concrètes pour le développement social et économique de leurs localités ». Alors que le PNDP s'intéresse aux communes et aux organisations communautaires de base en général, le PDPP s'adresse particulièrement aux « Pygmées ». Le PDPP comme le PNDP, dit obéir aux politiques de sauvegarde de la Banque mondiale qui les finance. En somme le PDPP est un appendice du PNDP en ce sens qu'il procède du cadre de gestion environnementale et sociale du Programme Nationale de Développement Participatif. Le PDPP est mis en œuvre dans 9 communes camerounaises dont Bipindi et cible particulièrement le peuple « Pygmée ». Il est structuré en cinq volets : (a) citoyenneté, (b) éducation, (c) agriculture, (d) santé et (e) dialogue intercommunautaire et sécurisation foncière. C'est un plan multisectoriel qui repose sur l'intervention de plusieurs départements ministériels (santé, éducation, municipalités, et agriculture). L'accompagnement de sa mise en œuvre est assuré par les organismes d'appui local (OAL).

Dans cette recherche nous entendons nous intéresser aux rapports de communication que les «Pygmées» Bagyeli entretiennent entre eux-mêmes et avec leurs «partenaires» à travers ce plan, conduit sous la coupole du développement durable et notamment dans une approche participative. Le 28 mars 2010 à Yaoundé, capitale du Cameroun, dans un communiqué final élaboré au cours de l'atelier préparatoire des peuples autochtones des forêts au troisième Forum National sur les forêts, les peuples de la forêt dont les Bagyeli font partie, ont affirmé l'absence d'appropriation par eux du PDPP (Plan de Développement du Peuple Pygmée). Ce qui sous-tend des préoccupations de l'ordre participatif. Les peuples «Pygmées» ne se retrouvent pas totalement dans ce plan, ils estiment que ce dernier n'est pas d'eux et n'est pas le leur. Ces soucis d'ordre participatif ont aussi pour substrat des problèmes de communication. Ces problèmes de communication et même d'efficacité dans le dialogue étaient déjà relayés par d'autres groupes «Pygmées» du Cameroun, notamment les Baka (Abéga, 1998 ; 12-13). Abéga résume ainsi leur situation :

Ni l'État, ni les voisins Bantou, ni les organismes de développement n'entretiennent des rapports véritablement bénéfiques pour les Baka, malgré la bonne volonté des uns et des autres. L'État a aménagé un cadre réglementaire de plus en plus favorable, mais avec peu de réalisations et peu de mesures prenant en compte la situation particulière des Baka. Les intervenants non gouvernementaux se signalent par une présence accrue sur le terrain, mais connaissent des problèmes de méthodologie dans l'application de leurs programmes d'action. (Abéga, 1998 : 17)

Il est question de jauger la participation ou la prise en compte réelle de la composante Bagyeli dans cette initiative afin de proposer les outils ou une stratégie de médiation entre les Bagyeli eux-mêmes, entre ceux-ci et leurs partenaires au développement. Analyser la participation effective des Bagyeli suppose non seulement l'enregistrement de leur contribution et de leur présence à l'élaboration et à la conduite du programme, mais aussi, savoir si les Bagyeli ont été suffisamment pris en compte dans leur unité, leur totalité, dans leur culture.

La Banque mondiale⁶ définit la participation comme étant “ the process through which stakeholders influence and share control over priority setting, policy-making, resource allocations and access to public goods and services”. Pour ce bailleur de fonds l'importance de la participation est cruciale; et de renchérir:

“Stakeholder participation in World Bank-funded projects and programs can be key for ensuring their long-term sustainability. Promoting participation helps build ownership and enhances transparency and accountability, and in doing so enhances effectiveness of development projects and policies”⁷.

C'est presque dans le même ordre d'idées que Bessette situe la participation de la communauté dans un projet de développement. Pour lui elle survient

lorsque les gens prennent la responsabilité de mener à bien une initiative de développement. C'est-à-dire que les membres de la communauté prennent non seulement part aux activités, mais sont engagés directement dans le processus

⁶ <http://web.worldbank.org>. Consulté le 15 novembre 2011.

⁷ <http://web.worldbank.org>. Op. cit

décisionnel et dans la planification de l'initiative de développement. (Bessette, 2004 : 19)

Pour Bessette qui poursuit en ces termes :

les communautés doivent participer à la définition de leurs propres problèmes, à la recherche des solutions possibles et au choix de la mise en œuvre. S'il y a production d'information, celle-ci devrait être menée de façon à aider les communautés à comprendre un problème particulier et à agir pour le régler. (Bessette, 2004: 20)

Juger donc la participation des Bagyeli appelle aussi à s'interroger sur les moyens et le type de communication mis en œuvre pour assurer la réalisation du PDPP. La communication pour le développement est au cœur même de ce défi : elle représente le processus par lequel les gens deviennent les principaux acteurs de leur propre développement. Grâce à la communication, les populations cessent d'être des bénéficiaires d'interventions de développement qui leur sont extérieures pour prendre en main leur développement.

Étant donné que « la manière dont la communication sera établie avec les gens conditionnera la façon dont ils se sentiront concernés par les problèmes abordés et le degré avec lequel ils participeront à une initiative concrète visant à les solutionner » (Bessette, 2004 : 10), la communication ainsi que la manière de la penser et la mettre en place constituent donc des éléments cruciaux dans la mise en œuvre et la conduite

d'un projet de développement. Abéga (1998 : 14) y voit même « la condition du développement ». Par conséquent la communication s'intègre au processus du développement même et les intervenants – qu'il s'agisse de membres de la communauté ou d'intervenants – deviennent dès lors des communicateurs pour le développement.

En somme, déceler les rapports de communication entre les Bagyeli eux-mêmes, entre ceux-ci et leurs partenaires dans le cadre du PDPP est important dans la détermination du type de contribution, de participation des membres de la communauté et une meilleure compréhension des pratiques dans ce plan. Le type de participation est un indicateur non moins important des rapports de communication entre Bagyeli et leurs partenaires au sein du PDPP. Communication et participation, même si elles ne se réduisent pas à une réalité identique, ont une relation étroite. Analyser le degré d'implication des Bagyeli au projet ou les rapports qu'ils entretiennent entre eux, puis entre eux et les « développeurs » est une des clés de compréhension non seulement des discours, mais surtout des pratiques de développement (Gow, 1996) implémentées dans ce projet. C'est aussi la condition sine qua non pour proposer une meilleure stratégie de communication dans ce projet de développement. Autrement dit, il est question de recourir à « une théorie de la pratique et à une théorie de la personne » que Sabelli (1993) définit comme l'examen

de ce qui relève de la situation contingente et de ce qui se trouve incorporé dans les systèmes de pensée et dans les structures sociales. La relation de développement étant complexe et ayant des dimensions multiples, il importe comme le souligne encore Sabelli (1993) de « concevoir [...] une démarche adaptée aux contraintes inhérentes à la nature de cette relation » (cité par Labrecque, 2000 : 62). Il est donc opportun de partir des pratiques afin de mieux comprendre la complexité qui réside dans la relation ou des rapports de développement (ou de communication) entre les Bagyeli, ceux-ci et leurs partenaires, les analyser et proposer des outils pour une amélioration de ces rapports. En effet il sera plus précisément question de jauger les rapports qui existent entre la communication, la participation et l'appropriation du développement durable à travers une initiative censée favoriser la dignité et les droits des peuples Pygmées (le PDPP). Il est précisément question de voir comment s'applique la communication pour le développement dans le paradigme de développement durable sur un terrain spécifique - celui des Bagyeli – afin d'explorer les pistes pour une meilleure appropriation de l'initiative de développement. Pour ce faire, il faudra savoir si ces peuples y comprennent effectivement grand-chose, s'ils y sont associés, si leur culture est prise en considération et si in fine la dignité, le respect de leurs droits qu'on leur fait miroiter sont accomplis. Dans ce cas, quelle est concrètement leur contribution? Comment l'améliorer si elle existe et comment poser les fondements au cas où elle n'existe guère afin que l'objectif visé soit mué en la construction d'un réel statut du peuple Pygmée dans le concert des ethnies appelées

toutes au développement du Cameroun. Une telle ambition appelle une double démarche : empirique et épistémologique. Elle appelle à partir du contexte tout en regardant la réalité des peuples autochtones au Cameroun, parcourir leur quotidien, leur évolution et celle des paradigmes du développement, sans oublier d'apprécier l'effectivité de l'initiative qui sert de tremplin, le PDPP. Cette thèse compte huit chapitres. Le premier est consacré au contexte de l'avènement du programme et celui dans lequel vivent les Bagyeli. Le second chapitre porte sur la compréhension des « Pygmées » et de leur milieu. Le troisième chapitre analyse le cadre théorique tandis que le quatrième traite des questions de recherche. Nous abordons la méthodologie au cinquième chapitre. Le sixième chapitre relate l'observation faite sur le terrain sur les réalités quotidiennes des Bagyeli. Le tableau de ces réalités quotidiennes aura déjà donné ses prémices au premier chapitre par l'évaluation des documents internes au PDPP. Le dernier chapitre met l'accent sur les propositions d'amélioration et du programme et du statut du « Pygmée » à travers le quatuor communication, participation, appropriation et développement durable. L'avènement du PDPP, initiative de développement au cœur de cette thèse se fait dans un contexte complexe. Cette complexité tient à la réalité sociopolitique, économique et culturelle du Cameroun et à la particularité du peuple Bagyeli.

CHAPITRE I

CONTEXTE

Qu'ils vivent en République Centrafricaine (RCA) au Gabon, en Guinée Équatoriale, au Burundi, au Rwanda ou au Cameroun, les « Pygmées » vivent des réalités presque identiques. Ils gardent généralement le même habitat fait en matériau rudimentaire puisé dans la nature. Ils vivent de la chasse et de la cueillette et pratiquent progressivement l'agriculture. Ils restent attachés à leurs traditions dont la nature et particulièrement la forêt constitue le socle. Mais les « Pygmées » restent marginalisés. Ici ou là les pouvoirs publics appuyés par les ONG et autres structures de la société civile tentent quelques actions et initiatives dans le but de lutter contre la pauvreté ou de développer ces groupes et les intégrer à la vie et au développement des États. Le PDPP participe de cette préoccupation. Mais avant de donner quelques faisceaux de lumière sur cette initiative, il importe de relever les contours contextuels de son avènement dans un pays doté d'un potentiel autant sur le plan des ressources naturelles qu'au niveau de sa diversité culturelle. Il est question de faire connaissance du Cameroun, pays d'implantation du programme. Il est également

question d'explorer les lignes sinueuses qui entourent ce programme. Avant d'en arriver là il importe de faire une présentation du Cameroun.

1.1 Le Cameroun : Situation géographique

Le Cameroun est situé en Afrique centrale, dans le golfe de Guinée. Il comprend 590 kilomètres de côtes, le long de l'Océan Atlantique. De forme triangulaire, il s'étend entre le 2^e degré de latitude nord et le 13^e parallèle. Il est logé en bordure du Sud du désert du Sahara et le nord de la forêt équatoriale et du bassin du Congo. Il cumule ainsi une diversité au niveau de la végétation et du relief. Il est composé de la forêt équatoriale au sud, de la savane dans la partie médiane, de la savane et de la steppe dans la partie septentrionale. Certains géographes (Bola ; Lagrave, 1963) estiment que le Cameroun a « cinq régions différentes de climats différents. D'autres font la description suivante:

La bordure côtière est une région de forêt dense de climat chaud et humide. La région du sud, couverte de la forêt équatoriale humide s'étend jusqu'au Congo, avec un climat chaud et humide, et des changements de température imprévisibles. La zone forestière du sud est limitée au nord par la rivière Sanaga qui semble être une frontière naturelle s'ouvrant sur le plateau de l'Adamaoua. C'est une zone de transition entre la forêt et la savane, avec une très longue saison sèche, comme le pensent certains, à l'origine de certaines épidémies sévissant dans cette région entre les mois de novembre et mars. La région occidentale est constituée de chaînes de montagnes s'étendant le long de la frontière ouest entre le Cameroun et la République du Nigéria. Le climat est doux et favorable à l'agriculture. (Ngbwa Oyono, 2002 : 54-55)

Quant au relief, il est constitué de Monts Mandara dans l'Extrême Nord, des Monts Atlantica dans le Nord et des Hauts plateaux dans l'Ouest. Le point culminant de ces derniers est le Mont Cameroun, haut de 4100 mètres. Cette diversité qu'on retrouve du reste au niveau culturel fait du Cameroun une « Afrique en miniature ». D'une superficie de 475000 kilomètres carrés, le Cameroun est limité au nord par le Tchad, à l'est par la République Centrafricaine, au sud par le Gabon, le Congo, la Guinée Équatoriale et à l'ouest par le Nigéria. Le nom Cameroun, selon les historiens, vient de la langue Portugaise *Rio Dos Camaroës*, qui signifie « Rivière des crevettes ».

C'est au V^e siècle que le carthaginois Hanon arrive au Mont Cameroun (le plus haut sommet du Cameroun). Il le baptisa « char des dieux ». Mais il faudra attendre l'année 1884 avec les accords passés entre les chefs Douala⁸ pour que le Cameroun devienne une colonie allemande. Le Cameroun sortira de la domination allemande avec la fin de la première guerre mondiale qui a vu l'Allemagne perdre la guerre et ses colonies dont le Cameroun. Le pays se verra dès lors partagé entre l'Angleterre et la France. En effet, les deux puissances sous la houlette de la Société des Nations seront chargées de conduire le Cameroun vers l'indépendance. Le Cameroun désormais sous double tutelle va ainsi engranger un double héritage : britannique et français. La partie francophone située à l'Est accèdera à l'indépendance le 1^{er} janvier

⁸ Ces accords ont été signés entre la firme commerciale Woerman et les chefs Douala.

1960 tandis que la partie occidentale sous tutelle britannique aura son indépendance le 1er octobre 1961, la même date servira pour la réunification d'une partie de l'ex Cameroun occidental à l'ex Cameroun oriental. Le Cameroun actuel justifie ainsi son bilinguisme Français-Anglais. Sur le plan administratif, le Cameroun est un État unitaire décentralisé⁹, social et laïc. Il est divisé en 10 Régions : l'Adamaoua, le Centre, le Sud, l'Est, l'Extrême -Nord, le Nord, le Nord -Ouest, le Littoral, l'Ouest, le Nord Ouest. Chaque Région est divisée en départements, puis en arrondissements. Chaque arrondissement constitue une commune. Le Cameroun compte ainsi 58 départements et 360 communes. La capitale politique est Yaoundé alors que la principale ville économique est Douala. Si chaque Région est dirigée par un gouverneur, les départements sont chacun sous la responsabilité d'un préfet. L'un et l'autre haut responsable représentent chaque chef de département ministériel ainsi que le président de la république qui les nomme. Les arrondissements sont sous la responsabilité d'un sous préfet, tandis qu'à la tête de chaque commune se trouve un maire. Sur le plan politique le Cameroun est un régime présidentiel¹⁰ composé d'un parlement bicaméral : une Assemblée nationale et un Sénat. Si l'Assemblée nationale bénéficie d'une expérience législative de quelques décennies, depuis les indépendances, le Sénat en est à ses premiers pas¹¹. Après la suspension du

⁹Voir la loi constitutionnelle du 18 janvier 1996.

¹⁰ Olinga (2006) parle d'un présidentielisme démocratique.

¹¹ Prévu dans la loi constitutionnelle de 1996, le Sénat a finalement été mis en place en 2013 avec les élections du 1^{er} avril de cette année, puis de la nomination des 30 sénateurs qui a suivi. En effet, le Sénat compte 100 membres, 70 d'entre eux sont élus par les conseillers municipaux et les 30 restants sont nommés par le Président de la République.

multipartisme en 1966 pour le parti unique, celui-ci revient en 1990 à la faveur de la fièvre démocratique qui embrase l'Afrique.

Timide au départ la création des formations politiques a presque atteint la vitesse de croisière avec en 2013, une floraison d'associations politiques avec à la clé 292 partis politiques enregistrés. Cinq d'entre eux sont représentés à l'Assemblée Nationale avec une écrasante majorité du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) du Président Paul Biya au pouvoir (148 sièges), suivi du Social Démocratique Front (SDF), 18 sièges et leader de l'opposition parlementaire. L'Union Démocratique camerounaise (UDC) y compte 4 sièges, le parti nationaliste l'Union des Populations du Cameroun (UPC) revendique 3 sièges tandis que le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) et le Mouvement pour la Défense de la République (MDR) en comptent 1 siège chacun¹². La même majorité se dégage au Sénat pour le RDPC qui compte 82 sénateurs; le SDF enregistre 14 sénateurs, l'UNDP, 1 ; le MDR, 1 ; l'ANDP (Alliance Nationale pour la Démocratie et le Progrès), 1 et le FSNC (Front pour le Salut National du Cameroun)¹³, 1. La diversité observée au niveau politique englobe la multiplicité sur le plan ethnique.

¹² Les chiffres sont ceux du scrutin législatif tenu le 30 septembre 2013.

¹³ Cameroon tribune (2013) Cameroun la nouvelle carte politique. Cameroon's New political Map. Hors série. PP. 8-20 ; 22-49.

1.2 Une diversité culturelle

Le Cameroun compte une population qui s'élève à 19 406 100 habitants. Cette population est diversement répartie avec une concentration dans certaines grandes villes du pays à l'instar de Yaoundé et Douala avec en prime le phénomène de l'exode rural. La population camerounaise est jeune. Elle est constituée de 50,6 % de femmes et de 49,4 % d'hommes. Le pays compte environ 70 % de chrétiens, 20,9 % de musulmans, 5,6 % d'animistes, adeptes des religions traditionnelles, les autres occupent les 4 % restants.

Le bilinguisme (Français-Anglais) issu de l'héritage colonial, repose sur une diversité voire une multitude de langues. Les spécialistes dénombrent deux cents langues locales. Cette multitude de langues est l'une des facettes de la diversité culturelle du Cameroun. Le pays compte environ 250 groupes ethniques. Face à cette mosaïque, les gouvernants ont souvent prôné l'intégration nationale sous l'assertion de l'unité nationale. En effet, du Premier président de la république, Ahmadou Ahidjo (qui a régné de 1960 à 1982) à Paul Biya, au pouvoir depuis le 6 novembre 1982 suite à la démission de son prédécesseur, la hiérarchie étatique a toujours appelé à un vivre ensemble de tous les Camerounais sans distinction de race, d'ethnie ou de religion. Dans *Pour le libéralisme communautaire* le Président de la République du Cameroun,

Paul Biya¹⁴ invite d'ailleurs les Camerounais à partir des ethnies pour construire la nation. Autrement, « l'idéologie de l'État demeure, malgré l'affirmation du contraire, l'uniformité, la fusion dans la communauté nationale, l'émergence du citoyen unique » (Abéga, 1998: 68). Pour ce qui est spécifiquement des groupes « Pygmées », Biya (1988) précise que « les Pygmées ne sont pas différents de tous les autres citoyens camerounais¹⁵ ». Mouelle Kombi (2013: 295)¹⁶ voit en cette invite « l'intérêt d'un dialogue national, de reconnaissance et du respect mutuels des valeurs traditionnelles positives des uns par des autres y compris et surtout dans leur dimension sacrée ». Pour les dirigeants, il est question que toutes les composantes de l'État se mettent ensemble pour contribuer au développement du Cameroun.

Ce développement est passé sous plusieurs vocables ramenant à une même réalité, l'amélioration des conditions de vie des populations.

1.3 La lutte contre pauvreté, un cheval de bataille de tout temps

Le Cameroun est un pays essentiellement agricole. Son économie est tirée de ses ressources naturelles. Il produit de la banane, du cacao, du café, du coton, du bois. Le pays présente aussi d'importantes ressources minières et pétrolières. Relativement prospère entre 1965 et 1985, il a subi les conséquences d'une crise, dont certains

¹⁴ Paul Biya. Pour le libéralisme communautaire. (1988). Paris. Favre.

¹⁵ Biya cité dans: Bigombe Logo, 2002.

¹⁶ Op. cit.

éléments auront été la dévaluation du Franc CFA et plusieurs ajustements structurels aux conséquences sociales graves. Dès son accession à l'indépendance en 1960 le Cameroun est engagé sur la voie du développement. Ce développement sera diversifié au gré des options liées aux différentes formes que prendra le paradigme. Les choix de combattre la pauvreté et de promouvoir « les développements » vont passer par le désir de bâtir la nation par « la prise du contrôle de l'économie par l'État. Il s'agit de rendre le pays moins dépendant en remplaçant les importations par la production locale, asseoir une autosuffisance alimentaire et sortir le pays de l'économie de traite » (Cameroun Vision 2035, 2009 : 6). Cette ambition nourrie dès l'indépendance en 1960 sera muée pour « un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité » (Cameroun Vision 2035, 2009 : 16). La volonté pour l'État de contrôler l'économie nationale va s'asseoir sur un certain nombre d'initiatives parmi lesquelles les plans quinquennaux. Il y en aura en tout cinq. Les quatre premiers plans qui se déclinent entre 1961 et 1980 seront plus porteurs selon l'évaluation que l'État lui-même en fait. L'ambition ici était de doubler le revenu par tête en 20 ans. Puis l'État se fixe d'autres objectifs à l'horizon 2000 à savoir diversifier l'appareil de production, réaliser un développement endogène et faciliter l'accès de tous aux équipements sociaux de base (santé, eau potable, électricité, enseignement primaire gratuit et obligatoire pour les enfants de moins de 14 ans...). Seulement la crise économique ne permettra pas la mise en œuvre du cinquième plan quinquennal. Aux plans quinquennaux vont succéder les programmes d'ajustement structurels. Dans son

équilibre retrouvé avec notamment les divers ajustements, son éligibilité à l'initiative PPTE (Pays pauvres très endettés), le franchissement du point de décision en 2000 et l'atteinte du point d'achèvement en 2006 le Cameroun dispose de plus de ressources bien qu'au demeurant toujours insuffisantes pour satisfaire aux besoins des populations dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. Celle-ci demeure l'objectif principal. À ce principal objectif viennent se greffer les défis de plusieurs ordres : l'unité nationale, la pression démographique, la croissance et l'emploi, le développement urbain, l'aménagement du territoire et la gouvernance. Le Cameroun publiera à ce sujet deux documents d'importance, « Cameroun Vision 2035 » ou « Le Cameroun : un pays émergent, démocratique, et uni dans sa diversité » en 2009 et le « Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi » (DSCE) en 2010. Ces documents voient le jour avec l'échec de la mise en œuvre d'un autre document d'importance, le Document de stratégie de Réduction de la Pauvreté adopté en 2003, « Cameroun Vision 2035 » projette l'émergence du Cameroun à l'horizon 2035 et repose sur quatre éléments clés qui sont « réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable, devenir un pays à revenu intermédiaire, atteindre le stade de nouveau pays industrialisé, renforcer l'unité nationale et consolider le processus démocratique » (Cameroun Vision 2035, 17-18). En matière de réduction de la pauvreté, le Cameroun ambitionne voir son taux de pauvreté passer en dessous des 1/10. À en croire une telle projection un seul camerounais sur dix sera encore pauvre en 2035 ! « Cette réduction de la pauvreté sera accompagnée d'une très grande

généralisation de l'accès aux services de santé, d'éducation, de formation et d'infrastructures de base telles que l'eau, les routes et l'électricité » (DSCE, 2009 : 52). Le DSCE se veut l'expression d'un cadre intégré de développement humain durable à moyen terme. Il s'étend de 2010 à 2020. Il vise en effet de relever le défi de la croissance et de l'emploi, trouver les solutions aux problèmes d'une meilleure répartition des fruits de la croissance, réduire le déficit énergétique et répondre aux problèmes nés de la crise financière et de la crise alimentaire. En matière de télécommunication, les objectifs à l'horizon 2020 sont de porter la télé densité mobile à 65 %, doter 40 000 villages de moyens de télécommunications modernes, faire passer le débit de transfert de données à 3800 Mb et multiplier le nombre d'emplois directs et indirects.

Ces dispositions relèvent du constat d'insuffisance fait par les populations à l'évaluation du DSRP (document stratégique de réduction de la pauvreté) mis sur pied par le gouvernement entre 2003 et 2007. Cette évaluation fait état de ce que le déficit persiste avec notamment l'enclavement des populations (l'électricité, les routes et les TIC), l'accès à l'eau potable, l'accès aux intrants agricoles, à la terre cultivable et aux pâturages, l'insuffisance des enseignants à tous les niveaux d'enseignement, leur déploiement déséquilibré, l'accès aux médicaments et aux plateaux techniques dans les hôpitaux, etc. Une autre évaluation de la pauvreté faite

en 2007 par l'ECAM¹⁷ n°3 a estimé les pauvres au Cameroun à 7 millions de personnes sur les 17 millions d'habitants que comptait le pays à l'époque. Si la pauvreté a reculé dans les zones urbaines notamment Yaoundé et Douala de l'ordre de cinq points, elle s'est par contre aggravée dans les zones rurales de trois points, selon la même enquête menée entre 2001 et 2007. Pour ce qui est des déterminants (facteurs qui causent la pauvreté et qui contribuent à marginaliser certaines catégories de population) il y a la taille du ménage, le niveau d'instruction, le groupe socio économique. « Cameroun Vision 2035 » tout comme le DSCE sont les projections du gouvernement visant le développement à long terme avec au passage l'atteinte des OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement). Ces différentes options et projections (Cameroun Vision 2035 et OMD) ainsi que leurs outils dont le DSCE et le DSRP donnent lieu à une présentation synoptique de la « crucialité » de la question de pauvreté ou des besoins de développement. Si l'ampleur de la pauvreté est si grande dans l'appréhension générale du Cameroun, la profondeur du mal dans les groupes dits marginalisés tels que les « Pygmées » coule de source. Globalement l'État reconnaît qu'entre 2003 et 2006 le niveau des principaux indicateurs ne s'est pas sensiblement amélioré.

¹⁷ Enquête Camerounaise auprès des ménages . Voir Cameroun vision 2035. Op. cit.

Dans le domaine de l'éducation, les résultats sont aussi mitigés avec 22 % d'enfants de 36 à 59 mois qui fréquentent un établissement scolaire. L'évaluation relevée reconnaît que,

malgré le dynamisme noté dans la prise en charge et l'insertion des personnes vulnérables, beaucoup d'efforts restent à consentir pour l'amélioration des conditions de vie des catégories sociales concernées, victimes de discrimination et d'exclusion sociale. (DSCE, 2009: 72)

Si Tsafack Nanfosso (2013 : 25) juge ces actions simples et complexes, il demeure que l'ambition était de se mettre sur une « optique positive de l'évolution économique du pays ». Quatre périodes ont ainsi été dégagées :

- 1960 -1986 marquée par la planification du développement ;
- 1986 - 1994 marquée par les ajustements structurels ;
- 1994-2009 c'est la lutte contre la pauvreté et le redressement économique qui sont au centre des préoccupations ;
- Depuis 2009 la période est sous le signe de la planification stratégique avec l'avènement de « Vision Cameroun 2035 ».

Abouem à Tchoyi (2013) relève la même évolution marquée par les réformes de l'État : lendemain de l'indépendance avec en prime l'adaptation, la tropicalisation, la gestion de l'héritage colonial. Ensuite, l'avènement de l'État unitaire, ici l'État prône

le libéralisme planifié, le développement autocentré. La troisième période est marquée par la crise suivie des différents plans d'ajustements structurels. La dernière période qui date des années 2000 connaît une croissance au niveau de l'économie de l'État. Même si certaines évolutions sont constatées dans ce parcours, les insuffisances et les reculades restent importantes autant dans l'amélioration des conditions de vie en général que dans la mise en œuvre et la conduite de certaines initiatives. La participation s'inscrit au nombre des éléments qui auront fait défaut dans la conception et la conduite de certaines actions. Pourtant elle est inscrite dans les projections officielles.

1.4 La participation au cœur du discours

Freire (1969) estime que les peuples opprimés doivent être traités comme des êtres humains à part entière dans tout processus d'ordre politique. Il donne une place de choix non seulement au groupe mais aussi à son organisation. Il est rejoint en cela par Schramm (1979, 16) qui soutient que « le grand problème de la communication locale dans une stratégie locale ne se ramène pas seulement à guider les médias locaux (...) ; il consiste plutôt à créer une organisation locale ». Cette nécessité de participation est aussi partagée par l'UNESCO même s'il existe des nuances. En effet le rapport final des assises de Belgrade en 1977 relève que la participation suppose nombre de préalables. Elle implique entre autre l'usage des médias de service public donnant une

variété de programmes accessibles au public et permettant non seulement le choix par celui-ci mais aussi la possibilité de feed-back et réactions et exigences ou préférences. La participation suppose aussi un haut niveau d'implication du public dans les systèmes de communication, c'est-à-dire non seulement dans la production mais également dans la gestion et la confection des systèmes de communication. La participation pour l'UNESCO implique enfin la représentation tout comme la consultation du public dans la prise de décisions. Ceci suppose l'auto gestion (Berrigan, 1979). Il en découle que deux niveaux au moins sont sollicités : le groupe et les médias.

Pour Servaes et al. (1996) il y a deux grandes tendances en termes de participation. Construite sur le paradigme de la multiplicité, la stratégie de participation commence avec la dialectique de la mobilisation et de la conscientisation. Cette approche elle-même procède de la trilogie identité culturelle des communautés locales, démocratisation et participation ou alors la triade décentralisation, participation, renforcement. Dans cette optique la participation qui en est un élément non moins important implique dialogue.

Depuis quelques années l'État place la participation au centre de ses initiatives. Nécessité ou conformité au paradigme du temps présent, toujours est-il que l'avis des

populations semble d'actualité dans les discours même si la réalité et la démarche en sont tout autres. Illustration, dans le DSCE l'État aborde la notion de participation autant dans la confection du document que dans son suivi. Il évoque l'instauration d'un dialogue constructif et durable entre les acteurs (État- secteur privé-société civile). Dans cette optique quatre niveaux sont relevés : le niveau national, le régional, le départemental et le communal; étant entendu que le niveau communal est la base. Il est tout de même judicieux de noter que la participation peut être plurielle ou comporter des formes variées.

Dans les programmes et projets du gouvernement du Cameroun, si le vocable participation est relevé, il est difficile d'y déceler la forme exacte de participation dont il est question. Certes, quelques tentatives ont eu lieu avec par exemple des enquêtes à l'image d'ECAM I, ECAM II et ECAM III qui sont des enquêtes camerounaises auprès des ménages. En effet ECAM I réalisée en 1996 alors que le Cameroun sort de la crise économique a mesuré les effets de la crise et des programmes d'ajustement structurel sur le niveau et conditions de vie des ménages. Ici 1731 personnes ont été interviewées. ECAM II quant à elle a été réalisée en 2001 afin d'actualiser le profil de pauvreté et d'élaborer les indicateurs de référence pour évaluer les progrès réalisés en matière de lutte contre la pauvreté. 10992 ménages ont subi l'enquête. C'est à partir de ses résultats que le DSRP a vu le jour en 2003. Pour

ce qui est de ECAM III conduite en 2007, 11534 ménages ont été consultés afin d'apprécier l'impact des projets et programmes sur les ménages camerounais. Si les enquêtes (forme de participation indirecte) permettent de jauger les intérêts et le ressenti des populations, il est jusque là difficile de pouvoir mesurer réellement le degré de participation des populations dans les projets et programmes. Pourtant comme le souligne fort opportunément la Banque mondiale la participation est importante et repose sur certains principes :

primary stakeholders are active participants – not just sources of information building capacity of local people to analyze, reflect and take - joint learning of stakeholders at various level - catalyzes commitment to taking corrective actions¹⁸

Elle établit un lien entre le développement et la participation. Le développement devient alors participatif. La Banque mondiale définit le développement participatif comme

un processus par lequel les parties prenantes, et en particulier les pauvres, influent et prennent part au contrôle des initiatives de développement, des décisions et ressources qui les concernent. Il est de plus en plus évident que la participation améliore la qualité, l'efficacité et la durabilité des projets tout en renforçant l'appropriation et l'engagement des gouvernements et des parties intéressées¹⁹.

Pour ce qui est du PNDP ou simplement du PDPP, la notion de participation est simplement évoquée sans grande précision dans les documents de référence. Il serait

¹⁸ <http://web.worldbank.org>. Consulté le 25avril 2009.

¹⁹ <http://web.worldbank.org>. Op. cit.

judicieux non seulement de la présenter dans ses grandes lignes mais également de jauger son niveau d'application auprès des populations concernées. Mais il convient d'abord de faire connaissance du programme.

1.5 Le PDPP : un plan de développement des Bagyeli

Le Programme National de Développement Participatif (PNDP) a été mis en place en 2006 par le gouvernement camerounais avec l'appui des bailleurs de fonds (Banque mondiale, Agence française de développement entre autres) avec pour ambition de promouvoir un

développement durable, axé sur l'organisation des bénéficiaires, le renforcement de leurs capacités, leur implication dans l'identification de leurs besoins prioritaires, la recherche des solutions, la planification et la mise en œuvre des actions concrètes pour le développement social et économique de leurs localités ». (PNDP, 2003: 7)

Le programme est supposé « responsabiliser les communautés rurales et les structures décentralisées de l'État afin de les rendre acteurs de leur propre développement »²⁰. Préalablement à sa mise en œuvre et conformément aux politiques de sauvegarde de la Banque mondiale, le PNDP a fait l'objet d'une évaluation environnementale. Celle-ci a débouché sur la production d'un Cadre de Gestion Environnementale et Sociale

²⁰ PDPP. Op. cit.

(CGES), lequel a été complété par le Plan de Déplacement Involontaire et de Réinstallation (PDIR) et le Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP).

L'objectif global du PDPP est d'assurer que le processus de développement engagé favorisera le respect total de la dignité, des droits de la personne et la culture des peuples autochtones. Dans le cadre du PNDP, compte tenu de la couverture progressive du pays par le PNDP, le PDPP est mis en œuvre principalement dans les 09 communes du Cameroun : Oveng, Mintom, Niété, Akom II, Lokoundjé, Campo, Bipindi, Lolodorf dans le sud du pays. Chacune de ces communes a confectionné un plan de développement y afférent.

En octobre 2009 une évaluation interne du PDPP faisait ressortir certaines observations notamment :

- La faible représentativité des Bagyeli dans les instances de décision au niveau local et la difficile organisation du peuple « Pygmée » au niveau communal; la nécessité de mettre sur pied des plateformes à l'échelle locale.
- La grande mobilité des Peuples « Pygmées », sujet de préoccupation majeure pour l'impulsion d'un développement soutenu et mieux suivi.

- L'attachement profond des Peuples « Pygmées » à la forêt, marqué par des arrêts intempestifs de toute activité, au profit des activités culturelles.
- Le manque au sein de cette communauté Pygmée d'un leadership, ou d'une élite « Pygmée » socialement mieux respectée, apte à induire une motivation supplémentaire à leur scolarisation ou professionnalisation.

L'existence dans la zone d'intervention, d'importants besoins d'infrastructures hydrauliques, et/ou de réhabilitation des foyers d'accueil des Peuples « Pygmées ».

L'importance de soutenir des activités génératrices de revenus en milieu pygmée, notamment à travers l'agriculture, la gestion des produits forestiers non ligneux, etc.

Ces observations donnent un aperçu de la situation des Bagyeli, de certains de leurs préoccupations et des problèmes qui se posent dans ce milieu, mieux de l'environnement qui prévaut et qui justifie l'avènement du programme.

1.6 PDPP, environnement et justification

Le PNDP participe de la stratégie du gouvernement camerounais de réduire la pauvreté, de permettre la croissance économique, promouvoir la décentralisation et la gouvernance. Les termes du programme correspondent aux idéaux du gouvernement axés sur les grandes ambitions d'abord et sur les grandes réalisations ensuite afin de combattre la pauvreté. Le programme s'inscrit dans la logique du développement

durable fait d'écoute vers la base et de participation des populations locales.

L'initiative a pour objectif de

soutenir le développement à l'initiative des communautés en permettant aux communautés et à leurs gouvernements locaux de mettre en place des plans prioritaires et en consolidant l'environnement fiscal, institutionnel et administratif pour une allocation des budgets adéquate, la délivrance d'un service efficace, et une gestion transparente des services financiers. Les bénéficiaires du PNDP sont les communautés rurales dispersées à travers les dix provinces du Cameroun, ainsi que d'autres organisations, incluant l'administration publique locale et régionale, des ONG et d'autres associations. (Plan de développement des Peuples Pygmées - Rapport final Juin 2003: 3)

Bien que le programme ait un appendice pour les populations « Pygmées » (Le PDPP : Programme de développement des Peuples « Pygmées ») il s'intéresse d'abord aux communautés rurales dispersées dans les dix Provinces (aujourd'hui régions) que compte le Cameroun. Le PNDP compte quatre composantes clés à savoir :

- Appui Financier au Développement des Communautés Rurales (AFDCR);
- Appui aux communes dans le processus progressif de décentralisation;
- Renforcement des capacités au niveau local ; et,
- Gestion, coordination et suivi-évaluation.

Le Programme bénéficie d'un financement de plusieurs bailleurs de fonds dont la Banque mondiale qui débourse la quote-part la plus importante. Quant à son volet « Plan de Développement des Peuples Pygmées (IPDP pour « Indigenous People

Development Plan ») il a pour objectif de s'assurer que le PNDP respectera la dignité, les droits et la culture des peuples « Pygmées » (PP = Baka, Kola (Bagyeli) et Aka) au Cameroun et permettra une situation où « les mécanismes sont définis et maintenus pour la participation des peuples Pygmées dans la prise de décision pendant la planification, la mise en œuvre et l'évaluation et pour consolider les institutions par lesquelles les PP peuvent participer dans le développement de leur pays ». (Plan de développement des Peuples Pygmées - Rapport final Juin 2003: 3)

Le même rapport fait la présentation suivante des Peuples « Pygmées » :

Du point de vue légal, les Peuples Pygmées (au total environ 30.000 individus regroupés en 300 campements et 33 communes) sont des citoyens égaux à toutes les autres personnes nées au Cameroun, mais ils n'ont pas la même influence politique, le même statut légal, organisationnel, technique et économique que les autres groupes au Cameroun. Les Baka, Kola (Bagyeli) et Aka, qui étaient avant des chasseurs-cueilleurs nomades, sur des grandes zones de forêt ininterrompue, ont été de plus en plus restreints dans des zones où la chasse et la collecte se pratiquent toujours, bien qu'avec une technologie différente de la chasse au filet traditionnelle. L'interdépendance d'autrefois avec les agriculteurs des villages, avec les Baka, Kola et Aka qui fournissaient de la main d'œuvre au village en dehors de la saison de chasse, et les villageois qui comptaient sur la production pygmée de viande et produits de la forêt, est devenue une situation de dépendance accrue des Pygmées pour un revenu en espèces, du travail et quelques services sociaux dérivés du gouvernement. La dépendance accrue vis-à-vis de l'agriculture, de la vie sédentaire une bonne partie de l'année, et le désir d'accéder à des services sociaux a-t-elle rendu les communautés Pygmées de simples citoyens du Cameroun comme les autres ? Résolument non. Pas un seul Baka, Kola ou Aka ne travaille comme fonctionnaire public, aucun « Pygmée » n'est membre d'aucun des 339 conseils municipaux, seulement un des 13.000 villages avait un chef Pygmée avant la mise en œuvre d'un IPDP dans la région de Campo-Ma'an. Même dans les sous-divisions où les Pygmées forment 30 à 50 pour-cent de la population, aucun chef n'est lui-même Pygmée. Quelques uns ont des cartes d'identité qui leur

permettent de participer comme des citoyens, car la plupart ne peuvent pas se permettre de dépenser les 25 dollars américains nécessaires pour en obtenir une. Ils n'ont pas non plus de certificat de naissance, qui est nécessaire pour s'inscrire sur les listes électorales. Des estimations brutes sur les revenus en espèces indiquent que les ménages pygmées doivent gagner environ un tiers du revenu rural moyen dans le pays. Ils n'ont pas les moyens d'acquérir des droits aux forêts communautaires ni de défendre leurs possessions ou les restes de leur «pays natal » des intérêts extérieurs. Un agent divisionnaire a refusé au consultant le droit de parler à « ses Pygmées », et en général les Pygmées sont considérés comme des êtres dépendants, non membres virtuels des villages avec lesquels ils interagissent. (Plan de développement des Peuples Pygmées - Rapport final Juin 2003: 3-4)

Une étude faite sur le projet a fait état des mesures spéciales à prendre et sans lesquelles les Peuples Pygmées ne pourront pas bénéficier du PNDP qui a une envergure nationale et est en principe et par intention ouvert à tous en dépit de l'appendice que représente le PDPP. Car à cause de l'envergure nationale du PNDP les peuples Pygmées risquent de : devenir encore plus marginalisés dans la société camerounaise, se désintégrer à cause du système décentralisé de l'administration, avoir moins d'assistance des services gouvernementaux, avoir moins de capacités à défendre leurs droits légaux, devenir ou demeurer aussi dépendants d'autres groupes ethniques, perdre le contrôle des terres traditionnellement utilisées par eux comme source de survie et base de leur système culturel et social, avoir moins d'accès à l'éducation, avoir moins d'accès aux infrastructures de santé, avoir moins d'accès à de l'eau potable, avoir moins de revenus de la production agricole, perdre leur identité culturelle et sociale.

Pour tenter d'atténuer ces risques, le PNDP a approuvé 15 activités. C'est un entendement mutuel que seule la totale mise en œuvre de l'IPDP et de toutes ses composantes respecte les exigences de l'OD 4.20 et garantit que le PNDP respecte les droits, la dignité et la culture des Baka et Kola et leur offre des opportunités égales ou meilleures de participer aux bénéfices offerts par le PNDP. Le PNDP a donc entrepris d'établir des opportunités légales égales :

- Établir des conditions légales égales pour les individus Baka, Kola et Aka (cartes d'identité).
- Établir des conditions légales égales pour les campements de PP (communautés).
- Établir des forêts communautaires et des zones de chasse traditionnelle pour les communautés PP.
- Établir des opportunités techniques égales
- Aider les Baka, Kola et Aka à établir des plans d'action au niveau local
- Aider les PP à participer de façon égale dans l'élaboration des plans de développement communaux.

Établir des opportunités financières égales

- Offrir aux Baka, Kola et Aka des projets financés par l'AFDCR à un taux subventionné.
- Offrir des programmes spéciaux pour les Baka, Kola et Aka pour bénéficier d'ouvertures de postes dans le cadre du programme PNDP (enseignants, personnel de santé, fonctionnaires, etc.).

- Établir des opportunités organisationnelles égales
- Aider les Baka, Kola et Aka dans les processus de prise de décision.
- Fournir une formation en communication interculturelle aux fonctionnaires et conseillers qui travaillent dans les sous divisions avec les PP.
- Aider les Baka, Kola et Aka à établir des entités indépendantes aux différents niveaux pour coordonner, communiquer et faciliter les activités nommées ci-dessus.
- Inclure un représentant PP dans les divers comités du PNDP.
- Établir un système de suivi et d'évaluation participatif pour l'IPDP du PNDP.

Opportunités culturelles égales

- Sensibiliser les Baka, Kola et Aka sur les risques du processus de développement.
- Aider les associations de PP dans leur renforcement de compétences, pour préserver la connaissance, culture et mode de vie traditionnels.
- Soutenir la création de forums pour la communication et l'échange entre PP et autres groupes ethniques et accompagner ce processus de compréhension mutuelle. Les acteurs principaux de l'IPDP sont le PNDP au MINEPAT, le sous département de la population marginalisée au MINAS, le MINAS, les ONG nationales et internationales, les associations de peuples pygmées et les Baka, Kola et Aka eux mêmes.

Il a été projeté qu'avec les 15 activités de l'IPDP (PDPP) :

- ✓ Le PNDP consolidera les systèmes traditionnels de gouvernement et embrassera la notion de dialogue communautaire et terres traditionnelles pour tous les groupes ethniques;
- ✓ Le PNDP réduira la pauvreté pour tous les groupes ethniques et abaissera la dépendance et la dégradation des ressources naturelles et encouragera la conservation;
- ✓ Le PNDP placera des routes rurales et services associés pour favoriser des systèmes agricoles plus durables et une meilleure évacuation des productions agricoles;
- ✓ Le PNDP installera un système efficace de gestion de l'habitat naturel, qui offrira des impacts positifs à toute la population et à la biodiversité;
- ✓ Le PNDP accroîtra la qualité des infrastructures sociales (écoles, centres de santé, sport, installations de loisirs, marchés, etc.) ou promouvra un développement rural durable;
- ✓ Le PNDP respectera la dignité, les droits et la culture des Baka, Kola et Aka;
- ✓ Le PNDP s'assurera que les Baka, Kola (Bagyeli) et Aka reçoivent du PNDP un bénéfice égal ou supérieur à celui des autres groupes ethniques;
- ✓ Que le PNDP assistera les Baka, Kola (Bagyeli) et Aka à accroître leur situation légale, politique, sociale, économique, culturelle et psychologique²¹.

1.7 Principales composantes du PDPP

²¹ Voir le Plan de développement des Peuples Pygmées. Document stratégique de mise en œuvre des plans d'actions dans 9 communes de la Province du Sud. Novembre 07-Aout 08.

Le programme se décline en 5 composantes censées faire le tour de la vie des populations concernées. Ces composantes correspondent à certains secteurs clés qui sont les suivants la citoyenneté, la santé, l'éducation et l'agriculture.

Composante 1 : Citoyenneté

L'objectif général de cette composante est de permettre aux bénéficiaires de jouir pleinement de leurs droits et devoirs en tant que citoyen à part entière de la commune.

De manière spécifique, il s'agit de :

- Renforcer leurs capacités en vue de leur participation aux activités de développement dans leur milieu,
- Assurer leur représentativité au sein des instances de décision au niveau local (villageois et communal) ;
- Faciliter l'obtention des actes d'état civil.

Résultats attendus:

- Au moins 170 PP soient formés au leadership et à l'éducation citoyenne ;
- Au moins 20 d'entre eux soient représentés au sein des différents comités locaux (APE, COSA/COGES, Comités de développement, etc.),
- Au moins 1500 cartes nationales d'identité et 1700 actes de naissance soient établis, plastifiés et distribués aux bénéficiaires ;

- un dispositif d'enregistrement systématique soit mis en place dans au moins 100 campements et villages associés;
- au moins 50 % des pygmées ayant les actes d'état civil jouissent de la citoyenneté (participation aux élections, inscriptions et examens scolaires, à la justice, voyage, etc.).

Composante 2 : Santé

L'objectif général de cette composante est d'améliorer l'état sanitaire des PP. De manière spécifique, il est question de :

- Appuyer la stratégie avancée actuellement mise en œuvre par les services étatiques de la santé;
- Améliorer l'accès des PP aux soins de santé et aux médicaments ;
- Améliorer la qualité de l'accueil des Baka / Bakola / Bagyéli dans les formations sanitaires
- Améliorer l'efficacité d'un plan de la médecine traditionnelle pygmée.

Les principaux résultats attendus au titre de cette composante sont :

- Au moins 50% des enfants de 0 à 5 ans sont vaccinés contre moins de 12% actuellement (soit au moins 700 enfants) ;
- Au moins 300 femmes enceintes identifiées sont suivies pendant leur grossesse ;
- au moins 80% des tuberculeux Pygmées identifiés suivent normalement leur traitement contre moins de 40% (soit environ 65 contre 40 actuellement) ;
- au moins 60% des séropositifs Pygmées identifiés suivent normalement leur traitement contre moins de 30% actuellement (soit environ 20 contre 12PP séropositifs actuellement suivis dans la zone de Bipindi) ;
- au moins 20 PP ont suivi une formation en soins de santé dans les formations sanitaires de la zone d'intervention, contre 0 actuellement
- au moins 2500 PP supplémentaires ont reçu des soins dans les formations sanitaires et dans le cadre de la stratégie avancée ;
- Au moins 180 accoucheuses traditionnelles supplémentaires aux 30 accoucheuses actuelles sont formées.

Composante 3 : Éducation

L'objectif de cette composante est d'améliorer l'accès des enfants Pygmées à l'éducation à travers :

- le renforcement des structures éducatives en termes de personnel, d'équipement et de fonctionnement;
- le renforcement des foyers d'accueil des enfants scolaires Pygmées ;

- l'amélioration de la perception que les parents et enfants Baka/Bakola-Bagyéli ont de l'éducation ;
- l'appui en fournitures scolaires aux élèves.

Résultats attendus

- Au moins 1000 élèves du primaire ont accès aux fournitures scolaires ;
- Le taux de redoublement des enfants Pygmées ayant reçu un appui en fournitures ne dépasse pas 30% (contre 50% actuellement) ;
- Au moins 70% des Pygmées candidats (soit environ 25 sur un total de 40) au CEP et ayant reçu un appui en fournitures obtiennent leur diplôme ;
- 12 enseignants des centres préscolaires ayant amélioré la performance des enfants pygmées reçoivent une prime supplémentaire n'excédant pas 20% de leur salaire mensuel actuel ;

Composante 4 : Agriculture et valorisation des PFNL

L'agriculture et la valorisation des produits forestiers non ligneux ont pour objectif d'améliorer la sécurité alimentaire des PP, d'améliorer le niveau de leurs revenus et d'atténuer les conflits entre les Bantous et eux, notamment au sujet du vol dans les champs.

Comme résultats escomptés :

Les rendements agricoles des cultures suivantes dans la zone d'intervention (Bipindi-Lolodorf) augmentent d'au moins 30% comme indiqué dans le tableau ci-après :

Tableau 1 : Cultures et rendements (PDPP)

Cultures	Rendements actuels	Rendements après le projet
Maïs	80 kg/ha	110 kg/ha
Manioc	250 kg/ha	325 kg/ha
Ignames	800 kg/ha	1050 kg/ha
Banane-plantain	150 régimes/ha	200 régimes/ha

Composante 5 : Dialogue intercommunautaire et sécurisation foncière

Cette composante vise l'amélioration des droits d'usufruits des ressources naturelles, ainsi que les échanges sociaux entre PP et Bantous. De manière particulière, il s'agit de parvenir à :

Améliorer les droits d'usufruit des terres par les Pygmées aux fins de l'habitat et du développement agricole ;

Comme résultats, il est attendu que:

Au moins 10 communautés PP aient des droits d'usufruit sur des espaces reconnus par l'administration et les Bantou;

Les activités à développer au titre de cette composante sont :

- Organiser des séances d'information, de communication dans les campements Pygmées et villages associés ;
- organiser des descentes de négociations avec les chefs, notables des villages bantou, et les autorités administratives, sur les espaces à céder aux PP;
- délimiter les espaces où les droits d'usufruit des PP sont reconnus sur la base du consensus obtenu.

Cette présentation permet de voir les objectifs généraux du programme et de voir quelques uns des résultats en 2007-2008. Mais elle ne nous spécifie pas concrètement la nature de la participation. En vue de réaliser le PDPP, le PNDP a recruté un AOL, Organisme d'Appui Local qui travaille sur le terrain avec les services déconcentrés de l'État. Mais selon l'un des AOL qui s'est déployé sur le terrain en 2008 il existe au niveau de chaque commune une plateforme. C'est le président de l'instance qui convoque la réunion de la plateforme et du comité technique de la commune (Bipindi) afin d'élaborer un programme de travail mensuel. Le dit programme spécifie les tâches à confier à chaque sectoriel. C'est aussi l'organisme d'appui local qui apporte son expertise via des conseils techniques à la plateforme tout comme la sensibilisation et les informations nécessaires des communautés sur les activités et les

objectifs poursuivis par le PDPP. Dans ces énoncés la participation des Bagyeli reste toujours floue. Cette opacité déteint sur le volet communicationnel du programme.

1.8 L'Analyse des documents

L'analyse des documents clés implique l'analyse de la documentation autant sur la genèse du PDPP que sur les activités de la plateforme supposée donner corps au projet aussi bien dans son articulation participation des populations intéressées que dans l'atteinte de l'objet du projet : le développement durable. Cette démarche est la plus pertinente au regard du type de documents à analyser.

1.8.1 Les principaux documents analysés

Les documents qui rentrent dans le cadre de la démonstration du type de participation des Bagyeli à l'initiative PDPP /PNDP sont de deux ordres : l'ordre constitutif, normatif et l'ordre opérationnel. Participant de l'ordre constitutionnel, ceux des documents qui définissent le cadre de l'initiative du développement. Ce cadre normatif institue l'initiative tout en lui donnant les contours et orientations à appliquer lors de la mise en place et du déroulement du PDPP /PNDP. En revanche, la documentation de l'ordre fonctionnel est celle qui met en exergue le

fonctionnement quotidien du programme dans sa traduction de la réalité participative des populations autochtones dans la perspective de la mise en œuvre du développement durable. Cette démarche nous permettra d'appréhender l'utilisation des principaux concepts que sont: la communication, la participation, l'appropriation et le développement durable, à la base de cette recherche. Deux principaux documents seront ainsi analysés dans une perception triptyque : le commentaire de chaque document, le regroupement les documents par sous-thèmes ou, leur comparaison Vigour (2007). Ce sont : le texte fondateur du PDPP/PNDP et les rapports des travaux de la plateforme PDPP/PNDP.

- Le texte fondateur du PDPP/PNDP

Le PDPP procède du PNDP qui lui-même constitue un élément important de la stratégie nationale pour la réduction de la pauvreté, la croissance économique, la décentralisation et la bonne gouvernance au Cameroun. Le programme est ainsi décrit dans le document de stratégie nationale pour la réduction de la pauvreté. Le PNDP entend « soutenir le développement à l'initiative des communautés en permettant aux communautés et à leurs gouvernements locaux de mettre en place des plans d'actions prioritaires et en consolidant l'environnement fiscal, institutionnel et administratif pour une allocation des budgets adéquats, la délivrance d'un service efficace, et une gestion transparente des services financiers ». Au départ une phase pilote de quatre

ans était prévue pour les provinces du Nord, Centre, Ouest et Sud et s'étalait sur quatre composantes: l'appui Financier au Développement des Communautés Rurales (AFDCR); l'appui aux communes dans le processus progressif de décentralisation; le renforcement des capacités au niveau local ; et la gestion, coordination et suivi-évaluation. Si les bénéficiaires du PNDP sont les communautés rurales en général, dispersées dans les dix provinces (aujourd'hui région) du Cameroun, ainsi que d'autres organisations, incluant l'administration publique locale et régionale, des ONG et d'autres associations, le PDPP lui, s'adresse uniquement aux populations dites autochtones et particulièrement les « Pygmées ». Il affirme se donner un objectif :

s'assurer que le PNDP respectera la dignité, les droits et la culture des peuples « pygmées » (PP = Baka, Kola et Aka) au Cameroun et permettra une situation où « les mécanismes sont définis et maintenus pour la participation des peuples pygmées dans la prise de décision pendant la planification, la mise en œuvre et l'évaluation », et pour consolider les institutions par lesquelles les PP peuvent participer dans le développement de leur pays. (Plan de développement des Peuples Pygmées - Rapport final Juin 2003: 3)

Pour ce faire le texte créateur du PDPP détermine un certain nombre de préoccupations, en prescrit les activités, les responsables, les périodes, les coûts et les indicateurs. Ainsi, une quinzaine de préoccupations ont été arrêtées. Parmi les plus saillantes il y a l'établissement des conditions légales pour les peuples Pygmées, l'accès aux cartes nationales d'identité, la mise en place des forêts communautaires, les zones de chasse traditionnellement réservées aux communautés et campements

Pygmées, l'appui des PP à l'élaboration des plans de développement local et les assister dans la participation effective de ces plans.

Dans le champ de la communication, le plan prescrit de proposer et d'organiser des formations en communication interculturelle pour fonctionnaires, cadres de l'État et conseillers municipaux, la facilitation et la coordination et la facilitation, la communication des activités prévues. La sensibilisation des peuples Pygmées sur les risques des processus et des mesures du développement et la facilitation, la création et le fonctionnement des fora de la communication et de la discussion des « Pygmées » avec d'autres groupes ethniques sont aussi mentionnées. Un accent est aussi porté sur l'organisation des peuples Pygmées, les accompagner dans la désignation et l'inclusion de leurs représentants dans les comités du PNDP ainsi que dans le processus de prise de décision. Pour ce qui est des traditions, l'emphasis est mise sur l'appui des peuples « Pygmées » dans le renforcement de leurs capacités aux fins de sauvegarder leur savoir faire culturel et leur stratégie de survie. Ce cadre général élaboré appelle des activités qui vont avec. Entre autres, relevons la sensibilisation et la formation des différents acteurs aux enjeux des questions relatives aux populations autochtones. Ces formations concernent aussi bien ces populations elles-mêmes que les autres acteurs que sont leurs partenaires (fonctionnaires et cadres des ministères, du PDPP et autres associations et organisations non gouvernementales). Ces

renforcements de capacités incluent le secteur de prise de décisions chez les peuples autochtones, la facilitation de leur organisation et la désignation de leurs représentations auprès des cercles de décision. La participation dans les comités de réflexion et d'action, la mise à disposition des fonds s'inscrivent également dans cette sollicitude autant que la formation et la sensibilisation en vue de la conservation des savoirs locaux. La proposition des plans de gestion des forêts communautaires et zones de chasse, leur certification participent aussi de cette préoccupation : vouloir allier les traditions et les savoirs locaux aux exigences de la gestion moderne des espaces de vie et sources de revenus. Ce canevas tracé au début du programme en 2003 devait se matérialiser dans un premier temps en deux étapes après une phase pilote: une première étape de 2007 à 2009, la seconde devait aller de 2009 à 2013.

Mais le déroulement des prévisions a accusé d'un retard que les responsables du programme ont reconnu lors de l'évaluation²². C'est en mi-2013 que finalement la deuxième phase a dû commencer. La deuxième phase du programme a en principe débuté en mai 2013. Néanmoins le PDPP devait s'étaler sur 9 communes de la région du Sud. Après l'évaluation de 2009 il sera proposé de couvrir 22 communes du Centre, du Sud et de l'Est. Le programme est supposé privilégier un système de

²²Plan de développement des peuples Pygmées (2009). Document stratégique de mise en œuvre, des plans d'actions Phase I dans 09 communes de la province du Sud. Novembre- 07- Septembre 09 Phase 2 dans 22 communes de la province du Sud/Est/Centre Octobre – Septembre 2013

participation des « Pygmées » ; système d'où émanent différents diagnostics qui ont précédé la matérialisation de l'initiative. Celle-ci repose sur 5 axes qui verront plus tard des suppléments. Ces axes sont l'agriculture, le dialogue intercommunautaire, la santé, l'éducation, la citoyenneté. Le cadre normatif et directionnel du PDPP fait ainsi ressortir quelques éléments et assertions clés : la participation des peuples « Pygmées », la communication interculturelle entre les acteurs et incidemment l'appropriation ou la domestication du PDPP. Ces pistes et directives non sans pertinence se trouvent pourtant à l'épreuve de la réalité que relatent les différents rapports d'activités délivrés par les organismes d'appui local ; le réseau d'actions participatives de développement en l'occurrence. 6 de ces rapports sont édifiants quant à la réalité des réalisations des activités du programme.

- Rapports d'activités

Il s'agit des rapports d'étapes réalisés en novembre 2008, février 2009, de mars 2009, août 2009 (pour la période de février-août 2009), du 8 au 31 novembre 2010, de janvier 2011. Un parcours sommaire de ces rapports laisse le constat suivant :

- Rapport de novembre 2008

Le rapport de novembre 2008 est laconique et ne présente les activités qu'en sommaire. Selon cette évaluation, 43 campements ont été recensés dans l'arrondissement de Bipindi pour 23 écoles où 116 enfants Bagyeli fréquentent avec l'aide de 102 enseignants. 9 centres de santé sont répertoriés avec en prime 36 fréquentations mensuelles par les Bakola-Bagyeli. 21 accouchements traditionnels ont été enregistrés, 5 centres d'état civil sont répertoriés. Si l'agriculture est pratiquée par 40 personnes, des conflits domaniaux ont été soulignés dans 3 villages²³.

- Rapport de février 2009

Selon ce rapport, 75 pour cent des activités programmées n'ont pas été réalisés faute de disponibilités matérielles et budgétaires. Ces activités s'étalaient sur les 5 composantes du programme.

²³ Ce sont : Malombe, Kpwa et Song Bikim.

Composante citoyenneté :

Les activités ont consisté à réactualiser les données de la population Bagyeli, à la création des chaînes de relais pour l'établissement des cartes nationales d'identité.

Résultats : identification des leaders Bagyeli.

Composante Santé :

L'accent était mis sur l'identification des accoucheuses traditionnelles, répertorier les appuis institutionnels dans les formations sanitaires.

Résultats : les malades sont pris en charge nutritivement dans les centres de santé.

Composante éducation :

Le travail a consisté à sensibiliser les enseignants d'accueillir les enfants Bagyeli dans les écoles, identifier les enseignants et réceptionner les fournitures scolaires.

Composante agriculture :

La tâche était axée sur le recensement des agriculteurs. À partir de ce bilan une programmation a été faite avec à la clé, la revitalisation des réseaux leaders Bagyeli

dans l'enregistrement des naissances ; des causeries pour une conscientisation des Bagyeli sur les enjeux de leur développement, un lobbying et un plaidoyer auprès des administrations, les formations en gestion et utilisation des produits forestiers non ligneux, les formations en soins infirmiers et des accoucheuses traditionnelles, leur suivi et l'identification des porteurs du VIH.

- Rapport de mars 2009

Durant cette période, 42 campements « Pygmées » ont été recensés dans l'arrondissement de Bipindi. 10 écoles s'occupent de l'encadrement des 153 élèves Bagyeli, pour 22 enseignants.

Dans le domaine de la santé 9 centres reçoivent les Bagyeli. 8 accoucheuses traditionnelles sont recensées. Dans la rubrique citoyenneté, l'on évoque un besoin de 86 cartes nationales d'identité et 106 actes de naissance dans 25 campements. Quelques leaders y ont été répertoriés. Mais les problèmes fonciers sont légion en témoignent les conflits opposant les Bagyeli à leurs voisins Bantou dans certains villages de l'arrondissement.

208 agriculteurs potentiels ont été identifiés pour cultiver l'igname, le maïs, les arachides, le concombre, du plantain.

- Rapport du 20 août 2009 (rapport d'étape II, février-août 2009)

Le rapport a tablé sur le bilan des activités menées de février à août 2009 suivant les secteurs directeurs du PDPP. Ces activités ont tourné autour du recensement des besoins en cartes nationales d'identité et en actes de naissance. Ainsi 177 CNI et 282 actes de naissance ont été délivrés contre 450 personnes formées sur l'importance de ces deux types de pièce. 153 élèves sont recensés dans les écoles, 75 % sont allés en classe supérieure. Dans le domaine agricole, 143 agriculteurs sont sensibilisés pour la campagne agricole mais le secteur connaît un grand retard. 6 leaders Bagyeli sont identifiés et le document souligne la tenue des réunions de la plateforme assistées par l'organisme d'appui local. En somme 475 personnes ont été formées au leadership, à l'éducation des citoyens, aucun Bagyeli n'est représenté dans les instances de décision au niveau local. 177 CNI ont été établies et distribuées sur les 300 prévues. 282 actes de naissance sur les 500 prévus ont été délivrés. Dans le domaine de la santé, 273 « Pygmées » sur les 250 prévus ont bénéficié des soins dans les formations sanitaires tandis que 273 enfants de 0 à 5 ans sur les 150 initialement prévus ont été vaccinés et 36 femmes enceintes sur 40 ont bénéficié d'un suivi prénatal. En

éducation, 18 enfants sur 25 programmés ont obtenu le CEP alors que 153 enfants ont bénéficié d'appui en fournitures scolaires. Pour ce qui est de l'agriculture, le taux d'augmentation des rendements est égal à zéro alors que 6 groupes ou associations sont créés dans le secteur agricole. L'on note en revanche aucun campement établi sur les espaces reconnus légalement.

Quelques observations sont faites en matière d'appropriation du processus d'implémentation du PDPP par les acteurs. Parmi les plus significatives, les Bagyeli, bénéficiaires de l'initiative ne se sont pas encore véritablement approprié le programme, bien qu'ils soient particulièrement intéressés, voire impliqués dans les activités du PDPP. Le rapport relève que le facteur temps devra entrer en jeu²⁴. En ce qui concerne les Bantou, ils sont encore étrangers au processus. Pour ce qui est des administrations sectorielles, leur implication dans la diversité constitue un handicap pour la compréhension et pour la maîtrise des rôles de chaque maillon de la chaîne, autrement, la multitude des acteurs alourdit le processus. En outre il y a une inadéquation des programmes et la non intégration du rôle de l'OAL. En général, si cette phase a contribué à l'objectif général fixé par le programme, le caractère novateur de ce dernier justifie les balbutiements notés chez les intervenants et les bénéficiaires du programme.

²⁴Réseau d'actions participatives aux initiatives de développement (2009) Rapport de mise en œuvre du PDPP dans la commune de Bipindi. Étape II. P.9.

- Rapport de novembre 2010

Le travail de prospection auprès des campements s'est poursuivi. Ainsi 39 campements ont été répertoriés.

Composante citoyenneté : 272 actes de naissance ont été établis pour les Bagyeli.

Composante éducation : gestion des fournitures scolaires car le matériel offert en 2008 est inexistant. Le constat après la visite de l'inspecteur de l'éducation de base laisse voir que la quasi-totalité des élèves n'ont pas d'actes de naissance, ceux qui sont au cours moyen II n'ont pas de frais de concours d'entrée en 6^e ou pour les dossiers de CEP²⁵. D'autres élèves pour la plupart désertent par moments les salles de classe pour des parties de chasse ou de cueillette. Ceux qui ont obtenu le CEP ne peuvent plus continuer faute de moyens.

Composante agriculture : Des besoins en semences agricoles ont été relevés. Certains produits ont fait l'objet de l'appui du Minader (Ministère de l'agriculture et du développement rural).

Ici et là le constat a été fait notamment en matière d'éducation. Les élèves sont en état de dénuement, ils sont stressés, timides ou angoissés et abandonnent régulièrement l'école pour les parties de chasse. Ces observations sont assorties de propositions à

²⁵ Le CEP (Certificat d'études primaires, anciennement CEPE : certificat d'études primaires et élémentaires) est le premier diplôme au Cameroun. Il sanctionne la fin du cycle primaire.

savoir la réelle descente sur le terrain des membres des ONG chargés d'encadrer les populations « Pygmées », qu'ils les encouragent à la sédentarisation ou qu'ils ne s'enrichissent pas sur leur dos.

- Rapport de janvier 2011

Ici comme au début du programme, les activités sont supposées reposer sur cinq composantes : citoyenneté, santé, éducation, dialogue intercommunautaire, agriculture dans le but « d'améliorer l'accès aux services sociaux de base (santé, éducation), de renforcer la citoyenneté ainsi que les capacités organisationnelles des populations Bakola, Bagyeli et Baka dans une perspective de transfert progressif de prise en charge de leur développement ». Conformément à cette programmation le rapport relève un certain nombre d'activités. Le document mentionne la tenue des réunions avec le sous préfet et les responsables de l'éducation, de la santé, des affaires sociales et de l'agriculture, l'identification des enfants et adultes sans carte nationale d'identité à Bipindi, l'identification des femmes enceintes dans les campements. Ainsi un appui a été donné pour la délivrance de 272 actes de naissance. 5 femmes enceintes sont identifiées et sensibilisées pour des visites prénatales dans les centres de santé. 58 ménages ont été recensés pour bénéficier des semences dans les campements. Mais 19 enfants sans acte de naissance ont été identifiés tout comme

28 adultes sans carte nationale d'identité. Les enseignants ont été identifiés, le document de suivi de la gestion des fournitures a été distribué, les informations ont été données sur la gestion des élèves, les besoins en semences agricoles ont été relevés. En dépit de ces activités le rapport fait un certain nombre d'observations relatives à la conduite des actions sur le terrain. Aussi le document met-il en exergue qu'aucun représentant de la population « Pygmée » n'est présent aux instances de décision au niveau local²⁶. Il n'y a aucune trace de relais parmi les 6 personnes formées pour l'enregistrement des données de l'état civil, les 5 femmes enceintes recensées n'ont pas de suivi prénatal, elles restent dans les campements sans se rendre dans les centres de santé. Par ailleurs aucun des 30 malades séropositifs identifiés n'a de suivi médical dans un centre de santé. De plus le suivi des tuberculeux a relâché pour absence de médecins dans les centres hospitaliers. 38 enfants ont toutefois reçu un appui scolaire (avec 55 pour cent de réussite au cours) et 18 d'entre eux ont eu le CEP ; 4 d'entre eux sont en classe de 6^e²⁷ au Lycée de Bipindi. Cependant les enfants désertent de plus en plus l'école ; entre autres raisons, l'absence de fournitures scolaires. Les activités agricoles n'ont pas eu d'effet positif escompté au cours de la dernière campagne agricole.

²⁶ Rapport d'étape no3. Mise en œuvre des activités résiduelles du plan de développement des peuples Pygmées dans la commune de Bipindi. (2011). P. 7.

²⁷ Selon l'organisation scolaire au Cameroun la 6^e correspond à la première classe dans un établissement d'enseignement secondaire.

Sur le plan de l'organisation des peuples « Pygmées », aucune association n'a été mise sur pied. Plus grave, la plateforme, instance de concertation et même d'impulsion de la programmation des activités n'a pas tenu de réunions ; la plupart des sectoriels étaient généralement absents²⁸. Bien que d'autres propositions aient été faites, notamment le financement urgent des activités dont les objectifs n'ont pas été atteints (VIH-SIDA, femmes enceintes), la mise sur pied des champs communautaires, l'organisation des rencontres collectives avec plusieurs campements, l'organisation des séances de travail avec chaque sectoriel, la programmation des réunions et la motivation des Pygmées avec des petits cadeaux, la conclusion du rapport est que le succès des activités est tributaire de l'efficacité avec laquelle elles sont mises en application.

De ces différents rapports il ressort effectivement des balbutiements dans la mise en place du PDPP bien que certaines actions soient posées dans les cinq composantes qui forment le programme. Mais une question demeure. Quelle relation le PDPP entretient-il avec la communication ? Dans ses objectifs axés sur le développement durable des « Pygmées » la communication est censée occuper une place centrale. Le vœu ne trouve pas l'écho attendu.

²⁸ Op. Cit. P. 9.

1.9 Le PDPP et la communication : quelle relation?

Comment les peuples Pygmées contribuent-ils à la marche du programme qui leur est dévoué? Comment ce programme communique-t-il? Quel système de communication est-il mis en place? Quelle place y accorde-t-on à la communication? Autant de questions qui ne trouvent pas aisément de réponses ni dans les termes de références du programme ni dans les différents rapports faits du terrain ou suite aux diverses enquêtes effectuées. Certes des campagnes de communication sont prévues dans le cadre des diverses composantes notamment l'éducation, le dialogue intercommunautaire et la sécurisation foncière. Mais les contours de cette communication ne sont pas assez clairs. Aussi, cette recherche en donnera-t-elle l'illustration.

Le flou qui entoure à priori la communication dans le PDPP se traduit déjà dans la participation des bénéficiaires du programme. Même les documents du cadre normatif de l'initiative ne sont pas assez explicites. Ce sont: le texte fondateur du PDPP/PNDP et les rapports des travaux de la plateforme PDPP/PNDP. Les Bagyeli qui sont censés en profiter présentent un visage bien singulier face aux dispositions pas toujours en phase avec les méthodes ou la démarche des concepteurs du programme.

CHAPITRE II

L'UNIVERS DES « PYGMÉES » BAGYELI

2.1 Les Bagyeli parmi les «Pygmées»

2.1.1 Historique

L'existence des « Pygmées » est très ancienne dans le monde. La première évocation du vocable « Pygmée » remonte au X^e siècle avant Jésus Christ. Le poète Homère dans sa géographie les localisait dans une zone située sous la Libye et l'Éthiopie. Certains spécialistes de l'Égypte pharaonique soulignent la présence des « Pygmées » en Afrique depuis 2370 avant Jésus Christ, selon Gambert Yvon Norbert. Longtemps, les «Pygmées» ont été considérés comme un peuple de légende.

En Égypte environ 2500 ans avant Jésus Christ leur existence se référait au peuple de la forêt. Ils étaient alors considérés soit comme un peuple mythique, soit semi-humain

soit alors pas du tout humain. Edward Tyson, un anatomiste conclura que les «Pygmées» sont dénués de toute humanité. Il faudra attendre Georges Schweinfurth pour démontrer le contraire de cette thèse. Il écrivit au 19^e siècle un livre intitulé *Au cœur de l'Afrique* (1968-1971) où il reconnut l'humanité du peuple «Pygmée». Ce livre apportera peut-être un terme au reniement de l'humanité des Pygmées mais il ne mettra pas un terme aux autres préjugés dont les groupes «Pygmées» feront l'objet.

D'après les historiens, les «Pygmées» ou Négrilles selon Hamy (1872) et Dequatrefages (1881) sont considérés comme les premiers habitants d'Afrique et des zones forestières (Trilles, 1945 ; Turnbull, 1961). Premiers habitants du continent africain, les «Pygmées» sont aussi généralement considérés comme premiers habitants de la forêt (Mveng ; 1963 ; Abega, 1998 ; Abéga & Bigombe, 2006 ; Manga, 2009). Certes au Cameroun le Père Mveng (cité par Manga, 2009) signale leur présence dans les environs de Garoua (Bidzar et falaises du Tinguélin) dans le nord du pays durant la période préhistorique. Le Professeur Essomba (cité par Ze Messanga, 2011) signale la présence des «Pygmées» à Oyomabang dans la banlieue de Yaoundé, la Capitale camerounaise il y a environ 3000 ans. Les «Pygmées» sont généralement de petite taille (1,30m à 1,50m) bien que cette donnée soit relative de nos jours à cause du brassage avec les Bantou. Les «Pygmées» sont de mœurs très simples, pures et profondément spirituelles (Mebenga, 2011). Autrement leur sobriété

matérielle compense leur profondeur spirituelle. Chez les Tikar, dans le centre du Cameroun, ce sont les « Pygmées » Bedzan qui rythment la vie spirituelle. Ce sont eux qui guident les grands rituels. Ils sont maîtres de tous les rituels, de la célébration de la naissance d'un bébé (présentation de l'enfant, donner le premier lait au bébé) à l'intronisation des chefs chez les Tikar (Mebenga, 2011).

Cependant et paradoxalement à cette sollicitude observée, cette profondeur spirituelle tranche très souvent avec la considération vis-à-vis du « Pygmée » et d'abord de la part de son voisin et partenaire le Bantou. De prime abord le terme « Pygmée » est d'un vocable péjoratif (Trilles, 1945 : 47, Lewis ; 2001) donné par d'autres peuples. Le terme « Pygmée » étymologiquement vient du Grec et signifie, "de courte taille". Il symbolise la stupidité et le manque d'intelligence. Le véritable nom serait alors les Akkas, car c'est celui découvert sur les pyramides égyptiennes. Nous utiliserons le vrai nom du groupe, sujet de cette recherche à savoir les Bagyeli. C'est sous ce nom qu'ils se reconnaissent de nos jours et qu'ils aiment à se faire appeler.

Le mépris envers les « Pygmées » a longtemps été manifesté aussi bien par les hommes de sciences que par les peuples environnants, marquant ainsi leurs distances envers ces groupes et ceci en dépit de contacts qu'il y a toujours eus entre les « Pygmées » et ces partenaires. Le professeur Mebenga (2011) relève ce mépris et cette stigmatisation aussi bien à l'égard des « Pygmées » du Cameroun qu'à l'endroit

de ceux du Burundi. C'est ainsi que les mariages entre les Batwa (« Pygmées » du Burundi) et les Hutu sont difficiles voire impossibles. Le même comportement est observé à l'endroit des Bagyeli ou alors à l'égard des Bedzan. Un Tikar (ethnie bantou) qui a eu des relations intimes avec une fille Bedzan sera rejeté de son village Tikar. Le Professeur Ngoura (2011) trouve en les « Pygmées » les signes de dominés.

Les « Pygmées » habitent généralement les zones forestières. On les retrouve dans les pays de l'Afrique centrale: le Gabon, le Cameroun, le Congo, la République Démocratique du Congo, la Guinée Équatoriale, le Rwanda, le Burundi et la République centrafricaine. Ils ont plusieurs dénominations selon les pays ou régions : Aka, Baka, Bedzan, Babinga, Mbenzele, Bambuti, Batwa, Bakola ou Bagyeli. Généralement leur dénomination est précédée du préfixe « Ba ». Pour certains spécialistes le préfixe « Ba » signifie les ressortissants de, ou les habitants de. C'est une identité culturelle linguistique (Mebenga, 2011).

Au Cameroun l'on dénombre trois groupes de «Pygmées» : les Baka dans la région de l'Est (le groupe le plus nombreux avec environ 8000 âmes), les Bedzan (environ un millier) dans la zone de savane au Centre et les Bagyeli/Bakola (4000) dans le Sud ouest près de la côte. C'est de ce troisième groupe qu'il s'agit dans cette recherche.

2.1.2 Données démographiques et culturelles

Les «Pygmées» Bagyeli habitent le sud ouest Cameroun. Originellement, ils sont semi-nomades. Ils vont d'une place à l'autre selon qu'une localité regorge de ressources pour subvenir à leurs besoins. Un malheur (un décès) peut aussi être la cause de leur déplacement d'un endroit. Ils vivent essentiellement de la forêt et de ses produits. Cette forêt comme chez tout «Pygmée» est leur patrie, elle leur donne tout ce dont ils ont besoin (Trumbull, 1961; Balif, 1992; Abéga, 1998). Ils ne sont pas adaptés à la nature, ils sont la nature (Terret et Abena, 2005). En effet, les Bagyeli se nourrissent des produits de la forêt (ils vivent de la chasse et de la cueillette). Ils se servent également des essences (plantes et arbres) pour leurs écorces et feuilles pour leur médecine. Leur pharmacopée connaît une bonne réputation. Sur le plan de la cosmologie, ils sont en rapport étroit avec la nature dont la forêt est le lieu par excellence. À ce titre ils pensent que la forêt leur a été offerte par *Nzambe*, Dieu. Pour cela ils s'identifient à elle et elle est pour eux un univers sacré. Leurs ancêtres et leurs esprits y habitent. Par ailleurs, ils communient et communiquent, eux et la nature (Ngima, 2001). Ils croient en un ancêtre et aux esprits (Minkuta ou l'esprit de la forêt). Cette caractéristique et cet attachement à la nature et notamment à la forêt sont reconnus à tous les groupes «Pygmées». Cette relation est relevée ainsi chez les Baka :

Le Baka cherche à vibrer au rythme de la nature; la forêt, demeure pour lui un « sein maternel », une source de sécurité et de vie. C'est pour lui un univers vivant, un interlocuteur à qui il s'adresse et qui lui parle en retour. La différence est nette entre l'ambiance du village au bord de la route, plus ou moins terne, et l'atmosphère pleine de vie lors des séjours forestiers. Il y a une métamorphose qui crée un contraste, montrant combien le Baka est dans son élément au sein de la forêt. (Abéga, 1998: 40)

Cette relation avec la nature traduit aussi la sobriété du « Pygmée » en général et du Bagyeli en particulier. Cette sobriété de vie épouse son organisation sociale.

2.1.3 Organisation sociale

L'organisation sociale des Bagyeli, comme dans tout groupe « Pygmée » n'est pas figée et tient à la grande mobilité du groupe. Elle repose sur les institutions souples (Abéga, 1998) et tourne autour du campement. Celui-ci comprend des personnes appartenant à des clans et lignages différents et liées entre elles par des liens d'amitié, de consanguinité ou d'alliance. Ainsi il peut comprendre les familles (père, mère, enfants) mais aussi les parentés (oncles, tantes, membres de la belle famille) ou amis. Il est constitué d'une dizaine de huttes pour environ 30 à 70 personnes. Ici s'organisent un certain nombre d'associations (rapports) et de confréries d'ordre social ou rituel.

C'est ici que s'opèrent les activités collectives; les partages et distributions. Les occupants des différents campements entretiennent de relations aussi diverses que

variées. Aussi se retrouvent-ils durant les occasions de danse, de chasse ou de cérémonies rituelles (Bahuchet, 1991). Ces activités laissent voir une certaine répartition des tâches et des rôles. Ainsi par exemple lors de la danse Bapéa (l'une de leurs danses les plus connues), les hommes sont généralement chargés de battre le tam tam et de danser sous les masques, tandis que les femmes sont chargées d'exécuter les chants et de taper les bambous. Cette répartition de rôles concerne aussi la chasse qui est la principale occupation des hommes. Mais elle bénéficie également de la coopération des femmes. Ce sont celles-ci qui donnent la chance aux hommes d'où sa place, l'influence qu'elle exerce auprès de son époux et l'importance qu'elle occupe dans cette société. L'influence tient aussi au fait que la belle mère chez les Bagyeli garde une place prépondérante auprès de son gendre. Mais cette spécialisation n'empêche pas les femmes de pratiquer certains types de chasse, par exemple la chasse à la sagaie. Elles peuvent aussi chasser les rats ou participer à la chasse au filet. Généralement les femmes s'occupent de la pêche, de la cueillette, de l'artisanat (tissage de nattes), de l'éducation des filles, plantations de vivrières, de certaines activités religieuses (Abéga, 1998). Les hommes quant à eux s'occupent de la chasse, de la construction des cases, de la récolte du miel, de l'éducation des garçons, de la plantation des arbres de rente, de la pêche à la ligne de certaines activités religieuses (Minkuta ou l'esprit de la forêt). Les activités des Bagyeli (chasses, pêche, cueillette...etc.) servent à la subsistance.

Le Bagyeli comme tout autre groupe « Pygmée » est un peuple acéphale et de type égalitaire à l'origine (Abéga, 1998; 2006). L'avènement de la chefferie dans ce groupe est récent et tient plutôt à la volonté administrative. Le chef peut donc être un « Pygmée » et sert surtout d'interface, d'intermédiaire avec l'administration.

L'option n'est pas toujours partagée par tous. Il pourrait donc exister quelques chefs qui exercent leur autorité sur les Bagyeli. Ils sont généralement Bantou et rarement Bagyeli. Chez les Bagyeli, il n'y a pas de hiérarchie en tant que pouvoir. La vie s'articule autour du campement et de l'unité du groupe. Dans les campements, la prise de décisions subit toutefois l'influence de certaines personnalités. Ce sont : le plus âgé, le plus ancien, le devin guérisseur, le grand chasseur d'éléphants et une vieille femme, devineresse guérisseuse (Bahuchet, 1991; Manga, 2009; Abéga, 1998). Mais de manière générale les femmes, parce qu'étant parmi les dépositaires de la chance²⁹, nécessaire pour la pratique de la chasse, sont très écoutées dans les groupes « Pygmées ». Certaines d'entre elles bénéficient souvent du prestigieux privilège de danseur de masques, un privilège pourtant lié et presque exclusif à la virilité (Terret et Abena, 2005), don de la nature dont les rennes sont implantées dans la forêt.

²⁹ La chance lie l'individu, ses proches, les membres du campement et les esprits. La perte de ce lien est désastreuse pour la communauté. La chance est transmise à la femme à sa naissance, elle est également transmise sous forme de bénédictions au chasseur par son épouse avant son départ pour la chasse. La femme initiée participe aussi aux préparatifs et à la clôture des rituels à la chasse à l'éléphant. La belle mère exerce aussi une grande influence auprès de son gendre. Celui-ci peut par exemple habiter avec sa belle famille sous le contrôle de sa belle mère (Abéga, 1998. PP 33-57).

L'organisation sociale des Bagyeli laisse ainsi voir une ossature comprenant quelques personnages clés. Ainsi distingue-t-on les anciens du campement (l'homme et la femme les plus âgés), le chasseur à l'éléphant, et le devin guérisseur auxquels l'on ajoute le chef de famille, ou simplement l'épouse et le chef du village ou de la communauté selon la nouvelle appréhension étatique qui le choisit dans ou hors de la communauté et comme relais de l'administration. Autant d'acteurs qui peuvent avoir une influence dans la communauté; des acteurs dont les avis peuvent compter quand advient une initiative en faveur de la communauté ou qui engage celle-ci.

L'organisation sociale des Bagyeli comme celle des autres groupes de « Pygmées » s'est adaptée à l'occupation spatiale qui est celle des Bagyeli de nos jours. En effet, les Bagyeli se sont sédentarisés dans les villages le long des pistes ou routes, tout près des autres groupes ethniques, notamment les Bantous. Leur habitat a subi cette mutation, troquant leur forme circulaire et leur feuillage avec les formes rectangulaires, la terre battue et parfois les tôles. Mais une bonne frange de Bagyeli habite encore la forêt, dans les huttes faites de feuilles et arbustes. La conséquence de cette double occupation de l'espace dans l'organisation sociale des Bagyeli réside entre autre dans les nuances qui pourraient exister par endroits dans cette structuration. Il en sera ainsi de l'absence de l'institution du « chef » relais de l'administration pour des groupes de Bagyeli qui habitent encore la forêt. Autre

disparité, celle qui existe dans la répartition des membres de cette communauté dans le département de l'Océan sur un espace couvrant environ 12000 km². Les Bagyeli sont dispersés à travers la circonscription selon la proximité de leurs intérêts (la forêt ou leurs zones de chasse) ou alors de leurs partenaires dont les Bantou.

Les Bagyeli comme les autres groupes « Pygmées » vivent dans une situation pour le moins paradoxale. À la croisée des chemins à l'ère de la mondialisation, les Bagyeli (qui entendent continuer de vivre leur mode de vie traditionnelle dans un contexte qui se modernise en témoignent leur proximité avec les autres groupes ethniques ainsi que l'influence exercée aussi bien par l'exploitation forestière que par les projets de l'État et des ONG en vue du changement de leur mode de vie) font face à un problème de survie. Abéga résume ainsi la situation du Baka, un groupe « Pygmée » comme les Bagyeli :

Formé dans un système social égalitaire au sein de son groupe, se soumettant à l'autre dès qu'il en sort, il va ainsi vivre une dualité qui le fragilise devant cet autre, et est donc facilement dominé. Cette vulnérabilité le prive aussi de mécanismes de défenses efficaces devant les abus perpétrés par cet autre ». (1998, 90)

Cette situation de marginalité tient à une hybridité qui fait que les Bagyeli « ne sont plus réellement dans la société traditionnelle, mais ne sont pas non plus acceptés par l'extérieur » (Abéga, 1998 : 99). De plus, de nombreuses compagnies

d'exploitation forestière ont, depuis des décennies, exploité les régions initiales de campement des Bagyeli, entraînant non seulement le déplacement de ceux-ci vers des villages lointains, mais aussi l'appauvrissement des lieux en ressources. Certaines recherches récentes montrent d'ailleurs comment l'action de ces compagnies forestières a affecté la région du Sud-ouest³⁰ et la vie des Bagyeli qui y habitent, empirant la situation de ce peuple qui est «un peuple marginalisé dans une région marginale»³¹, fait de «plus pauvres parmi les pauvres » (Abéga & Bigombe Logo, 2006: 28). Par ailleurs, la construction de l'oléoduc Tchad-Cameroun qui passe par la région dans les années 2000 n'aura pas été sans influence sur l'environnement et la vie de ce peuple. Ils sont en train de perdre leurs ressources naturelles de même que de leur héritage culturel dont la forêt est l'un des symboles à défaut d'en être la base. En marge du phénomène de déforestation, les Bagyeli subissent les conséquences de la politique étatique qui veut que ces peuples quittent la forêt, s'installent dans les villages et y pratiquent l'agriculture.

Cette politique s'accompagne de plusieurs constats que les groupes « Pygmées » qualifient comme « des restrictions à l'accès à nos terres ancestrales érigées

³⁰À ce sujet les études de Barume. (2005), Karen Biesbrouck (1999). Planet Survey, CED sont édifiantes.

³¹ MINPAT (1999).

aujourd'hui en aires protégées, plantations industrielles, concessions forestières »³² ou encore « l'existence des dispositions discriminatoires dans de nombreux textes en vigueur à l'instar de la loi forestière, de la loi foncière »³³. Concrètement, les Bagyeli ont été amenés à quitter la forêt, leur berceau, pour s'installer dans les villages déjà habités par d'autres ethnies Bantou (Ewondo, Bulu, Ngumba, Fang, Bassa). Ils y sont aussi encouragés à pratiquer l'agriculture et l'élevage. Par conséquent, ils quittent leur milieu naturel, perdent leurs ressources d'une part. D'autre part, les relations entre eux et les autres ethnies, nouveaux cohabitants sont loin d'être paisibles. Jadis empruntes de complémentarité et d'équilibre parce que basées sur le troc (les produits de chasse et de cueillette étaient échangés contre du sel, des lames, des haches, des féculents entre autre), les relations entre Bagyeli et Bantous se sont ouvertes sur le marché, donc conflictuelles. Les besoins du "Pygmée" se sont accrus avec le nouvel environnement, ses biens sont devenus rares et dépréciés tandis que ceux venant de l'extérieur sont surévalués. Le Bagyeli va vendre sa force de travail et en se sédentarisant il va exploiter les mêmes terres que le Bantou, laissant ainsi éclater entre lui et son allié d'hier des rapports de concurrence, d'exploitation et d'autoritarisme. Des frictions -dont certains avec pour centre d'intérêt les questions foncières- sont régulières entre les deux entités. Le Bagyeli comme tout autre groupe « Pygmée » vit le paradoxe d'un autochtone, « premier habitant de la forêt... sans terres » (Abéga & Bigombe Logo, 2006: 19).

³² Communiqué final de l'atelier préparatoire des peuples autochtones des forêts au troisième Forum National sur les forêts, Yaoundé, 28 mars 2010.

³³ Ibid.

Au cours de l'atelier préparatoire des peuples des forêts au troisième Forum National sur les forêts cité plus haut, un participant a résumé la situation des « Pygmées » en ces termes: « Notre survie et notre descendance dépendent étroitement de la gestion durable des forêts. Nous avons toujours vécu en harmonie avec la forêt, bien commun à tous les êtres humains. La forêt a été créée par Dieu et pas par une autre personne. Et aujourd'hui on nous dit que la forêt appartient à l'État. L'État nous dit de sortir de la forêt. Arrivés au village, on nous prend pour les étrangers ».

Pendant longtemps ils ont vécu dans la forêt, vivant de leurs produits de chasse, de pêche et de cueillette tout comme les Sami en Europe du nord ou les Guaranis en Amérique latine et entretenant avec leurs commenseaux, les Bantou (Ewondo, Bulu, Ngumba, Fang, Bassa qui sont des tribus voisines) des échanges basés sur le troc. De nos jours, même s'ils vivent encore de leurs produits tirés de la forêt, leur mode de vie ainsi que les rapports avec leurs voisins ont évolué. Les échanges avec leurs voisins se sont modernisés. S'ils peuvent parfois échanger le fruit de la chasse et de la cueillette avec les produits manufacturés, les échanges commerciaux avec leurs voisins sont basés sur l'argent. Les échanges entre membres de la communauté, sédentarisés ou non, sont calqués sur ce même modèle dualiste.

2.2 Les Bagyeli et le nouvel environnement

Au départ les Bagyeli comme tout groupe « Pygmée » sont un peuple de chasseurs, de cueilleurs. La forêt, créée pour eux est leur espace sacré. Ici les Bagyeli, peuple semi-nomade sont des êtres de liberté qui se déplacent au gré de la disponibilité des ressources qu'ils prélèvent pour une satisfaction immédiate des besoins. Leurs activités comme leurs déplacements sont cycliques dans cet espace qui leur a été offert par Dieu, *Nzambe*. Ngima Mawoung évoque ainsi la place qu'occupe la forêt auprès des Bakola³⁴:

The forest is not only the symbol of the representations of the Bakola life, but also the very essence of their life. It still accommodates the ancestors and the gods who facilitate hunting and multiply gathering resources, despite an intensive and permanent deforestation. The Bakola identify themselves with the forest in general, with trees and animals in particular. They express gratitude to *minkuta*, the forest spirit, which gives them the power to transform into a tree or animal, and to become an integral part of the forest, without ever being spotted by enemies and Bantu pursuers. Hence a Nkola said, "the forest is us, it is for us, it is our food, our life. (Ngima, 2001: 212)

Le bien-être du Bagyeli comme de tout "Pygmée" est la vie de forêt, selon le rythme de la nature et dans la satisfaction des besoins immédiats ; un mode de vie qui tranche avec celui qui leur est imposé, celui de la modernité. Depuis les années 1960, date des

³⁴Certains auteurs comme Loung, Nguima Mawoung utilisent le terme Bakola pour désigner les Bagyeli. D'autres auteurs préfèrent l'appellation Bakola/Bagyeli. Nous utilisons le terme Bagyeli pour désigner les « Pygmées » de Bipindi qui font l'objet de cette recherche. C'est par ce terme qu'ils s'appellent eux-mêmes.

indépendances de la plupart des pays où habitent les groupes «Pygmées», les gouvernements ont exprimé l'ambition de «développer» ces peuples, d'assurer leur épanouissement.

Étant partie intégrante de leurs États, ils devaient aussi prendre part au «développement national»³⁵. Les politiques de sédentarisation et de pratique de l'agriculture sont envisagées. À l'ambition de l'État se sont ajoutées les interventions des Églises et des Organisations Non Gouvernementales (ONG). L'État, les Églises et les ONG se sont orientés vers l'agriculture, l'école, la santé. Le Cameroun ne fit pas exception à cette donne. Cette politique assimilationniste, dans le genre "mission civilisatrice" marque le début de la ségrégation, de la marginalisation des groupes "Pygmées". Ces politiques vont faire le lit de l'inaccessibilité, de la violence permanente, visible ou subtile, flagrante ou symbolique auprès des Bagyeli et autres groupes "Pygmées" (Abéga, 1998; Abéga & Bigombe Logo, 2006).

Quelques actions ont été initiées pour l'intégration sociale ou le «développement» des «Pygmées»: création de camps d'habitation, encouragement à cohabiter avec les autres groupes ethniques, éducation, initiation à la vie civique et politique, initiation à

³⁵ Balif (1992) relève par exemple qu'en 1970, l'ancien président de l'ex Zaïre, Mobutu Sese Seko déclarait que tous les «Pygmées» sont des zaïrois.

l'agriculture. Il en est ainsi du projet «mille pieds». Celui-ci consistait à «imposer» la pratique de l'agriculture aux Bagyeli. Plus tard l'État, qui du reste n'a pas associé les Bagyeli au projet, n'a assuré aucun suivi à l'initiative. Une bonne partie des Bagyeli est retournée en forêt³⁶. Conséquence, les Bagyeli, en dépit du partage des éléments clés de leur culture, sont localisés sur deux entités spatiales: la forêt, leur premier site et espace de prédilection et les villages, aux abords des routes, dans le voisinage des autres groupes ethniques. Les flux entre les deux espaces ne connaissent pas d'entraves. Les transactions entre les deux entités sont toujours fluides d'autant plus que les Bagyeli tiennent à la conservation de leur culture, par ailleurs ils sont à l'origine un peuple semi nomade ce qui permet des mouvements constants entre les membres des deux entités. Cependant, la forêt pour les Bagyeli comme d'autres groupes « Pygmées » reste l'espace privilégié. En effet, les « Pygmées » Bagyeli pour la plupart continuent de considérer la forêt comme leur base en y résidant de manière perpétuelle. Quelque soit l'espace qu'ils occupent, ils continuent de pratiquer la chasse, la pêche et la cueillette leurs activités de prédilection. Ainsi, la pratique de l'agriculture à laquelle l'État et certains partenaires veulent les encourager reste pour la plupart d'entre eux une tâche difficile. Elle est même source de dysfonctionnement. Elle permet l'accès à l'économie monétaire qui a des conséquences néfastes. Non seulement elle se fait au détriment de l'homme car les cultures de rente par lesquelles elle fait son entrée sont pratiquées par les hommes. Or dans la société traditionnelle

³⁶ <http://www.fondafbipindi.solidarites.info/pygmees>, consulté le 16 juin 2007.

les femmes jouent un rôle important qui n'épargne pas les rites. Cet équilibre familial est rompu avec l'avènement de l'agriculture (Abéga, 1998). Toutefois, certains groupes de «Pygmées» Bagyeli devenus sédentaires, restent pour la plupart attachés à leurs activités traditionnelles. L'agriculture escomptée pour leur intégration socio économique n'est que timidement pratiquée et pour cause: manque d'intérêt de la part des certains groupes «Pygmées». Comme les Guaranis au 17^e siècle (Abou, 1995) les Bagyeli ont du mal à se familiariser avec le travail de la terre. Comme les autres groupes "Pygmées", les Bagyeli ne manquent pas de décrier le tryptique déployé à leur endroit: sédentarisation, émancipation (école), agriculture (Bahuchet, 1991; Abéga, 1998).

Ils dénoncent ainsi « l'absence de prise en compte de notre consentement préalable libre et éclairé avant, pendant, et après la mise en œuvre de programmes et projets ayant une incidence dans sur notre mode de vie »³⁷.

Au niveau des initiatives privées, les religieuses de la Congrégation des Petites Soeurs de Jésus ont fondé à Bipindi (lieu de notre recherche) en 1968 un foyer destiné à accueillir les enfants Bagyeli pour leur scolarisation. Ce centre qui existe à ce jour

³⁷ Communiqué final de l'atelier préparatoire des peuples autochtones des forêts au troisième Forum National sur les forêts, Yaoundé, 28 mars 2010. Op. cit.

et dont la gestion a été confiée aux laïcs traduit la bonne volonté de l'institution religieuse pour la scolarisation des Bagyeli. Toutefois son action est bloquée par certaines pesanteurs: la non prise en compte de certains éléments d'ordre culturel, le suivi du processus au delà du cycle d'études primaires jusqu'où se limite son action. Sur le terrain, bien d'autres ONG sont à la tâche pour "développer" le Bagyeli dans plusieurs secteurs: l'établissement des cartes d'identité, la santé, etc. Mais si les initiatives sont louables, les méthodes et les stratégies restent questionnables avec en toile de fond des questions de communication elles-mêmes basées sur une codification et un décodage à différentes grilles. À ce groupe dont les rapports sont basés sur l'horizontalité et la réciprocité sont opposés les rapports verticaux.

Ainsi, les «Pygmées» restent parmi les plus fragiles aussi bien économiquement au regard de leurs revenus modestes, que socialement, tant leur intégration au nouvel environnement pose toujours problème. Ceci justifie la recommandation que les peuples de la forêt font au gouvernement camerounais d'adopter une loi qui protège spécifiquement les peuples autochtones des forêts du Cameroun en tant que peuples distincts. Certaines recherches ont mis en évidence cette marginalisation. Dans la récente recherche que nous avons menée sur le groupe Bagyeli/Bakola de Bipindi au

Cameroun³⁸, il est apparu que ce groupe de «Pygmées» reste socialement vulnérable: en proie à certaines maladies: paludisme, maladies de la peau, tuberculose, culturellement menacé (disparition de la forêt leur espace sacré), économiquement et politiquement fragile (revenu modeste voire dérisoire, quasi manque d'organisation visible, sous scolarisation, absence de représentation au sein des conseils municipaux et autres centres de décision).

En dépit de l'évolution observée depuis quelques années, le mépris manifesté envers les « Pygmées » et particulièrement les Bagyeli (sédentarisés ou non), persiste et ce mépris mué en marginalisation n'est pas sans conséquences au niveau de la communication entre les Bagyeli et leurs partenaires dans et hors des projets de développement initiés en leur faveur. La ségrégation et la racisation des groupes « Pygmées » sédentarisés du Cameroun sont presque identiques partout.

Quelque soit le lieu où on se trouve, le groupe auquel on s'adresse, on retrouve les mêmes faits, les mêmes plaintes : un mépris, une forme de ségrégation à l'égard des Pygmées. Elle s'exerce sur les enfants à l'école, sur les adultes, sur les femmes. Elle peut prendre les formes rampantes, larvées, ou se manifester à travers des explosions de violence verbales, des voies de fait, des expéditions punitives. Elle n'apparaît pas seulement dans les relations entre les individus. Elle caractérise certains rapports communautaires, et se manifeste aussi dans les rapports que les Pygmées essaient d'établir avec l'administration, étant donné que les employés des sous-préfectures, des mairies ou des hôpitaux ont été recrutés parmi les

³⁸Dieudonné Ongbwa Between two worlds. Impact of the new environment on an indigenous people' healing activities: The Case of Bagyeli from Bipindi in Cameroon. (2007). University of Tromso. Norway.

membres des groupes ethniques qui sont en interaction avec les Baka depuis des décennies. (Abéga et Bigombe Logo, 2006 : 55-56)

Les Bagyeli, au regard de ce qui précède (une sédentarisation critique, une scolarisation encore faible, une économie désarticulée, une santé fragile, un mépris entretenu) montrent les signes d'un groupe ou d'une société exclue, marginalisée voire vulnérable.

2.3 La vulnérabilité du peuple Bagyeli

Une personne vulnérable est « quelqu'un qui est prédisposé à être blessé, susceptible aux injures, ou blessé dans ses sentiments : exposé à la réussite des attaques : susceptible d'être persuadé ou tenté ». Cette définition tirée d'un rapport de la *Scottish Law commission* au Canada³⁹ donne un aperçu de la vaste problématique de la vulnérabilité. La vulnérabilité est une question étendue de par le nombre de domaines qu'elle peut couvrir de même que par le degré d'implication d'acteurs et le niveau de sensibilité qu'elle peut comporter. Joncas (2009) souligne d'ailleurs que le terme « vulnérabilité » suggère une fragilité existante. La vulnérabilité d'une personne ou d'un groupe de population obéit très souvent à certains indices. Guitterman (2001) y voit l'effet des difficiles conditions de vie au plan de la santé, de l'éducation, des revenus tant au niveau familial qu'au niveau des groupes et de la

³⁹Scottish Law commission, report on vulnerable adults, cité par Lucie Joncas, les défis de la Représentation des personnes vulnérables in Brunelle, C. et al. (2009).

société de manière générale. Ainsi, un individu malade, sous l'effet de la drogue, qui a mal à son éducation, ou un enfant issu des parents violents peut être considéré comme un être vulnérable. Il peut en être ainsi de celui-là qui est dans le besoin ou qui est sous le coup de la discrimination. Autrement, celui qui est sous l'emprise de certaines conditions de vie ou de certaines forces de l'environnement peut être pris pour un vulnérable ou simplement un être fragile.

Complexe, la vulnérabilité peut présenter plusieurs clichés : d'une fillette mourant de faim à une vieille femme prisonnière dans un centre d'hébergement la vulnérabilité est très présente au point de faire dire à Roy (2009 : 11) que « le spectre de l'inhumanité plane invariablement là où les plus fragiles et les plus vulnérables deviennent victimes de la logique d'exclusion ». Pour lui cette logique se fait en sept étapes ou tableaux: le réductionnisme, l'amplification de la différence, l'aveuglement, la stigmatisation, la discrimination, la marginalisation, et finalement l'exclusion des personnes vulnérables des cercles de la communauté humaine et l'accès aux biens, privilèges et ressources de cette même communauté. La vulnérabilité est donc ce qu'Abéga et Bigombe Logo (2006) appellent l'inaccessibilité. Elle peut avoir trait à l'âge, à la classe économique, à la liberté...aux origines raciales ou ethniques. Joncas (Joncas, 2009 : 75) pense ainsi qu'un individu peut être considéré comme vulnérable

« s'il appartient à une nationalité particulière ou est d'origine ethnique, de genre, de couleur ou de religion particulières ». Pour elle,

des sources indiquent que les jeunes autochtones sont susceptibles de recevoir une peine plus sévère que les jeunes non autochtones. Par conséquent, l'avocat doit être sensibilisé au fait que la population autochtone est considérée *prima facie* comme faisant partie d'un groupe vulnérable. (Joncas, 2009 : 75-76)

Une décision de la cour suprême du Canada va d'ailleurs dans le même sens. Le juge Wilson y compare les étrangers aux personnes vulnérables parce que dépourvus de pouvoir politique. En voici un morceau choisi :

Comparativement aux citoyens, les personnes qui n'ont pas la citoyenneté constituent un groupe dépourvu de pouvoir politique et sont, à ce titre, susceptibles de voir leurs intérêts négligés et leur droit d'être considéré et respecté également violé. Ils font partie de [TRADUCTION] "ces groupes de la société dont les besoins et les aspirations ne suscitent apparemment pas l'intérêt des représentants élus": voir J. H. Ely, *Democracy and Distrust* (1980), à la p. 151. Pour ne citer que l'exemple le plus évident, ceux qui n'ont pas la citoyenneté n'ont pas le droit de vote. Le risque qu'ils deviennent un groupe défavorisé dans notre société est illustré par l'observation de John Stuart Mill dans le livre troisième des *Considerations on Representative Government* selon laquelle [TRADUCTION] "en l'absence de leurs défenseurs naturels, les intérêts des exclus risquent toujours d'être négligés . . ." Par conséquent, je suis d'avis de conclure que les personnes qui n'ont pas la citoyenneté font partie d'une catégorie analogue à celles qui sont expressément énumérées à l'art. 15 [...] En énumérant des motifs précis à l'art. 15., les rédacteurs de la Charte ont envisagé ces préoccupations en 1982, mais ils se sont aussi attardés aux difficultés que connaissent les gens défavorisés en raison de leur origine ethnique, de leur couleur, de leur sexe, de leur âge et de déficiences mentales ou physiques. On peut prévoir que les minorités discrètes et isolées de demain vont comprendre des groupes qui ne sont pas reconnus

comme tels aujourd'hui. (Cour Suprême. 1989, 1. 143 *Andrews c. Law Society of British Columbia*)

Ses propos restent pertinents. En transposant ces développements aux réalités Bagyeli, il y a plus que les similitudes. Au Cameroun un rapprochement est fait en matière d'exclusion sociale, de discrimination, d'oppression et de vulnérabilité chez les « Pygmées ».

Le concept d'exclusion sociale est étroitement lié à celui de vulnérabilité. Il aide à comprendre les processus sociaux qui mènent à la vulnérabilité. L'exclusion sociale se réfère souvent à un mécanisme d'exclusion. Ces gens ne peuvent pas, ne veulent pas ou ne sont pas autorisés à participer à une vie normale dans la société. Ce sont des gens qui sont temporairement ou définitivement dépourvus d'autonomie, à tel point qu'ils ne sont pas en mesure de participer de façon normale au processus en cours au sein de leur société et de ce fait, exclus de la société. (Abéga, 2006 : 15)

Au-delà de la violence physique, visible dont les Bagyeli sont victimes, il est aussi noté à leur égard de nombreuses brimades⁴⁰. Un autre type de traitement violent, bien que subtil leur est servi. Il s'agit de la violence par des concepts issus du nouvel environnement : la modernité ou le développement. Ce sont entre autres le travail, l'espace, le système des objets qui pour les « Pygmées » représentent chacun une

⁴⁰ Elles sont de plusieurs ordres : bastonnades, expéditions punitives dans les campements, abus divers : ils n'ont pas le droit à la propriété de terrain pourtant on les encourage à se sédentariser, ils sont pris pour les animaux, etc., Ils ont sont également victimes de déni de justice : le « Pygmée » a toujours tort. Quand bien même il s'avère qu'il a raison, aucune compensation ne lui est faite. Bien plus n'ayant pas très souvent de carte nationale d'identité et puisque analphabète, il est aussi ignorant des rouages administratives (Abéga, 1998).

contrainte, de la violence permanente⁴¹. De par leur appartenance ethnique, leur représentation sociale et politique, leur marginalité sur le plan de l'éducation, leur exposition aux maladies, la menace sur leur culture, leur pouvoir d'achat dérisoire, leur vulnérabilité, etc., les « Pygmées » et particulièrement les Bagyeli sont au nombre des populations ou groupes vulnérables voire « inaccessibles⁴² ». Cette évocation n'est pas en déphasage avec l'évolution des théories en matière de développement à leur égard. Les Bagyeli comme la plupart des groupes autochtones ont subi ou subissent encore la rigidité des conceptions et des applications en matière de développement et même en matière de développement durable. L'évocation du contexte où vivent les Bagyeli étant faite, il est important de délimiter le cadre théorique qui sied à notre recherche question de mieux cerner les piste d'appropriation et de participation des Bagyeli à l'endroit du PDPP.

⁴¹ Séverin Cécile Abéga (1998) démontre que toutes ces notions ont une appréhension différente chez les « Pygmées ». Pour lui chaque terme tend à les intégrer au lieu de les comprendre. L'espace du « Pygmée » c'est la forêt où il peut se mouvoir en toute liberté pour se procurer les biens à usage immédiat. Le travail tel qu'il se présente au Bagyeli aujourd'hui est plutôt une source d'inégalité, de prolétarianisation, d'exploitation des « Pygmées » au lieu d'en être un élément de valorisation. Le travail du « Pygmée » est sous évalué, donc sous payé. Quant aux objets, ils concernent l'économie au départ non monétarisée est devenue monétarisée, individualiste, donc non maîtrisée et créant pourtant un processus de dépendance et de violence. À cette forme de violence s'ajoute une autre : l'assistance permanente voire paternaliste que les « Pygmées » ont des ONG et autres partenaires.

⁴² Le document « A Challenge for the New Millenium (2005) définit les personnes inaccessibles comme « a group of poor who are socially marginalized, economically deprived, denied in their rights and excluded from development and decision making processes [...] they are excluded and discriminated ». Le document qui appelle ce groupe the « Most marginalized Citizens » le définit également à partir de son insuffisance dans l'organisation et son absence de participation et de représentation ; la non prise en considération de leur manière de penser, de travailler et leur forme d'organisation.

CHAPITRE III

LE CADRE THÉORIQUE

3.1 Du développement au développement durable, les contraintes d'un ajustement.

3.1.1 À l'origine, le développement.

Parmi les sujets qui ont alimenté recherches et débats durant les six dernières décennies, les questions de développement sont certainement celles qui ont le plus mobilisé populations, politiques, ressources et spécialistes, aussi bien en Occident, origine de ce paradigme, que dans les «Suds»⁴³. Pourtant le sujet n'est pas si nouveau. Rist (2007) trouve les racines philosophiques du développement depuis l'antiquité en passant par le Moyen-âge avant de connaître son accélération avec le décollage de l'industrie britannique vers 1750. Mais sur le plan politique, c'est le discours du président Truman le 20 janvier 1949 sur l'état de l'union qui donnera un

⁴³Carmen Rico et Christian Agbobli. «La communication internationale, le développement et l'interculturalité. La pratique du stage, son imaginaire et son enjeu théorique». (2005). in MONGEAU, P ; SAINT-CHARLES. (2005). *Communication Horizons de pratiques et de recherche*. Vol.1. Québec. Presses de l'Université du Québec. P. 203.

déclic au développement de ce paradigme⁴⁴, tout au moins la dimension «développementiste». Le développement que propose Truman est synonyme de vie meilleure, investissement des capitaux, coopération entre nations, « négociation équitable et démocratique ». Mais ce développement sera à l'image du chemin de l'enfer (pavé de bonnes intentions)⁴⁵. Non seulement la négation de l'impérialisme clamée par Truman sera un leurre, mais aussi l'on se rendra à l'évidence que le terme «développement » sera tout et rien, une chose et son contraire; un terme valise (Rist, 2007) ou plastique (Pörksen, 1989). L'ambiguïté du terme se lit à travers ses nombreuses définitions. Parfois synonyme de civilisation, d'occidentalisation, de décollage (Rostow, 1960), de croissance, d'accumulation ou d'impérialisme, il sera aussi appréhendé comme épanouissement, progrès, essor, expansion⁴⁶. La Commission Sud (1990) va appréhender à son tour le développement comme :

⁴⁴ Il s'exprima en ces termes : « Leur pauvreté constitue un handicap et une menace tant pour eux que pour les régions les plus prospères...Je crois que nous devons mettre à la disposition des peuples pacifiques les avantages de notre réserve de connaissances techniques afin de les aider à réaliser la vie meilleure à laquelle elles aspirent. En collaboration avec d'autres nations, nous devrions encourager l'investissement des capitaux dans les pays où le développement fait défaut... L'ancien impérialisme, l'exploitation au service du profit étranger, n'a rien à voir avec nos intentions. Ce que nous envisageons, c'est un programme de développement fondé sur les concepts d'une négociation équitable et démocratique ». Truman ajouta que « tous les pays, y compris le nôtre profiteront largement d'un programme constructif qui permettra de mieux utiliser les ressources naturelles et humaines du monde. L'expérience montre que notre commerce avec les autres pays croît au fur et à mesure de leurs progrès industriels et économiques ». (cité par Rist, 2007:121)

⁴⁵ Gilbert Rist. *Le développement Histoire d'une croyance occidentale*. (2007). Paris. Presses de sciences po.

⁴⁶ Adam Smith (1776) publia sa théorie dans *Recherche sur la cause de la richesse des nations*. Il souligne que le respect des règles du marché («laissez faire») conduit automatiquement au développement. Pour lui le développement est «un phénomène spontané...dans une économie où sont respectées les règles et conditions du marché ». Ricardo (1817) grâce à sa théorie d'échange

Un processus qui permet aux êtres humains de développer leur personnalité, de prendre confiance en eux-mêmes et de mener une existence digne et épanouie. C'est un processus qui libère les populations de la peur du besoin et de l'exploitation et qui fait reculer l'oppression politique, économique et sociale. C'est par le développement que l'indépendance politique acquiert son sens véritable. Il se présente comme un processus de croissance, un mouvement qui trouve sa source première dans la société qui elle-même est en train d'évoluer. (Commission Sud, 1990: 10).

Cette définition même si elle peut trouver quelques analogies avec les précédentes, comporte toutefois des éléments qui lui sont propres; des éléments de grande ambition mais qui ne sont pas exempts de contradiction. Autant cette approche reconnaît le développement comme un processus de croissance à peu près à la manière occidentale (Smith, 1776; Ricardo, 1817; Mill, 1873; Schumpeter, 1912) autant elle se pose en déterminisme politique car cette définition considère le paradigme du développement comme un moyen d'affranchissement et d'indépendance pas seulement sur le plan économique mais aussi aux niveaux politique et social. Le développement, vu par la Commission sud permettrait aux

international comme moyen du développement du système, démontre pour sa part qu'un pays spécialisé dans la production des biens manufacturés tout en important les biens alimentaires évite le niveau zéro de la croissance («état stationnaire»). Quant à John Stuart Mill (1873), il souligne entre autre, les différents stades du développement. Avec sa théorie «évolutionniste», il pense qu'un pays spécialisé dans la production des biens manufacturés tout en important les biens alimentaires évite le niveau zéro de la croissance («état stationnaire»). À cette liste l'on peut ajouter Schumpeter (1912), qui, lie le développement aux éléments de croissance, marché, accumulation du capital. Il ajoute la mobilisation des facteurs de production (l'extension du crédit, la présence de l'entrepreneur. Parmi ces théoriciens, citons Rostow (1960) pour qui le sous-développement est transitoire et qui définit le cheminement de la croissance en cinq étapes convenant à l'évolution de toute société : la société traditionnelle, les conditions au démarrage, le décollage, la marche vers la maturité et l'époque de la consommation de masse.

populations de « développer leur personnalité », « de faire reculer l'oppression ». Il émanerait finalement de la société concernée. On note ici une préoccupation, celle de s'affranchir, de marquer son autonomie et de décoller sur les plans économique, social et culturel. Si l'attitude de ces pays du sud peut se comprendre par leur volonté de se prendre en main, et par leur volonté d'autodétermination, l'on se pose toutefois la question de savoir si tous ces arguments mis ensemble ne se posent pas en s'opposant à l'idéal recherché, le développement. La preuve, plus d'un quart de siècle après la proclamation des indépendances de la plupart de ces États, les questions de développement se posent toujours et parfois avec acuité.

Le Programme des nations unies pour le développement (1990) quant à lui affirme que

le principal objectif du développement humain [...] est d'élargir la gamme des choix offerts à la population, qui permettent de rendre le développement plus démocratique et plus participatif. Ces choix doivent comprendre la possibilité d'accéder au revenu et à l'emploi, à l'éducation et aux soins de santé et à un environnement propre ne présentant pas de danger. L'individu doit également avoir la possibilité de participer pleinement aux décisions de la communauté et jouir des libertés humaines, économiques et politiques. (PNUD, 1990: 1)

Le développement humain résumé de par son indice (IDH) s'occupe plus du bien-être (individuel ou collectif) en prenant en compte la santé-longévité, le niveau d'éducation et le niveau de vie. Si l'IDH a été développé en 1990 par les économistes

Amartya Sen et Mahbub Ul Haq⁴⁷ du reste partagé par le PNUD il est à noter que ces économistes et l'institution onusienne partagent quelques positions avec les précédentes définitions même s'ils ajoutent les éléments de participation et de démocratie afin de favoriser l'accès des populations à l'emploi, à l'éducation et à l'environnement, en somme à la gamme des choix y afférents. Jusque-là le développement a une connotation essentiellement économique. Schramm s'est plu à le résumer en ces termes :

L'essence du développement économique est l'accroissement rapide de la productivité (...) La dynamique de base du développement économique s'appelle donc : épargne et investissement pour la productivité. (Schramm, 1964: 42-43)

Les questions de développement n'épargnent finalement personne, pas même les institutions religieuses.

L'Église catholique est dans la danse avec une certaine démarcation. En 1964, elle publia une encyclique, *Populorum progressio*, en critiquant la dimension économétrique du développement. «Le développement ne se réduit pas à la simple croissance économique. Pour être authentique, il doit être intégral c'est-à-dire promouvoir tout homme et tout l'homme» (Paul VI, 1964 *Populorum Progressio* no 14). Devant les ambiguïtés et contradictions enveloppées dans les définitions du

⁴⁷ http://fr.wikipedia.org/wiki/Indice_de_d%C3%A9veloppement_humain, consulté le 14 février 2009.

terme développement, certains auteurs comme Rist (2007), Latouche (2003), Partant (1997), De Rivero (2003) vont adopter une position iconoclaste. Ils pensent que le développement est une imposture, un merle blanc, un mythe, voire une utopie. Le développement sera un merle blanc d'autant plus qu'en plus des autres limites les modèles de développement proposés ou mis en place dans les pays du sud et notamment africains consacrent la négation ou l'absence des auteurs au lieu d'un travail à la base, l'écoute de l'autre. Ils ignorent cette observation de Belloncle:

La première- et la plus importante c'est qu'il ne faut rien entreprendre sans se référer d'abord aux premiers intéressés, c'est-à-dire les paysans eux-mêmes. Il faut d'abord savoir comment eux-mêmes analysent leurs problèmes, suivant quelles priorités ils les classent, quelles solutions ils pensent possibles, ou, s'ils n'en voient pas, quels obstacles les rendent selon eux impossibles ». (Belloncle, 93: 43)

Belloncle constate plus loin « l'extrême lucidité des paysans dans l'analyse de leurs problèmes et ceci qu'il s'agisse de problèmes de production, de commercialisation, de santé, d'éducation (...) leur étonnante capacité de réflexion collective ». (Belloncle, 93: 44)

Cette approche longtemps ignorée qui inclut l'autre et ses gestes et pratiques, son univers, c'est la « pédagogie du regard » (Éla, 1993), la « pédagogie des opprimés »

(Freire, 1969) ou alors les « savoirs populaires » ou encore « les savoirs paysans »⁴⁸.

Ils sont aussi définis comme

un ensemble de connaissances opérationnelles pour les producteurs ruraux, dans tous les domaines de la pratique sociale : de la gestation à la pédagogie, de la climatologie à la santé, etc. Il n'est aucun domaine où, quand une opération de développement veut diffuser un nouveau savoir technico-scientifique, il n'existe déjà un savoir technique populaire en place, qui règle les pratiques concernées (...). Les rationalités qui sous-tendent ces savoirs ont souvent été mises en évidence : beaucoup de systèmes de production paysans se sont ainsi révélés être des modèles d'adaptation aux contraintes du milieu. (De Sardan, 1991: 21)

Le développement n'a pu finalement atteindre jusqu'ici les fins à lui assignées par ses concepteurs dans ces aspects évolutionniste (rattrapage des pays industrialisés), individualiste (développement de la personnalité), économiste (croissance), normatif, instrumental (à quoi il sert), identificatif (démocratique ou participatif)⁴⁹. Les échecs, les ambiguïtés de la problématique du développement auxquels s'ajoutent les préoccupations environnementales conduiront à repenser et à redéfinir le paradigme du développement en ajoutant à ce terme quelques déterminants-adjectifs. Ce «développement à "particule"» donnera lieu au développement humain en 1990 (avec une emphase sur le développement des ressources humaines) et au «développement social» en 1995 (avec un accent sur le côté social). Il évoluera plus tard vers le développement local, alternatif et ...le développement durable.

⁴⁸ G. Dupré. (1991). *Savoirs paysans et développement*. Paris. Karthala-ORSTOM.

⁴⁹ Gilbert Rist. (2007). *Le développement, Histoire d'une croyance occidentale*. Paris. L'Harmattan.

3.1.2 Le développement durable, le dernier né de la «diplomatie par terminologie»

Le développement « nouvelle formule », le nouveau développement veut trancher avec les différentes appréhensions du paradigme du développement jusqu'ici en cours. Cette distanciation est certes sémantique comme le montre suffisamment la « diplomatie par terminologie » (Latouche, 2004) mais se veut aussi concrète sur le plan épistémologique. En effet l'on assiste à un *aggiornamento* de la pensée sur le développement. Le développement va se détacher de son socle fondamental et originel - la dimension économétrique - pour épouser d'autres fondamentaux. Dans le rapport 2008 sur l'économie créative, la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation la science et la culture (l'UNESCO), l'Organisation mondiale pour la propriété intellectuelle (OMPI) et le Centre du commerce international (CCI) tentent de poser d'autres bases en vue d'un autre développement. Les propos suivants sont évocateurs de cette prise de conscience.

Les modèles économiques ne fonctionnent pas isolément, le moment est venu d'aller au-delà de l'économie et de rechercher une approche plus globale du développement qui tienne compte de la diversité des identités culturelles, des aspirations économiques, des disparités sociales et des handicaps technologiques. Les stratégies de développement doivent être

actualisées afin d'être adaptées aux profondes transformations culturelles et technologiques que connaît actuellement la société ⁵⁰

Avant d'arriver à cet aveu d'échec du vieux modèle de développement, le chemin qui a conduit au développement durable ou « au nouveau modèle de développement » a été long et sinueux.

Faisant sur le fond suite à la conférence de Stockholm sur l'environnement (1972), au rapport de la fondation Dag Hammarskjöld (1975)⁵¹, et au rapport Brundtland (1988), le «développement durable» a pour ambition non seulement promouvoir le bien-être des humains mais aussi de concilier «le progrès humain», les besoins de l'homme et les lois naturelles». Le rapport Brundtland définit ainsi le développement durable :

Un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir. (CMED, 1987: 51)

⁵⁰<http://www.unctad.org/creative-economy> consulté le 10 février 2010

⁵¹Ce rapport «What Now? Another Development» soutenait que pour que le développement soit durable, il faudrait des changements au niveau des acteurs (communication de bas en haut), des méthodes (approche participative, développement endogène), et des objectifs (l'accent est mis non plus uniquement sur le PIB et les infrastructures, mais sur la satisfaction des besoins de base de la population). En somme, le développement apparaît comme un processus global et participatif de changement social qui vise le bien-être matériel et social des populations et dont les sociétés elles-mêmes sont responsables (Bessette, 1996).

En somme il est question de considérer le développement et les questions de l'environnement. Pour les membres de la commission Brundtland, il fallait concilier «respect de la nature et justice» tant le souci était d'allier l'économique (durable, équitable), le social (équitable) et l'écologie (viable, et équitable).

Hormis l'environnement, l'économie et les questions sociales, l'on y ajoute la gouvernance, la prévention des risques⁵². Pour d'autres encore, le développement durable doit englober les domaines techniques, les valeurs culturelles, le niveau de développement technologique en mutation. Olivier Godard (2003) propose par exemple la conciliation de l'économie, la technologie, les entreprises et les marchés. Sachs (1993) se basant sur les documents de l'Union internationale de la protection de la nature (1991) dégage cinq domaines clés où il convient d'asseoir la durabilité. Ce sont les domaines économique, social, écologique, spatial et culturel.

S'il est évoqué pour la première fois en 1980 par l'union internationale pour la conservation de la nature (UICN), le terme apparaît officiellement en 1987 dans le rapport Brundtland avant sa consécration au sommet de Rio en 1992. Le développement durable y est défini comme «un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre

⁵² Maud Tixier . *Communiquer sur le développement durable*. (2005). Paris. Organisation.

aux leurs» (WCED, 1987 : 43). Le développement durable est une traduction de «sustainable development». Loin d'être un «unanimisme» (Lacoumes, 2002), le développement durable, à cause aussi de la difficulté de traduire le mot «sustainable» (Vivien, 2005) enregistrera mille et une définitions. Ainsi entre autres définitions, le développement durable apparaît comme :

- « Un processus d'élargissement de la gamme des choix accessibles à chaque être humain» (PNUD, 1992).
- « Un développement harmonieux et équilibré des activités économiques, une croissance durable et non inflationniste respectant l'environnement» (traité de Maastricht, 1993).

Un ensemble coordonné de processus participatifs permettant de progresser de façon continue dans les domaines de l'analyse, du débat, du renforcement des capacités, de la planification et de la mobilisation des ressources et permettant de concilier les objectifs économiques, sociaux et environnementaux de la société et de procéder le cas échéant à des arbitrages. (OCDE, 2008:5).

Le développement durable hérite quelque peu des contradictions, de la plasticité de la notion de développement. Notion aux contours flous (Tixier, 2005) et même contradictoires aussi bien sur le plan sémantique que conceptuel, le développement durable alimente autant d'engouement que de polémique. Même s'il y a un minimum de consensus sur l'objet du développement durable- c'est-à-dire la conciliation de

l'économie, les questions sociales et l'environnement- d'aucuns pensent qu'il n'est qu'une « nébuleuse » voire un concept encore en construction (Veyret, 2005; Rist, 2007; Vivien, 2005). Malgré les nouvelles ambiguïtés, la notion fait recette. Le développement durable est devenu ainsi l'une des principales préoccupations des États, gouvernements et populations depuis quelques décennies. Les pays africains, comme ils l'ont fait avec la notion de développement, n'ont pas manqué d'embrasser le sujet. Les objectifs du NEPAD⁵³ (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique) en témoignent à suffisance. Dès l'introduction du document statutaire du NEPAD, l'on peut lire que :

Le présent Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NOPADA)⁵⁴ est une promesse faite par des dirigeants africains, fondée sur une vision commune ainsi qu'une conviction ferme et partagée qu'il leur incombe d'urgence d'éradiquer la pauvreté, de placer leurs pays, individuellement et collectivement, sur la voie d'une croissance et d'un développement durables, tout en participant activement à l'économie et à la vie politique mondiale. Il est ancré dans la détermination des Africains de s'extirper eux mêmes, ainsi que leur continent, du malaise du sous-développement et de l'exclusion d'une planète en cours de mondialisation⁵⁵.

Ces idéaux prônés et partagés dans le nouveau paradigme viennent d'être réitérés par les ministres et représentants des États africains dans la déclaration consensuelle pour

⁵³Le document instaurant le NEPAD a été adopté en juillet 2001 au 37^e sommet de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine). Parmi ses principaux objectifs, il y a l'éradication de la pauvreté, la croissance et le développement durables des pays africains, endiguer la marginalisation de l'Afrique, l'accélération du renforcement des capacités des femmes pour la promotion du développement social et économique. Entre autres priorités l'on note la paix, la démocratie, et la bonne gouvernance politique, économique, d'entreprise, l'intégration et la coopération régionale, le renforcement des capacités.

⁵⁴NOPADA : New Partnership for African Development.

⁵⁵www.nepad.org. Consulté le 15 mars 2012.

Rio+ 20 ainsi que par les représentants étatiques du monde entier au dernier sommet sur le développement durable tenu à Rio de Janeiro du 20 au 22 juin 2012⁵⁶. Les premiers, les africains ont redit leur credo au développement durable via le NEPAD, les seconds, les chefs d'États et de gouvernements présents à Rio ont promis d'appuyer les États africains et leur cadre régional de développement durable, le NEPAD. Hormis le cadre du NEPAD, la notion de développement durable fera son entrée dans chaque État au point de constituer la nouvelle doctrine universelle (Martin, 2002), «un élément central de la rhétorique des acteurs engagés dans les questions d'environnement et de développement» (Vivien, 2003: 1). Au Cameroun le développement durable est au goût du jour. Les discours officiels et autres projets engagés dans la lutte contre la pauvreté sont emprunts de cette notion bien à côté d'une autre problématique pas très éloignée; celle de l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) dont l'échéance est fixée en 2015. Les organismes onusiens évoquent de plus en plus une autre forme de développement. Elle tient à la création, à la culture, aux technologies et se présente sous la forme d'une « économie créative ». Sans forcément être une thématique novatrice cette filiale du développement se situe dans le prolongement du développement durable qui prend en compte la culture, des aspirations économiques, des disparités sociales et des handicaps technologiques.

C'est dans le sillage du développement durable que se situe le PNDP.

⁵⁶Déclaration consensuelle africaine pour Rio+ 20. PP 2, 8, 10 et « The Future we want », déclaration du sommet de Rio. P. 32.

Le PNDP s'inscrit dans la stratégie intégrée de développement rural et compte développer une synergie fonctionnelle de partenariats entre les communautés à la base, l'État, la société civile, les ONG et les bailleurs de fonds. Il vise à promouvoir un développement équitable, efficace et durable au sein des populations rurales et des communes. Les principaux bénéficiaires du PNDP sont les communautés et/ou organisations de base, les quartiers, les collectivités territoriales décentralisées, les associations, les groupements mixtes etc. (Plan de développement communal de la commune de Bipindi, 2007: 2)

Le PDPP, Programme de Développement des Peuples Pygmées, appendice de cette initiative est l'objet de cette recherche dans le cadre de l'appropriation du paradigme chez les bénéficiaires.

3.2 La culture hors et dans le champ des différents «développements»

3.2.1 La culture dans la modernisation

La culture, note Selim Abou (1988) est un ensemble de manières de penser, d'agir et de sentir d'une communauté dans son triple rapport à la nature, à l'homme et à l'absolu, un ensemble de modèles de comportements, de pensées et de sensibilités qui structurent les activités de l'homme dans son triple rapport à la nature, à la société et au transcendant. C'est aussi un ensemble des descriptions au moyen desquelles les sociétés donnent un sens à leurs expériences communes et en sont le reflet, l'étude des relations entre les éléments d'un mode de vie (Williams, 1966). La culture dit aussi Kluckohn est

la manière structurée de penser, de sentir et de réagir d'un groupe humain, surtout acquise et transmise par des symboles et qui représente son identité spécifique; elle inclut les objets concrets produits par le groupe. Le cœur de la culture est constitué d'idées traditionnelles (dérivées de et sélectionnées par l'histoire) et les valeurs qui leur sont attachées. (Cité par Daniel Bollinger et Geert Hofstede, 1987: 27)

Daniel Bollinger et Geert Hofstede (1987, 20) voient la culture comme ce qui différencie les hommes. On peut aussi la définir comme savoir appris et partagé utilisé pour générer un comportement et interpréter l'expérience (Malinowski, 1970). La culture c'est aussi comme le rappelle Martin-Barbero (2006, 124) « un monde d'appartenance à et de partage avec », autrement c'est un ensemble de valeurs que partage un groupe donné. Il s'en dégage que la culture c'est l'autre, ses expériences et son savoir. La culture a toujours été au cœur des paradigmes de développement et subséquemment des approches communicationnelles. Après avoir été exclue ou combattue en vue du développement, la culture locale a finalement été envisagée dans le développement, c'est-à-dire que le développement doit embrasser la culture d'accueil. Gilbert Rist (1994) écrit à propos de ce chevauchement que la culture est otage du développement.

Le paradigme de la modernisation a nié et dénigré les cultures locales. Pour les modernistes et partisans de l'«ajustement» des cultures locales (Kabou, 1991; Kâ Mana, 1993; Étounga Manguélé, 1993) ce sont les cultures des pays du sud

notamment d'Afrique jugées «irrationnelles», qui constituent des obstacles et bloquent le développement de ces derniers. Il convient donc d'épouser la culture occidentale. On retrouve là les thèses défendues par Daniel Lerner (1958) pour qui, il faut partir de la société traditionnelle à la société moderne et ceci nécessite une préparation psychologique, il faut même de «l'empathie». On n'est pas loin de la « culture unidimensionnelle », globalisante (Marcuse, 1968). Linda Smith (1999) résume les faits par une phrase: «Indigenous people have been in many ways, oppressed by the theory». C'est dans la même veine que Rogers (1978) développe à ce sujet le concept de la diffusion et des innovations⁵⁷. Cette orientation de la pensée préconise le transfert unilatéral et massif des innovations technologiques des pays dits « développés » vers les pays « sous développés ». Cette approche traduit l'infériorité ou la négation des cultures des peuples locaux et pourtant comme le dit Fuglesang (1973: 28) « It is a complete misconception that village people are ignorant. They just have another type of knowledge ». Ugboajah reprend le sujet en des termes interrogateurs :

La planification économique en Afrique ne prête guère attention aux facteurs culturels. Mais comment nier qu'il est impossible de répondre à de profondes questions économiques sans tenir compte de la composante culturelle. La culture est une force subtile qui détermine l'acceptation ou le rejet de la politique de développement économique imposée aux populations rurales. (Ugboajah, 1987: 595)

Barbero poursuit dans ce constat:

⁵⁷ Rogers E.M. (1978). Communication and development: the passing of a traditional Paradigm. Dans Communication Research vol.3, n 0. 2. April 1978.

Les dits pays seront placés sur le même pied sans le moindre égard à leurs différences, et toujours en fonction du développement ; et la transformation de nos sociétés traditionnelles en sociétés modernes a entraîné la négation de nos pratiques et de nos différences culturelles les plus caractéristiques, qui furent taxées de superstitions. Le modèle développementiste de la modernisation des années 1960 et 1970 n'a pas su ni pu percevoir, et encore moins apprécier, la diversité des cultures à la base de ces pays en quête de modernité. (Barbero, 2006: 128)

La négation ou l'ignorance des cultures locales en matière de développement est synonyme de « développement imposé ». La chaîne se poursuit en termes de conséquences. Un développement imposé est voué à l'échec. Le revers essuyé dans les projets de développement axés sur cette approche et l'insuccès de ce modèle de pensée ont donné lieu à un aggiornamento du paradigme du développement.

3.2.2. La culture dans la dépendance

L'une des conséquences ou réplique à la modernisation et son corollaire de négation des cultures locales aura été le paradigme de la dépendance. Pour les tenants de ce courant, les raisons du sous développement ne sont pas dans les pays sous développés. Bien au contraire, elles se trouvent dans la domination des cultures occidentales. Cette domination des cultures de l'occident n'est pas sans conséquences sur le développement économique. Autrement le développement des pays du sud est tributaire des relations inégales entre le Nord et le Sud. Cette relation inégale entre le

Nord et le Sud se transpose entre les élites urbaines et les populations rurales tant les premières (le centre) exploitent les secondes et s'enrichissent) tandis que les seconds (la périphérie), exploités par les premiers s'appauvrissent⁵⁸. Ce courant est défendu par Amin (1976), Gunter Frank (1970), Cardoso (1980), Escobar (1999). Escobar (1999) pense ainsi qu'il était alors impossible de conceptualiser la réalité sociale en d'autres termes car cette réalité était colonisée par le discours. En voulant réagir aux inégalités économiques entre le Nord et le Sud ainsi que sur la dépendance culturelle du Sud vis-à-vis du Nord, les tenants du modèle de la dépendance ont eu comme objectif de briser cette dépendance. Un des premiers résultats de ce mouvement aura été le vote d'un nouvel ordre économique mondial par l'Assemblée générale des Nations unies en 1974. Le champ de la communication ne sera pas épargné par cette mouvance. L'idée de la démocratisation de la communication fera jour. Le processus va conduire au développement durable avec une autre appréhension de la culture dont la place, au moins sur le plan théorique ne sera plus la même.

⁵⁸Jean Paul Lafrance. « Cinquante ans d'histoire du développement international selon trois grands paradigmes de communication ». (2006). dans Lafrance, Jean-Paul et al, *Place et rôle de la communication dans le développement international*. (2006). PP. 9-28.

3.2.3 La culture dans le développement durable

Les cultures locales décriées dans le paradigme de développement y feront progressivement leur entrée devant le revers du développement «unilinéaire». Le changement d'orientation s'adosse sur la réorientation insufflée par le rapport de la fondation Dag Hammarskjöld (1975)⁵⁹ et les sommets respectifs de Rio (1992, 2012), de Johannesburg (2002), le rapport mondial sur le développement humain (PNUD, 1991). Ces rendez-vous et documents consacrent les changements nécessaires en matière du développement quant aux acteurs, aux méthodes et aux objectifs en question dans la problématique. Désormais ce sont les populations qui sont les principaux acteurs du développement, elles sont épaulées en cela par leurs partenaires. Cela implique la prise en compte de leurs expériences et de leurs cultures autant que la participation des populations elle-même est requise. L'objectif in fine est dorénavant la satisfaction des besoins de base des populations. Le paradigme ainsi développé se situe à mille lieues du paradigme développementiste. De la modernisation ou accroissement l'on est passé à la satisfaction des besoins de base de la population. De l'industrialisation à la Rostow⁶⁰ (« décollage ou take off») on s'est rendu au développement endogène. De la mise entre parenthèses ou condamnation des cultures locales l'on s'est rendu à la valorisation des savoirs locaux. Le

⁵⁹ What's new ? Another development. Op. cit.

⁶⁰ Walt Rostow. Stages of economic Growth. (1960). Cambridge.

développement du paradigme du développement durable se développe en plusieurs articulations ou sous approches.

Les tenants de la multiplicité (Servaes, 1991), ceux de l'hybridité (Morrison, 1989; Bhabha, 1994), ceux de la différence culturelle (Stuart, 1984) proposent la prise en compte des autres ou des autres cultures dont les cultures locales. Ugboajah note ainsi la prise en compte de la culture africaine dans le paradigme de développement :

La planification économique en Afrique ne prête guère attention aux facteurs culturels. Mais comment nier qu'il est impossible de répondre à de profondes questions économiques sans tenir compte de la composante culturelle. La culture est une force subtile qui détermine l'acceptation ou le rejet de la politique de développement économique imposée aux populations rurales. (Ugboajah, 1987: 595)

Servaes (1991), Rist (1994), Freire (1969) proposent la synthèse, la négociation pour un compromis visant la transformation mutuelle pour un «autre développement» (le développement durable). C'est ce que Ela résume en ces termes :

Si aucun peuple n'a le monopole de la raison, les modèles d'innovation proposés par les experts doivent être repensés dans la perspective de la rencontre entre les sociétés et les cultures différentes. Cette démarche s'impose si l'on veut admettre que l'Afrique n'est pas un désert intellectuel, scientifique et technique. Dans cette vieille terre des hommes et des femmes, des savoirs multiples se sont construits dans tous les domaines. On ne peut les ignorer pour intervenir dans un domaine aussi important que l'agriculture qui constitue le fondement des économies des pays africains. En tirant les leçons de l'échec des projets de développement conçus de l'extérieur, on s'interroge aujourd'hui, avec raison, sur la

nécessité de revenir à la base afin de s'appuyer sur les populations qui ont leurs logiques et leurs rationalités propres. (Ela, 1993: 188)

Le PNUD et les autres organismes onusiens y voient de plus en plus un développement endogène, issu et voulu par les bénéficiaires; et surtout un développement diversifié, sans modèle imposé. Dans son rapport sur le développement humain 2013 intitulé « L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié », le PNUD relève cet éclatement de centre de domination ou d'émission des leçons en matière de développement. Il met en exergue « le changement profond de la dynamique mondiale guidée par les puissances rapidement émergentes du monde en développement et les conséquences importantes de ce phénomène pour le développement humain ». Il relève que :

La Chine a déjà dépassé le Japon en tant que deuxième plus grande puissance économique, en faisant sortir des centaines de millions de personnes de la pauvreté par la même occasion. L'Inde est activement en train de redéfinir son avenir avec une nouvelle créativité au niveau de la création d'entreprises et des innovations en matière de politique sociale. Le Brésil est devenu un moteur essentiel de la croissance pour l'ensemble de l'Amérique du Sud, tout en réduisant les inégalités grâce à des programmes anti-pauvreté efficaces qui sont copiés dans le monde entier. La Turquie, la Thaïlande, l'Afrique du Sud, le Mexique, l'Indonésie et beaucoup d'autres nations en développement dynamiques sont également devenues des acteurs clés sur la scène mondiale, offrant des leçons importantes en matière de politiques et des partenariats de valeur pour le Sud mondial dans son ensemble, y compris de la part des pays les moins développés d'aujourd'hui.⁶¹

⁶¹ http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2013, consulté le 15 mars 2013.

Le développement ainsi parcouru aussi bien dans sa trajectoire historique, conceptuelle, idéale que spatiale n'est pas sans séquelle ni incidence sur le champ de la communication. Les concepteurs et les praticiens du développement dans ses différentes « particules » associeront une approche en matière de communication pour implémenter les idées sur le terrain. À chaque paradigme du développement correspond un modèle communicationnel.

3.3 La communication, comme instrument de divers paradigmes du développement.

La place de la communication dans les questions de développement est à l'image de l'espace qu'elle occupe au sein de la société de manière générale. Sfez explique ainsi cette place qui prend de l'ampleur au fil du temps.

Dans ce contexte de développement et de développement durable la communication s'avère plus qu'importante. Elle est de plus en plus au coeur de la société, elle envahit tous les champs et "doit régler tous les problèmes. Le bonheur, l'égalité, l'épanouissement des individus et des groupes. Tandis que les conflits et les idéologies s'estompent, croit-on. On ne parle jamais autant de communication que dans une société qui ne sait plus communiquer avec elle même, dont la cohésion est contestée, dont les valeurs se délitent, que les symboles trop usés ne parviennent plus à unifier. (Sfez, 1997: 3-4)

C'est ainsi que la communication sera associée à tous les paradigmes de développement. En effet toutes les théories de développement auront une incidence

ou un pendant dans le domaine de la communication, soit en termes de stratégies soit en termes de conséquence tout simplement. Verront ainsi le jour et tour à tour le modèle diffusionniste qui correspond au paradigme de modernisation; le « modèle critique ou démocratique » issu du paradigme de la dépendance et la communication participative pour le développement corollaire du développement durable. En matière de communication participative pour le développement il y a les approches participatives longtemps ignorées par le diffusionnisme.

3.3.1 Le diffusionnisme premier champ d'expérimentation communicationnelle

Le développement conçu comme modernisation, croissance ou occidentalisation aura pour modèle de communication le modèle diffusionniste développé principalement par le trio : Lerner (1958), Rogers (1962), Schramm (1964)⁶². Ces trois auteurs peuvent être considérés comme exégètes ou principaux "idéologues" du modèle diffusionniste. Ce modèle consiste en un transfert de technologies et d'informations du Nord vers le Sud. C'est un modèle linéaire dont l'objectif est le changement de comportement. Même si Rogers a revu plus tard ses positions sur le sujet, il pense que « la communication est un processus par lequel une idée est transférée d'une source à un récepteur avec l'intention de changer son comportement. De façon

⁶² Roth (2005); Mattelart, (2002); Servaes (1999) ; Bessette, (1996) pour d'amples développements sur le sujet.

générale, la source veut altérer la connaissance qu'a le récepteur d'une certaine idée, créer ou changer son attitude envers cette idée, ou le persuader d'adopter cette idée en tant que partie intégrante de son comportement de tous les jours ⁶³». Lafrance (2006: 15) dégage ainsi cinq étapes dans les objectifs escomptés : la connaissance et la compréhension du contenu des messages, l'approbation du contenu et son implication sur le changement de comportement, l'intention d'adopter ce comportement, sa mise en pratique et sa promotion auprès des individus. Ce modèle inclut certaines techniques ou approches à l'instar du marketing social, la triade information-éducation-communication ; l'édudivertissement. Les médias ici auront pour rôle de promouvoir les notions et valeurs économiques, culturelles occidentales du développement. Schramm reconnaît que :

le paradigme de développement le plus généralement accepté pendant les deux dernières décennies qui a été dénommé modèle occidental, conçoit l'industrie comme le moteur de la société en développement. La stratégie consiste à épargner le capital, à investir en équipements, matières premières et actions de formation. Les produits sont vendus et les profits réinvestis, l'industrie se développe et les profits s'élèvent. (Schramm, 1979: 4)

Les réactions ayant conduit à la création du courant de la dépendance avec pour corollaire le nouvel ordre économique mondial vont aussi entraîner la naissance d'un courant conséquent au niveau communicationnel. Au nouvel ordre économique international correspondra le nouvel ordre mondial de l'information et de la

⁶³ Everett Rogers (1962). Diffusion of innovations. New York. The Free Press.

communication (NOMIC). Le NOMIC fait la part belle à la multiplicité : multiplicité des espaces, des champs, multiplicités des identités culturelles, multiplicité au niveau communicationnel.

3.3.2 La multiplicité, le tournant.

Le développement basé sur la théorie de la dépendance aura un modèle communicationnel critique, «synchrétique» (Roth, 2005) lui même reposant sur le rapport McBride (1980). En effet, Sean McBride, ancien ministre irlandais des affaires étrangères, prix Nobel de la paix est chargé par l'Unesco d'enquêter sur la situation de la communication dans le monde et d'en esquisser les solutions. Dans le rapport de la commission qui porte son nom et dont les conclusions intitulées « Voix multiples un seul monde » sont adoptées en 1980, il y dessine l'ossature de la nouvelle orientation communicationnelle mondiale. Cette ossature s'articule autour de quelques points clés : la démocratisation des communications et sources d'information, la création et le renforcement des infrastructures pouvant aider les pays du Sud à participer à la circulation des informations dans le monde; une plus grande adéquation entre système de communication et aspirations de développement qui soit intégral autonome, autogéré et durable des pays du Sud. Le document met

aussi l'accent sur la défense des identités culturelles en permettant l'accès aux ressources de développement autonome des expressions culturelles dans la diversité avec un accent sur les classes populaires. Beltran (2006: 69) définit ainsi la communication comme un processus d'interaction sociale et démocratique qui se base sur l'échange de symboles par lesquels les êtres humains partagent volontairement leurs expériences, par le dialogue et la participation». Selon lui «la communication alternative pour le développement démocratique permet donc l'accès des individus au processus de communication et leur participation dans celui-ci en utilisant les médias-de masse, interpersonnels ou mixtes-pour assurer, outre l'avancement technologique et le bien-être matériel, la justice sociale, la liberté pour tous et le gouvernement de la majorité.

Jan Servaes (1996) dégage ici quelques variables. Toutes les nations sont dépendantes l'une de l'autre donc sont pris en compte autant les aléas internes que les facteurs extérieurs. Le développement doit être étudié dans un contexte global dans lequel le centre et la périphérie doivent être pris en considération; il n'y a pas un modèle universel de développement conséquence, chaque société doit développer sa propre stratégie de développement. Bien que n'ayant pas eu l'écho favorable attendu des pays développés, les États unis et l'URSS par exemple (qui entendaient garder leur influence), le rapport McBride a eu le mérite de proposer une autre forme de

communication dans le monde. Il s'agit de la « communication horizontale et bidirectionnelle ». Même dans les États du sud, cette approche ne s'est pas aisément imposée, certains régimes ici voulant préserver leurs intérêts et leur influence au niveau interne en cédant à une forme autarcique de leur système. La situation a parfois dégénéré en guerres civiles.

3.3.3 La communication participative pour le développement

La plus grande démarcation réside au niveau de la place qu'occupe la culture ou les cultures locales, régionales ou nationales et constitue sur ce point le prolongement ou l'application du rapport McBride (1980) qui sera un précurseur de la multiplicité ou de la « communication multi étagée » (Stoiciu & Brosseau, 1989). Cette diversité culturelle entraîne nécessairement une diversité d'appréhensions et d'utilisations des communications en vue du développement durable. C'est le paradigme « communautarien » (Roth, 2005), de la multiplicité (Servaes, 1999) ou le paradigme d'un autre développement (Bessette, 1996) qui porte non seulement sur le développement matériel mais aussi sur les valeurs et les cultures. La conséquence conduit à l'approche participative de la communication. On peut la considérer comme la suite de l'évolution ou de la révolution engagée avec le rapport Mc Bride. Ce paradigme qui permet la participation met donc un point d'honneur entre autres sur

les cultures, les traditions des peuples indigènes (Roth, 2005) ainsi que leur appréhension du développement. Elle bat en brèche le diffusionnisme et son corollaire, le transfert des technologies ou « des innovations ». L'Agence canadienne de développement international (ACDI, 1983: 5) souligne ce changement d'orientation porté sur les enjeux culturels et environnementaux : « Les habitudes des populations procèdent d'habitudes et de croyances fermement ancrées et les planificateurs en développement admettent maintenant que les facteurs culturels, sociaux et environnementaux doivent entrer en ligne de compte au moment de la conception des projets ». C'est ce changement d'orientation que Rogers (1976) l'un des premiers théoriciens du diffusionnisme appelle « changement de paradigme », marquant ainsi un *aggiornamento* sur l'orientation du discours sur la communication pour le développement. Schramm (1979) battait à ce propos sa coulpe sur la réorientation du paradigme développementiste avec son corollaire modèle diffusionniste. Ses propos sont empreints d'humilité devant ce changement de cap :

J'aurais dû être plus sceptique sur les possibilités d'application du modèle occidental de développement et prêter plus d'attention au problème de l'intégration des médias de masse aux activités locales. Surtout, j'aurais dû attacher plus d'importance aux contraintes sociales et aux incertitudes du développement et en particulier aux différences culturelles qui font presque obligatoirement du développement une réalité différente d'une culture à l'autre ou d'un pays à l'autre.⁶⁴ (Schramm, 1979: 1)

⁶⁴Commission internationale d'étude des problèmes de communication- Médias de masse et développement national. Le document est une sorte de réponse et de réorientation de la pensée de Wilbur Schramm qui a publié en 1964 « Mass Media and national development » où il se veut grand défenseur du modèle diffusionniste.

L'auteur de « Mass media and national development » reconnaît que deux décennies de développement ne sont pas parvenues à engendrer les améliorations escomptées particulièrement dans les pays les plus pauvres et dans le monde rural. Schramm se veut désormais clair en tranchant:

Le modèle occidental n'est plus désormais considéré comme adapté aux exigences actuelles du Tiers Monde. Un modèle de développement unique ne correspond sans doute pas à tous les pays en développement. Il existe de nombreux modèles de développement et chaque pays a le droit et la responsabilité d'adopter le type de modèle qui paraît le mieux à même de réaliser le genre de développement dont il a besoin⁶⁵. (Schramm, 1979: 1)

Schramm enfonce le clou en reconnaissant l'échec de la stratégie utilisée en matière de développement.

Deux décennies de développement ne sont pas parvenues à engendrer les améliorations escomptées particulièrement dans les pays les plus pauvres et dans le monde rural. Cet échec est sans doute imputable à la stratégie plus qu'à la tactique. Le modèle de changement dérivé principalement de l'expérience occidentale s'est révélé inadapté aux besoins de nombreux pays en développement et nouveaux modèles - des modèles et non pas un seul - sont en cours d'élaboration. (Schramm, 1979: 1)

Conséquence, l'on passe du transfert de technologies et des savoirs du Nord vers le Sud pour une approche privilégiant notamment la participation des populations locales. Si les grands médias de masse utilisés pour ce transfert sont toujours utiles, leur rôle pilote est mué vers une approche de communication locale. Cette dernière va

⁶⁵ Ibid

de pair avec la participation des populations locales avec en prime les médias alternatifs. La communication dans le paradigme de développement durable porte au moins sur deux grands enjeux : la méthode participative et les médias utilisés.

- Changement d'approche et de méthodes

L'on part de l'approche diffusionniste ou persuasive aux modèles participatifs. Le rapport McBride (1980 : 6) est clair dans la description d'anciens modèles de la communication sur les questions de développement.

Les anciens modèles utilisaient la communication surtout pour la diffusion de l'information, pour faire comprendre à la population les « bénéfices » que promet le développement et les « sacrifices » qu'il exige. L'imitation d'un modèle de développement, fondé sur l'hypothèse que la richesse, une fois née, s'infiltrera automatiquement dans toutes les couches de la société, comprenait la propagation de pratiques de communication de haut en bas. Les effets ont été très éloignés de ce qu'on escomptait.

Le premier modèle consistait à transmettre ou à transférer les technologies nécessaires à l'accroissement de la productivité. Bordenave (1971, 11) évoque le

« *handing over the technology to the unskilled so that they can become more productive* ». Tandis que dans le second modèle il s'agit d'implémenter le changement avec l'apport de la communauté. « *Awakening the intellectual decision-making potential of rural people so that they themselves can change the very structure of the society* ⁶⁶ ». C'est cette deuxième approche qui conduit Frazer (1983: 23) à constater que “*this planned introduction of change, as development has been defined must take into account the needs and aspirations of people concerned and their ability to play their part in the process*”. L'on a donc d'un côté un développement imposé et de l'autre un développement voulu et pensé par les populations concernées. En effet le développement conçu et imposé par les autres n'obéit pas aux réalités locales. Il représente en réalité le mode de penser et même de vivre et de faire des autres et très souvent ne cadre pas avec les besoins des populations nécessiteuses. C'est le développement exogène. Il est différent du développement dit endogène. Ce dernier prend en compte les aspirations des bénéficiaires des initiatives de développement. Il est conçu avec leur participation dans l'objectif de satisfaire leurs besoins. Rogers l'un des principaux théoriciens de la question présente les deux facettes de cette évolution. Il part de cette première position qui traduit le diffusionnisme :

La communication est un processus par lequel une idée est transférée d'une source à un récepteur avec l'intention de changer son comportement. De façon générale, la source veut altérer la connaissance qu'a le récepteur

⁶⁶ Ibid.

d'une certaine idée, créer ou changer son attitude envers cette idée, ou le persuader d'adopter cette idée en tant que partie intégrante de son comportement de tous les jours. (Rogers, 1962 cité par Lafrance, 2006:15)

Au gré des critiques et des insuffisances de cette approche première le paradigme de la communication sous le nouveau développement devient ainsi selon Rogers:

We summarize these newer concepts of development by defining development as widely participatory process of social change in a society, intended to bring about both social and material advancement (including greater equality, freedom, and other qualities) for the majority of the people through their gaining greater control over their environment. (Rogers, 1976: 133)

Cette prise en compte de la base sur laquelle doit reposer la stratégie de communication conduit Schramm (1983) à dégager quelques éléments clé qui sous-tendent la nouvelle approche. Le nouveau modèle de communication est ainsi lié à l'environnement, aux conditions psychologiques, intellectuelles, sociales et culturelles des individus. Cette démarche obéit à l'initiative axée sur la sphère locale. Aussi l'activité et le processus émanent-ils du milieu de l'action. C'est cette logique et cette démarche qui constituent l'axe central, la communication à double sens et la prééminence de la communication horizontale en tranchant avec la communication à sens unique et la communication verticale (Top-down) alors pierre angulaire de l'approche diffusionniste. Du top-down (du haut vers le bas) la direction va plutôt du bas vers le haut (bottom-up). Hederbro (1982: 17) situe cette mutation participative à trois niveaux: les leaders, les masses et les canaux ou medias:

It has to be the result of a mutual interplay between leadership and the masses, in which the latter make up the potential force and the leaders act as pathfinders, seeking out channels through which the force can be exerted. (Hederbro, 1982:17)

Si le principe de participation est admis ici, force est de relever que la notion peut être « valise » parce que vaste voire vague tant ses modalités peuvent présenter une grande variété. La participation peut relever du feed-back, de l'autogestion, de la contribution à la production ou à la planification. Au fond l'important étant la prise en considération des avis des populations concernées. Hederbro (1982 : 107) pense à ce propos que la notion de participation a un sens si et seulement si les décisions ne sont pas prises sans l'avis préalable des concernés par le sujet. (Jouët, 1977) propose que la participation au niveau de la production doit offrir aux populations l'opportunité de produire les émissions ou documents ou encore à la formation professionnelle ou aux moyens techniques. Cette approche purement attachée à la communication est différente de celle qui pourrait être appliquée en matière de prise de décision par exemple. Et à cet autre niveau Berigan (1981 :17) voit l'implication des populations dans la programmation, la gestion, l'administration ou le financement. Sur un tout autre plan, celui de la planification, Berigan⁶⁷ voit la prérogative pour les populations de formuler des plans et politiques ou alors de définir les objectifs et des plans de communication. Même si les méthodes participatives ne constituent guère la panacée,

⁶⁷ Berigan. (1981). Op. Cit.

elles constituent le socle d'une nouvelle approche communicationnelle. Mais au préalable il y a nécessité comme le souligne Freire (1969) pour les populations concernées par les questions de développement de disposer d'une organisation. Ici viendra s'appliquer avec les partenaires les modèles de communication horizontale. Si la communication doit être horizontale non seulement entre les populations, celles-ci et leurs leaders ou partenaires, ces échanges, pour porter les fruits escomptés gagneraient à être relayés par des canaux appropriés.

- Les nouveaux canaux

Avec l'approche diffusionniste, l'accent est mis sur les grands médias. Pour mieux « altérer la connaissance qu'a le récepteur d'une certaine idée, créer ou changer son attitude envers cette idée, ou le persuader d'adopter cette idée » comme le souligne Rogers (1962)⁶⁸ les tenants du diffusionnisme comptent sur les médias de masse. Ici c'est le modèle behavioriste de stimulus – réponse qui est en vigueur. L'on compte sur les effets directs et puissants des médias chez les récepteurs passifs pour changer leur comportement. En effet selon les théoriciens de la toute puissance des médias le sujet récepteur est passif. Autrement les médias sont autant puissants que l'est l'émetteur. Du célèbre « le media c'est le message » de McLuhan (1968)⁶⁹ à la toute

⁶⁸ Rogers (1962), cité par Lafrance. (2006:15). Op. cit.

⁶⁹ McLuhan. (1968). *Pour comprendre les medias*. Seuil.

puissance de l'émetteur des behavioristes c'est l'approche mécaniste (des mass média) et la domination de l'émetteur qui sont ainsi mis en œuvre. Au centre de cette approche à la base du diffusionnisme, la problématique du stimulus extérieur et de la propagande. Se comptent parmi les exégètes de ces théories, Le Bon (1895)⁷⁰ sur la propagande et la psychologie des foules, tout comme Lasswell (1927)⁷¹ sur la propagande, Pavlov (1927)⁷² sur la passivité du destinataire que Ravault (1980) dénomme « la victimisation du destinataire ⁷³ ». Shannon et Weaver (1948) dans leur schéma linéaire de l'information n'en sont pas moins tenants de cette approche qui privilégie l'importance de l'émetteur et dans une certaine mesure le canal tout en minimisant le rôle du récepteur. Que ce soit de manière directe ou indirecte, ces auteurs mettent l'accent sur les médias de masse que sont la radio, la télévision, la presse écrite. L'internet qui n'était pas déjà à l'ordre du jour au moment de la conceptualisation de l'approche peut y être inclus dans la perspective de la conceptualisation du diffusionnisme en dépit de son caractère parfois élitiste (Vedel, 2003) et même prohibitif. Schramm relève ainsi le rôle et les espoirs jadis placés en les médias:

La soudaine extension de l'utilisation des technologies de la communication à des fins éducatives a d'abord fait l'objet d'une analyse

⁷⁰Le Bon. G. (1895). *La psychologie des foules*. Felix Alcan.

⁷¹Lasswell (1927). *Propaganda technique in the World War*. Il relève l'important rôle que jouent les médias de masse dans la formation de la conscience nationale et même patriotique.

⁷²Pavlov. Ivan Petrovitch (1927). *Conditioned reflexes*. London, Routledge and Kegan Paul.

⁷³Ravault (1980). Some possible economic dysfunctions of the Anglo-American practice of international communications Ann Arbor. Michigan. University Microfilms international.

des "effets", des "impacts" et de l'influence directe de stimulations toujours plus nombreuses sur les individus et les groupes et on a pu parler d'une "action éducative des médias" sur le développement intellectuel ou sur les comportements en termes de stimuli – réponse. (Schramm, 1983: 11)

Les critiques formées à l'égard du diffusionnisme ne seront pas sans conséquence au niveau des canaux au service du nouveau paradigme du développement et son approche communicationnelle. Le nouveau modèle va donner un impact au niveau du type de médias. Le modèle participatif, solution de rechange va impliquer entre autres les médias légers. À ces moyens s'ajoutent les mécanismes tels l'animation, le dialogue et de médiation (conscientisation, mobilisation, plaidoyer, empowerment). Car pour parvenir au changement de comportement ou au développement escompté bien de canaux et de moyens s'imposent. Les canaux privilégiés ici sont légers appuyés par des approches participatives. Ce qui réoriente la communication pour le développement⁷⁴. En termes de médias, les diapositives, les affiches, les cassettes audio et les pièces de théâtre populaire.

Mais ce sont la radio rurale éducative et la vidéo légère qui ont le plus retenu l'attention et des initiateurs de projets et des auteurs. Aussi, peut-on citer les exemples de radio clubs au Niger à partir de 1962, au Togo, les forums

⁷⁴ Lafrance (2006) la définit comme « la discipline qui, à partir des théories du développement et de celles de la communication, consiste à élaborer et à appliquer des stratégies et des concepts de communication dans le cadre d'un processus de développement ». P. 26.

radiophoniques ruraux au Ghana en 1964, les clubs radiophoniques au Sénégal et au Bénin en 1968. Après avoir été de type vertical dans le cadre de la radio éducative diffusant des émissions à l'intention des adultes le modèle de communication s'est voulu par la suite horizontal et une grande partie de messages est désormais d'initiative locale. Pour signifier cette différence Kinderbeogo est clair :

Les messages de la radio rurale locale relèvent d'une production endogène, ils sont le produit d'une communauté villageoise qui leur donne un contenu reflétant en priorité ses préoccupations spécifiques. Ils ont un plus grand impact sur l'auditoire, au nom du principe selon lequel il n'y a pas de meilleures leçons que celle donnée par un paysan à un autre paysan. C'est un mode de communication horizontale. (Kinderbeogo, 1986: 3)

Ce mode de communication (horizontale) et verticale (bottom-up ou ascendante) s'est exprimé notamment au Canada transporté en Inde, au Ghana, au Congo, au Sénégal. En effet, pour le cas du Sénégal, il s'est formé des « cercles d'écoute paysanne » animés par les médiateurs qui enregistraient les réactions des paysans aux émissions et les transmettaient à la radio éducative rurale qui à son tour les utilisait pour les émissions ultérieures. Ceci favorisait ainsi la participation des populations avec à la clé les lettres des auditeurs. Par ailleurs ces émissions étaient enregistrées sur le terrain favorisant les échanges avec les populations locales ; créant une communication avec les populations elles mêmes, puis entre celles-ci et les autorités étatiques. Les émissions portaient entre autre sur les problèmes liés à la production des arachides. Les prix étant bas tout comme la production, ce qui mécontentait les

populations. D'où les interventions sous forme de critiques à la radio et suscitant en retour les réactions des politiques (bonus à la production, annulation des dettes pour les intrants agricoles, réorganisation des coopératives).

Au Congo, c'est plutôt l'organisation des villages en radio clubs qui a impulsé le développement des populations par un regroupement afin de définir la priorité de la commercialisation et de l'installation des balances dans les villages. Ce qui a permis finalement aux populations de réclamer au gouvernement les sommes accordées aux manutentionnaires. Dans chaque village un encadreur était formé pour l'animation du radio club et s'occupait de la réaction des paysans aux émissions de formation paysanne, de vulgarisation ou promotion rurale. Berrigan (1981) cite un cas similaire dans l'éducation de base au Brésil et de Radio Tabacunda en Equateur. Ici ce sont les paysans eux-mêmes qui réalisent les émissions en s'aidant de magnétophones après apprentissage des modes d'usage.

À côté de la radio, la vidéo légère fut aussi un moyen de participation des populations dans les questions de développement. Elle a permis aux gens de se poser leurs propres questions comme le souligne Freire (1969) et d'y répondre eux-mêmes, favorisant ainsi également soit la communication horizontale, soit la communication ascendante (de bas en haut). Ce succès de la vidéo en matière de communication pour

le développement est à l'image du succès que le média a connu sur le plan théorique à en juger par les auteurs. Dans son tour d'horizon sur le sujet Flageul (1971) montre une utilisation plurielle voire multidimensionnelle de la vidéo. Elle sert tant à la vulgarisation qu'à l'animation en passant par le militantisme. Herm (1971), Migneault-Lefevre (1979- 83, 84), Lewis (1977) évoquent les différents projets soutenus par l'usage de la vidéo⁷⁵. La vidéo a ainsi servi à l'alphabétisation des femmes en milieu rural au Mali. Les femmes allaient de village en village faisant appel à la participation, enregistrant les documents vidéo relatif à la santé, à l'agriculture en suscitant les échanges, l'évaluation et le feed-back entre populations, autorités et villages.

À Mizrapur (Inde) un groupe de producteurs de corde membres d'une coopérative s'est servi de la vidéo pour organiser leur structure en documentant ses problèmes, initiant les discussions, facilitant la compréhension des enjeux et les solutions. En effet, les paysans isolés engagés dans l'activité de fabrication de corde faisaient face à la pauvreté des sols, et leur produit était acheté au rabais par les exploitants forestiers, d'où la création d'une coopérative et l'organisation qui s'en est suivie grâce au Center for development of instructional technology. À Ahmedabad en Inde, Self-employed women association, un regroupement de femmes a fait changer aux autorités

⁷⁵ Voir aussi : Lorraine Herm (1971). La vidéo un outil de participation pour le développement ; Migneault-Lefevre (1979- 83, 84). Audio- visuel et développement ; Peter Lewis (1977). Video in non formal education.

municipales une décision prise dans la réglementation de la vente dans la rue. À l'actif une vidéo montrant les tracasseries auxquelles les vendeuses faisaient face. Elles avaient pour noms : incursions de la police, manœuvres de la municipalité, etc.

Bien que media de masse, la télévision a rarement servi pour des questions de développement et notamment dans les approches participatives dans un modèle de communication horizontale. Berrigan⁷⁶ évoque l'initiative Fermes et productivité de Luis Ramiro Beltrán au Mexique. Ici les besoins des paysans étaient au cœur des programmes qui étaient diffusés puis discutés à l'intérieur des télé-groupes d'écoute. Autre exemple le cas de Khéda-TV en Inde. Cette expérience fait état d'émissions enregistrées sur le terrain et destinées à une cible spécifique. Quelques exemples d'utilisation de la télévision sont notés en Afrique, notamment dans le domaine scolaire au Niger en 1964, au Sénégal en 1978 où l'on a également relevé déjà en 1965 le projet pilote de télévision éducative. En Côte d'Ivoire le programme d'éducation télévisuelle est signalé en 1971.

Les canaux tout comme les approches participatives comportent des limites. Aussi la radio, les télévisions rurales ou communautaires à l'image de la participation des communautés ne sauraient assurer à 100 % le développement d'une population ou

⁷⁶ Berrigan cité par Hakizimana (2000). P.24.

d'un groupe. D'autres aléas entrent en jeux et parmi lesquels l'environnement culturel, associé important de la communication pour le développement.

3.3.4 La communication participative pour le développement des Bagyeli

À l'image du développement durable la communication est devenue un consensus international ou comme on peut le croire une nouvelle idéologie, voire une nouvelle religion mondiale (Sfez, 1997: 4). Mais devant le vaste champ que représente la communication, il faut encore appréhender le processus et cerner le volet à même d'atteindre la solution au problème posé. Au départ simple transmission linéaire des informations, connaissances ou innovations selon Lasswell (1927) ou Shanon et Weaver (1965) la communication est ensuite saisie comme processus de stimulis-réponse ou de réaction hypodermique (Pavlov, 1927) pour être enfin interaction. Dans sa dernière posture conceptuelle et expérimentale la communication devient le dialogue entre individus, entités et organisations. C'est dans cette dernière perspective que nous l'entrevoyons dans cette recherche pour une réconciliation des Bagyeli avec eux-mêmes ainsi qu'avec la société. Dans cette optique la communication sera abordée sous le prisme des échanges et d'influences réciproques si tant est que "la communication comprend les interactions où les partenaires exercent une influence réciproque sur leur comportements respectifs" (Lazar, 1992:

53). Dans le contexte Bagyeli dont il est question pour une projection du développement durable, la communication comme interaction, influence réciproque sera abordée d'une part comme représentation, c'est-à-dire processus de mise en rapport des différentes parties prenantes dans l'initiative de développement. Cette perspective permettra par ailleurs d'aborder la communication comme expression des différents acteurs y compris les Bagyeli. En appliquant le principe de "politique symbolique" cher à François d'Arcy et al (1985) nous appréhendons donc la communication sous l'angle de la Représentation d'abord en mettant en relation étroite les partenaires au développement. La communication sera ensuite perçue sous l'angle de l'Expression afin de souligner la nécessité d'une liaison entre différentes composantes de la société Bagyeli mais aussi la totale participation de celle-ci à l'initiative de développement. L'expression et la participation des différents acteurs dont les Bagyeli nous renvoie bien qu'indirectement à la communication participative, objet central de cette recherche. En explorant les stratégies d'appropriation du PDPP chez les Bagyeli, la communication participative pour le développement nous apparaît comme le modèle idoine à expérimenter et à mettre en application dans le cas du PDPP. Bessette définit la communication participative pour le développement comme

Une action planifiée, fondée d'une part sur les processus participatifs et d'autre part sur les médias et la communication interpersonnelle, qui facilite le dialogue entre différents intervenants réunis autour d'un problème de développement ou d'un but commun, afin d'identifier et de mettre en oeuvre une initiative concrète visant à solutionner le problème

ou d'atteindre le but fixé, et qui soutient et accompagne cette initiative.
(Bessette, 2004: 10)

La communication participative pour le développement implique non seulement la participation de tous les acteurs, elle s'inscrit également dans la dynamique du développement durable comprise comme un mode de développement nécessitant les interactions en vue de la participation des populations locales concernées. Par ricochet, le modèle de communication participative favorise l'appropriation des initiatives de développement. Dans la relation communication, participation et appropriation des initiatives de développement, ces travaux interrogent le PDPP quant à son implémentation et propose des pistes afin que l'initiative ne soit confinée au stade du discours et d'ambition sur l'objectif du développement durable.

Les approches participatives comme les canaux de communication comportent des limites. Aussi la radio, les télévisions rurales ou communautaires à l'image de la participation des communautés ne sauraient assurer à 100 % le développement d'une population ou d'un groupe. Ils ne sauraient même se muer en panacée. D'autres aléas entrent en jeu et parmi lesquels l'environnement culturel, associé important de la communication pour le développement.

3.3.5 La culture et la communication pour le développement

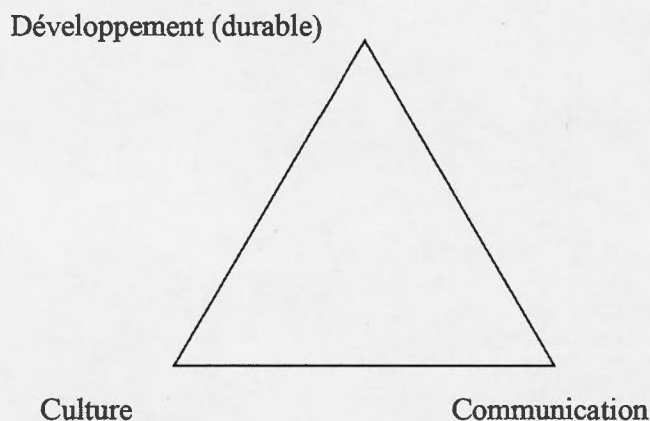
La culture comme la communication a un impact sur le développement. Autant la première notion ne peut être exclue du développement réel ou durable des populations, autant le développement ne saurait s'accomplir en ignorant l'autre notion. Autant aucun développement n'est possible en dehors de la culture autant le développement se sert de la communication pour son implémentation. Si la culture est « un monde d'appartenance à et de partage avec », comme le souligne Barbero (2006, 129) elle est aussi et par répercussion un élément de communication. On note donc entre les deux notions un enchevêtrement, une imbrication voire une confusion de concepts et de situations car la communication dans un contexte de développement se sert de la culture. Le paradigme de l'autre développement (post diffusionnisme) vient mettre la culture au centre de la problématique du développement durable. La culture qui par ailleurs comme l'indique Caune (1990) est un véhicule, devient communication. Autrement, la culture est le contenu véhiculé par la communication. Et si le développement doit embrasser les cultures d'accueil comme le préconisent bien d'auteurs (Rist, 1994 ; Kilani, 2006 ; Servaes, 1991, 1996, 1999 ; Rogers, 1976), celui-ci doit bien aller avec les éléments de communication puisés dans l'univers culturel local, avec une participation des tenants des aspirations locales.

Il ressort de cette évocation l'émergence de deux concepts : la « communiculture » et « la cultudeveloppement » ; la première notion étant prise comme l'interrelation qui existe entre la communication et la culture. La deuxième appréhension peut s'entendre comme l'alliage existant entre la culture et le développement. En effet la communauté est non seulement le point A de la communication, elle en est surtout le point angulaire. Autant qu'elle en est pour la culture et par contrecoup le développement dans un contexte de développement endogène ou d'un « autre développement », susceptible d'améliorer substantiellement les conditions de vie des populations. C'est dans cette perspective qu'Ugboajah (1987) privilégie la communication traditionnelle africaine pour s'appliquer dans le contexte africain et que Servaes (1991) et Arnaldo et al. (1995) donnent le primat aux médias alternatifs. Cette interrelation est perceptible voire logique dans le cadre du développement endogène, encore appelé développement durable ou « un autre développement » où la dimension locale est prise en compte. Il n'en est pas toujours le cas pour le « développementisme » où tout vient d'en haut ou de loin pour s'imposer aux populations locales.

Dans le cadre du développement durable la relation entre la culture, la communication et le développement débouche ainsi sur un triangle dont la culture, la communication et le développement durable sont les sommets. En effet en refermant

le troisième bras du triangle (culture – développement) il se dégage le rapport étroit entre la culture, la communication et le développement, relation inextricable qui sied davantage avec le contexte et le paradigme d'un « autre développement » avec son pendant et son penchant sur le « local » qu'en temps de diffusionnisme. En effet cette relation sur trois pôles ou piliers est presque mutuelle. Autrement, autant le lien entre la communication et la culture est étroit autant il l'est entre la culture et le développement durable qu'entre la communication et le nouveau développement.

Figure n°1: Rapport culture communication-développement durable.



Ces trois piliers entretiennent une solidarité sans laquelle l'une ou l'autre partie ne peut véritablement fonctionner et jouer le rôle qui lui est assigné et in fine l'objectif global d'un développement qui réponde aux besoins réels des populations locales. Mais pour y parvenir le mécanisme de fonctionnement doit intégrer une donnée cruciale : la participation.

3.4 La participation au cœur des discours

La notion de participation revêt plusieurs appréhensions. La pluralité de définitions du terme explique la difficulté à définir le vocable qui couvre plusieurs champs : les sphères sociale, sportive, économique, politique. Becquet⁷⁷ (2002) la définit comme :

une démarche active dont l'objectif est d'améliorer l'intégration politique et sociale des individus - dont leur relation aux institutions - voire de favoriser l'exercice citoyen ». Selon elle, la participation est une « modalité d'entrée en citoyenneté », elle « doit venir pallier les défaillances des mécanismes qui, par le passé, structuraient la relation entre les individus, la société et l'État, permettant à la citoyenneté de se développer sur des bases solides⁷⁸ ».

Shah, Kambou et Monahan (1999, 1.2) la considèrent comme étant la pratique de « consulter les communautés sur des décisions importantes ». D'autres spécialistes encore l'appréhendent comme un cheminement mis à la disposition des populations de prendre part aux décisions. Elle constitue ainsi « les procédures, démarches ou tentatives faites pour donner un rôle aux individus dans la prise de décision affectant

⁷⁷ Becquet ⁷⁷(2002), in Les Cahiers de l'action, n°2, INJEP. Yonet .org, consulté le 20 août 2013

⁷⁸ Op. cit.

la communauté ou l'organisation dont ils font partie ». (Shah, Kambou et Monahan ,1999: 1.2)

Cette notion s'applique à de nombreux domaines, la culture, le sport, la politique, le développement, le développement durable. Son champ d'application peut être aussi vaste que restreint. La participation s'applique ainsi à une échelle réduite comme à une large sphère : elle peut s'éprouver au sein d'un État comme elle peut s'appliquer au sein d'une entreprise, d'une communauté villageoise ou familiale. Elle obéit davantage au besoin de gouvernance et de démocratie, indice significatif selon lequel la participation renvoie en priorité à la sphère politique. Sur ce plan Braud (2008) considère la participation comme étant "l'ensemble des activités, individuelles ou collectives, susceptibles de donner aux gouvernés une influence sur le fonctionnement du système politique"⁷⁹. Mormont, Mougenot et Dasnoy (2006) confèrent à la participation le rôle de circulation des normes tant elle permet aux normes de faire l'objet de discussion et d'échanges dans plusieurs sphères⁸⁰.

Autant qu'elle affecte les décisions, la participation n'est pas sans implication sur les questions de développement. Son émergence dans les questions de développement dans ses différentes dimensions de développement durable s'en justifie tant le

⁷⁹ Philippe Braud. *Sociologie politique*. LGDJ. (2008).

⁸⁰ Mormont, Mougeno et Dasnoy. « La participation composante du développement durable : quatre études de cas », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], (2006). Volume 7 Numéro 2. Consulté le 16 septembre 2013.

paradigme de développement durable renvoie aux contributions des populations locales. C'est ainsi que la déclaration de Rio l'intègre et l'impose en ces termes :

“La meilleure façon de traiter les questions d'environnement est d'assurer la participation de tous les citoyens concernés, au niveau qui convient” (Déclaration de Rio, 1992: no 10). Au niveau national, chaque individu doit avoir dûment accès aux informations relatives à l'environnement que détiennent les autorités publiques, y compris aux informations relatives aux substances et activités dangereuses dans leurs collectivités, et avoir la possibilité de participer aux processus de prise de décision. Les États doivent faciliter et encourager la sensibilisation et la participation du public en mettant les informations à la disposition de celui-ci. Un accès effectif à des actions judiciaires et administratives, notamment des réparations et des recours, doit être assuré.

Autant elle se définit diversement en permettant de recueillir les besoins et les attentes des populations en vue de contribuer à de meilleures politiques publiques, autant la participation peut prendre plusieurs formes. Elle peut s'entendre comme mobilisation, consientisation (Servaes, 1996). Elle peut aussi s'appréhender comme l'autogestion (Berrigan, 1981). Mais la participation peut se traduire de différentes manières. Celles-ci vont de l'information à l'enquête publique en passant par la consultation, la concertation, le débat public, la conciliation- médiation, le vote, le referendum, la conférence des citoyens, le jury de citoyens, les ateliers scénario, le

sondage délibératif. Mormont, Mougenot, et Dasnoy (2006) évoquent trois niveaux de participation : le niveau local où les populations discutent des problématiques, le niveau des réseaux où ces questions sont ensuite débattues et la sphère politico administrative qui marque l'intervention des politiques. Huron et Spindler (1998) eux, voient la question à deux niveaux : le niveau direct, effectif de la population et le niveau indirect. Si le premier implique l'intervention directe des populations organisée en groupe de pression, assemblées ou commissions, la seconde suppose les enquêtes et autre sondages d'opinion.

Toutefois il y a à noter que les modes de participation n'ont pas tous la même configuration et n'ont pas le même résultat voire la même efficacité. Tout comme certains préalables peuvent contribuer à sa bonne implication. En effet certains pré-requis donnent à la participation de jouer à fond et efficacement son rôle pour des résultats plus probants. Parmi ces pré-requis, l'organisation occupe une place primordiale. Le déficit en la matière peut avoir des conséquences graves autant dans la conduite d'un projet de développement qu'au niveau de la satisfaction des besoins et des objectifs visés. C'est à raison que Freire (1969: 161-179) va recommander une bonne organisation de la communauté aux fins de permettre une bonne participation des membres de la communauté. Bessette n'est pas loin de cette appréhension lorsqu'il souligne que :

L'expression participation de la communauté renvoie non pas à une simple participation à des activités décrites par d'autres intervenants, mais à la prise de décision sur les activités à entreprendre et les objectifs à poursuivre (...) Les membres de la communauté prennent non seulement part aux activités, mais sont engagés directement dans le processus décisionnel et dans la planification de l'initiative de développement. (Bessette, 2004: 19)

Or pour participer efficacement à la prise des décisions, il convient de bien s'organiser. La même disposition s'impose quand il s'agit de prendre part aux activités mais aussi lorsqu'advient le temps de planifier dans une initiative de développement. Cela suppose avoir la bonne conscience des actions à poser, cela implique aussi d'avoir les représentants qu'il faut et une méthodologie appropriée. La démarche, hormis l'aboutissement aux objectifs escomptés permet aux populations locales de s'approprier les initiatives.

3.5 L'appropriation

La notion d'appropriation est la conséquence de l'intérêt et la manifestation de l'importance qu'on manifeste à l'égard d'une action ou d'une activité ou d'un fait. Elle s'inscrit dans les courants de l'autonomie sociale comme le rappelle pertinemment Proulx (2005: 10). Jouët (2000: 502) estime ainsi que c'est « un procès »; que « c'est l'acte de se constituer un soi ». Pour elle, « l'utilisateur n'est pas un simple consommateur passif de produits et services qui lui sont offerts, même s'il

garde sa qualité d'agent économique; il devient un acteur» (Jouët, 2000: 502). Elle suppose donc par conséquent une domestication de l'initiative ou du projet. Ceci suppose aussi que « la maîtrise technique et cognitive de l'artefact -l'intégration significative de l'objet technique- l'usage répété de cette technologie et la représentation des usagers dans l'établissement des politiques publiques et leur prise en compte dans les processus d'innovation » dont parle Serge Proulx (2005, 11) sont au goût du jour chez les populations concernées. L'observation est pertinente au sujet des objets techniques elle l'est aussi des projets et initiatives en matière de développement. Même si Jouet dans son "retour critique sur la sociologie des usages" évolue dans un contexte occidental et dans le domaine des TIC il y a lieu de faire des transpositions aussi bien dans d'autres sociétés que dans d'autres domaines: ici la société africaine et les projets de développement. Plus précisément en matière de développement durable il est de bon ton que les propositions et solutions viennent des concernés pour que ces derniers fassent leur les initiatives en leur faveur, même si celles-là peuvent également bénéficier de la contribution des autres. La démarche conforte la relation qui existe entre la participation et l'appropriation.

Dans sa «Pédagogie des opprimés» Freire (1969) propose une approche par laquelle les populations (opprimés) doivent déterminer et résoudre leurs préoccupations. Selon Freire (1969, 176) les opprimés avec leurs partenaires doivent explorer leur « propre

univers thématique», c'est-à-dire l'ensemble des problèmes qui se dégagent de leur situation. C'est à partir de cet «univers thématique» qu'ils vont, de manière concertée, dégager les plus importants («thèmes générateurs ou de la thématique spécifique du peuple») et chercher les voies et moyens de les résoudre. En exposant ce qu'il appelle «théorie de l'action dialogique» Freire note que : *«le but de l'éducateur n'est plus seulement d'apprendre quelque chose à son interlocuteur, mais de rechercher avec lui, les moyens de transformer le monde dans lequel il vit»* (l'éducateur étant ici un acteur et partenaire du développement). Il ajoute: *« l'action politique à l'égard des opprimés doit être, au fond, une 'action culturelle' pour la liberté et donc une action avec eux»* (1969, 45). Peut-on dire de manière péremptoire que l'action politique à travers le PDPP aura été une action culturelle incluant une participation fructueuse et une appropriation de la part des Bagyeli? Difficile d'y répondre par l'affirmative tant il existerait un fossé entre ce qui est clamé et ce qui est réalisé, entre le dire et le faire; puisque le dire est bien différent du faire. C'est ce fossé qui fait dire à Abéga que :

ni l'État, ni les voisins bantou, ni les organismes de développement n'entretiennent des rapports véritablement bénéfiques pour les Baka, malgré la bonne volonté des uns et des autres. L'État a aménagé un cadre réglementaire de plus en plus favorable, mais avec peu de réalisations et peu de mesures prenant en compte la situation particulière des Baka. Les intervenants non gouvernementaux se signalent par une présence accrue sur le terrain, mais connaissent des problèmes de méthodologie dans l'application de leurs programmes d'action. (Abéga, 1998: 17).

Ces problèmes de méthodologie et d'organisation peuvent être aussi décriés du côté des populations autochtones comme ils le sont déjà auprès de l'État, ses représentants

ou des autres acteurs. Ces insuffisances n'épargnent guère les Bagyeli comme tout groupe de population autochtone. Ceci nous amène à nous pencher sur la question de l'autochtonie dans les questions de développement.

3.6 L'autochtonie dans le champ des « développements »

De manière générale les populations autochtones ont longtemps été exclues des questions de développement à l'image des cultures locales. Longtemps écartées des questions de développement même pour leur bien-être, les peuples autochtones font un long chemin vers la reconnaissance et leur prise en compte aussi bien dans la vie des États que particulièrement dans les questions de développement. Mais déjà la notion d'autochtone elle-même est d'appréhension complexe.

3.6.1 La notion d'autochtonie

Peuples indigènes, populations locales, premières nations, populations autochtones, aborigènes ; autant de vocables pour qualifier et représenter l'autochtonie. En termes génériques, l'autochtone désigne une personne qui est originaire du lieu où il réside. Autochtone s'oppose à allogène, étranger. La notion d'autochtone est ainsi trop

générale voire ambiguë car les peuples ont toujours été en mutation, l'on vient toujours de quelque part Cobo définit ainsi les populations autochtones :

Par communautés, populations et nations autochtones, il faut entendre celles qui, liées par une continuité historique avec les sociétés antérieures à l'invasion et avec les sociétés précoloniales qui se sont développées sur leurs territoires, s'estiment distinctes des autres segments de la société qui dominent à présent sur leurs territoires ou parties de ces territoires. Elles constituent maintenant des segments non dominants de la société et elles sont déterminées à préserver, développer et transmettre aux futures générations leurs territoires ancestraux et leur identité ethnique, qui constituent la base de la continuité de leur existence en tant que peuples, conformément à leurs propres modèles culturels, à leurs institutions sociales et à leurs systèmes juridiques. (Cobo, 1986/7 : 29)

Parfois les populations autochtones se confondent avec les minorités. Même si elles se présentent parfois ainsi, il y a lieu de nuancer. Un groupe de population autochtone peut se trouver minoritaire ou majoritaire dans une localité, une région ou un État donné. Mais les populations autochtones qu'elles soient majoritaires ou minoritaires font très souvent l'objet de la marginalisation, de domination plurielle : culturelle, économique, sociale et politique soit de leurs voisins soit des peuples venus d'ailleurs. Les populations autochtones sont souvent sous domination culturelle, économique, sociale, politique d'un ou de plusieurs autres peuples, et ne représentent alors qu'une minorité au sein d'États qui ne les reconnaissent pas en tant que peuples distincts. Étant les premiers habitants des terres qu'ils occupent (par rapport aux autres peuples environnants) les autochtones dépendent des écosystèmes nourriciers.

La Convention n° 169 de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) dégage à cet effet quelques éléments caractérisant les peuples autochtones. Ce sont leurs modes de vie (traditionnels), la culture et les modes de vie différents des autres segments de la population nationale (leurs langues, leurs coutumes, leur façon de gagner la vie), l'organisation sociale propre avec coutumes et lois traditionnelles. Ces modes de vie ont souvent été ignorés par les autres peuples les taxant de primitifs, d'archaïques, donnant jour à une lutte âpre pour la reconnaissance de ces différences, de ces manières d'être et de vivre, ces autres regards. Le chemin est long, parcouru d'embuches et donne par endroits des résultats probants.

3.6.2 Du refus à l'acceptation

Les peuples autochtones sont divers à l'image du monde. On en dénombre 5000 à travers la planète. Les peuples ou populations autochtones sont souvent à la merci des autres subissant non seulement le diktat de la majorité mais aussi la loi du plus fort c'est-à-dire du colonisateur investi d'une mission : la mission salvatrice. La situation fait d'eux des populations marginalisées, et vulnérables. La soumission des peuples autochtones s'est inscrite sur une idéologie pensée et entretenue allant du racisme au

colonialisme en passant la ségrégation. Ferry (1885)⁸¹ s'est présenté en un des défenseurs du colonialisme voire du racisme. Il déclarait : « il faut dire ouvertement que les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures. Je répète qu'il y a pour les races supérieures un droit parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures ». Plus tard en 1925, Léon Blum poursuit dans ce sens: « Nous admettons qu'il peut y avoir non seulement un droit, mais un devoir de ce qu'on appelle les races supérieures, revendiquant quelquefois pour elles un privilège quelque peu indu, d'attirer à elles les races qui ne sont pas parvenues au même degré de culture et de civilisation »⁸². À l'échelle intra étatique la situation a souvent été presque identique. L'un des derniers cas tonitruant aura été le système d'Apartheid en Afrique du Sud où le racisme, la ségrégation et la discrimination ont été érigées en mode de vie et de gestion politique par les gouvernants, descendants de Boers. Les thèses ne sont pas loin de celles défendues par Hitler. C'est ainsi qu'écrit Eloff (1941)⁸³:

La préservation de la race pure dans la tradition du peuple boer doit être maintenue à tout prix, par tous les moyens, comme un saint serment que nos ancêtres nous ont transmis en tant que partie du plan de Dieu pour notre peuple. Tout mouvement, école ou individu qui prêche contre cela doit être traité comme un criminel racial par les autorités.

⁸¹ Jules Ferry, Discours devant la Chambre des députés, 28 juillet 1885.

⁸² Léon Blum, Débat sur le budget des Colonies à la Chambre des députés, 9 juillet 1925, J.O., Débats parlementaires, Assemblée, Session Ordinaire (30 juin-12 juillet 1925), p. 848. Cité par <http://fr.wikipedia.org/wiki/Anticolonialisme> (consulté le 05 décembre 2013)

⁸³ Eloff. (1941). Rasse en Rasvermenging (Race et métissage). Cité par Jeune Afrique no 33. 2013. Hors série.

Ces principes de ségrégation et de racisme ont été violents à l'égard des indiens considérés comme « un élément étranger et inadmissibles » ; même position par rapport aux métis et davantage vis-à-vis des noirs. La commission créée pour se saisir de la ségrégation a proposé la consolidation des réserves dans lesquelles ils devraient être confinés, à la clé, la suspension de toute éducation dispensée par les missionnaires ainsi que la non représentation au Parlement. La loi agraire des indigènes (Natives Land Act) limitant l'accès à la propriété foncière aux noirs tient à ces idéaux.

Au Canada, bien que la situation n'ait pas connu l'exagération notée en Afrique du Sud force est de relever que les peuples indigènes ou premières nations ont aussi connu un traitement raciste. Ainsi en 1857, le Canada adopte une loi pour l'assimilation, la civilisation graduelle des tribus indiennes. Dans le rapport de l'École de la fonction publique du Canada, la problématique est relevée en un questionnement :

Pourquoi avons-nous jugé important de reconnaître le passé, et de dire ce qui fait notre histoire, qui a souffert et subi des torts, et de quelle façon, afin de restructurer notre relation avec les Autochtones ? Compte tenu du fait qu'une si grande partie de notre contribution actuelle découle de violations antérieures et d'ingérences dans notre relation avec les Autochtones, jusqu'où pouvons-nous aller pour redresser les torts et les injustices dans la restructuration de notre relation?⁸⁴

⁸⁴ www.mySCHOOL-mon ECOLE.gc.ca, consulté le 20 mars 2010.

En 1998 lorsque le gouvernement du Canada a présenté une déclaration de réconciliation avec les peuples autochtones, il déclinait aussi un le plan d'action pour les questions autochtone, un plan d'avenir conjoint où il reconnaissait « les erreurs et les injustices ainsi que les progrès réalisés dans la réconciliation, la guérison et le renouveau »⁸⁵. Dans un extrait de la « Déclaration de réconciliation » le gouvernement du Canada a présenté ainsi la situation :

Malheureusement, notre histoire en ce qui concerne le traitement des peuples autochtones est bien loin de nous inspirer de la fierté. Des attitudes empreintes de sentiments de supériorité raciale et culturelle ont mené à une répression de la culture et des valeurs autochtones. En tant que pays, nous sommes hantés par nos actions passées qui ont mené à l'affaiblissement de l'identité des peuples autochtones, à la disparition de leurs langues et de leurs cultures et à l'interdiction de leurs pratiques spirituelles. Nous devons reconnaître les conséquences de ces actes sur les nations qui ont été fragmentées, perturbées, limitées ou même anéanties par la dépossession de leurs territoires traditionnels, par la relocalisation des peuples autochtones et par certaines dispositions de la Loi sur les Indiens. Nous devons reconnaître que ces actions ont eu pour effet d'éroder les régimes politiques, économiques et sociaux des peuples et des nations autochtones. (Déclaration de réconciliation – Affaires indiennes et Nord Canada. Sommaire du rapport final de la Commission royale sur les peuples autochtones. 2012 : 3)

La situation est décriée aussi au sein des différents États qu'entre différents États, oppresseurs et opprimés. Les exemples de marginalisation ne sont pas rares : aux États Unis, au Nigéria, au Rwanda ou dans les Balkans entre autres. A l'image du

⁸⁵ Document d'information. Le régime des pensionnats. In Sommaire du rapport final de la Commission royale sur les peuples autochtones. Institut sur la gouvernance. P.1.

long processus de décolonisation, la lutte contre le racisme et la ségrégation a été et reste une œuvre de longue haleine. Nelson Mandela dont la mémoire est mondialement saluée à sa disparition en cette fin d'année 2013 aura été de ces combattants pour l'égalité des races. Le Congrès National Africain (ANC) créé en 1912 en sera un des outils de combat. Même avec une ampleur différente d'un continent à un autre ou d'un pays à un autre, la question d'autochtonie, premières nations, populations indigènes s'est toujours posée soit en terme de ségrégation, de racisme ou de revendication des droits. À de degrés divers, que ce soit contre le racisme, le colonialisme, l'impérialisme ou la marginalisation et les injustices à l'égard de ces peuples des voix se sont élevées pour les décrier tant à l'intérieur des États qu'au niveau international. Au niveau institutionnel, l'avènement de la Convention no 69 de l'OIT en est un outil utile. Le texte leur reconnaît le droit à la terre et à l'autodétermination. L'article 3 de cette convention stipule que les peuples indigènes ont le droit de jouir des droits de l'homme et des libertés fondamentales sans entrave ni discrimination. À l'article 4, la convention garantit également la jouissance des droits du citoyen sans discrimination. Un autre principe de la convention concerne l'application de toutes ces dispositions aux femmes et aux hommes indigènes sans discrimination (article 3). L'article 20 traite de la prévention contre la discrimination des travailleurs indigènes.

En 1992, les Nations unies ont adopté la résolution portant déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques et plus tard en 2007 l'Assemblée générale des Nations unies a adopté la *Déclaration sur les droits des peuples autochtones*. Même si la résolution est non contraignante, elle marque un pas dans la lutte pour la reconnaissance des droits des populations autochtones. Le document affirme que les peuples autochtones, collectivement ou individuellement ont le droit de jouir pleinement des droits et libertés fondamentales. Ainsi, le texte leur reconnaît le droit de ne subir aucune discrimination. Ils ont aussi le droit à l'autodétermination, de participer à la vie sociale, économique et politique et celui de ne pas subir la destruction de leur culture. Ils ont entre autre le droit d'enseigner ou perpétuer leur culture et traditions tout comme ils disposent du droit à la pharmacopée traditionnelle. Les 46 articles du document onusien font des peuples autochtones des personnes à part entière. Ils rejoignent ainsi les autres textes de l'ONU à l'instar de la Charte des Nations Unies ou de la Déclaration universelle des droits de l'homme. De ces bases et sur la base du travail effectué par les associations des peuples autochtones ajouté aux actions des ONG, activistes et autres penseurs (Aimé Césaire⁸⁶, Franz Fanon⁸⁷ entre autres), le sort des populations autochtones connaît une évolution. Celle-ci est encore timide par endroits certes mais elle est engagée et ce d'autant plus que la pertinence sur les

⁸⁶ Aimé Césaire. *Cahier d'un retour au pays natal* (1947). Aimé Césaire *Discours sur le colonialisme*. (1950).

⁸⁷ Franz Fanon. *Pour la révolution africaine Ecrits politiques*. (2006). La découverte. Paris.

droits des autochtones est logique et raisonnable. Au Cameroun la protection des minorités et des peuples autochtones est dans cette mouvance rentrée dans la constitution⁸⁸, faisant du Cameroun non comme une exception mais plutôt un maillon de la chaîne de reconnaissance de la dignité et des droits des peuples autochtones. En effet comme le relève Mouelle Kombi:

la réalité est que le processus de protection des minorités, de plus en plus constitutionalisé dans le monde, et pas seulement en Afrique, est devenu une exigence fondamentale des démocraties postmodernes qui se veulent essentiellement plurales et intégratives, centrées sur les Droits de l'Homme. (Mouelle Kombi, 2013: 293)

Relayant le discours officiel étatique Mouelle Kombi (2013, 294) relève que « la construction nationale exige la nécessaire participation de toutes les composantes sociologiques à l'effort collectif » ; une position que Paul Biya ne rate l'occasion de réitérer. Dans son ouvrage *Pour le libéralisme communautaire*, Biya (1988, 114-115) convie ses compatriotes à « aller des ethnies à une patrie, un itinéraire qui implique l'étape de la nation ». Cette invite à participer contraste avec sa matérialisation. Mouangue Kobila a commis un ouvrage au titre évocateur sur le sujet : *La protection des minorités et des peuples autochtones au Cameroun. Entre reconnaissance interne contrastée et consécration universelle réaffirmée*⁸⁹.

⁸⁸ Préambule de la loi 96- 06 du 18 janvier 1996 portant révision de la constitution du 02 juin 1972.

⁸⁹ James Mouangue Kobila. *La protection des minorités et des peuples autochtones au Cameroun. Entre reconnaissance interne contrastée et consécration universelle réaffirmée*. (2009). Paris. Dianoia.

La problématique des peuples autochtones est donc plus qu'une réalité, réalité qui tient aussi non seulement aux pressions que peut exercer la communauté internationale et les autres acteurs, mais également aux atouts que présente cette catégorie de population.

3.6.3 Les atouts des populations autochtones

Les échecs des projets de développement comptent parmi les raisons la non prise en compte des réalités locales. Au nombre de ces réalités, les savoirs des peuples autochtones. Longtemps reniés et ignorés les savoirs locaux sont pourtant d'un apport utile non seulement pour le développement des peuples concernés mais également pour l'évolution du monde en ses différents champs : économique, social, culturel, politique, scientifique, etc. Le constat a suscité un revirement d'orientation sur le plan théorique, partant d'un développement exogène (dont les projets sont conçus par les autres et imposés aux populations locales) au développement endogène (celui-ci veut que les populations locales prennent part non seulement à la conduite des initiatives mais également qu'elles donnent du leur dans la conception et dans le suivi de celles-ci. Leur apport prend ainsi en compte des expériences et les cultures locales). La conséquence a été l'émergence « d'un autre développement ». De Sautter et Pélissier (1964) ou Freire (1969) à Belloncle (1993), Inglis (1993) ou encore Chauveau et al.

(1999) en passant par De Richards (1985) et Dupré (1991) il est démontré que le savoir des populations autochtones est important dans la prise des décisions et dans les initiatives concernant les peuples concernés. Encore appelés savoirs locaux, ces savoirs ont retenu l'attention de l'Unesco, l'Organisation des Nations Unies pour la science et la culture. Voici ce que l'Unesco en dit :

Les savoirs sophistiqués sur l'environnement naturel ne sont pas réservés à la science. Partout dans le monde des sociétés possèdent de riches corpus d'expériences, de savoirs et d'explications. Les savoirs locaux et autochtones comprennent les connaissances, savoir-faire et philosophies développés par des sociétés ayant une longue histoire d'interaction avec leur environnement naturel. Pour les peuples ruraux et autochtones, le savoir traditionnel est à la base des décisions prises sur des aspects fondamentaux de leur vie quotidienne. Ce savoir est une partie intégrante d'un système culturel qui prend appui sur la langue, les systèmes de classification, les pratiques d'utilisation des ressources, les interactions sociales, les rituels et la spiritualité. Ces modes de connaissance uniques sont des éléments importants de la diversité culturelle mondiale et sont à la base d'un développement durable localement adapté⁹⁰.

Ainsi présentés les savoirs locaux ou autochtones jouent un rôle important. L'Unesco a publié à cet effet un document non moins important, *Vers les sociétés du savoir*. Le chapitre 9 du document évoque les « Savoirs locaux et autochtones, diversité linguistique et sociétés du savoir ». Il relève l'importance que revêtent ces savoirs ainsi que la nécessité de leur prise en compte aussi bien dans le concert mondial des cultures que dans un domaine aussi crucial que le développement. L'exemple de la

⁹⁰ <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/priority-areas/links>, consulté le 15 novembre 2010.

pharmacopée traditionnelle chez les peuples « Pygmées » est l'une des illustrations des apports et de la richesse des savoirs locaux ou des peuples autochtones. Étudier une aussi délicate et complexe problématique comme le développement durable dans une communauté autochtone, marginalisée comme les Bagyeli et à la lumière de la pertinence des apports des cultures locales et autochtones suscitent quelques questions de fond. Ces questions deviennent d'autant plus lancinantes qu'elles s'intéressent au rôle de la communication dans l'appropriation du nouveau paradigme qui intègre la participation des populations locales.

CHAPITRE IV

QUESTIONS DE RECHERCHE

La préoccupation centrale de cette thèse est de proposer les pistes d'appropriation du PDPP aux Bagyeli. Pour ce faire il importe de savoir si les "Pygmées" Bagyeli sont sur la même longueur d'onde que les autres acteurs - dont les décideurs étatiques - en matière de développement durable. Autrement, les Bagyeli ont-ils la même appréhension du paradigme? Ou alors comment se l'approprient-ils? Participent-ils suffisamment à son implémentation? Et comment la communication peut-elle jouer un rôle dans cette démarche. La recherche qui prend pour prétexte le Programme de développement des Peuples "Pygmées" suscite par conséquent nombre de questions. Celles-ci ont trait à l'appréhension du paradigme "développement durable", à la prise en compte de la culture des locaux, à leur participation à l'initiative et à la place assignée à la communication.

4.1 Que signifie développement durable chez les Bagyeli?

Alors que le développement durable est au goût du jour, à l'heure où le développement durable constitue « un élément omniprésent dans les discours et actions des acteurs engagés dans les questions d'environnement et de développement » (Vivien, 2005), il importe tout de même de se demander si cette notion a la même portée pour tout le monde. Surtout, ce terme revêt-il la même importance et la même signification chez les Bagyeli. Au cours de cette recherche nous sommes amené à déterminer d'abord la signification de la notion de développement durable chez les Bagyeli, ensuite chercher à déterminer si ce peuple est intéressé par cette problématique et enfin à quel degré cet intérêt est significatif. D'autre part nous aimerions savoir si le discours sur le développement durable tel qu'emprunté aux organisations internationales par l'État camerounais intègre effectivement les éléments culturels Bagyeli.

4.2 Le discours sur le développement durable comme représentation de la culture Bagyeli

Tel que défini par le sommet de Rio et les « exégètes » du développement durable, ce dernier doit être endogène, prendre en compte, outre la dimension économique,

environnementale, celle de la bonne gouvernance, les questions sociales dont les préoccupations culturelles des populations locales (Boutrais, 1999; Lafrance, 2006; Fondation Dag Hammarskjöld, 1975; Brundtland, 1988; Latouche, 2004). Autrement dit, comme l'ont souligné les ONG à la conférence de Johannesburg en 2002, il est question d'un développement « économiquement efficace, écologiquement soutenable, socialement équitable, démocratiquement fondé, géopolitiquement acceptable, culturellement diversifié » (cité par Latouche, 2003 : 25).

L'autre question de recherche qui nous intéresse est de savoir si la culture Bagyeli est suffisamment prise en compte aussi bien dans les grands principes, les grandes déclarations que dans la pratique imprimée dans le cadre des projets découlant du PDPP en faveur des Bagyeli. Il conviendrait alors de relever et d'analyser ces éléments culturels en phase avec le discours et la praxis dans la mise en œuvre et la conduite du PDPP. Cette question est le prolongement de la première dans la mesure où elle lui est complémentaire. La première étant basée sur l'appréhension de la notion de développement, la seconde, elle, est axée sur la prise en compte des éléments culturels de ce peuple.

4.3 La participation des Bagyeli, du discours aux actes ou la théorie de la pratique

Il convient de faire un lien entre le discours de la participation et la réalité participative des Bagyeli au Programme de développement des Peuples « Pygmées ».

Dans les termes de référence du PNDP, il est noté que :

le gouvernement s'engage à ce que les investissements publics répondent aux besoins réels des populations à la base à travers leur participation à tout le processus notamment d'identification, d'exécution, du suivi et d'évaluation des microprojets [...] Le programme national de développement participatif a été conçu comme un cadre national de concertation et de mise en œuvre d'un grand nombre d'initiatives de développement rural participatif. (PNDP, 2002)

Ces grands principes semblent ne pas s'accorder aux déclarations des peuples autochtones de la forêt relevées plus haut et selon lesquelles il y a absence de prise en compte de leur consentement préalable, libre et éclairé avant, pendant et après la mise en œuvre des programmes et projets ayant une incidence sur leur mode de vie.

Mabiala dit ainsi de la notion de participation :

L'expression participation de la communauté renvoie non pas à une simple participation à des activités décrites par d'autres intervenants, mais à la prise de décision sur les activités à entreprendre et les objectifs à poursuivre. (Mabiala, 2013: 74)

Dans cette démarche, il rejoint Bessette quant à la contribution des communautés :

Les membres de la communauté prennent non seulement part aux activités, mais sont engagés directement dans le processus décisionnel et dans la planification de l'initiative de développement. (Bessette, 2004: 19)

Dès lors, de quel type de participation et de développement participatif est-il question dans ce projet? Nous envisageons dans cette recherche décrypter la nature de la participation imposée ou proposée par les initiateurs de ce projet et de tenter une proposition plus proche de celle dont les Bagyeli ont besoin dans leurs projets. En effet les Bagyeli utilisent le terme 'Mbamba' pour signifier 'Bien-être' peut-être désignent-ils ainsi le développement. Pour eux, le développement est synonyme de satisfaction des besoins vitaux. Abéga en donne un aperçu au sujet des Baka:

Il (le bien-être) se résume pour le Baka à la vie de forêt (...) Le Baka cherche à vibrer au rythme de la nature; la forêt, demeure pour lui "un sein maternel", une source de sécurité et de vie (...) Le bien-être se trouve aussi dans la satisfaction des besoins immédiats. La nourriture y prend une place importante. Ceci est à mettre en relation, non pas avec une boulimie inextinguible selon les témoignages des uns et des autres, mais avec une civilisation bâtie sur une culture matérielle peu élaborée et une faible attirance pour l'accumulation, où il y a peu d'objets pour fixer ou traduire les statuts et les états d'âme, pour montrer aux autres qu'on a, qu'on est bien. Ailleurs, les grosses cylindrées et les belles villas peuvent jouer ce rôle et entrer dans le processus de la hiérarchisation. Dans une culture sans réelle hiérarchie et dépouillée sur le plan matériel, les supports émotifs sont les bonnes nourritures, les chants et les danses. (Abéga, 1998: 40)

Le processus qui y conduit ne saurait par conséquent se dérouler sans eux. Mais dans ce processus et dans toutes ces initiatives à la quête du "bien-être" l'interaction, la communication tiennent une place importante.

4.4 Place de la communication dans le processus participatif

La préoccupation plurielle du développement durable, qui doit marquer la satisfaction des besoins de base de la population, se matérialise par le dialogue, le consensus, la participation des populations locales, l'action concertée (Lafrance, 2006). Le CRDI (Centre de recherche en développement international) y voit «*un processus global et participatif de changement social qui vise le bien-être matériel et social et dont les sociétés elles mêmes sont responsables*» (Bessette, 1996:19). Bessette propose certaines actions à entreprendre pour faciliter cette communication dans des communautés engagées dans un projet de développement.

Encourager la réflexion sur les problèmes de développement local et sur les solutions possibles ou encore sur les objectifs communs à atteindre : *ce qui présuppose une compréhension fouillée du sujet.*

Soutenir le processus de délimitation du problème et l'identification d'une série d'actions concrètes visant à expérimenter ou à implanter les solutions choisies : *il faut donc encourager les groupes engagés dans ces séries d'actions à partager leurs points de vue.*

Appuyer les efforts de sensibilisation d'apprentissage et de mise en œuvre de l'initiative de développement : *il faut choisir la stratégie de communication appropriée à chaque groupe*

Exploiter les outils et les moyens de communication appropriés à chaque groupe.

Soutenir la prise de décision : en facilitant l'atteinte d'un consensus entre les participants.

Forger les alliances entre les personnes-ressources et les organisations œuvrant dans les mêmes localités.

S'assurer de la mise en œuvre et de l'évaluation des actions entreprises.

S'assurer que les autorités ou les organismes ressources soient en mesure d'appuyer les efforts locaux et comprennent les besoins et les points de vue des communautés. (Bessette, 2004: 22)

Or comment bien participer dans un projet ou programme alors que celui-ci n'est le leur? Participation supposerait donc appropriation. Jouët (2000: 502) souligne non sans pertinence que « l'appropriation est un procès : elle est l'acte de se constituer un soi ». Élément important dans l'intériorisation des processus, l'appropriation suppose aussi une autonomie dans la naissance et la conduite de ces derniers. Réfléchissant sur l'appropriation des technologies, Serge Proulx (2005) donne quatre conditions pour l'appropriation d'une technique : - la maîtrise technique et cognitive de l'artefact -l'intégration significative de l'objet technique- l'usage répété de cette technologie- la représentation des usagers dans l'établissement des politiques publiques et leur prise en compte dans les processus d'innovation.

Dans sa «Pédagogie des opprimés» Freire (1969) propose une approche par laquelle les populations (opprimés) doivent déterminer et résoudre leurs préoccupations. Selon Paolo Freire, les opprimés avec leurs partenaires doivent ensemble déterminer leur «

univers thématique», c'est-à-dire l'ensemble des problèmes qui se dégagent de leur situation. C'est à partir de cet « univers thématique » qu'ils vont, de manière concertée, dégager les plus importants («thèmes générateurs») et chercher les voies et moyens de les résoudre. En exposant ce qu'il appelle « théorie de l'action dialogique » Freire note que :

le but de l'éducateur n'est plus seulement d'apprendre quelque chose à son interlocuteur, mais de rechercher avec lui les moyens de transformer le monde dans lequel il vit» (l'éducateur étant ici un acteur et partenaire du développement). Il ajoute: « l'action politique à l'égard des opprimés doit être, au fond, une 'action culturelle' pour la liberté et donc une action avec eux . (Freire, 1969: 45)

En transposant cette réalité dans le champ du développement et plus précisément du développement durable, il ressort la nécessaire organisation, coopération mais aussi la collaboration entre populations et partenaires au développement. Ce lien étroit entre la participation et l'appropriation suppose aussi une bonne communication dans un projet de développement. Dans cette recherche, nous sommes aussi intéressé à savoir quel type de stratégie communicationnelle siérait mieux au contexte spécifique du développement des Bagyeli. En somme une telle stratégie de communication nous appert nécessaire dans l'initiative et la conduite de projet de développement auprès de cette communauté ou de peuple qui tient à la sauvegarde de ses rapports avec la nature, la forêt⁹¹ et les activités liées à cet environnement.

⁹¹ Turnbull (1961) rapporte les témoignages d'un des membres d'un groupe «Pygmée» pour qui la disparition de la forêt entrainera également la disparition de leur culture.

Cette question de recherche nous invite à partir des connaissances sur les Bagyeli, leur culture et leur organisation sociale, après avoir déterminé le type de participation dont il est question dans le projet, de proposer une stratégie communicationnelle à même non seulement d'intéresser les Bagyeli à leurs projets de développement, mais aussi de mieux les faire participer à ces initiatives. Cette stratégie implique que les Bagyeli doivent se faire entendre en même temps qu'ils ont une oreille attentive vers l'extérieur. Il est reconnu que les différents intervenants dans les projets initiés à l'endroit des groupes « Pygmées » font preuve d'une faible connaissance de ces groupes, d'une faible maîtrise de leurs besoins réels. On note aussi

une faible adéquation entre actions menées en faveur de cette population et ses besoins réels [...] une implication marginale des populations Pygmées elles mêmes dans les actions visant un appui à leurs propres dynamique de développement [...] une faible responsabilisation des populations Pygmées elles mêmes dans la conception et la mise en œuvre des actions de développement (Abéga & Bigombe Logo, 2006: 17-18).

Pour nous, il n'est nullement question d'enfermer les Bagyeli dans un vase clos ou alors de les bâillonner par ces temps de mondialisation. En empruntant l'expression du «paradigme de la multiplicité» cher à Jan Servaes (1991, 1996), nous dirons avec lui que «development has to be studied in a global context, in which both the center

and the periphery, as well as their interrelated subdivisions, have to be taken into consideration»⁹². Il est question d'agir local en pensant global.

Autant il est important que les Bagyeli participent à leurs initiatives et que leur culture (dont les savoirs sont souvent négligés comme la plupart des savoirs locaux⁹³) soit prise en considération, autant il serait important qu'ils ne s'enferment pas dans une autarcie d'exclusion. À notre sens la stratégie de médiation à proposer s'inscrirait dans le cadre d'un «changement glocal» (Hemer et Tufte, 2005)⁹⁴, fait d'hybridation (Escobar, 1995; Labrecque, 2000) pour une nouvelle pratique de développement et de communication à la lumière du local et du global. Autrement, cette nouvelle forme de médiation prendrait en compte les éléments de la culture Bagyeli, ceux de leur organisation sociale et ceux de la modernité. Freire (1969: 175-179) le dit autrement en parlant de synthèse culturelle. Selon Freire, la synthèse culturelle est un moyen de dépassement de la culture aliénée et aliénante, elle est le savoir et l'action non seulement des leaders mais aussi du peuple (elle prend en compte les différents apports). Cette nouvelle stratégie de médiation serait à mesure de sortir les Bagyeli de leur «minorité» (Kant, 1947) et de leur «inconfort».

⁹²Jan Servaes, Thomas Jacobson & Shirley A White (1996). Éd., *Communication and human values, participatory communication for social change*. Sage publications. New Dehli, Thousand oaks, London.

⁹³Unesco *Vers les sociétés du savoir*, chap. 9. « Savoirs locaux et autochtones, diversité linguistique et sociétés du savoir ». (2005).

⁹⁴Hemer & Tufte. *Media and glocal change, rethinking communication for development*. Clacso. (2005).

4.5 Spécificité et apport de la recherche.

Cette recherche s'inscrit dans le registre des toutes premières initiatives relatives au statut des peuples autochtones, les «Pygmées» au Cameroun de manière générale et plus particulièrement sur les Bagyeli (dont on note une absence aigüe dans la littérature). Même si elle ne définira pas tout le statut de ce peuple dans sa globalité, elle posera les bases d'une édification de ce statut. Elle posera également les bases de meilleurs échanges, d'un dialogue et par conséquent d'une meilleure initiation, d'une conduite adéquate et d'une évaluation fructueuse des projets de développement tout pour les populations bagyeli.

Dans le domaine de la communication, ce travail sera le tout premier du genre. Il entend combler le déficit en la matière, en l'absence d'une stratégie de médiation entre les groupes «Pygmées», dont les Bagyeli et l'État tel que nous rapportent les précédentes enquêtes de terrain. En effet, à ce jour il n'existe aucune recherche analogue sur ce groupe à l'image de l'absence d'une stratégie communicationnelle participative en vue d'une réelle émancipation des Bagyeli. Or celle-ci s'avère importante dans un contexte où la survie de ce peuple est en jeu. Il n'est nullement question ici d'appliquer systématiquement les méthodes qui ont été expérimentées auprès de certains groupes indigènes ailleurs- même si elles ont fait recette- sans

qu'elles épousent les préoccupations des Bagyeli. Chaque peuple étant unique, la stratégie qui émergera de cette recherche devra répondre à la culture et au contexte du peuple Bagyeli. Il est question de proposer un type de participation et une stratégie qui prennent en compte la situation de ce peuple certes lié à la forêt, à la nature, à la mobilité mais faisant aussi partie d'une réalité où la mondialisation avec ses flux garde une influence importante.

Cette recherche entend apporter une contribution dans la communication pour le développement. En effet, elle sera le reflet de l'expression concrète de la communication pour le développement dans un contexte culturel bien particulier, celui d'une société vulnérable, « inaccessible », semi nomade, attachée à sa culture. Cette recherche entend donc conceptualiser la communication pour le développement - particulièrement le développement durable - dans une société vulnérable. Elle sortira des schémas globaux reconnus à la thématique « d'un autre développement » pour s'ancrer concrètement dans l'expression culturelle d'une société fragile. Elle sera donc par ailleurs l'ébauche d'un chemin qui traduise la « glocalisation » jusqu'ici souhaitée par certains penseurs (Hemer et Tufte, 2005; Servaes, 1991; 1999) et souvent clamée par les institutions internationales telle que prônée par la Banque mondiale et les autres bailleurs de fonds dans le cadre du PNDP. Cette re-conception de la communication pour le développement à partir des réalités d'une société

vulnérable pourrait servir d'exemple en termes d'approche aux nombreuses autres sociétés analogues au Cameroun, en Afrique et dans le reste du monde.

En somme, nous étudierons d'abord l'organisation sociale, la culture des Bagyeli pour en dégager les fondamentaux et les desiderata de ce peuple, ensuite; dégager l'idée qu'ils se font du développement durable. Nous verrons dans quelle mesure les Bagyeli participent ou s'approprient leur projet (PDPP). À la lumière des éléments recueillis, nous entendons proposer une ossature pour un dialogue, une meilleure communication qui tienne en compte la culture Bagyeli et qui permette une meilleure appropriation de l'initiative ainsi qu'une meilleure participation au projet.

En somme, une réflexion et une recherche sur le statut des Bagyeli en général et leur rapports (y compris les rapports de communication) avec le développement durable, avec les Bagyeli eux-mêmes, entre eux et leurs partenaires ont plusieurs avantages. Primo, elles comblent l'absence de recherche sur le sujet. Secundo, elles mettent en exergue le fossé qu'il y a dans l'appropriation du développement durable et l'implication des populations et des cultures locales dans l'implémentation du paradigme. Tertio elles permettent aussi la perspective en vue d'améliorer les conditions de vie des populations vulnérable à l'instar des Bagyeli. Ce travail sera aussi enfin pour nous une autre étape dans la modeste contribution que nous avons

amorcée pour le respect des personnes défavorisées, «des faibles»; depuis les émissions radiophoniques que nous avons conduites sur le droit et les droits humains jusqu'à ces recherches sur les Bagyeli en passant par notre engagement dans les associations en faveur des personnes défavorisées.

En effet, en dehors de la proximité géographique avec la communauté de Bagyeli soumise à cette recherche (notre village est situé à une trentaine de kilomètres de Bipindi) nous avons aussi souvent vu les Bagyeli dans notre enfance lors des visites effectuées dans notre village lors de certaines cérémonies. Ils y étaient invités pour les danses. Certains d'entre eux étaient aussi consultés pour leur maîtrise de la pharmacopée. En dépit de cette reconnaissance tacite, la dignité des « Pygmées » reste entachée de mépris et de marginalisation. En décidant de travailler sur les groupes dits « faibles », notre choix a été porté sur les Bagyeli. Pour traiter de cette problématique certains outils et une démarche appropriée s'imposent.

CHAPITRE V

MÉTHODOLOGIE

5.1 Chronogramme de la recherche

Cette thèse est le fruit d'une réflexion qui a connu son amorce avec le cycle de Master en anthropologie visuelle (ou études visuelles culturelles) à l'Université de Tromsø en Norvège. En effet lorsque admis dans cette institution universitaire sur une bourse du gouvernement norvégien en 2005, il nous est demandé de produire à la fin du parcours un mémoire et un film documentaire pour sanctionner les deux années de formation nous décidâmes alors de mener une recherche sur ce qui jusque là était une de nos préoccupations : le sort et le statut de la population « Pygmée ». En effet la question de ce groupe nous préoccupait déjà depuis l'enfance et nous en avions là un prétexte pour nous exprimer et donner le fruit de notre contribution sur le statut de ce groupe marginal de la population.

Né dans un village où les groupes de populations bantoues entretenaient des relations complexes avec les « Pygmées »⁹⁵, nous avons très tôt été témoin de ces relations complexes. Cette complexité dans les relations avec les « Pygmées » nous interpelait d'abord pour comprendre le bien fondé de tels rapports. La situation tenait-elle à la division sociale et des tâches dont parle Max Weber ou alors se fondait-elle sur l'injustice sociale et l'inégalité des races dont parlaient Gobineau (1953-1955)⁹⁶ et Hegel (1979)⁹⁷ sur l'inhumanité de l'africain (Lévy-Bruhl) et notamment sur la « mentalité primitive » et au sujet de la théorie du « prélogisme »⁹⁸? La devait-elle au transfert ou à la transmission de la logique colonisatrice dont l'africain était déjà victime de longue date, basée sur les « postulats évolutionnistes » et faite de mépris ? Éla (1993) la décrit en ce diptyque : « violence et précarité ». L'auteur de *Innovations sociales et Renaissance de l'Afrique noire* parle alors d'un univers fait de coercition, de production et de dénuement. Cet univers fait de mépris et de discriminations multiples « s'inscrit dans les processus d'accumulation et d'appropriation des

⁹⁵ Cette relation est une hybridation faite de soumission ou mais aussi de collaboration et de complémentarité de presque esclavage des « Pygmées » envers les autres groupes ethniques. Soumission, parce que les « Pygmées » n'avaient le même statut que les autres avaient parce que méprisés par eux et par conséquent considéré comme des êtres de seconde classe. D'autre part l'on reconnaissait leur habileté dans la pharmacopée et la chasse. Aussi les populations bantoues ne se privaient-elles pas de procéder au troc avec ces groupes « Pygmées ». Les uns offraient les vivres, les tissus, du sel, du tabac tandis que les autres en retour donnaient du gibier et certains autres produits à l'instar du miel.

⁹⁶ Gobineau, Arthur (1953-1955). Essai sur l'inégalité des races humaines. Firmin Didot.

⁹⁷ Hegel (1979), La raison dans l'histoire, PP. 245-249. Hegel affirme entre autre que « le pouvoir du nègre sur la nature est un pouvoir de l'imagination, une domination de l'imaginaire »

⁹⁸ Cette théorie de « prélogisme » et de « la mentalité primitive » a même été plus tard remise en cause par le principal auteur, Lévy-Bruhl. (1947). Carnets, in Revue philosophique, nos 7-9.

ressources autochtones » selon l'aphorisme aristotélicien sur l'esclave et la bête⁹⁹. En transposant ces propos, les groupes « Pygmées » et notamment les Bagyeli subiraient donc par ricochet ce que les indigènes africains ont subi à l'ère de l'esclavage et au temps de la colonisation depuis la fameuse conférence de Berlin en 1885.

Le questionnement est devenu lancinant avec le temps d'abord avec notre passage à l'université pour les études de droit, puis comme journaliste avec à cœur les sujets relatifs aux droits humains. Les émissions de vulgarisation de droit que nous produisîmes au début de notre carrière de journaliste à la Cameroon radio télévision (CRTV) ont certainement contribué à nous satisfaire dans notre quête de savoir la trame de ce déséquilibre et d'y tenter une certaine ré-médiation mais nous restions persuadé que quelque chose d'autre pourrait-être fait dans le sens d'une meilleure compréhension des enjeux et d'une contribution à rectifier l'ordre des choses. Le mémoire de Master et un film documentaire sur la situation des « Pygmées » et particulièrement des Bagyeli¹⁰⁰ marquaient ainsi un point de départ pour cette recherche. Si les travaux évoqués se sont contentés de relater la situation des Bagyeli

⁹⁹ Aristote, La politique, cité par Y. Verbeek, Histoire de l'esclavage de l'antiquité à nos jours, T. I Ed. Famot, Genève, p 30 et Ela (1993). Innovations sociales et renaissance en Afrique noire. P.91. Aristote y pense que « l'utilité des animaux domestiques et celle des esclaves sont à peu près les mêmes : les uns comme les autres nous aident par le secours de leur force corporelle à satisfaire les besoins de l'existence ».

¹⁰⁰ Ongbwa Dieudonné. Between two worlds, impact of environment on an indigenous people's healing activities: the case of Bagyeli from Bipindi in Cameroon. (2007). University of Tromsø, Norway. Voir aussi Ongbwa Dieudonné. Mbamba Bagyeli. (2007). University of Tromsø (film).

en soulignant leurs défis dans le nouvel environnement qui est le leur, ils n'étaient pas suffisants pour sonner le tocsin sur la situation des groupes « Pygmées » aux fins de s'y appesantir substantiellement. Nous trouvions judicieux de poursuivre cette réflexion dans un cadre plus consistant que représente cette thèse. Aussi, autant les méthodes et les éléments d'approches méthodologiques utilisés dans ces précédents travaux nous ont-ils déblayé le chemin autant leur apport est pris en compte dans cette thèse qui en est le point culminant. Autrement nous avons pris en compte nos descentes sur le terrain en 2006 tant les observations faites à l'époque restent d'actualité, autant que le sont le fruit des enquêtes et autres données recueillies à cette occasion. Ces éléments ont été renforcés, confortés et confirmés par nos descentes sur le terrain en 2011 dans le cadre de cette thèse. À la différence des travaux de Master qui nous ont confiné sur les campements des Bagyeli à Bipindi au sud Cameroun, cette recherche nous a permis non seulement de visiter d'autres campements voisins mais surtout d'approcher les partenaires des Bagyeli que sont les responsables étatiques (Ministères de l'administration territoriale, affaires sociales, des forêts et de la faune et surtout du PNDP, le programme national de développement participatif dont l'appendice est le PDPP, Plan de développement du peuple Pygmée). Cette démarche nous a permis non seulement de diversifier nos sources pour mieux appréhender la situation mais aussi et surtout de vivre concrètement la situation des Bagyeli dans un contexte de développement dans le cadre d'un projet. Ce projet étant comme un champ pratique. La multiplicité des sites et des acteurs nous a aussi donné

un aperçu de la complexité plurielle de l'environnement dans lequel évoluent les Bagyeli. Dans ces divers milieux et chez cette diversité d'acteurs, nous avons utilisé de nombreux techniques et outils pour la collecte des données tout comme nous avons mis à contribution un certain nombre d'approches méthodologiques pour mener cette recherche doctorale et selon un chronogramme précis.

5.2 Chronologie de la recherche

Sur le plan purement formel et chronologique, cette recherche, comme relevé plus haut débute en 2006 avec le travail de terrain mené dans un campement des Bagyeli à Bipindi au Cameroun. Cette descente sur le terrain d'une durée de quatre mois (d'avril à août 2006) a été effectuée au campement de Saro, un Bagyeli sédentarisé à un kilomètre de la localité de Bipindi. Notre séjour sur le site et des visites dans les campements voisins nous ont permis de voir les défis qui se présentent aux Bagyeli. Nous sommes redescendu sur ce site en 2011 dans le cadre de ces travaux. Nous avons séjourné pendant six mois (entre janvier et juillet 2011) entrecoupés de déplacements auprès des autres campements voisins mais aussi des rencontres avec les autorités camerounaises, à Yaoundé la capitale camerounaise ainsi qu'à Ebolowa la capitale de la Région du Sud¹⁰¹. En effet c'est dans la capitale camerounaise que

¹⁰¹ Le Cameroun compte dix Régions qui sont les anciennes provinces dirigées chacune par un gouverneur. Chaque Région a une ville principale. Ce découpage administratif obéit à la nouvelle

résident et travaillent les plus hauts responsables étatiques. Mais les responsables d'un niveau intermédiaire se trouvent dans la capitale régionale. C'est dans cette optique qu'Ebolowa qui est la capitale de la région du Sud couvre administrativement la localité de Bipindi, notre zone de recherche. Elle abrite non seulement les services du gouverneur de la Région mais aussi le démembrement régional du PNDP, le programme tuteur du PDPP. Le siège social du PNDP est logé à Yaoundé la capitale du Cameroun tandis que la délégation régionale du PNDP pour la Région du Sud est logée à Ebolowa. Les périples entre Yaoundé, Ebolowa et Bipindi, nous ont permis de voir et de tenter de comprendre l'impulsion et les orientations étatiques qui sont données au sujet des Bagyeli dans le cadre du PDPP depuis la capitale, leur transition et leur transmission par la hiérarchie intermédiaire à Ebolowa et leur traduction ainsi que le vécu sur le terrain auprès des Bagyeli à Bipindi. Pendant ces six mois de terrain nous avons suffisamment recueilli de matière pour répondre à nos préoccupations de départ.

Pour mieux cerner l'univers Bagyeli dans son avancée ambiguë et complexe vers le développement et dans cet environnement qui lui est spécifique comprenant ces différents partenaires, acteurs et interlocuteurs, nous avons mené une recherche qualitative englobant différentes approches et outils de collecte des données.

orientation qui fait du Cameroun un Etat unitaire décentralisé. Le principe est consacré par la loi constitutionnelle de 1996.

5.3 Recherche qualitative

Gauthier (1990: 15) souligne qu'«il y a problème de recherche lorsqu'on prend conscience de la nécessité de combler certaines lacunes dans nos connaissances de la réalité». Il poursuit que la recherche est une activité de résolution de problème ayant pour but l'avancement (développement), la découverte. Létourneau (1989: 174) rappelle : « élaborer une stratégie de recherche c'est, [...] montrer comment un sujet de recherche est aussi un problème à résoudre, c'est également expliciter le champ de discussion par rapport auquel on veut fondamentalement situer l'enquête empirique ». Comme développé plus haut, nous avons au cours de cette recherche voulu contribuer à la redéfinition d'un nouveau statut du Bagyeli et combler les lacunes que connaissent les rapports de communication avec ce groupe marginalisé, sa participation aux projets initiés en sa faveur.

Palmonari et Zani (1996)¹⁰² reconnaissent comme le soulignent Elias et Scotson (1994) qu'un certain nombre de problématiques entrent en ligne de compte pour comprendre et caractériser une communauté. Cette caractérisation peut reposer sur certains champs : politique, économique, historique, religieux ou administratif. Ces champs étudiés séparément peuvent se retrouver en fin de compte en se reliant mais

¹⁰² Palmonari et Zani. *Manuale di psicologia di comunità* . (1996). Bologna. Mulino.

en résultats tout en procédant au cheminement inverse, c'est-à-dire en se demandant ce qui unit les données historiques, politiques, économiques, religieuses pour constituer les caractéristiques d'une communauté. Mais tout compte fait, Palmonari et Zani (1996) reconnaissent que les objectifs d'une étude de communauté peuvent aussi être divers. Ils peuvent permettre de déterminer les besoins des communautés en vue d'explorer les ressources disponibles, utilisables ou à développer (objectifs de connaissance). Les objectifs peuvent aussi être de nature à impliquer dans la recherche des témoins privilégiés ou les figures clés de la communauté afin de devenir les porte-parole de la communauté (objectifs politiques). Soit alors les objectifs de la recherche seront de stratégie. C'est-à-dire permettront d'activer un réseau de relations formelles ou pas entre chercheurs, ou entre structures et services afin de créer des stratégies. Cette recherche obéit à quelques uns de ces objectifs incidemment ou non mais davantage de connaissance et de stratégie. Mais là où l'analyse de Palmonari et Zani (1996) nous intéresse encore plus c'est lorsqu'ils dégagent les éléments clé permettant de diagnostiquer une communauté qui est une chaîne de relations et de liens et de rapports sociaux. Ils en dégagent ainsi sept sphères. Ce sont le territorial (qui donne les caractéristiques physiques et urbaines du contexte), sociodémographique (qui donne les caractéristiques de la population), occupationnel (relatif aux activités productives, typologie de travail, chômage), de services (typologie et organisation des services), institutionnel (caractéristiques des institutions publiques et privées), anthropologico culturel (ayant trait à la culture de

la communauté, au système de valeurs, modèles de comportement, histoire); le dernier élément est le psychosocial. Celui-ci a rapport avec les acteurs sociaux et la qualité des relations, dynamique affective, au sentiment de la communauté. La communauté Bagyeli et particulièrement celle de Bipindi, au centre de cette recherche semble répondre à cet aréopage champs, certes à des degrés plus ou moins accentués.

Nous avons basé cette recherche sur le Bagyeli, le PNDP et son plan de développement du Peuple « Pygmée ». Le statut du « Pygmée » en général et du Bagyeli en général est un problème tout comme le montrent les rapports (de communication) entre ce groupe et ses partenaires dont le PDPP est la face visible de l'iceberg. Notre lieu de recherche a été la localité de Bipindi dans la région du Sud au Cameroun. La localité de Bipindi se trouve à environ 200 kilomètres de Yaoundé, la capitale du Cameroun. En dehors de sa mosaïque ethnique, le site a la particularité d'accueillir les Bagyeli dans leur représentativité actuelle : des groupes qui se sont sédentarisés tout près des villages habités par les Bantou; des groupes qui vivent encore dans les forêts environnantes. Cette dualité des Bagyeli traduit ici l'organisation sociale qui leur est propre : vie dans un campement dont les personnages influents sont : l'aîné, le devin guérisseur, le chasseur, la femme et particulièrement celle qui est âgée. Cette dualité est aussi représentée à Bipindi par la

présence des chefs (Bagyeli ou Bantou) dans la nouvelle organisation des « Pygmées » selon le vœu de l'administration. Par ailleurs Bipindi est l'une des municipalités où le PNDP est censé être actif.

La recherche qualitative comprise comme « la recherche qui produit et analyse les données descriptives, telles que les paroles écrites ou dites, et le comportement observable des personnes » (Taylor et Bogdan, 1984: 5)¹⁰³ est celle qui nous a semblé pertinente pour atteindre notre objectif qui est « le sens et l'observation d'un phénomène social en milieu naturel » (Van Maanen, 1983a: 9) pour ensuite effectuer « l'analyse des processus sociaux, sur le sens que les personnes et les collectivités donnent à l'action, sur la vie quotidienne, sur la construction de la réalité sociale ». Dans cette optique cette recherche s'inscrit dans ce que Douglas (1976, 16) affirme au sujet de la recherche qualitative, c'est-à-dire une recherche qui « traite des données difficilement quantifiables comme des comptes rendus d'entretiens, les observations, parfois même les photos de famille, les journaux intimes, les vidéos ». Nous avons donc ainsi opté pour « une méthode d'analyse souple et davantage inductive » s'inspirant de « l'expérience de la vie quotidienne et du sens du commun ». Dans cette démarche « sentimentaliste » et « naturaliste » nous avons voulu toucher la

¹⁰³ Rappelée par J P. Deslauriers. Recherche qualitative. (1989). Montréal. McGraw-Hill.

réalité, les préoccupations des Bagyeli, leur sensibilité afin de mieux décrire, comprendre et d'expliquer (Granger, 1982: 11) afin de mieux proposer des outils de médiation entre la communauté Bagyeli, son environnement actuel et ses partenaires. Pour ce faire notre recherche a été conduite dans quelques campements des Bagyeli installés sur les deux espaces de cette municipalité selon l'organisation sociale en vigueur sur chaque milieu. Nous avons effectué une recherche qualitative qui nous permette de comprendre la vie des Bagyeli dans cet environnement et leur rapport (même de communication) avec leurs partenaires du PNDP et partant leurs rapports avec le milieu selon la typologie des profils mise en exergue par Palmonari et Zani (1996). Dans cette démarche et au regard du listing des profils évoqué, les caractéristiques du profil anthropologique et culturel nous sont apparus les plus pertinentes sans pour autant négliger les éléments des autres profils. En effet, bien que leur détermination soit difficile (Palmonari et Zani, 1996), elle nous aura permis de connaître « le répertoire des savoirs partagés » qui fait le propre de la communauté bagyeli. Elle nous aura également permis d'avoir un aperçu des mythes et rites appartenant à la communauté Bagyeli. Bien que ce répertoire des savoirs, ces mythes et rites ne nous fussent pas transmis dans leur exhaustivité, ils nous ont permis de nous imprégner de la culture bagyeli, point de départ pour la compréhension des problèmes et défis de la communauté, sa compréhension du monde et ses aspirations. Nous avons à cet effet fait une recherche de type ethnographique auprès de cette diversité : les aînés, les devins guérisseurs, les chasseurs, les femmes, les chefs mais

aussi des jeunes. Cette démarche nous a conduit également dans leurs activités : la chasse, la cueillette, les danses, les plantations de cultures de rente et même certains rites ou sociétés secrètes par exemple la guérison, les danses, la consultation du *Minkouta* (l'esprit de la forêt).

Durant cette expérience nous avons observé, échangé avec les membres de la communauté Bagyeli et vécu les conditions de vie de cette communauté. Nous avons étendu notre regard, notre observation, et notre écoute sur le contexte de développement durable qui était la trame de cette recherche. Ici la trame du développement durable s'applique entre la communauté Bagyeli et le Plan de Développement du Peuple « Pygmée ». Donc notre champ de recherche se situe aussi au sein du Plan de développement du Peuple « Pygmée » assujetti au PNDP. Nous avons voulu voir, observer le type de participation en vigueur au sein de ce plan (la contribution, l'apport des Bagyeli, de la naissance du projet à son évaluation) afin de mieux cerner et comprendre la non appropriation de cette initiative de ce projet par les Bagyeli qui est l'hypothèse centrale de cette recherche. Cela in fine devait nous conduire à proposer une autre approche - en termes de rapports, de participation et de communication - avec ce peuple. Le souci préalable pour nous était d'abord de connaître et de tenter de comprendre la culture et les desiderata des Bagyeli en relation de leur environnement et en rapport avec le paradigme de développement

durable. La culture bagyeli, pour être mieux comprise devait se lire à travers les composantes de ce peuple autant dans son organisation sociale, ses us, coutumes et pratiques que dans son occupation spatiale qui se focalise sur deux entités, conformément à la localisation spatiale des Bagyeli à savoir, les villages non loin des groupes Bantou et la forêt (les groupes sédentarisés et les non sédentarisés).

En plus de la culture des Bagyeli, l'observation s'est étendue sur les activités, les besoins des Bagyeli mais aussi les rapports entre les Bagyeli et leurs partenaires et plus principalement ceux du PDPP-PNDP. Pour répondre à nos préoccupations nous avons conduit notre recherche à Bipindi, une localité où les Bagyeli vivent toutes ces réalités. D'une part, ils sont situés sur deux types d'aire au moins : dans les campements à proximité des Bantou et dans la forêt pour leurs activités originelles et de prédilection, en sédentaires ou en semi sédentaires ou simplement en nomades. D'autre part ils y exercent différents types d'activités : cueillette, chasse, collecte, pêche mais aussi l'agriculture, le petit élevage en tentant de se moderniser. Par ailleurs, la localité de Bipindi est l'une des localités où le PNDP est mis en application. Dans cette recherche qualitative nous avons utilisé plusieurs outils pour nous permettre la compréhension du monde bagyeli. C'est l'ethnographie¹⁰⁴ auprès

¹⁰⁴ « L'ethnographie correspond à un travail descriptif d'observations comportant collecte de données et de documents et leur première description empirique (graphie) sous forme d'enregistrement de faits humains, traductions, classement des éléments que l'on estime pertinents pour la compréhension

des Bagyeli et leurs partenaires. Nous avons aussi effectué des enquêtes d'opinion et de la recherche documentaire débouchant sur l'analyse des documents. La première démarche aura été l'observation. Nous les y avons observés parfois en prenant part aux activités.

5.3.1 L'observation participante

Srivastava (2004)¹⁰⁵ souligne que « l'observation peut être définie comme un regard systématique; un regard qui est intentionnel et planifié. L'observation est la technique suprême pour étudier un comportement non verbal. L'observateur, poursuit-il, enregistre ces observations et si possible utilise les photos, les films qu'il va analyser plus tard. Nous avons pendant notre terrain utilisé cette démarche, usant non seulement de notre stylo, mais aussi des enregistreurs, appareils photo et caméscope pour collecter les données. Mais nous ne nous sommes pas contenté d'observer, nous avons également participé aux activités quotidiennes des Bagyeli: partie de chasse, de cueillette entre autres. Comme le relève non sans pertinence Srivastava:

d'une société ou d'une institution) », Claude Rivière, (2007), Introduction à l'anthropologie. Paris. Hachette. P.14.

¹⁰⁵ Vinay Kumar Srivastava (2004), Methodology and fieldwork. New Delhi. Oxford University Press.

One of the main techniques- in some cases, the only technique-social anthropologists and sociologists use is participant observation, which is sustained, intensive, extended, day-after-day, and of a broad range. The observer lives with people, eats the food they eat, gets closer to them, and takes an active part in their activities; in other words, he participates in the life of the people by adopting a role. He has first-hand experience of sharing a people's culture in its natural habitat for a lengthy period of time (...) participant observation creates role clashes-between the insider and the outsider, the stranger and the friend, and the pupil and the teacher. (Srivastava, 2004: 27)

Cette technique nous a permis non seulement de « collecter une moisson d'informations, mais à s'imprégner des thèmes obsessionnels d'une société, de ses idéaux, de ses angoisses » ainsi que le relate Laplantine (2005) « l'ethnographe est celui qui doit être capable de vivre en lui la tendance principale de la culture qu'il étudie. Si par exemple la société a des préoccupations religieuses, il doit lui-même prier avec ses hôtes ». Ainsi que le dit Evans Pitchard,

Quand je suis arrivé en pays Zandé, la sorcellerie ne m'intéressait pas, mais elle intéressait les Zandé : « j'avais donc à me laisser guider par eux. Quand je suis allé chez les Nuers, je ne m'intéressais pas particulièrement au bétail, mais eux, oui, si bien que, bon gré mal gré, j'avais à m'y intéresser aussi. Il me fallait éventuellement acquérir un troupeau pour que l'on m'accepte ou du moins qu'on me tolère. (cité et traduit par Favret-Saada, 1994 : 31. Laplantine, 2005 : 20)

C'est dans cette optique que Rivière (2007) qualifie l'observation participante de « mimétisme : faire comme les autres pour faire oublier le plus possible sa différence tout en tentant de communiquer grâce à l'acquisition d'éléments de la langue du pays et à l'expression d'une chaleur humaine ». L'observation participante nous a permis

de mieux intégrer les Bagyeli pour bien comprendre leur vie et leur culture en dehors du PDPP. Rivière justifie le bien fondé de l'observation participante par la proximité qu'on se forge avec le groupe à étudier.

Partager la vie quotidienne de l'observé, ses travaux, ses bavardages, ses fêtes, s'impose à qui veut appréhender sa vision de l'univers, saisir les motivations de ses actes et comprendre son système de valeurs. (Rivière, 2007: 22)

L'autre avantage dans cette démarche participative réside en la création du savoir dans le contexte de développement qui nous intéresse dans cette recherche; dans la mesure où ce n'est pas seulement le chercheur qui participe mais les populations cibles participent également non seulement à cette recherche, à la création du savoir mais encore aux solutions aux problèmes de développement. Cette collaboration chercheur - population ou communauté - cible peut se dénommer « recherche participative ». Le partenariat pour le développement des ressources humaines en zones rurales aux Philippines reconnaît que :

Participatory research is an alternative social research in a context of development. It is an alternative, because although business, government and the academic also undertake research in the end view, little thought and effort go as to how research project can be used on the benefit of those researched. The central element of Participatory research is participation... It is an active process whereby the expected beneficiaries of research are the main actors in the entire research process, with the researcher playing a facilitator's role¹⁰⁶.

¹⁰⁶ Cité par Servaes ; Jacobson et White Communication and human values, participatory communication for social change. (1996). London.

Dans cette optique de création du savoir et dans une perspective éducative Kronenburg souligne que

Participatory research is seen as an educational process for participants in the research program as well as for the researcher. It involves the identification of community needs, augmented the awareness about obstacles to need fulfillment, an analysis of the causes of the problems and the formulation and implementation of relevant solutions. (Kronenburg, 1986: 255-256)

En dépit de certains de ses risques dont celui d'un manque de recul pour mieux percevoir le groupe, l'observation participante ici nous a paru nécessaire. Ainsi nous a-t-elle permis de nous familiariser avec les groupes sur lesquels était focalisée la recherche. Cela explique que nous nous avons assisté aux danse des Bagyeli, chantant ou battant les mains; même discipline et exigence lorsque nous sommes retrouvé dans les séances de consultation de l'esprit de la forêt. Certes nous avions déjà des éléments de connaissance sur ce groupe suite à nos précédents travaux sur les Bagyeli, mais cette approche nous a permis de nous sentir plus proche des Bagyeli et de tenter de balayer ou alors de réduire la suspicion qui existait entre eux et le chercheur; cette suspicion qui se justifie par bien d'éléments contenus dans le contexte où vivent les Bagyeli. En effet, les Bagyeli vivent dans un état de marginalisation et de vulnérabilité. Leur situation tient à l'insuffisance de leur implication et à leur déficit d'intégration dans la société camerounaise. Mais, bien

plus, de manière prosaïque les Bagyeli considèrent que les Bantou dont je fais partie sont à l'origine de leur situation. D'autre part, les Bantou d'où le chercheur lui-même est issu, nourrissent généralement beaucoup de préjugés à l'endroit des Bagyeli. D'où la distance qui sur le plan mental et psychologique existe entre les deux parties. Il fallait donc tenter de réduire ce fossé psychologique et mental en tentant une immersion dans la communauté. Les Bagyeli qui voient le chercheur participer à leurs activités pouvaient certes nourrir encore de la méfiance envers « l'intrus » mais il pouvait aussi se rassurer quant à l'estime que l'intrus pouvait avoir de leur manière de faire et de vivre. Cette méthode nous a permis ainsi d'instaurer un climat de confiance entre le chercheur et les Bagyeli. Spradley (1980: 35) le dit si bien: «participation allows you to experience activities directly, to get the feel of what events are like, and to record your own perceptions».

Cette observation que nous recommande Spradley rejoint également l'accompagnement que propose Freire¹⁰⁷ dans la mesure où ce dernier suggère l'accompagnement des opprimés sur leur chemin de la conscientisation et de la lutte qu'ils mènent. C'est cette expérimentation in vivo du chercheur que François Laplantine (2005: 20) appelle « s'imprégner des thèmes obsessionnels d'une société, de ses idéaux et de ses angoisses [...] vivre en lui la tendance principale de la culture qu'il étudie ».

¹⁰⁷ Op. cit.

Cette participation, dans une démarche ethnographique nous a conduit à découvrir ou redécouvrir et décrire comme souligné plus haut l'organisation sociale, la culture (McCurdy; Spradley & Shandy, 2005) du peuple Bagyeli. Comme le dit encore Spradley (1980) pour découvrir les principes d'une autre manière de vivre, le chercheur doit être un étudiant. Et en étudiant les autres, d'autres cultures, on s'étudie « par le dépaysement, l'étonnement provoqué par les cultures qui nous sont plus éloignées, et dont la rencontre va entraîner une modification du regard que l'on portait sur soi » (Laplantine, 2005: 27). Nous entendions alors dans notre démarche et notre posture devenir « a humble learner » de la culture des Bagyeli, car comme le conseille bien Malinowski (1922: 209) « It is good for the Ethnographer sometimes to put aside camera, note book and pencil, and to join in himself in what is going ».

Dans la matérialisation de ce qui précède nous avons observé les Bagyeli des villages comme ceux de la forêt et participé à leurs activités au quotidien : pêche, chasse, cueillette, danses, deuils, fêtes, réunions, etc. Nous avons cheminé avec eux dans leur campement au village et nous effectuons de temps en temps des visites dans les campements de la forêt, question de mieux être au fait de leurs activités, de leur culture et de leurs priorités. Nous nous sommes établi à Bipindi au camp « Pygmée » d'Élog Ndiga, un campement Bagyeli situé un kilomètre du centre de Bipindi. Notre séjour à Élog Ndiga nous a permis aussi des visites dans quelques autres camps

Bagyeli environnants à savoir les campement de Kouambo, de Bongwana, Atog Boga Melen), Bidjoka, Ngovayang et au Foyer Notre Dame de la Forêt situé au centre de la bourgade de Bipindi. Ce centre qui existe depuis des décennies a pour vocation d'aider les jeunes Bagyeli dans la scolarisation voire dans leur intégration dans la société. Il a été créé par la congrégation des Petites Sœurs de Jésus en 1968. Actuellement le centre est sous administration des laïcs mais appartenant au diocèse catholique de Kribi. C'est ainsi un point de repère des membres de ce groupe. Nos visites et séjours en ces différents lieux nous ont permis d'avoir des éléments complémentaires de la culture et de l'organisation sociale des Bagyeli. Dans les camps Bagyeli de Bipindi (au village comme en forêt) nous avons observé l'habitat, la répartition des rôles et des tâches au campement, les personnages clés, la parenté, les alliances, la socialisation, la transmission des savoirs ainsi que les différentes activités qui importent pour eux. Ces activités dont les principales sont la chasse, la cueillette, la pêche constituent les principaux terrains de notre observation participante.

L'autre aspect de l'observation a porté sur les occupations au sein du PDPP. Ici comme dans la vie avec les Bagyeli, notre observation a été limitée aux activités permises. La différence est qu'avec les activités avec le programme PDPP nous sommes limité à la simple observation ou observation directe. Si nous avons observé

la relation Bagyeli-PDPP à travers les documents à Yaoundé la capitale ou à Ebolowa le chef lieu de la Région du Sud mais c'est surtout à Bipindi que cette observation a été perceptible étant donné que c'est le champ pratique de cette relation. Cette observation a inclus la consultation des documents du Plan pour y décrire le rôle et la contribution des Bagyeli. L'observation de la participation des Bagyeli s'est faite également à travers les réunions et autres assises ou rencontres où étaient conviés ou se sont activés les différents partenaires au projet.

L'observation dans ces relations était non seulement salubre mais aussi saluée par les partenaires des Bagyeli notamment du PDPP dont nous avons reçu la permission pour ce faire. Cette permission ajoutée à celle accordée par la communauté Bagyeli de Bipindi et environs nous donnait les coudées franches de pouvoir mieux observer et de comprendre cette relation, en dépit des restrictions dues d'une part à la confidentialité que nous imposaient certains domaines, certaines pratiques et certains rites. Nous nous sommes servi pour certaines occasions du crayon et de notre bloc note. Mais à certaines autres occasions nous avons utilisé en plus un caméscope, un appareil photo et un magnétophone, question de capter non seulement les paroles, les images mais aussi l'expression du corps (visage, face, la voix, etc.) qui traduisent par moment l'état d'esprit des acteurs. Nous pouvions ainsi capter les moments de peine,

de frustration, de joie, de détente, de désolation, de découragement, d'épreuve mais aussi d'accomplissement.

Notre terrain de recherche se trouve principalement à Bipindi, une petite localité située dans le sud Cameroun à environ 200 km de Yaoundé la capitale de ce pays d'Afrique centrale. La localité a la particularité d'abriter des groupes de «Pygmées» Bagyeli qui se sont sédentarisés depuis quelques décades. La localité a aussi la particularité d'abriter une mosaïque de groupes ethniques Bantou (Bassa, Fang, Ngoumba, Boulu, Bagyeli, etc.,). L'autre atout dans le choix de cette localité est que dans les forêts environnantes vivent encore à leur état quasi traditionnel quelques uns des groupes de Bagyeli. Nous avons suivi et observé ce peuple dans sa diversité écologique et spatial (en forêt comme dans les villages), sociologique (hommes, femmes, jeunes et moins jeunes) dans une démarche ethno méthodologique.

5.3.2 L'ethnométhodologie

Le souci de cerner les Bagyeli dans leur vie quotidienne, dans leurs interactions, dans et hors de leur groupe nous commande d'utiliser l'ethnométhodologie. Dans un rappel des objectifs de l'ethnométhodologie, Coulon (1996, 26) précise que celle-ci :

« est la recherche empirique des méthodes que les individus utilisent pour donner sens et en même temps accomplir leurs actions de tous les jours : communiquer, prendre des décisions, raisonner ». Il poursuit en ces termes : “l’observation attentive et l’analyse des processus mis en œuvre les procédures par lesquelles les acteurs interprètent constamment la réalité sociale, inventent la vie dans un bricolage permanent” (Coulon, 1996: 28). Il sera donc capital d’observer comment les acteurs de sens commun produisent et traitent les informations dans les échanges et comment ils utilisent le langage comme ressource. Il a donc aussi été question ici de réflexivité au sens où Garfinkel l’entend comme description, analyse des choses, des activités, des processus. Garfinkel n’est pas moins explicite :

Les études ethnométhodologiques analysent les activités quotidiennes des membres comme des méthodes qui rendent ces mêmes activités visiblement-rationnelles-et-rapportables-à toutes-fins-pratiques, c’est-à-dire descriptibles (accountable), en tant qu’organisation ordinaire des activités de tous les jours. (Garfinkel, 1967: vii)

À l’observation nous avons ajouté l’analyse des processus. L’ethnométhodologie se préoccupant des processus, nous nous sommes intéressé aux rapports, aux interactions, à la communication qui est un processus d’interaction. Notre observation directe ou participante s’est adossée sur l’ethnométhodologie en ce sens que nous avons observé les choses concrètes. L’ethnométhodologie se préoccupant des réalités concrètes, nous nous sommes intéressé aux scènes concrètes. Nous avons focalisé nos observations non seulement sur la vie et la culture des Bagyeli mais aussi sur un

phénomène concret mettant en exergue le développement durable. Celui-ci passe au crible les réactions et le comportement des Bagyeli. À cet effet nous avons aussi travaillé sur le PDPP, appendice du PNDP initié par l'État camerounais, financé par ce dernier et les organismes de coopération internationale (Banque mondiale, le Fonds mondial de l'environnement, le Japanese social development Funds, etc.). L'exercice nous a permis de relever les éléments clés de la culture bagyeli, de percevoir leur degré de participation au projet en confrontant leur desiderata et le rôle qu'ils y jouent réellement et en fin de compte tenter de proposer la prise en compte de cette culture et les desiderata des Bagyeli dans le cadre d'une stratégie communicationnelle de type participatif.

Le groupe Bagyeli est peut-être unique en son genre¹⁰⁸ mais la problématique de communication pour le développement durable d'un groupe marginalisé n'est pas un fait isolé aux Bagyeli. Aussi avons-nous-nous dans une approche comparative regardé également des expériences vécues par des groupes similaires. C'est le cas des Sami dans les pays scandinaves et les premières nations au Canada et particulièrement au Québec. Ce partage d'expérience avec les autres sociétés jadis marginalisées s'est fait au travers d'une analyse des documents de littérature. Ici les expériences de ces sociétés pouvaient nous inspirer dans cette quête d'outils de médiation pour les

¹⁰⁸ Chaque peuple est unique.

Bagyeli. Enrichi des expériences vécues ailleurs et fort des réalités locales, il nous était possible d'amasser un nombre d'éléments importants en vue d'élaborer une stratégie de communication appropriée pour la situation des Bagyeli. Nous ne nous sommes pas contenté seulement de la dimension ethnographique ou ethnologique de décrire les activités des Bagyeli et de leur participation au sein du PDPP en vue d'un diagnostic. Mais nous avons utilisé également des autres outils. Nous avons ainsi également mené des enquêtes et conduit des entrevues. Si les enquêtes étaient menés à l'endroit des Bagyeli, les entrevues et entretiens étaient étendus aux partenaires des Bagyeli à savoir les responsables du PNDP et autres autorités étatiques.

5.4 Les entrevues

5.4.1 Entretiens avec les Bagyeli

Nous avons mené des entretiens de groupes mais aussi des entrevues individuelles avec différentes franges de la population Bagyeli. Nos entretiens de groupes nous ont permis de percevoir et de comprendre la position de la communauté quant aux questions cruciales telles que l'intégration des Bagyeli dans la société camerounaise à travers les échanges qu'ils ont avec les membres des autres groupes ethniques,

notamment les Bantou. Au centre de nos entretiens également les rapports avec les autorités, en particulier les responsables du PNDP et les responsables étatiques : autorités administratives, représentants de ministères. Ce qui nous a donné l'occasion de voir non seulement l'application du discours politique en vigueur sur l'intégration nationale, l'émergence, le développement durable mais aussi le ressenti de ces données chez les Bagyeli. Autrement, c'étaient des occasions de prendre le pouls de l'état d'esprit des Bagyeli dans un premier temps et dans un deuxième temps ce que les Bagyeli en font. Le cadre idoine d'application immédiate de ce ressenti a été le PNDP et son appendice le PDPP. Les espaces adéquats de nos entretiens de groupe avec les Bagyeli de Bipindi auront été l'association Bagyeli-Bantou (un regroupement des Bagyeli de Bipindi avec les membres des autres groupes ethniques, Bassa, Fang notamment); les membres du campement de Saro (un ressortissant Bagyeli sédentarisé à un kilomètre de la localité de Bipindi), ceux du campement de Kouambo dans le voisinage de Bipindi.

Pour ce qui est des entrevues personnalisées, nous avons échangé avec certaines personnes habitant les différents campements à ÉLog Ndiga, au Foyer Notre Dame de la forêt, à Kouambo, Ngovayang, Melen, Bongwana, Bidjoka. Ces entrevues ont été menées aussi bien avec les femmes, les hommes qu'avec les jeunes. Aussi avons-nous rencontré les aînés, les chefs de campements, les guérisseurs, les chasseurs, les

femmes-doyennes et les jeunes. Elles portaient sur la vie des Bagyeli, les défis qui les interpellent aujourd'hui, leur tradition et les esquisses de solution qu'ils pensent à même de pouvoir y faire face et leur regard par rapport au problème de développement et plus précisément du PDPP. Elles nous ont permis d'avoir une vue individuelle de la perception qu'ils ont du paradigme du développement durable. Ici comme dans les entrevues de groupe nous nous sommes fait aider d'un traducteur. Bipindi étant un « carrefour ethnique », c'est un lieu de croisement de plusieurs langues locales. Chaque langue peut ainsi se parler par les membres des autres groupes ethniques. Ainsi les Bagyeli qui ont une facilité d'apprentissage des langues des groupes bantoues qui les côtoient s'expriment parfois convenablement en ces langues. Les Bagyeli qui sont voisins des Ewondo s'expriment en cette langue; ceux qui le sont par rapport aux Bassa, Fang, Boulu, Ngoumba, etc., le font autant par rapport à ces langues. Nous qui sommes du groupe ethnique Ewondo n'avions pas de grandes difficultés une fois dans la zone habitée par les Ewondo et les Fang, notamment chez les Evouzok et les Fang, les deux groupes ont des parlers qui s'apparentent. Mais une fois dans la zone habitée par les Bassa et le Ngoumba, ou alors lorsque nous étions dans un campement où les locataires ne comprennent pas notre langue maternelle (Ewondo), un interprète s'imposait. Pour parer à toute éventualité nous avons pris deux assistants de recherche, Mengounou Françoise et Parfait Oum; l'un maîtrisait la plupart des groupes Bagyeli, l'autre maîtrisait plusieurs langues locales dont le Gyeli, la langue parlée par les Bagyeli. Nous nous

déplacions à pied, à moto et rarement en voiture à cause de l'enclavement de la localité. Même les sites ou campements situés aux abords des villages sont difficiles d'accès. Nous n'emprunions la voiture que pour aller en ville, rencontrer les autorités ou les responsables du PNDP.

5.4.2 Entrevues avec les autorités

Ces échanges se sont déroulés à Bipindi, notre lieu de recherche et en ville où résident les responsables ministériels et les chefs régionaux et nationaux du PNDP. Nous avons ainsi échangé avec le maire et le sous préfet de Bipindi sur la situation des Bagyeli et les efforts déployés en leur faveur mais aussi sur la conduite du PNDP. En ville nous avons rencontré et échangé avec la responsable régionale du PNDP pour le sud, la coordonnatrice nationale du PNDP, le Ministre des forêts et de la faune et son collègue chargé des affaires sociales. Les responsables du PNDP ont focalisé leur attention sur les objectifs du programme, la conduite des activités, les résultats à mi-parcours et les attentes placées à l'endroit des Bagyeli. Alors que les chefs de départements ministériels cités ont planché sur les efforts que le gouvernement déploie pour la lutte contre la pauvreté et l'insertion des Bagyeli dans la société camerounaise.

Pendant ces entrevues nous avons posé des questions ouvertes et fermées aux Bagyeli sur leur mode de vie, leurs desiderata, leurs aspirations, leur compréhension du monde, du développement, du développement durable ainsi que des projets initiés à leur endroit. La même démarche a été entreprise auprès des autorités pour comprendre leur volonté et leurs actions en vue de l'implémentation du développement durable et de l'implication de la population « Pygmée » dans la construction du Cameroun avec un statut plus honorable.

5.4.3 Enquêtes d'opinion

- Orientations générales

Bien que notre recherche soit de type qualitatif, nous avons choisi de mener des enquêtes aux fins de compléter l'observation quotidienne des Bagyeli et de recueillir ainsi des données supplémentaires quant à leur mode de vie, leurs vœux et aspirations. Les enquêtes d'opinion se sont déroulées dans les campements de Bipindi et environs. Il s'agit notamment du campement de Bipindi-Log Ndiga, Kouambo, Bidjouka. L'ambition dans cette enquête était de vérifier les données sur les aspirations des Bagyeli. En effet il fallait savoir comment est composée cette

communauté, quelles en sont les piliers, les classes, les valeurs, les besoins de ses membres. L'enquête qui est un autre complément du travail de terrain permet de savoir des enquêtés ce que c'est que être un Bagyeli, quelle est sa culture, comment la communauté est organisée. L'outil permet aussi de comprendre l'appréhension que le Bagyeli a de sa situation en rapport avec les autres camerounais; son intégration dans la société camerounaise. Il permet aussi de voir l'entendement que les Bagyeli ont des notions de développement, de développement durable. Un accent a été mis sur les modes ou outils de communication à la portée du Bagyeli et ceux dont il use dans sa vie au quotidien pour les interactions entre les membres de la communauté d'une part et entre ceux-ci et le monde extérieur d'autre part. Les trois enquêtes ont été menées auprès des Bagyeli de sexe masculin, de ceux du sexe féminin ainsi qu'auprès des jeunes. Ces trois grandes catégories nous ont permis de comprendre les appréhensions des Bagyeli dans leur diversité la perception qu'ils ont des questions de développement durable, de leur organisation sociale, leur statut et son éventuelle amélioration.

- Échantillonnage

« Les techniques non probabilistes offrent l'avantage de ne pas heurter le bon sens, d'être souvent faciles à comprendre, faciles à appliquer » (...). Cette argumentation est parmi les éléments qui nous ont motivé à utiliser ces méthodes. En effet nous

avons préféré ne pas être guidé par le hasard. Nous avons donc préféré travailler en usant des connaissances qui ont trait au milieu et à la rationalité. En dehors de cet avantage nous nous sommes basé sur le caractère non couteux de l'option ainsi que sur sa facilité d'application. Par le critère d'âge nous avons déjà au préalable ciblé trois catégories qui représentent la société Bagyeli à savoir les hommes, les femmes, les jeunes. Les premiers représentent l'un des pôles de décisions, de pouvoir, dépositaire de la tradition. L'autre catégorie (les femmes, compte tenu du rôle qu'elles jouent et de la place qu'elles occupent au sein des familles et de la communauté par exemple avant les parties de chasse ou par les activités économiques qu'elles exercent à l'instar de la cueillette). La troisième catégorie est constituée de jeunes, « fer de lance » de la culture et de la communauté Bagyeli. Les jeunes sont aussi importants ici dans la mesure où non seulement ils constituent le prolongement de la communauté Bagyeli et de sa culture, mais aussi ils sont la transition entre la culture bagyeli et le monde moderne avec ses nouveautés et ses paradigmes. Nous avons travaillé sur un échantillon de 18 personnes des trois tranches d'âge ou strates sociales; à raison d'un tiers des notables hommes (pétris d'expérience et dépositaires des savoirs et traditions indigènes), l'autre tiers est constitué de jeunes (à cheval entre la tradition et la modernité, ils ont leur appréhension du nouveau monde). Le troisième tiers était constitué des femmes. Nous avons également équilibré chaque catégorie de telle manière qu'elle comprenne aussi bien les Bagyeli qui habitent les villages et ceux qui habitent encore la forêt. Autrement nous avons dans ce sens

utilisé les échantillons volontaires. Car à l'intérieur de chaque catégorie nous avons demandé aux volontaires de répondre à notre questionnaire et selon les quotas que nous nous sommes fixés. Cet échantillon non probabiliste, volontaire, par quotas et par choix raisonné que nous avons utilisé était le seul à même de mieux nous satisfaire dans notre démarche de comprendre les desiderata des Bagyeli et leur appréhension du monde. Ainsi nous avons tenu compte de chaque démembrement de la communauté selon l'espace occupé. Autrement la dimension spatiale (village et forêt) était représentée pour moitié dans l'échantillon. Cette option nous a permis de mieux cerner la diversité, la culture et les préoccupations Bagyeli pour une meilleure médiation avec ce peuple.

Dans notre souci d'appréhender la vie, les besoins des Bagyeli, leur participation au projet de développement ainsi que leur appropriation de ces initiatives dans le cadre du PDPP, nous avons choisi par ailleurs d'analyser les documents. L'option tient à s'imprégner des documents interne dans le fonctionnement de la collaboration Bagyeli et partenaires dans la conception et la marche du PDPP. Un regard attentif de la documentation relative à la création du PDPP (issu du PNDP) et à ses activités, est un moyen précieux par ailleurs pour jauger le degré d'appropriation de ce projet par leurs destinataires, à savoir les Bagyeli.

5.5 Analyse des documents

Une meilleure compréhension du PDPP ainsi que celle de la conduite de ce projet, de même qu'une meilleure compréhension de la participation des Bagyeli à cette initiative méritent que l'on s'attarde sur l'analyse des documents y afférents. La démarche nous a permis de non seulement assimiler les textes de base du programme du développement du peuple Pygmée, de les comprendre mais aussi de voir de près les activités conduites dans le programme. L'objectif ici est de palper la participation des Bagyeli tant dans l'initiative des activités que dans la conduite de celles-ci. De cette démarche doit aussi ressortir l'appropriation du programme par leurs destinataires.

Nous nous sommes notamment penché sur les textes créant le PDNP et ceux instituant le PDPP. Ici l'accent a été mis sur les termes de référence de ce programme. Nous sommes aussi focalisé sur les rapports d'activités de la plate forme mis sur pied entre les Bagyeli et le PDPP. Car ces documents constituent des étapes importantes du processus de communication entre les Bagyeli, les initiateurs du PDPP et les autres intervenants au projet. Ils pourraient donc aussi présenter une opportunité dans l'interprétation du degré d'appropriation du projet par les Bagyeli. En effet, ils sont susceptibles de contenir non seulement le contenu mais également ce qui y est absent

sur la participation et l'appropriation du projet par leurs destinataires. Vigour (2007) propose trois approches pour analyser les documents : commenter chaque document, regrouper les documents par sous-thèmes ou les comparer, mettre en relation les renseignements tirés de l'analyse des documents avec vos connaissances, avec des théories qui permettent d'interpréter les résultats ; introduire des références circonstanciées. Compte tenu de la praticabilité, de la simplicité de l'analyse des documents nous avons porté notre dévolu sur cette technique et non sur l'analyse de contenu.

Pour Berelson (1971), « l'analyse de contenu est une technique de recherche servant à la description objective systématique et quantitative du contenu manifeste des communications ». Richard, comme Bardin, (2001); Robert & Bouillaguet (1997); Landry (1992); L'Écuyer (1987 et 1990); Mucchielli (1988); Ghiglione, Beauvois, Chabrol & Trognon (1980) soutiennent que l'analyse de contenu « est un ensemble de techniques d'analyse des textes utilisant des procédures systématiques et objectives de description permettant le traitement méthodique du contenu implicite et explicite des textes en vue d'en classer et d'en interpréter, par inférence, les éléments constitutifs » (Richard, 2006: 181-207). Pour autant, l'analyse de contenu est complexe et met en scène de nombreux recours aux techniques informatiques. Nous nous limitons donc à une simple analyse des documents à savoir ceux portant sur les

termes de référence du PNDP, du PDPP; ceux sur les activités de la plateforme PDPP-Bagyeli. Ce qui nous permettra de comprendre le degré de participation et d'appropriation du PDPP. L'analyse des documents nous permettra de retracer et d'évaluer les idées contenues dans ces documents afin de les interpréter, voire de les confronter à la réalité vécue dans la phase d'observation sur le terrain. Les documents dont le contenu sera analysé ici sont, comme précédemment annoncé, les principaux textes de création du PDPP les rapports d'activités du projet, afin de permettre une visibilité et une lisibilité sur fonctionnement du projet. Ces documents seront analysés avec en toile de fond certaines préoccupations que sont : la représentation et la participation des Bagyeli au projet ainsi que leur appropriation du PDPP. Nous entendons combiner analyse quantitative et analyse qualitative. L'analyse de document nous permettra d'appréhender l'utilisation des principaux concepts à la base de cette recherche : la communication, la participation, l'appropriation et le développement durable. Nous tenterons aussi par cette méthode d'établir une relation entre ces termes. Quant à l'analyse qualitative, elle nous permettra de cerner la manière dont ces termes sont articulés. Nous nous intéresserons à la forme et au fond, c'est-à-dire à la thématique mais aussi à la manière dont celle-ci est utilisée.

Dans le vaste univers que présente l'analyse de contenu, notre dévolu est jeté par conséquent sur l'analyse thématique, en mettant un point d'honneur sur les concepts :

communication, participation, appropriation et développement durable. Ces concepts nous serviront dans la conduite de l'analyse ; la collecte des données ici étant contenue dans la sélection de la documentation du Programme ; étant entendu que les textes sur la création du PDPP, et les différents rapports d'activités constituent l'échantillon de l'analyse pour cette phase de la recherche.

5.6 Acquis et défis

5.6.1 Acquis

Dans le cadre des études conduisant à la Maîtrise (Master), nous avons déjà conduit une recherche sur le même groupe à la même localité. Cette première expérience, riche en enseignements et en savoirs nous a été d'un apport incommensurable pour cet autre exercice. En effet, nous avons déjà des contacts dans le groupe, ce qui nous permet d'intégrer facilement le milieu. L'un des chefs de famille de la communauté et les membres de sa famille et de l'Association de développement des Bagyeli de Bipindi et Kribi ont déjà travaillé avec nous et nous ont renouvelé leur hospitalité pour les présentes recherches. Notre position de chercheur s'est présentée comme celle d'un partenaire, d'un apprenant et non celle de celui qui venait regarder d'en haut, imposer un point de vue ou critiquer le mode de vie des Bagyeli. Certes, nous

sommes parti de notre propre culture pour étudier celle des autres mais nous entendions privilégier les bonnes relations entre les Bagyeli et nous. Aussi, n'avons-nous ménagé aucun effort pour préserver ce partenariat et ne rien entamer dans la culture des Bagyeli que nous respectons et que nous continuons de respecter. Si de manière générale le groupe Bagyeli de Bipindi nous était déjà presque familier, nous avons dû compter sur certaines personnes clés dans et hors de la communauté bagyeli. D'abord au sein de la communauté bagyeli, nous avons déjà cheminé avec l'Association Bagyeli-Bantou, pendant la recherche conduisant au Master, assistant à leurs réunions. Ceci a pu développer une certaine familiarité entre le groupe et nous. Dans la communauté Bagyeli nous avons pu également bénéficier de l'appui de certaines personnes dont l'apport a été déterminant, à l'instar de monsieur Saro. Saro, qui est décédé le 13 avril 2014 était l'un des rares « Pygmées » Bagyeli sédentarisés. Son campement est situé à un kilomètre de Bipindi qui est le chef lieu de l'arrondissement hyponyme. Les Saro sont arrivés sur les lieux actuels suite à l'intervention d'un chef supérieur Bassa (une ethnie Bantou de la localité). Ils étaient à son service pour les travaux et surtout des parties de chasse. Le chef Bassa les a installés non loin de sa résidence. Avec le temps, les Saro se sont habitués à la vie au village bien que effectuant encore les activités de la forêt. Saro contrairement aux autres Bagyeli, non seulement s'est sédentarisé mais aussi pratiquait l'agriculture comme les Bantou. Il disposait d'une cacaoyère. Il cueillait de temps en temps du vin de palme pour vendre et se faire de l'argent. Sa femme, à défaut d'avoir son propre

champ aide les autres femmes bantou dans leurs exploitations contre une récompense à l'heure de la récolte. Mais pour autant, les Saro ne pratiquent pas moins la chasse et la pêche, leurs activités de prédilection comme chez tout bon Bagyeli. Durant nos deux recherches (Master et Doctorat) les Saro nous ont accueilli dans leur campement. La deuxième phase a été facilitée par la relation que nous entretenions déjà depuis le premier terrain avec Saro et son petit frère, Gwodog. Ce dernier qui a collaboré avec certaines ONG (Sahil, Fedec) ou joué le rôle d'assistant de certains experts lors des travaux du pipe-line Tchad-Cameroun dont le tracé est passé non loin du campement et des villages voisins. S'exprimant correctement en Français, il pouvait ainsi m'expliquer aisément ce que les autres membres du groupe avaient du mal à expliciter.

Dans le même sillage nous avons eu la bonne collaboration d'un jeune de l'ethnie Bassa (une des composantes des Bantou) qui s'exprime correctement dans différentes langues locales dont le Gyeli (la langue des Bagyeli). Nous l'avons recruté comme assistant de recherche tout comme notre cousine Françoise, qui est installée à Bipindi depuis de longues années non seulement par ce que ses parents y ont résidé mais aussi par ce qu'elle s'est mariée à un Bassa originaire de la localité et voisin de campements des Bagyeli. Ces acquis s'enrichissent de nos dispositions personnelles, notamment notre proximité aux Bagyeli; proximité qui remonte à l'enfance. En effet,

étant tout petit enfant vous voyions déjà les Bagyeli avoisinant notre village (Atog-Boga) à une trentaine de kilomètres de Bipindi, notre lieu de recherche. Nous apprenions alors à l'époque les spécialités des Bagyeli : la danse Bapéa, la connaissance des plantes, etc. À Bipindi lors du travail sur le terrain nous retrouvions alors certains membres de ces groupes. À l'époque aussi nos parents se rendant dans les forêts environnantes question de troquer certains produits vivriers : manioc, macabo, bâtons de manioc, couscous avec du gibier, du miel et autres produits de la forêt fournis par les « Pygmées ». Bien que certains aient déjà pris de l'âge, les souvenirs ne furent pas bien difficiles à évoquer. Ce qui nous rapprocha davantage de la communauté Bagyeli et facilita notre intégration au cours du travail de terrain.

Nonobstant cette proximité, le travail de terrain auprès des « Pygmées » Bagyeli est resté sujet à défis et à bien de préoccupations d'ordre éthique.

5.6.2 Défis et préoccupations d'ordre éthique

Cette recherche aura présenté quelques défis non moins importants. Le moindre de ces challenges n'est pas la conduite d'une recherche dans une culture différente de la nôtre. Même si « appartenir à une culture étudiée n'est ni un handicap, ni une nécessité » (Rivière, 2007), l'acceptation dans une autre culture ne se fait pas de

manière automatique, surtout que dans notre option d'observation participante, nous pouvons être conduit à étudier la culture Bagyeli jusque dans certaines cérémonies secrètes. Par ailleurs, étant d'un autre groupe ethnique (Ewondo, dont une frange des Bantou qui sont de ceux qui ont parfois colonisé les « Pygmées ») notre présence parmi les Bagyeli pourrait être considérée comme une perpétuation de cette colonisation ou alors de l'espionnage en vue de trahir quelques secrets à la fin de notre séjour parmi eux. On a ainsi constaté quelques moments de réticence de certains membres de la communauté Bagyeli. Comme nous l'avons souligné, les Bagyeli au regard de leurs conditions de vie, du contexte dans lequel ils se trouvent sont à juste titre classés parmi les populations vulnérables. Position d'autant plus confortée que la vulnérabilité se définit come l'état « des personnes qui sont accablées et submergées par les conditions de vie, les circonstances et les événements stressants » (Gutterman, 2001) ou alors « une incapacité importante à protéger ses intérêts en raison des limites telles que l'inaptitude à donner un consentement éclairé, une absence de moyens alternatifs pour obtenir des soins médicaux ou certaines choses onéreuses nécessaires à la vie ou alors le fait d'être un membre plus jeune ou subordonné d'un groupe hiérarchique » (Weisstub, 2001). Ainsi la précarité, la fragilité de vie et la marginalité des Bagyeli telles que développées plus haut méritent attention. Ainsi par moments il nous a été manifesté la responsabilité des Bantous dans les conditions de vie des Bagyeli. Car les Bagyeli pensent que ce sont les Bantou, même dans les villages qui disposent et jouissent du pouvoir; ce sont eux

qui commandent et imposent l'exploitation forestière qui se fait du reste à leur détriment. Ces accusations, à tort ou à raison, méritent réflexion. Mener donc une recherche auprès d'une telle catégorie de la population nécessite des dispositions aussi bien sur le plan relationnel que sur le plan éthique. Ici pourrait toujours se poser le problème de « l'incapacité à se protéger contre une exposition à un risque déraisonnable de préjudice ». Ceci nous a amené à adopter un certain nombre de principes éthiques pour le bien des populations cibles ainsi que pour le bonheur de cette recherche.

Les principes de base qui vont sous-tendre notre démarche sont le respect de l'autre et sa culture, la confidentialité pour des informations que le groupe aimerait garder secrètes et l'intérêt des Bagyeli.

- Le respect de l'autre et de sa culture

Nous sommes conscients de ce que nous appartenons à un autre groupe ethnique, qui a ses valeurs et parfois beaucoup de préjugés par rapport aux Bagyeli. De plus le groupe ethnique auquel nous appartenons (Beti, sous groupe des Bantou) est de ceux qui tiennent les rênes de l'État au Cameroun. Mais au cours de cette recherche, notre

démarche aura été celle d'un chercheur, celle de celui qui va en quête d'un savoir et par conséquent ne se préoccupe pas des préjugés à l'endroit de la population au centre de la recherche. Ceci nous a imposé d'aborder par conséquent les Bagyeli avec beaucoup de respect, respect en tant que personne humaine, respect aussi comme groupe doté de certaines valeurs et d'une culture. En effet, nous aurons tenté d'observer beaucoup d'égards vis-à-vis de leur système de valeurs, de leur code de conduite, de leur modèle de comportement, des coutumes, des rapports à la vie et à la mort dont nous aurons le soin d'étudier. Nous étions devant le défi qui consistait à ne pas critiquer les valeurs des autres quand bien même elles sont différentes des nôtres. Ainsi nous nous trouvions devant un dilemme, vivre entre deux cultures, deux mondes; celui des Bagyeli et le nôtre. En somme nous n'entendions pas blesser les Bagyeli dans leur amour propre nous voulions aussi rester nous même. Il ne nous était pas loisible de nourrir des complexes à leur endroit. Nous entendions traiter d'égal à égal, en partenaire avec eux dans un respect mutuel, ce qui n'était pas aisé en regard des raisons historiques, sociales, politiques et culturelles évoquées plus haut. Nous nous sommes gardé d'effectuer de prises de vue dégradantes ni à tenir des propos déplacés à leur égard. Tout comme nous ne leur faisons pas de pressions pour accepter de poser tel ou tel acte dans le cadre de notre recherche ou non. Nos prises de vues et de sons étaient la plupart des cas soumises à leur accord préalable. Nous réécoutions aussi les interviews autant que nous visionnions ensemble les prises de

vues non seulement pour satisfaire leur curiosité mais aussi pour éviter les susceptibilités et les soupçons d'un espionnage de notre part.

Nous entendions avoir un séjour convivial parmi les Bagyeli et in fine nous pouvons nous l'avons effectué. La première descente effectuée auprès d'eux dans le cadre des recherches en vue de la Maîtrise en 2006 nous offrait déjà un cadre d'expression de cette convivialité. Nous avons donc eu un grand moment d'échanges et de connaissance mutuels. Mais c'était au prix du respect de certaines consignes dont celle de la confidentialité lorsque les circonstances l'indiquaient ou alors quand les membres de la communauté nous le prescrivaient. Il en était ainsi lors de l'assistance ou de la participation à certains rituels où la confidentialité est de mise.

- La confidentialité

Les Bagyeli veulent certains éléments de leur héritage très sacrés au point de n'y accepter que rarement les intrus ou les individus d'une autre culture. C'est le cas pour certaines cérémonies où par exemple ils doivent communiquer avec leur esprit (Jengui, Nlambo ou Minkouta). Ici, seules les femmes d'un certain âge et d'une certaine notoriété dans la communauté y ont accès. L'accès des autres femmes ainsi

que des « étrangers » est prohibé à défaut de bénéficier d'une dérogation expresse. Les choses vues et entendues dans ce genre de rituel ne sont pas divulguables sauf autorisation expresse. Nous étions parfois admis à leurs cérémonies mais avec des restrictions, des interdits. Nous étions tenus de respecter ces prescriptions à nous données pour le bien de notre recherche, dans l'intérêt du respect des règles éthiques, et de la communauté Bagyeli et de sa culture en définitive.

- L'intérêt de la communauté Bagyeli

Notre présence auprès des Bagyeli s'est faite en tant que chercheur, un chercheur qui tentera non seulement de comprendre leur mode de vie et d'en dégager les fondamentaux, mais aussi un chercheur préoccupé de savoir quels sont les éléments puisés dans la culture des Bagyeli qui pourraient mieux favoriser leur implication ou participation dans un projet de développement comme le PDPP; proposé ou mené par ou avec les autres. Songer à une meilleure participation des Bagyeli à une initiative et à une appropriation d'un projet de développement est pour nous un argument d'intérêt pour la communauté. Dans nos échanges avec eux ce souci pour l'amélioration de leurs conditions de vie était parfois au centre des préoccupations dans la mesure où il était l'objet de notre questionnement parmi eux. Ce questionnement intéresse non seulement le groupe de personnes qui seront soumises à notre recherche mais aussi toute la communauté; tant il est que:

the word 'community' is not limited area of settlement. The surrounding land that supplies resources for the settlement and the people who live there are viewed as part of community. In addition, there are communities of interest within geographical communities.

(ACUNS. Ethical Principles for the Conduct of Research in the North, 1997 :8)

Nous pensions donc ainsi aux Bagyeli dans leur diversité géographique (village et forêt et ceux éparpillé dans tout le sud ouest du Cameroun), à la diversité sociologique (femmes, hommes, jeunes...etc.) dont nous osons être d'une certaine manière avocat. Comme le dit Joncas:

Les personnes vulnérables ont besoin que les avocats soient sensibles à leurs besoins, culturellement et sur le plan du développement, dans un le contexte souvent exigeant de la crise. La représentation des vulnérables exige parfois de l'avocat qu'il recherche des solutions innovatrices à des problèmes qui, malheureusement, subsistent depuis de nombreuses années. (Joncas, 2009 : 79)

C'est le cas des Bagyeli. Nous tentions par cette recherche d'explorer avec eux et proposer avec eux les solutions innovatrices qui s'imposent à leurs préoccupations.

La démarche s'est d'autant plus imposée à nous que lors de nos descentes sur le terrain, nous avions toujours ou presque eu cette interrogation des Bagyeli : « En quoi allez-vous changer notre quotidien tant il est que plusieurs autres chercheurs sont venus avant vous mener des recherches, nous poser des questions ? ». Cette interrogation était pour nous non seulement embarrassante mais aussi un défi supplémentaire. En effet, il fallait bien que nous continuions de convaincre nos hôtes

tout en les rassurant non seulement du sérieux de notre démarche mais également des perspectives qui pouvaient en découler. L'obligation de faire la différence avec les autres chercheurs s'imposait en nous car on pouvait alors nous assimiler à ceux là qui n'ont pas à cœur les problèmes des Bagyeli. Tout comme nos hôtes pouvaient prétendre que notre recherche relevait d'un espionnage aux fins d'épier les Bagyeli et de les déposséder de leurs richesses. Notre séjour était ainsi une perpétuelle négociation.

Au bout du parcours bien d'éléments que nous pouvons mettre à leur actif et qui sont le socle des propositions que nous suggérons de prendre en considérations dans l'amélioration des conditions de vie des Bagyeli. Ces éléments constituent les résultats de la recherche.

CHAPITRE VI

LA RÉALITÉ DE LA VIE DU BAGYELI

Le séjour dans les différents campements de Bipindi et environs nous a permis de relever une masse de données permettant de cerner la particularité de la population « Pygmées » en général et Bagyeli en particulier; tant ces données relatent la vie des Bagyeli dans leur milieu actuel. Ce milieu est fait d'hybridité; entre la tradition Bagyeli, celle des Bantou et la modernité. La tradition dans ces deux groupes Bagyeli et Bantou se posent parfois en s'opposant à la modernité et ses facettes. Entre la continuité dans la vie traditionnelle au départ et l'adaptation au nouveau mode de vie actuel, les Bagyeli négocient leur survie dans ce nouveau monde qui ne leur est pas moins hostile. Ce constat est perceptible dans les éléments culturels des Bagyeli, dans leur vie quotidienne et dans les mécanismes et autres instruments de la modernité que les Bagyeli essaient avec plus ou moins de bonheur d'assimiler ou de s'appropriier.

6.1 Du constat de l'observation sur le terrain

L'observation durant notre séjour sur le terrain et l'implication notamment dans les campements nous ont permis d'infirmer certains préjugés entretenus depuis longtemps sur les « Pygmées » de manière générale et sur les Bagyeli en particulier. Tout comme notre travail de terrain nous a appris sur la réalité des Bagyeli : sur ce qu'ils sont et ce qu'ils ne sont pas. Cette réalité tient à de nombreux aspects de la vie du Bagyeli. Celle-ci va de l'organisation du campement à la situation économique en passant par la situation politique du Bagyeli.

6.1.1 L'organisation des campements visités

Nous avons visité, comme souligné plus haut, les différents campements des Bagyeli, aussi bien aux abords des villages tout près des Bantou que bien loin dans la forêt. Le campement du Bagyeli situé sur ces deux types d'espace traduit deux mondes, deux modes de vie mais cerne la réalité du Bagyeli d'aujourd'hui : à la croisée des chemins, à une sorte de carrefour ; entre la modernité et la tradition. Cela est perceptible dans l'habitat, cela l'est aussi dans les pans entiers du mode de vie. C'est le constat fait dans le campement des Saro.

- Le campement de Saro (à ÉLog-Ndiga, Bipindi)

Saro est dans la soixantaine. De teint clair, de petite taille Saro est considéré comme l'un des Bagyeli qui vivent l'hybridité, la mondialisation à l'échelon local ; de par ses activités tout comme sa manière d'être. Saro a son campement situé à un kilomètre de Bipindi. Il y est installé depuis plusieurs décennies. En effet ce sont ses parents qui y sont arrivés en provenance de Campo, dans la partie sud du Cameroun. Issu lui-même du brassage entre une ethnie de la localité de Campo (à environ 150 kilomètres de Bipindi) et une Bagyeli, Saro vit cette dualité bien qu'il se considère lui-même comme un Bagyeli. Sa famille est arrivée à Bipindi et précisément à ÉLog-Ndiga, il y a environ cinq décennies comme serviteur du chef Bassa local, M. Bebga.

Les relations entre les Bagyeli (ou les autres groupes « Pygmées ») et les autres groupes ethniques bantou sont basées également sur ce genre de déséquilibre. En effet, un notable ou un chef bantou a à son service ou à sa disposition un ou plusieurs groupes de « Pygmées ». Ces groupes « Pygmées » servent généralement aux travaux, au bénéfice de leur « seigneur ». Ils pratiquent par ailleurs à leur endroit des parties de chasse sans oublier que chaque fois qu'il y a des manifestations à la chefferie ou au domicile du notable en question, les groupes de danse des « Pygmées » se mobilisent pour le spectacle, leurs prestations étant des plus prisées.

C'est dans cet environnement que la famille Saro est arrivée au lieu dit ÉLog-Ndiga à un jet de pierre de Bipindi. Aux premiers instants de son installation, la famille Saro s'est consacrée uniquement à leurs activités de prédilection ; la chasse, la pêche, la cueillette. Mais au fil du temps, les Saro sont entrés dans l'agriculture ; à la clé, une cacaoyère et des champs de cultures vivrières. En même temps, les Saro continuent les activités traditionnelles. Cette mutation et cette bi culturalité est aussi perceptible au niveau de l'habitat. D'abord dans la forêt, les Saro ont muté vers le village tout près des autres groupes ethniques. Le campement des Saro est situé en bordure de route sur la route Kribi-Lolodorf ; entre Bipindi et Lolodorf plus précisément au lieu dit ÉLog-Ndiga. L'habitat est constitué de petites cases. Au départ constitué de feuillage l'habitat des Saro a aussi subi quelques changements. Le campement des Saro comprend quatre maisonnettes, dont les toitures des unes sont composées de nattes de raphia tandis que celles des autres sont en tôles ondulées. Ces tôles sont une partie de la compensation accordée à certains riverains de l'oléoduc Tchad-Cameroun dont le tracé est à proximité de Bipindi.

Toutefois, les murs de cette case comme ceux des autres du campement sont en terre battue. Le reste de matériau (liane, bambou de chine, poteau, poutres) est tiré de la forêt. À la différence des campements originaux des Bagyeli, celui des Saro est situé le long de la route, épousant ainsi les contours de l'habitat des Bantou. Mais il n'y a

pas que la situation géographique, il y a aussi la forme des cases. Ici les cases sont de forme rectangulaire contrairement aux formes circulaires qu'on rencontre dans les campements d'origine et encore en vigueur en forêt. Ces changements observés ici incluent également les meubles, la vaisselle. En effet dans les campements situés en forêt, les habitants s'asseyent ou dorment soit à même le sol ou sur les sortes de lit composés de petits bâtons ou de branchages. Chez les Saro les lits utilisés, bien qu'e encore très rudimentaires, se rapprochent de ceux utilisés dans les maisons des Bantou ; c'est-à-dire faits de bambous de raphia, mais sans matelas. Quant à la vaisselle, elle est encore élémentaire et rudimentaire ici, des marmites parfois en aluminium, des cuillères parfois en bois et parfois en aluminium. Les assiettes épousent les mêmes mutations. Les greniers tout comme l'habillement tendent à se conformer à ce changement emprunt de modernisation.

Pour ce qui est de la composition du campement, il est constitué d'une vingtaine de personnes : Saro, sa femme, ses enfants, son frère, ses beaux fils, quelques membres de sa belle famille. Mais ce nombre n'est pas stable et varie régulièrement en fonction de l'actualité familiale, des saisons et des activités. En effet bien que sédentarisés les Saro restent très mobiles. Vivant les deux vies sur deux sites ils habitent à Élog-Ndiga tout en étant en forêt où ils continuent de mener les activités qu'on peut qualifier de traditionnelles. Dans la forêt ils ont aussi un petit campement. Ils y

restent en période de chasse, ou de cueillette. Les habitants du Campement des Saro aussi quelques visiteurs qui sont venus pour plusieurs raisons : le beau fils ou la belle fille venus rendre visite ou alors venus se faire soigner. Ce qui explique que la composition du campement des Saro situé au village peut changer à tout moment.

Mais le campement de Saro garde le socle ou les éléments de base de l'organisation qu'on peut reconnaître aux campements des « Pygmées » en général et Bagyeli en particulier. Le campement des Saro comprend : un chef de famille faisant office de doyen en la personne de Saro lui-même. Il y a une femme doyenne dotée d'une grande expérience de la vie. Son nom : Meboua. Dans le campement se trouve également un guérisseur en la personne de Seh, le fils de Meboua, femme de Saro. Ici il n'y a pas de maître chasseur en tant que tel car Saro lui-même faisait la chasse ; il savait tendre les pièges, savait pratiquer la chasse au filet tout comme il maîtrisait la petite chasse au fusil. Cette composition est presque la même dans les autres campements visités. Même si Saro et les membres de sa famille sont encore des cas particuliers ou marginaux, ils reflètent ce que pourraient peut-être devenir les Bagyeli version totalement hybride.

- Campement de Ndamayo

Le campement de Ndamayo est différent de celui de Saro sur quelques petits points. Au contraire du camp de Saro, le campement de Ndamayo est un peu plus excentré. Alors que le camp de Saro est situé en bordure de route, celui de Ndamayo est un peu plus reculé. Il est situé à quelques deux kilomètres et demie de la route Bipindi-Kribi, un peu plus au sud de la localité de Bipindi. Le village de Ndamayo est lui-même situé à environ trois kilomètres de Bipindi. Si les contacts sont un peu plus directs entre les Bagyeli et les Bantou chez les Saro, ce n'est pas le cas au campement de Ndamayo, bien que les deux parties aient des relations. Au campement de Ndamayo, le chef de famille est aussi grand guérisseur-devin, c'est Bikanda Mbang. C'est un homme de soixante dix ans environ. Il a hérité de ses ascendants qui se sont installés sur les lieux au gré de leurs nombreux mouvements et migrations. Bikanda Mbang vit ici principalement avec les membres de sa famille : sa femme, son fils, ses petits fils, sa bru, pour environ une dizaine de personnes. Dans ce campement les activités sont plus traditionnelles, la chasse, la pêche, le rapport à la nature, la pharmacopée traditionnelle, culte des ancêtres même si la femme de Bikanda Mbang pratique un peu d'agriculture de subsistance autour du campement. Contrairement au campement de Saro, les cases ne sont pas plus nombreuses ici. Ce sont trois cases toutes couvertes de nattes de raphia. Tout le reste de matériau est tiré de la forêt : poteaux,

nattes, lianes. La vaisselle est aussi fidèle à cette persistance de la tradition dans ce campement.

Pour ce qui est de la disposition des cases dans le campement de Ndamayo, elle est aussi différente de celle du campement de Saro. Ici, et faute de route les maisons sont disposées presque en désordre ou à la limite sur une circonférence dont les dimensions dépendent de l'espace occupé par les cases. Mais les cases sont généralement de dimensions réduites. Ici à la différence des cases du campement de Saro, les formes sont rondes et rectangulaires, alliant ainsi l'emprunt aux Bantou (dont les cases sont rectangulaires) et la tradition bagyeli où les cases ou huttes sont rondes. Chez les Bikanda Mbang l'accent est beaucoup plus mis sur la tradition, le rapport à la nature, aux valeurs ancestrales. En dehors du chef de famille-guérisseur-devin, le campement de Ndamayo comprend également une doyenne qui est en principe la femme de Bikanda Mbang qui sert également de grand conseil. Ici il n'y a pas de maître chasseur en tant que tel, mais Bikanda Mbang qui est déjà guérisseur est lui-même un chasseur tout comme son fils.

- Campement de Bidjouka

Le campement de Bidjouka est situé sur deux sites : en bordure de route aux côtés des Bantou (Fang-Ngoumba) et l'autre, localisé dans la forêt à quelques kilomètres du premier site. L'un et l'autre camp ont presque les mêmes habitants. Comme la plupart des campements des Bagyeli, celui de Bidjouka est né suite à la décision étatique de sédentariser les « Pygmées » pour « leur intégration socio-économique dans la communauté nationale afin d'améliorer leurs conditions générales d'existence » (Abéga, 1998 : 70). L'État à travers la sédentarisation veut aussi « que les Pygmées soient considérés comme les camerounais à part entière » (Abéga ; Bigombe, 2006 :68). Ici comme là-bas les populations « pygmées » étaient appelées à s'occuper comme les Bantou à l'agriculture et au petit élevage, à la scolarisation des enfants et à la santé. Certains Bagyeli s'y sont fixés, la grande majorité est repartie en forêt pour un autre campement situé à six kilomètres de la route. Avec le temps et avec l'aide de l'État et des ONG, l'habitat du campement situé en bordure de route a changé. Autrefois fait en matériau précaire et provisoire - toitures de cases faites en feuilles ou en raphia, murs en feuillages ou en terre battue- la présentation de nos jours a changé. L'État a construit une dizaine de cases en matériau presque définitif : toitures en tôles, les murs sont en briques de terre cuite. La forme des cases est carrée ou rectangulaire. La disposition ici a épousé celle en vigueur au village et en usage chez les Bantou. Cette disposition et cette nouvelle configuration ne conviennent pas

beaucoup aux Bagyeli qui se trouvent quelque peu dépayés, même s'ils apprécient la durabilité du matériau utilisé. Le matériau les sécurise en rapport avec les intempéries et surtout les exempte de refaire leur habitat régulièrement. Sur ce site habitent une vingtaine de personnes. Il n'y a pas de chef en tant qu'autorité qui s'impose à tous la Bagyeli mais il y a un chef de famille. Ici chaque Bagyeli connaît l'usage de la pharmacopée ; il n'y a pas de guérisseur, ni de devin. On y trouve par contre quelques femmes âgées qui ont atteint le stade de doyenne.

Les habitants du campement de Bijdouka village qui pratiquent une petite agriculture autour de leurs cases sont surtout enclins à retourner dans leurs activités « naturelles ». Ils sont donc constamment partis pour la forêt et vivent en étroite relation avec leurs « frères » des deux autres sites appelés Maschuer-Maschuer et Bizambo. Le site de Maschuer-Maschuer est situé à six kilomètres de la route ; d'une dizaine de cases dispersées sur l'espace pour environ six familles. La population là-bas est plus nombreuse plus d'une cinquantaine de personnes mais dont l'instabilité est notoire. Le matériau est tiré de la forêt : feuillage, poteaux, bâtons, poutres. Il est le plus fréquenté voir le plus peuplé, car pouvant compter à peu près une soixantaine de personnes. Le site de Bizambo est situé à environ six kilomètres de Bidjouka mais l'accès y est plus difficile, à la différence du campement de Melen.

- Campement de Melen (Atog-Boga)

Il est né de la sédentarisation d'un groupe de Bagyeli sur recommandation de feu Mvogo Simon. Ce dernier était un grand notable du village Melen, doublé des qualités de grand guérisseur. Comme dans certains autres villages, la puissance d'un notable se mesurait aussi par la présence dans son fief des groupes de serviteurs. Non seulement feu Mvogo Simon, un Bantou du village Melen à une trentaine de kilomètres de Bipindi était déjà respecté voire craint pour ses activités de guérison, son auréole allait grandissante avec la présence des « Pygmées » à son service ; les « Pygmées » étant aussi réputés non seulement de grands chasseurs mais également de grands « mystiques ». Pour leur cosmologie et leur disponibilité au service, feu Simon Mvogo avait à sa disposition un groupe de « Pygmées » Bagyeli. Ce groupe au départ ne vivait pas au village. Il habitait la forêt Bok (voisine au village) où il menait ses activités de chasse et de cueillette mais venait de temps en temps au village. Feu Mvogo Simon leur donnait à manger et même de l'argent et sollicitait leurs services. Ils lui apportaient entre autres du gibier. Quelques décennies plus tard ce groupe a migré pour se rapprocher du village. D'abord localisés à quelques deux kilomètres du village, ils sont finalement venus habiter avec les Bantou. Feu Mvogo Simon, le « tuteur » de ce groupe Bagyeli est aujourd'hui décédé mais ce groupe de « Pygmées » est toujours en place de génération en génération. À l'heure actuelle les Bagyeli de Melen habitent le village tout à côté des Bantou (Ewondo-Evouzok).

Contrairement à leurs anciens campements aussi bien à proximité du village que loin en forêt le campement de Melen présente des différences à plusieurs niveaux. Au niveau de la disposition des cases, les Bagyeli de Melen ont leurs cases alignées le long de la route comme le sont les maisons des Bantou. Mais ici sur les quatre maisons composant le campement les maisons forment quasiment un demi cercle pour une sorte de communion de leurs habitants. Autres éléments de différence, ces maisons sont faites en terre battue et leurs toitures sont en tôles ondulées. Dans ce campement il y a un chef qui est aussi un chef de famille. Il y a aussi un guérisseur. La doyenne est la fille d'un ancien guérisseur réputé et qui a aussi longtemps été chef de famille. En dépit de leur proximité géographique avec les Bantou, les Bagyeli de Melen sont encore et toujours portés vers les activités traditionnelles à savoir la chasse, la pêche, la cueillette, bien que pratiquant un peu d'agriculture et surtout les échanges de services (les femmes Bagyeli travaillent parfois dans les champs de vivres ou plantations des Bantou contre de l'alcool, les vêtements, les vivres, la nourriture ou de l'argent).

Ce sont presque les mêmes dispositions dans le campement de Ngovayang II.

- À Ngovayang II

Ngovayang II se trouve aussi à une trentaine de kilomètres de Bipindi sur la route Bipindi-Lolodorf sur l'embranchement qui part de l'hôpital et la mission catholique de Ngovayang. La mission catholique de Ngovayang et l'hôpital hyponyme sont reconnus comme étant les foyers d'encadrement des « Pygmées » sur le plan social et particulièrement au niveau de la santé. En effet même si le campement Bagyeli de Ngovayang II n'entretient pas de relations directes avec la mission catholique ou l'hôpital de Ngovayang, il est à noter que l'hôpital de Ngovayang qui est l'émanation de l'Église catholique est très proche des « Pygmées ». Ce sont les Petites sœurs de Jésus qui ont fondé le Fondaf (fondation de notre Dame de la forêt) à Bipindi ; fondation qui s'occupe de la santé des Bagyeli d'abord, ensuite de leur éducation. Une fois partie de Bipindi, la même congrégation religieuse s'est installée à l'hôpital de Ngovayang où elle a ouvert un volet pour les soins des « Pygmées ». Les Bagyeli se soignent ici gratuitement. Les soins médicaux et les visites tout comme les médicaments sont supportés par les membres de la congrégation des Petites sœurs de Jésus¹⁰⁹ et leurs partenaires.

¹⁰⁹ Ce sont les membres de cette congrégation religieuse qui dirigent cet établissement hospitalier.

Le campement de Ngovayang II est situé à quelques cinq kilomètres de l'hôpital et de la mission catholique de Ngovayang. Contrairement au campement de Melen, celui de Ngovayang ne compte que deux cases qui sont faites en matériaux locaux : murs en terre battue, toitures en nattes de raphia. Les meubles ont presque le même confort ; les lits sont en bambous de raphia, les greniers sont en bâtons, ou bambous de chine alors que les étagères sont bâtons et branchages coupées dans la forêt environnante. Quant à la disposition des cases, elle est comme celle de règle dans la plupart des campements des « Pygmées » se sont sédentarisés en bordure des routes et tout proche des autres groupes ethniques bantous. Les cases sont ici alignées le long de la route, les habitudes ici sont aussi hybrides, puisées à la fois dans l'univers traditionnel bagyeli en ce qui concerne les activités ancestrales ou classiques des « Pygmées » ; la chasse, la cueillette, la pêche ; activités auxquelles s'ajoutent subsidiairement et sans grand enthousiasme les occupations empruntées aux autres groupes ethniques (ici le Fangs) à savoir l'agriculture, l'élevage, la production du vin de palme. Les habitants de ce campement restent attachés à leurs « frères » qui ont des campements dans la forêt pas très lointaine de leur site actuel ; ainsi les visites sont fréquentes entre les deux sites ; cela est possible lors des parties de chasse qui se déroulent en forêt ou alors à l'occasion des rites et autres cérémonies.

Pour ce qui est de l'organisation sociale il existe ici un aîné qui est de ce fait le chef de famille ou du campement. Il y a également un devin guérisseur et des chasseurs. Quelques femmes de différents âges sont également présentes sur les lieux. Chez Saro, à Kouambo, Bidjouka, Melen ou à Ngovayang II, les campements des Bagyeli, en dehors de quelques variantes ont quasiment la même organisation sociale. Bahuchet¹¹⁰ (1992 : 347) évoquant l'organisation sociale dans l'ancienne culture Baakaa (« Pygmées » anciens ancêtres des Baka et Aka), relève « une structure sociale lâche, sans organisation intra-ethnique, qui s'adapte rapidement aux variations saisonnières et régionales des ressources ». Bahuchet¹¹¹ note aussi que la base socio-économique les « Pygmées » anciens était le campement, « groupe local de faible envergure, constitué autour d'une famille étendue à filiation patrilinéaire »¹¹². Ce qui est observé chez les « Pygmées » anciens hier existe et persiste encore aujourd'hui non seulement chez les Aka et les Baka, mais également chez l'autre ethnie de « Pygmées », les Bagyeli. Certes il y a quelques petites nuances dans la structuration des campements qui ont gardé leur socle. Les petites nuances possibles ici et là tiennent à la grandeur du campement, au nombre de ses habitants qui varie d'un site à l'autre. Elles tiennent aussi au degré d'intégration de ses habitants aux côtés des Bantou où ils se sont sédentarisés. Mais de manière générale cette intégration reste problématique.

¹¹⁰ Bahuchet a surtout étudié les Aka qui habitent la République centrafricaine et les Baka qu'on retrouve dans la région de l'Est Cameroun. Selon Bahuchet, les deux ethnies « pygmées » viennent de la même ethnie primitive : les Baakaa.

¹¹¹ Op.cit

¹¹² Bahuchet (1992) cité par Mireille Zoa (2013 : 14).

Une tentative de cette intégration s'est voulue à travers le Fondaf, une œuvre missionnaire en faveur des Bagyeli. Les lieux ne sont pas un campement au sens strict mais ils constituent une sorte de plaque tournante des Bagyeli dans la localité de Kribi.

- Le Foyer Notre dame de la Forêt (FONDAF)

Le Foyer Notre Dame de la forêt est une structure créée par l'Église catholique. Il appartient aujourd'hui au diocèse de Kribi (Bipindi qui abrite la structure a d'abord été sous l'autorité du diocèse de Douala, puis du diocèse d'Ebolowa-Kribi, enfin de celui de Kribi). Elle a été cédée aux laïcs. Ce sont les membres de la congrégation des petites sœurs de Jésus qui ont créé la maison d'accueil des « Pygmées ». En 1979 les sœurs de l'Assomption ont transformé la maison d'accueil en Foyer notre dame de la forêt. Le Fondaf tente de palier la marginalisation des enfants Pygmées en matière de l'éducation. En effet le Fondaf met à la disposition de ceux-ci un cycle spécial préscolaire dans l'enseignement primaire. Ce cycle rentre dans l'alphabétisation de deux ans. Ici la langue maternelle est utilisée en première année. En deuxième année, les enseignements sont dispensés en français ; les lauréats passent au cours préparatoire II et vont l'école catholique. Étant donné que les enfants Pygmées sont souvent maltraités et méprisés par les enfants des autres

ethnies (Bantou) au sein des autres établissements scolaires ordinaires les missionnaires ont donc mis sur pied cette organisation où les enseignements de base sont dispensés aux enfants bagyeli. Les enseignements sont calqués et adaptés à l'environnement immédiat des enfants selon la méthode ORA (observer, réfléchir, agir). Ces enseignements sont en relation avec les valeurs culturelles des récipiendaires. Mais le Fondaf n'est pas seulement un centre d'enseignement, c'est aussi un lieu de résidence. Les enfants sélectionnés dans les différentes familles bagyeli y résident le temps d'une année scolaire après laquelle les enfants retournent dans leurs familles respectives le temps des congés et vacances.

Les enfants issus du Fondaf peuvent continuer plus tard à l'école primaire de la mission catholique et après dans les établissements d'enseignement secondaire public ou privé (Cetic : collège d'enseignement technique, lycée, Centre de Promotion de la Femme et de la Famille appelé maison de la femme, à l'école d'agriculture du diocèse à Kribi, et dans d'autres centres de formation, etc.,). Le Fondaf se targue ainsi d'avoir reçu de nombreuses générations d'enfants bagyeli en son sein. Nombre d'entre eux sont devenus moniteurs dans la même structure (75 % du personnel du Fondaf sont ses anciens pensionnaires).

Bien que le Fondaf ne soit pas un campement, il joue un rôle social indéniable en faveur des Bagyeli. Le cadre est pratiquement l'une des plaques tournantes pour les Bagyeli dans la localité de Bipindi. Certes tous les enfants Bagyeli ne passent pas par là pour de nombreuses raisons (le repli sur la tradition, le refus pour leurs parents de s'arrimer à la modernité, de s'ouvrir à l'extérieur, ou de déboursier la somme de 5 000 F CFA, soit 10 dollars américains), mais le Fondaf qui bénéficie de l'appui de quelques bienfaiteurs étrangers constitue une référence pour les Bagyeli à Bipindi. Il est ainsi en contact avec de nombreuses familles Bagyeli et par conséquent de nombreux campements. Les parents des enfants Bagyeli y viennent régulièrement pour des réunions ou pour rendre visite à leur progéniture. La structure compte un bâtiment administratif qui sert aussi de résidence pour les laïcs responsables du foyer qui s'en occupent. Ce bâtiment est moderne. Il est construit en matériau durable, les murs sont faits en béton, et peints. La toiture est faite en tôles ondulées ; le sol est cimenté. Les meubles sont modernes. Tout à côté du bâtiment administratif, il y a un bâtiment qui abrite la salle de couchage pour les parents de passage. Il y a également des bâtiments abritant les salles de classe et ceux des dortoirs des élèves. Ici aussi le matériau est définitif même s'il est moins luxueux. Le FONDAF bénéficie d'une adduction d'eau. Il dispose aussi des installations de télévision notamment une antenne parabolique. Mais en dehors de cet air de modernité, les activités (danses) traditionnelles sont de temps en temps organisées. Le souci pour les encadreurs est de préserver la culture des Bagyeli. Une fois les vacances arrivées, les enfants du

Fondaf rejoignent leurs campements respectifs avec leur organisation et leurs réalités. Le fait marquant dans ces campements reste les rôles des différents acteurs. Dans les campements des Bagyeli visités ou non de manière spécifique ou dans les campements des « Pygmées » de manière générale les rôles des uns et des autres sont déterminés et visibles à travers leurs activités au quotidien.

6.2 Le quotidien des Bagyeli

Dans les différents campements visités, le quotidien est meublé par les principales activités. Ce sont principalement la chasse, la cueillette, la pêche et parfois l'agriculture. L'élevage est certes présent mais il se présente très souvent sous la forme la plus embryonnaire.

6.2.1 Les activités des Bagyeli

- La chasse

Elle est l'activité de prédilection des Bagyeli. Il existe différents types et différents degrés de chasse. La chasse ordinaire, c'est elle qui constitue le quotidien des Bagyeli de tous les campements que nous avons visités. Elle consiste en plusieurs techniques : la chasse au rat. C'est l'apanage des femmes et des jeunes. Elle consiste à aller

cherche les rats dans leur trou. À l'aide du feu et des feuillages que les Bagyeli brûlent ils parviennent à faire sortir les rats de ces trous. Ces bêtes sont soit abattus à leur sortie de trou à l'aide de gourdins ou machette soit alors quand ils ne les creusent tout simplement pas. Les bêtes ainsi débusquées sont poursuivis par les chiens qui finissent par les attraper. Cette technique s'opère autour du campement ou à proximité des villages. Elle peut aussi avoir cours en forêt. L'autre technique consiste à parcourir la forêt ou les broussailles, à l'aide des chiens chasseurs qui détectent les animaux, ils débusquent les bêtes de tout genre : antilope, porc épics, serpent. Si le premier genre de chasse est opéré en priorité par les femmes la seconde catégorie est générale ; elle peut être effectuée aussi bien par les hommes que par les femmes. Quand ils parcourent la forêt dans la deuxième catégorie de chasse, les Bagyeli peuvent siffler ou imiter le cri des animaux. Ceux-ci attirés par les mimes peuvent s'approcher et se faire ainsi tuer ou capturer.

L'autre technique de chasse implique aussi de tendre les pièges. Il est question de parcourir la forêt et de dépister les pistes que les animaux fréquentent pour leurs besoins. À vue d'œil l'on peut savoir si ces petits chemins sont très fréquentés ou pas. Leur fréquentation peut être assortie d'empreintes de pattes sur le sol. C'est là que les pièges sont posés. Ceux-ci existent sous diverses variantes. Les pièges peuvent aussi se poser sur les troncs d'arbres et de préférence les vieux troncs qui ont déjà fait corps

avec l'environnement. La chasse ordinaire peut aussi se faire à l'aide d'une arbalète, une sorte de bois taillé et courbé en demi-cercle. Ces deux extrémités sont reliées par une corde par où sont armées les flèches empoisonnées. Ces flèches seront par la suite décochées en direction des animaux qui trouveront la mort par la suite. Ces techniques sont pratiquées par les habitants de tous les campements visités. Les « Pygmées » Bagyeli à l'instar de Saro, pratiquent déjà également la chasse au fusil. La chasse au piège tout comme celle à l'arbalète ou au fusil est l'apanage des hommes.

Parmi les types de chasse, il y a également la chasse au filet. Elle consiste à entourer une parcelle de forêt de filets. La parcelle ainsi encerclée va faire l'objet d'une fouille de telle manière que les bêtes qui s'y trouvent et qui pourront prendre fuite seront stoppées par les filets qui pourraient les enrouler, facilitant ainsi leur maîtrise. Les chasseurs ne pourront donc venir que les assommer. Ici tout le monde est mis à contribution ; les femmes, les hommes et les enfants. Parmi les bêtes généralement attrapées, il y a les singes (*simiiformes*), les porcs épics (*hystrix cristata*), les lièvres (*cephalophus melanoreus*), les antilopes (*antilope cervicapra*), les rats (*rattus rattus*), les civettes (*civettictis civetta*), etc.

La chasse à l'éléphant, elle, demande beaucoup de sacrifices et se fait à l'aide des flèches. Elle est réservée aux hommes de préférence aux initiés. Même si elle se fait encore dans les campements éloignés ce mode de chasse n'est plus en pratiqué dans les campements de Bipindi et environs, la raison : les éléphants se font rares voir inexistants dans cette partie du pays. Mais quelque soit le type de chasse surtout pour la grande chasse ou la chasse au filet, à l'arbalète certains préalable sont nécessaires. Généralement les Bagyeli préparent spirituellement leurs parties de chasse. Ils se réunissent la nuit de la veille, en demandent à leurs esprits. L'un des indices de cette préparation est la participation des femmes. Avant tout départ à la chasse, c'est la femme bagyeli qui doit donner la chance à son époux pour que la chasse soit fructueuse. Très tôt avant de partir pour une partie de chasse la femme bagyeli bénit son homme. La femme va aussi y participer physiquement soit par les chants soit qu'elle se rend elle-même sur les lieux. Dans cette catégorie de chasse elle y prend part comme chasseuse. Mais l'autre activité de prédilection des femmes bagyeli en particulier et des « Pygmées » Bagyeli en générale est la cueillette.

- La cueillette

Les Bagyeli comme tous les autres groupes « Pygmées » sont chasseurs mais aussi collecteurs (hunteurs-gatherers). Abéga relate ainsi leur relation avec la forêt :

La forêt est la mère nourricière : elle met sa faune et sa flore à la disposition des hommes. Ces biens sont relativement peu transformés avant d'être investis dans l'alimentation, l'architecture, la pharmacopée ou les activités économiques (...) Le succès à la chasse et à la cueillette dépend, non du contrôle des hommes, dans cette culture, mais du don de la nature. Cela implique un comportement en harmonie avec les forces de la nature. (Abéga, 1998 : 24-25)

Celle-ci regorge donc de tout ce dont le Bagyeli a besoin. Ainsi les Bagyeli ramassent les fruits, les champignons, les chenilles. Parmi les fruits les plus prisés par les Bagyeli il y a les *irvingia gabonesis*, encore appelés « mangues sauvages ». Ces fruits sont de plusieurs utilisations. Leur chair est sucrée et est consommée aussi bien par les êtres humains que par les animaux. Ces fruits renferment de l'amande, qui une fois récoltée, séchée est à la base des sauces très appréciées. L'autre produit aux mêmes vertus est le fruit de moabi. Les fruits de moabi, appelés *Baillonella toxisperma* sont appréciés aussi bien pour leur chair que pour l'huile recueillie de leur amande. Les Bagyeli, une fois dans la forêt ciblent particulièrement ces deux fruits. À ceux-ci s'ajoute un fruit toxique et que les Bagyeli utilisent pour empoisonner les flèches de leurs arbalètes utiles pour certaines de leurs parties de chasse. En dehors de l'usage des Bagyeli eux-mêmes, ces fruits sont aussi appréciés par les Bantou. Il n'est donc pas exclu que ces derniers passent les commandes auprès des Bagyeli. Les Bagyeli ramassent aussi les escargots. Autre produit prisé par les Bagyeli, le miel naturel. Les Bagyeli le retrouvent dans les vieux troncs d'arbres ou alors sur les arbres debout dans la forêt ou à proximité des villages et campements. Tout comme

les fruits, le miel est consommé par les Bagyeli. Celui-ci fait également l'objet de commerce avec l'extérieur et notamment les Bantou. Les échanges se font sous forme de troc, en nature, contre du vin, du sel, des habits ou alors dans la forme moderne, contre de l'argent. Le même mode de paiement est observé pour le gibier. Si la chasse et particulièrement la grande chasse est réservée prioritairement aux hommes, la cueillette et le ramassage sont le monopole des femmes. Ce sont également les femmes qui pratiquent en priorité la pêche.

- La pêche

La pêche est effectuée dans les rivières et ruisseaux qui coulent à proximité des campements des Bagyeli. Elle se pratique de différentes manières. Il y a principalement la pêche au barrage et la pêche à la nasse. La pêche au barrage consiste à barrer une partie d'un cours d'eau qu'on estime poissonneux. Le barrage se fait à l'aide de la terre, ou la boue creusée en bordure de la rivière. Mais bien avant de placer la boue, l'on dispose d'abord des vieilles branches ou de vieux troncs d'arbres le long du tracé du barrage sous forme de socle ou de charpente. C'est donc après qu'on va y poser la boue en forme de bloc. La partie du cours d'eau ainsi barrée sera vidée de son eau. Une fois l'eau vidée, il ne restera plus qu'à prendre le poisson qui s'y trouve. Le poisson recueilli, le barrage sera rompu afin que le cours d'eau retrouve sa forme initiale.

La pêche à la nasse est tout autre. Elle consiste à jeter les nasses à certains endroits d'un cours d'eau. Les nasses elles-mêmes sont des sortes de cages faites de bambous tissés avec les lianes. Elles laissent passer de l'eau. Avant de les disposer dans le cours d'eau, on y met de la nourriture sous forme d'appâts : noix de palme, morceaux de manioc, les restes de repas, etc., Les nasses sont généralement déposées la veille et le lendemain à la visite l'on recueille le poisson, les crabes qui sont entrés dans la nasse. L'autre forme de pêche consiste à longer le long des cours d'eau pour ramasser les petits escargots logés à certains endroits : vieux troncs d'arbres et autres pierres ; l'on peut aussi vider les morceaux de bambou de chine qui séjournent dans l'eau. Les poissons s'y réfugient. Leur vidange sur le rivage permet d'attraper du poisson qu'ils contiennent. À ces activités de chasse et de pêche, traditionnelles chez les Bagyeli viennent se greffer et depuis quelque temps de nouvelles occupations à l'instar de l'agriculture.

- L'agriculture

Avec plus ou moins de succès l'agriculture fait son entrée dans les habitudes des Bagyeli. Mais il faut reconnaître qu'elle est encore timide. Elle est pratiquée beaucoup plus comme complément aux activités principales que sont la chasse et la cueillette. Chez les Saro par exemple les activités agricoles occupent la moitié des activités. La sédentarisation est en l'une des raisons. Au campement de Saro, sa

famille y est fixée depuis des décennies. Les habitants du campement se déplacent certes de temps en temps mais ils sont plus permanents. Saro, son frère Gwodog et leurs familles disposent ainsi des champs de vivres et de cacaoyères. Mais Saro et son frère sont au nombre des rares Bagyeli qui s'adonnent à l'agriculture. Les autres Bagyeli qui s'y intéressent pratiquent surtout une agriculture de subsistance. À Maschuer-Maschuer, les Bagyeli pratiquent aussi bien la chasse, la cueillette que l'agriculture. Ici l'on dispose aussi de champs de vivres. Ils cultivent du manioc, du macabo, du plantain. Ces cultures sont pratiquées autour des campements ou pas loin des villages. Il en est ainsi de Ndamayo, de Bidjouka, Atog-Boga (Melen), Ngovayang II, etc. Le fruit de l'agriculture pratiquée sert de complément au produit de chasse, de pêche ou de cueillette. Lorsqu'il y a un excédent, celui-ci est vendu.

Les Bagyeli sont certes plus intéressés à la chasse et la pêche qu'à l'agriculture. Mais il faut relever que les Bagyeli font face à un problème d'espace. Ceux qui sont comme Saro font face au problème foncier. À Melen par Atog-Boga, Meboua, l'une des habitantes du campement s'en plaint régulièrement. Elle affirme que l'on menace même de les déloger d'où ils sont. Elle trouve que c'est dommage et que c'est en contradiction avec non seulement le « pacte » signé avec les Bantou dans le village en question où les premiers contacts ont été favorisés avec le notable feu Simon Mvogo.

La situation est vécue dans la plupart des campements où l'on compte aussi parmi les activités l'élevage.

- L'élevage

L'élevage dans les campements que nous avons visités comme chez les bagyeli est tout nouveau. Il reste même embryonnaire. L'activité est encouragée par la sédentarisation des Bagyeli, et favorisée par l'encadrement des ONG et certains partenaires au développement. L'élevage pratiqué ici est celui de la volaille, du porcin et rarement du caprin. Le produit de ce petit élevage est destiné à la consommation bien que la viande de l'élevage n'est pas prisée chez les Bagyeli qui estiment que la meilleure viande est celle qui provient de la chasse. À côté des nouvelles activités que sont l'agriculture et l'élevage, presque notées dans la plupart des campements des Bagyeli sédentarisés, il y a une autre activité qui voit le jour dans certains campements. C'est l'extraction de l'or.

- L'extraction de l'or

Cette activité a vu le jour avec l'implantation de nouveaux services étatiques dans l'exploitation de l'or dans la zone de Bipindi et environs. Ce service a pour nom le CAPAM. Mais cette activité n'est pas répandue dans tous les campements. De tous les campements visités c'est seulement à Maschuer-Maschuer que les Bagyeli s'adonnent à cette activité nouvelle. Autre élément non négligeable à ajouter, l'extraction de l'or enregistrée Maschuer-Maschuer reste très embryonnaire et artisanale bien que l'activité présente un engouement certain de certains Bagyeli. L'attrait qu'on relève au sujet de l'activité ici tient à son apport sur le plan économique. Les Bagyeli y trouvant rémunération. La vie économique du Bagyeli est un secteur intéressant dans la mesure où elle détermine également sa condition et indique son statut. Un aperçu a été fait à travers nos visites dans certains campements.

- La pharmacopée et la médecine traditionnelles

Chez les Bagyeli la pharmacopée traditionnelle est très développée. Elle a trait à la connaissance des espèces fauniques, les herbes, les arbres, les lianes, les racines, les écorces. Les Bagyeli savent à quoi sert telle ou telle espèce et surtout quelle maladie

soigner avec quoi. Chez les Bagyeli comme d'ailleurs les Bantou, les herbes jouent un grand rôle dans les soins de santé. Les herbes et les écorces soignent un grand nombre de maladies : le paludisme, la jaunisse, le mal des yeux, le mal de ventre, les vers, etc., Chez les Bantou qui ont pris l'habitude des hôpitaux, dès qu'une maladie est déclenchée, le malade se tourne d'abord vers la médecine traditionnelle. C'est en cas d'échec de celle-ci que le malade se tourne vers la médecine moderne. Mais chez les Bagyeli cette alternance n'a pas cours. Pour les Bagyeli, tout est dans la médecine traditionnelle. À la connaissance des plantes s'ajoutent les éléments d'ordre cosmique, la consultation des esprits. Les Bagyeli trainent ainsi une réputation d'herboristes et de guérisseurs. Cette réputation a longtemps franchi les frontières du clan pour s'imposer même aux Bantou. Les usagers viennent ainsi de loin pour s'offrir les soins dans les campements des Bagyeli. Les raisons sont multiples : soins pour des maladies ordinaires, maladies occultes ; sorcellerie, problèmes de maternité, attirance des hommes, mariage, etc., Chez les Saro, habite un guérisseur-devin qui a accueilli en notre présence des femmes qui sont venues se faire soigner pour des problèmes de maternité et de mauvais sort. Seh, le guérisseur Bagyeli les a soignées. Le même constat est fait aux campements de Ndamayo, Ngovayang II. Ici comme là, le guérisseur consulte d'abord les malades ou les nécessiteux. À l'aide d'un miroir qu'entourent d'autres « outils » (peaux d'animaux, plumes d'oiseaux, queux ou dents de bêtes, etc.) le soignant détecte l'objet ou la cause du mal de ses patients. La consultation se passe dans une chambre où ne se trouvent que le guérisseur, le malade

et une personne très proches du patient. La consultation permet non seulement de détecter les causes du mal mais aussi de savoir si le mal peut être conjuré ou non. Dans l'affirmative, le guérisseur saura quel genre de remède aller chercher. Les guérisseurs Bagyeli consultent généralement avec l'aide des esprits. Ceux-ci les guident à détecter le mal et leur indiquent les plantes appropriées. Mais les esprits interviennent surtout en cas de situation préoccupante. En cas de maladie ordinaire, l'expérience seule du guérisseur peut suffire à détecter la source du mal et à trouver la potion nécessaire. La consultation terminée et le mal découvert, il ne restera plus que des soins à prodiguer aux patients. Les soins peuvent durer aussi longtemps que le mal perdure. Mais il peut arriver des cas très compliqués qui nécessitent des cérémonies spéciales de consultation et de guérison. En pareille circonstance l'on consulte l'esprit de la forêt dans la cérémonie du *Minkuta*. C'est alors cet esprit qui viendra dévoiler à l'assistance l'objet du mal et les moyens de le contrecarrer. À la fin de la période de soins le guérisseur fait une cérémonie d'au revoir au malade. Ici un cérémonial est aussi organisé pour bloquer le mal et blinder le malade afin qu'il ne récidive point dans son mal. Mais la pharmacopée et la médecine traditionnelle Bagyeli n'attirent pas que les malades. Les hommes et femmes en quête d'ascension sociale y vont également tout comme celles des femmes qui souhaitent se marier aux blancs ou aux hommes socialement aisés.

Les campements des Bagyeli de Bipindi accueillent ainsi de temps en temps les visiteurs pour ces fins en provenance des grandes villes. La maîtrise de la pharmacopée et la pratique de la médecine traditionnelle constituent chez les Bagyeli un grand atout sur le plan économique, tant l'activité a des retombées importantes.

6.2.2 La vie des Bagyeli sur le plan économique

La vie économique des Bagyeli est préoccupante car elle repose sur une économie traditionnelle. À la lumière des différentes activités relevées ci-dessus le sort des Bagyeli ne peut être reluisant. Les Bagyeli à ce jour pratiquent principalement la chasse et la cueillette et accessoirement l'agriculture. Le produit de la chasse est prioritairement voué à la consommation. C'est le surplus qui peut être vendu or celui-ci ne peut être d'importance ; le Cameroun appliquant une réglementation très stricte en matière de braconnage. En effet le gibier découvert est immédiatement saisi. Par ailleurs le gibier vendu aux Bantou, parfois ne l'est pas à juste prix. Quelquefois le gibier vendu n'est pas payé et le Bagyeli qui en est le propriétaire peut faire l'objet de brimades ou menaces de la part du Bantou. Ce dernier peut même en arriver à la bastonnade.

Progressivement quelques Bagyeli s'intéressent à l'agriculture. Dans certains campements comme à Maschuer on pratique un peu d'agriculture. Chez les Saro aussi et à Melen. À Ndamayo, c'est à une dimension très réduite. Au Fondaf, même si la vocation n'est pas l'agriculture, le foyer dispose d'une petite palmeraie qui sert aux besoins et au fonctionnement de la structure. Le produit de la palmeraie est extrait et écoulé. Selon la responsable du Fondaf la palmeraie a produit pour 888 Euros, soit environ 1154 dollars en 2011-2012¹¹³. Cette palmeraie sert aussi d'apprentissage aux jeunes Bagyeli. Seuls les Bagyeli qui pratiquent l'agriculture peuvent espérer un léger mieux dans leurs rentrés économiques. Saro tout comme son frère ou les habitants de Maschuer-Maschuer ont de temps en temps de revenus améliorés. À titre d'exemple Saro peut avoir trois sacs de cacao par an. Ce qui est dérisoire mais le revenu est plus important que chez d'autres qui n'en pratiquent pas. Ces revenus lui permettent de scolariser certains de ses enfants qui ne vont pas nécessairement au Fondaf mais à l'école publique de Bipindi. Ce qui est déjà une prouesse pour un Bagyeli. En plus de l'agriculture qui peut être source de revenus il y a l'extraction de l'or pour les habitants du campement de Maschuer-Maschuer. Ceux-là en plus de l'agriculture qu'ils pratiquent et dont ils peuvent vendre les fruits, peuvent encore avoir un peu d'argent dans l'exploitation de l'or. Bien que l'activité soit artisanale elle rapporte pour l'économie du Bagyeli. Même les Bagyeli qui pratiquent l'agriculture ne s'en sortent vraiment pas. D'abord l'agriculture pratiquée

¹¹³ Rapport d'activités année scolaire 2011-2012. Fondaf, Foyer Notre Dame de la Forêt.

est de faible envergure et concerne peu les cultures d'exportation. Ensuite l'agriculture pratiquée concerne surtout les cultures vivrières. Enfin les Bagyeli ne peuvent pratiquer que l'agriculture de petite dimension car ils font face au problème foncier au-delà du désintérêt qu'ils manifestent de manière générale vis-à-vis de l'agriculture.

L'autre source de revenus des Bagyeli est la pratique de leur médecine traditionnelle. Chaque Bagyeli a une bonne connaissance des plantes, des écorces. Constamment les Bagyeli usent de ces connaissances avec des contreparties qui sont soit en nature soit en espèces sonnantes. Si l'activité est précaire dans l'ensemble elle est plus porteuse chez les guérisseurs ; chez ceux qui se sont spécialisés dans la médecine. Ici la connaissance des herbes, des plantes et des écorces est certes nécessaire mais très souvent les forces mystiques entrent en jeu. La consistance tient non seulement à la spécialisation mais surtout au sérieux qu'on y met par l'initiation, le respect des règles et principes consacrés en la matière et définis soit par les maîtres initiateurs, ou par les esprits qui font l'objet de consultation. Ici aussi le guérisseur obtient sa rémunération en nature ou en espèces. Ici il y a deux sortes de contribution au moins pour le malade. Celui-ci doit souvent au préalable déboursier certains droits généralement en nature. Ces premières contributions servent à la consultation du patient : ça pourrait être une poule ou un coq, une chèvre, des alcools, de la cigarette

ou du tabac. À ce matériel peut s'ajouter une somme d'argent. Ici il n'y a pas de règles fixes, les exigences dépendant des guérisseurs. Une fois le malade rétabli, le soignant peut aussi lui demander une contrepartie, cette fois, très souvent en argent. La somme n'est pas fixe. Elle est fonction du guérisseur, du type de maladie ou de la gravité de cette dernière. Un malade peut par exemple déboursier 40 dollars, 80 dollars, un peu moins ou beaucoup plus. La contrepartie peut tout simplement être symbolique. Les guérisseurs comme Bikanda Mbang à Ndamayo ou Seh à Bipindi basent leurs entrées économiques sur la pratique de la médecine traditionnelle. La médecine traditionnelle est une source de revenus pour les Bagyeli mais elle n'est pas aussi valorisée et payée à concurrence des exigences qu'impose l'économie moderne. La rentabilité de la médecine traditionnelle chez les Bagyeli reste ainsi déficitaire voire insignifiante. L'autre élément qui la fragilise aujourd'hui est la disparition de la forêt et la destruction de l'environnement. Avec eux, la disparition des espèces de plantes, d'herbes, base de la médecine et de la pharmacopée Bagyeli.

Face à leur faible tissu économique les Bagyeli de Bipindi et les environs se trouvent dans un état de vulnérabilité sur le plan économique, comme le dit Castel (1995), ils vivent dans « une condition marquée par une vulnérabilité de tous les instants ». Ils vivent dans une condition non exempte d'une insécurité sociale, voire politique. En effet l'observation faite sur les plans socio économiques ne diffère guère de la

situation politique. En effet le champ politique est l'un des corollaires de la condition de vulnérabilité dans laquelle vivent les Bagyeli.

6.2.3. Une absence remarquée dans le champ politique

Au niveau de la présence sur le champ politique, les Bagyeli de Bipindi sont presque inexistantes. La vie politique à Bipindi est marquée par la présence de quelques formations politiques. Ce sont le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) au pouvoir, l'Union des Populations du Cameroun (UPC) parti nationaliste ayant lutté et milité pour l'indépendance du Cameroun¹¹⁴. Ces deux formations politiques sont les deux plus grandes forces politiques de la localité. En effet Bipindi est localisé dans la Région du Sud Cameroun, « fief naturel du RDPC », parti au pouvoir. L'ancrage du parti est donc important ici. Quant à l'UPC, elle garde l'ancrage de l'époque coloniale insufflé par ses premiers dirigeants dont certains de l'ethnie Bassa représentée dans la localité. C'est beaucoup plus à ce titre de souvenir et de cet attachement d'une part à ces grands leaders et par appartenance à l'ethnie du premier Secrétaire général Ruben Um Nyobe que le parti compte encore des militants et sympathisants dans la localité. À ces deux partis s'ajoutent symboliquement l'Union Nationale pour le Démocratie et le Progrès (UNDP) et le Social

¹¹⁴ L'UPC a vu ses leaders dont son mythique et charismatique Secrétaire général Ruben Um Nyobe assassinés par l'administration coloniale.

Démocratique Front (SDF). Ces deux dernières n'ont pas de réelle influence ni d'impact sur la localité en terme d'adeptes. La participation des Bagyeli dans la vie de ces différentes formations politiques est hypothétique voire non plausible. Un Bagyeli peut toutefois arborer la tenue ayant l'effigie du RDPC, de son président national ou du président de la République du Cameroun mais cela est sans grande signification pour lui. Le vêtement ou l'affiche est pour lui surtout un habit, de quoi se vêtir ou se couvrir le corps ou alors un ornement qu'autre chose. Il n'est donc pas rare qu'un Bagyeli arbore un des tissus-pagne des ces partis politiques alors qu'il n'est n'en est membre. La maison de Saro est ainsi parée d'effigie du président de la République Paul Biya en campagne tout comme sa profession de foi. La stigmatisation des Bagyeli dans les autres secteurs est aussi perceptible dans le domaine politique.

Autre indice de cette stigmatisation sur le plan politique se trouve au niveau de la représentativité au niveau des sphères de décisions. Au niveau national, aucun Bagyeli en général et particulièrement de Bipindi n'est présent à l'Assemblée comme député, titulaire ou suppléant. Le même constat est valable pour le Sénat qui représente les collectivités territoriales décentralisées : aucun représentant du groupe ethnique. Au niveau local, Bipindi ne compte aucun conseiller municipal Bagyeli durant les mandats successifs jusqu'en 2013. Ce n'est qu'aux élections du 30

septembre 2013 qu'on retrouvera une Bagyeli sur la liste du parti au pouvoir pour les municipales. Mme Messila Philomène Pulchérie est ainsi la première Bagyeli à siéger au conseil municipal de la localité qui compte 25 conseillers et qui est censé regrouper les différentes composantes sociologiques de la contrée. Mais cette opportunité n'a même pas pu être comblée lors des élections législatives et municipales du 30 septembre 2013 permettant de désigner les conseillers municipaux et les représentants à l'Assemblée nationale. Plus tôt, au mois d'avril 2013, c'était les élections sénatoriales ; les toutes premières du Cameroun. Là aussi les Bagyeli n'ont pas pu être parmi ces représentants des collectivités territoriales décentralisées¹¹⁵. Cette non représentativité des Bagyeli fait d'eux des gens inexistantes sur le plan politique : aucune représentation, aucun porte-parole, aucun poids. Pourtant les Bagyeli sont des êtres humains comme tous les autres et veulent se considérer comme des camerounais à part entière. Ils ont comme tout le monde des loisirs contenu dans leur univers culturel.

¹¹⁵ Le sénat existe comme institution au Cameroun depuis la révision constitutionnelle du 18 janvier 1996. Cette deuxième chambre du parlement camerounais comprend 100 membres à raison de 10 membres par Région. Les sénateurs représentent les collectivités territoriales décentralisées que sont les Régions, les communes. Sur les 100 sénateurs, 70 soit 7 par régions sont élus tandis que 30 ou 3 par région sont nommés par le Président de la République. Même parmi les sénateurs nommés ne figure aucun ressortissant Bagyeli.

6.2.4. L'univers socio culturel

L'univers culturel des Bagyeli tel qu'apparu dans les camps visités apparaît sous formes de jeux, danses et rites relevant du visible et de l'invisible, de la cosmologie. En effet chez les Saro comme chez Bikanda Mbang ou à Ngovayang II l'expression de la culture bagyeli se fait au quotidien, à travers les activités mais aussi par le truchement des occasions ou cérémonies. La constance se dégage sur la manière d'être, de croire ou de faire. Cette constance tient aussi à la tranche d'âge et à la catégorie d'activité parmi lesquelles les danses.

- Les danses

Les Bagyeli ont plusieurs types de danse. Le plus connu et réputé que nous avons d'ailleurs observé dans les différents campements visités est le *Bapea*. Le *Bapea* (*Mpea* au singulier) est une curiosité, une danse très courue qui attire même hors du cercle des Bagyeli. Les populations des autres groupes ethniques assistent à son exécution. La danse fait parfois l'objet de commandes en cas de manifestations festives même dans les villages des Bantous. Autrement, il est fréquent que les Bantous invitent les Bagyeli à leurs fêtes pour exécuter la danse *Bapea*. La danse *Bapea* s'exécute de préférence la nuit tombée. Mais les préparatifs commencent dans

la journée. Ils consistent à tresser les tenues des danseurs, à apprêter le matériel : bambous, tam-tams, tambours et bâtons à battre durant la nuit. Une fois la nuit tombée, les danseurs triés sur le volet, presque exclusivement les hommes vont se déguiser à l'aide des feuillages dans la brousse. Le lieu où la danse va se dérouler est aménagé, balayé. Les sièges qui peuvent être les bambous de Chine ou les troncs d'arbres sont disposés sous forme de cercle. Un espace est réservé aux femmes chargées de battre les mains et les bambous. Ce sont aussi les femmes qui sont chargées des chants. Elles les entonnent et les exécutent dans la polyphonie. Un autre groupe d'hommes est en charge de battre les tam-tams et tambours. À un moment donné de la nuit, les danseurs qui ont déjà leur tenue de circonstance viendront sur scène. Sous le son et le rythme des chants et des battements de mains, tam-tams et tambours les danseurs vont faire des contorsions de corps sous le regard attentif et intéressé des spectateurs. Les danseurs feront ainsi des va et vient, de la scène à leur « vestiaire » dans la nature non loin du campement. La nuit sera ainsi faite de spectacle marqué de temps en temps par des pauses. Pendant les pauses, danseurs et surtout batteurs et chanteurs se désaltèrent et prennent leur boisson : du vin de palme, du whisky traditionnel. Ces spectacles sont courants pour exprimer la joie. Ils peuvent être commandés par les Bantous. Lorsqu'un d'eux a des festivités il ne manque pas d'inviter un groupe de Bagyeli pour cette prestation. Mais ces danses et bien d'autres se déroulent régulièrement dans les campements. Nous en avons ainsi vécu dans le campement de Saro, à Ngovayang II, à Melen. Saro lui-même est un ancien grand

danseur de *Bapea*. Les femmes de son campement comme celle d'ailleurs sont réputées pour les chants polyphoniques.

- Chants

Les chants rythment la vie des Bagyeli. En temps de douleur comme en temps de joie. C'est l'apanage des femmes qui peuvent chanter de façon instantanée et parfois spontanée. Ces chants sont exécutés aussi bien à la maison, aux cérémonies que lors des parties de chasse. Ces occasions sont parfois aussi des moments où se déroulent certains rituels ou pour certains rites.

- Rituels et rites

Les Bagyeli ont certains rites que nous avons pu observer. C'est le cas de la circoncision des garçons. Le cérémonial se déroule généralement tôt le matin derrière la maison. Les filles n'y ont pas accès. Par contre les femmes d'un âge avancé y ont droit. C'est à partir de cet exercice que le jeune Bagyeli devient « un homme », il est vrai qu'il existe d'autres étapes selon les activités à mener. Si par exemple le Bagyeli désire être un grand chasseur, il peut s'initier et recevoir l'onction d'un initié qui avant de le faire grand chasseur lui inculque certains principes sans oublier de lui

donner certains interdits. La même démarche est de rigueur si le jeune Bagyeli veut devenir devin-guérisseur. Le statut peut s'obtenir de deux manières; par don naturel auquel cas il n'y a aucune initiation. Il peut aussi s'obtenir par initiation. Ici le postulant qui apprendra auprès d'un guérisseur chevronné recevra de lui non seulement des connaissances mais aussi des interdits qui, si transgressés peuvent mettre à mal son activité. Parfois celui qui viole les interdits peut tomber malade. Tout compte fait lorsque l'initiation est terminée, et qu'il faut introniser le nouveau guérisseur, il y a un rite, celui de la transmission « de la puissance ». Pareil rituel est aussi observé à la fin de guérison d'un malade. Le guérisseur va donc raccompagner le malade à domicile, dans son village ou simplement il est question de se dire au revoir. À l'occasion, le guérisseur va faire un rite pour bloquer définitivement le mal ; il préparera un met spécial pour son malade. Il le lui fera manger à ce moment là qui peut être solennel ou pas. La cérémonie peut être agrémentée de chants exécutés par l'assistance.

Le *manga* ou la grande séance de guérison. C'est l'occasion pour le devin guérisseur de consulter ou de soigner publiquement le malade. La cérémonie se passe la nuit dans une sorte d'assemblée réunie autour du guérisseur qui, à l'aide de ses outils (miroir, peaux et cornes, dents d'animaux, etc.) consulte le malade. De temps en temps des chants sont exécutés par les femmes, tandis que les hommes battent les

tam-tams. La consultation du malade permet de découvrir de quelle maladie il ou elle souffre et en conséquence la démarche à suivre pour recouvrer la santé. Le guérisseur exigera ensuite le nécessaire (coq, chèvre, etc.) pour la guérison. Tout dépendra de la gravité du mal. Chez les Saro, à Ndamayo, Melen ou Ngovayang, pareils cérémonie sont courante. Les malades viennent des campements Bagyeli, ils viennent aussi le plus souvent des villages des Bantous. Ici l'on soigne l'infertilité, « le ver du bas ventre », le mauvais sort, etc. En cas de cas grave les Bagyeli invoquent l'esprit de la forêt. Cela se passe au cours du *Minkuta* ou *Nlambo*.

Le *Minkuta* ou *Nlambo* est une séance de consultation spéciale de l'ancêtre des « Pygmées ». Cet esprit vit dans la forêt et fait corps avec la nature. Les consultations se font en cas de maladie grave ou de situation préoccupante ; par exemple il y a la disette dans les campements ou manque de gibier ou tout autre problème qui nécessite le secours des ancêtres. La cérémonie n'est pas ouverte au public. Seuls quelques hommes et exceptionnellement quelques rares femmes y assistent. Les étrangers y sont admis rarement et par dérogation. Le rituel se déroule dans la nuit, de préférence au campement près du village ou en forêt. Après quelques chants insistants et quelques paroles, cet esprit vient avec grand bruit à l'endroit sollicité se manifester et dialoguer avec ceux l'ont appelé. Il se passe donc un échange sur le sujet au cœur de la cérémonie. Les uns posent les questions puis l'esprit répond en donnant des pistes

de solution au problème évoqué. Après l'entretien l'esprit doit redispairaitre dans la forêt où il vit. Nous avons eu l'honneur d'assister plusieurs fois à ce genre d'échange même si nous étions enfermés dans une case du campement alors que la cérémonie se déroulait dehors. Mais nous pouvions suivre les échanges sans pour autant voir de qui il s'agissait, ni comprendre de quel langue ou déchiffrer ce qu'ils disaient. Seuls les Bagyeli et les initiés qui pouvaient en interpréter et le sens de la cérémonie, et ses articulations et les mots. Les cérémonies de consultation Minkuta ou Njengui se déroulent généralement la nuit et de préférence au campement. Au campement aussi se déroulent de nombreuses autres activités dont les occupations d'ordre ludique. Hormis les chants et danses, il y a aussi différents jeux dont celui à la cible.

- Jeu à la cible

Les Bagyeli comme les autres groupes « Pygmées » sont un peuple de chasseurs par excellence. Parmi les instruments dont ils se servent il y a les lances. Les Bagyeli utilisent ces outils pour le long de leurs parties de chasse ou simplement de leurs séjours dans la forêt. Le Bagyeli en se promenant dans la forêt et à l'aide de ses lances neutralisent les animaux en les transperçant de leurs lances. Ils peuvent aussi s'en servir en visitant les pièges. L'animal qui aura résisté une fois pris au piège se verra ainsi neutralisé définitivement par la lance. C'est le cas du sanglier, du

chimpanzé ou du buffle. L'initiation à l'utilisation de la lance se fait très tôt chez les Bagyeli. Généralement elle se fait par le biais du jeu à la cible. Le jeu consiste à faire rouler une balle ou un fruit et à le transpercer au passage par les bâtons taillés à la façon des lances. En effet la balle ou le fruit ici représente la bête tandis que les bâtons taillés sont considérés comme des lances. C'est ici qu'on apprend et perçoit l'adresse chez les jeunes, donc les futurs chasseurs. Cet exercice est pratiqué dans tous les camps des Bagyeli et même au Fondaf. L'activité est l'apanage des garçons tandis que les claquettes sont la prérogative des filles.

- Claquettes accompagnées de chants

Le jeu des claquettes s'organise dans la cour du campement. Les filles, pieds nus ou pas claquent les mains alors que leurs pieds frappent le sol. Ces claquements sont accompagnés de chants. L'activité peut être perçue comme prémonitoires à la future occupation de ces filles une fois adultes. En effet le chant dans la société bagyeli est une affaire de femmes. Elles en exécutent à souhait lors des manifestations, que ce soit des danses ou autres rituels. Les claquettes et surtout les chants font partie du quotidien des Bagyeli. Ils font partie de leur univers au même titre que leur alimentation.

- Football

Très récent dans les campements des Bagyeli, le football n'est pas moins pratiqué ici. Certes le jeu s'exprime ici dans sa forme rudimentaire. Dans les camps où l'on est très démuné, l'on se sert d'un fruit comme le citron, l'orange comme ballon. Pour les campements où les résidents sont un peu plus nantis, l'on ne se prive pas de s'acheter un ballon. Le jeu est surtout pratiqué par les enfants ou les jeunes et presque jamais les adultes. L'activité a percé dans les campements grâce aux frottements des Bagyeli avec les jeunes et enfants des autres groupes ethniques lors de leurs séjours dans les villages. La brillante participation de l'équipe camerounaise de football à la coupe du monde en Italie en 1990 a été un élément précurseur non négligeable en vue de la vulgarisation du football dans les campements des Bagyeli de Bipindi et environs. La pratique et sa vulgarisation ont fait l'objet de certaines recherches¹¹⁶. Terret et Abena (2005) ont ainsi pu observer la percée du football¹¹⁷ autant qu'ils ont constaté la prééminence de la danse *Bapea* chez les Pygmées Bagyeli du Sud- Cameroun. En rapport avec le football, ce sont également les garçons qui sont plus attirés. Toutefois dans les campements situés dans la forêt, la place pour la pratique du football est infime. Le chronogramme et la priorité ici sont donnés aux activités traditionnelles :

¹¹⁶T.Terret et A. Abena. « Bapea Yende et football chez les Pygmées Bagyeli du Sud- Cameroun. Pratiques sportives et activités traditionnelles ». (2005). *Staps* no 68.

¹¹⁷ Cette percée a connu une intensification avec le succès des Lions indomptables, l'équipe nationale du Cameroun à la coupe du monde organisée par l'Italie en 1990.

chasse, cueillette, danses et chants. L'alimentation des Bagyeli reste aussi liée à la tradition d'autant plus qu'elle n'est pas très exposée à l'exotisme.

6.2.5 L'Alimentation

Les Bagyeli sont parmi les groupes de population qui consomment des denrées et des produits entièrement naturels. Autrement, ils ont une alimentation directement recueillie dans la nature sans possibilité d'altération par des produits chimiques. Les Bagyeli consomment les produits directement ramassés de la forêt. C'est le cas avec les ignames sauvages, les fruits de mangues sauvages (*Irvingia gabonensis*), les fruits du moabi (*Baillonella taxisperma*), les chenilles, les escargots, le gibier qui pour eux est de meilleure qualité. Avec la tendance vers l'agriculture, les Bagyeli complètent leur alimentation avec du plantain (*Musa sapientum* L), du macabo (*Xanthosoma sagittifolium*), du manioc (*Manihot esculenta*), des arachides (*Arachis hypogaea*), du concombre (*Cucumeropsis edulis*), du maïs (*Zea mays*), etc., produits issus de leurs champs ou alors des échanges avec les Bantou. Les Bagyeli n'ont pas à proprement parler d'heures de repas spécifiques. Ils mangent à tout moment dès qu'ils en ont envie et que les vivres sont disponibles. Ici à plus d'égards leur alimentation riche et variée n'est pas très différente de celle des Bantous car ils consomment les produits de la chasse et de la nature.

6.2.6 Relations avec la nature

La relation entre les Bagyeli et la nature est très étroite. C'est dans la nature qu'ils recueillent tout dont ils ont besoin. Ils pensent que la nature est faite pour eux, c'est un don de Dieu. Dans la nature, la forêt est très précieuse. Elle procure gibier et vivres mais elle regorge aussi des éléments de la pharmacopée. En effet, tout Bagyeli sait utiliser les éléments de base de la pharmacopée : plantes, herbes, écorces, fruits et racines. Dans tous les campements visités les Bagyeli sans distinction de sexe font montre d'une maîtrise certaine des ressources de la forêt. A cette maîtrise de la pharmacopée s'ajoute la croyance aux esprits. Les Bagyeli croient en Dieu, le créateur (*Nzambi*). Au moment de les quitter, Nzambi leur a confié l'esprit de la forêt aux fins de les assister et de les protéger. Cet esprit habite la forêt. Les Bagyeli le consultent en cas de danger ou de difficultés. Ils ont également d'autres Ils en reposent et s'en confient. C'est ainsi qu'ils se confient très souvent à l'esprit de la forêt. C'est ce qui explique que les Bagyeli s'attachent à la forêt ; non seulement parce qu'ils y trouvent gibier, fruits, produits de la pharmacopée, mais les Bagyeli y ont aussi « leur esprit ». De ce fait la déforestation est très mal perçue ici. Dans la région de Bipindi et environs, les compagnies d'exploitation forestière sont passées depuis quelques décennies. Les conséquences ont été considérables : la fuite des animaux à cause du bruit des engins, à cause aussi de la destruction du couvert végétal et des espèces végétales. Ces dernières ne servent pas seulement à maintenir

l'écosystème mais également à contenir les espèces fauniques. En plus, le passage de l'oléoduc Tchad-Cameroun a laissé ici beaucoup de séquelles avec la destruction de l'environnement. Les Bagyeli sont reconnus pour leur sobriété. A cette sobriété s'ajoute la mobilité. Les Bagyeli qui vivent essentiellement de chasse et de cueillette doivent ainsi partir d'une localité à l'autre à la recherche du nécessaire pour satisfaire leurs besoins. Cette mobilité se vit dans les campements de Bipindi et environs. Les Bagyeli installés dans les campements en forêt partent d'un lieu à un autre selon la disponibilité des ressources.

Il n'est pas rare que l'on retrouve certains campements vidés de leurs habitants à une période donnée de l'année. Cette mobilité n'épargne pas les Bagyeli sédentarisés dans les villages. Chez Saro comme chez Bikanda Mbang, les maisons les campements sont vides au moment des grandes parties de chasse et ce les mois durant. Les habitants rejoignent les autres groupes Bagyeli de la forêt dans ces déplacements. Ceci hypothèque très souvent la scolarité des enfants bagyeli tout comme cette mobilité perturbe la pratique de l'agriculture chez bien d'autres Bagyeli.

L'autre raison de la mobilité dans les campements des Bagyeli se trouve être la perte d'un être cher. Chez les Bagyeli de Bipindi et environs comme chez les groupes « pygmées » d'ailleurs, on craint la mort et même le mort. Après le décès d'un

membre de la communauté, les habitants du campement décampent généralement. Valois (1976) le constate aussi chez les Baka en ces termes : « chez les Baka du Cameroun, le Pygmée craint la mort, plus exactement le mort. Le but de la sépulture, quel qu'en soit le type, c'est de séparer le mort du vivant »¹¹⁸. Il faut tout de même noter que l'abandon des campements après le décès d'un des membres reste un phénomène plus fréquent dans les campements de forêt. La donne change progressivement dans les campements des villages puisqu'on note une permanence dans l'établissement et l'habitat des Bagyeli sédentarisés.

Après la sédentarisation dans les campements près des Bantou, les Bagyeli ont aussi subi l'influence de la religion chrétienne. En effet, les missionnaires catholiques se sont installés dans la localité de Bipindi depuis des décennies. Au nombre de leurs réalisations, hormis les églises et chapelles, il y a les écoles et les centres de santé dont l'école catholique qui accueille les enfants Bagyeli après le cycle spécial du FONDAF. Le centre de santé de Bipindi, à l'installation des petites sœurs de Jésus en 1968, avait pour but de s'occuper de la santé des Bagyeli. Les religieux poursuivent cette œuvre avec l'ouverture d'un pan de l'hôpital de Ngovayang pour les soins des Bagyeli. Il y a aussi et surtout la création du Foyer Notre Dame de la Forêt dont la mission est l'encadrement, la scolarisation des enfants Bagyeli. Tout ce déploiement

¹¹⁸ Rapporté par Manga (2009).

n'est pas allé sans la transmission de l'évangile, mission première de l'Église catholique dans la localité. L'évangélisation était destinée non seulement aux Bantou mais aussi aux Bagyeli. Cette volonté d'assimiler les Bagyeli a abouti à l'enrôlement de plusieurs d'entre eux dans l'Église. Certains d'entre eux ont été baptisés et portent les prénoms chrétiens. Ainsi, Saro et les membres de sa famille portent les noms de baptisés. Le prénom de Saro c'est Alexandre. Celui de son petit frère Gwodog est Joachim. Le tout premier Bagyeli à se trouver dans le conseil communal de Bipindi a des prénoms chrétiens : Philomène Pulchérie. Il arrive donc ainsi que certains Bagyeli vont à la messe, suivent l'éducation chrétienne mais la majorité gardent leur religion et leur croyance. Même ceux qui vont à la messe le dimanche n'y vont très souvent que par mimétisme ou de pure forme. Ce sont d'ailleurs quelques uns des Bagyeli qui ont bénéficié du suivi scolaire de l'Église qui gardent quelques pratiques chrétiennes. Saro qui a suivi cette influence chrétienne laisse de temps en temps exprimer ces marques. En dehors de son prénom d'origine chrétienne, certains rituels témoignent de ce lien bien que lâche avec la religion chrétienne. Une autre illustration a été vécue avec la disparition de sa sœur, baptisée aussi à l'Église sous le prénom d'Augustine. Avant la mort d'Augustine, qui vivait ses derniers jours dans le campement de Saro, ce dernier a requis les services d'un prêtre catholique pour lui administrer le sacrement des malades. Le prêtre a sacrifié au rituel et quelques semaines plus tard Augustine a rendu l'âme. Toutefois il importe de souligner que ce cas est presque marginal et la vie dans les campements des Bagyeli reste

généralement marquée par les traditions et rituels de l'univers ancestral Bagyeli ; même si les Bagyeli empruntent de temps à autres à d'autres notamment aux Bantous à côté desquels ils sont installés et avec qui ils entretiennent des relations presque ambiguës.

6.2.7 Les relations Bagyeli-Bantou

Les relations entre les Bagyeli de Bipindi et leurs voisins, les Bantou sont complexes. Elles sont empreintes de marginalisation, de préjugés, ségrégation et parfois de coopération. Le Bagyeli de Bipindi est encore considéré comme un homme de seconde zone en dépit des discours et des efforts déployés pour réduire ce fossé. À Bipindi le Bagyeli fait encore l'objet de nombreux préjugés et de stigmatisation. Le regard posé sur lui est fait de beaucoup de condescendance. Illustration avec la subordination des Bagyeli aux autorités traditionnelles Bantou. Certes les Bagyeli n'ont pas de chefferie comme l'ont la plupart des communautés Bantou, les Bagyeli restent assujettis aux chefs Bantou qui leur imposent tout. Les Bagyeli subissent ainsi le diktat des Bantous en matière foncière. Les Bagyeli n'ont généralement pas droit à la terre. Ceux qui quittent la forêt et qui s'installent dans le voisinage des villages doivent demander l'espace non seulement pour leurs cases mais aussi pour leurs champs. Étant donné que leur installation dans les villages dépend du bon vouloir de

certains notables Bantou qui les y accueillent. Il dépend aussi de leur bon vouloir pour les y maintenir. Autrement, les notables Bantou peuvent décider du jour au lendemain de les faire partir et ce sera chose faite. Conséquence, un Bagyeli ne peut discuter un lopin de terre avec un Bantou. Ce dernier en sera débouté. Au campement Bagyeli de Melen, les plaintes se font vives. Les Bagyeli reçoivent de temps en temps des menaces d'expulsion de leur lieu de résidence. Meboua, l'une des femmes du campement en a fait cas.

Les raisons sont au-delà de l'assertion qui veut que « la terre appartient aux premiers occupants ». Cet état de chose obéit plutôt au statut mineur que le Bagyeli occupe. Ainsi tous les campements que nous avons visités sont bâtis sur ce même socle. Il en est de même pour les bénéfices de l'exploitation forestière. Les Bagyeli pensent que la forêt est leur don non seulement ils y tirent les ressources en termes de pharmacopée, d'aliments, et pour leur cosmologie, mais ils estiment également que l'exploitation qui est faite de la forêt devrait leur être bénéfique. Le fils de Bikanda Mbang dans le campement de Ndamayo nous pose ainsi le problème :

Pourquoi les Bantou nous méprisent ainsi ? Lorsqu'il est question des problèmes qui se posent au village on ne prend jamais en considération ce que nous les Bagyeli nous avons à dire sous prétexte que nous hommes les êtres de la forêt. Mais lorsqu'il advient les questions relatives à l'exploitation de cette forêt l'on nous écarte des débats et bien plus le fruit de cette exploitation forestière nous est refusé. Imaginez que lorsqu'il s'agit de couper les arbres là où nous sommes l'on est juste surpris de voir des tronçonneuses passer. À la question de savoir ce qui se passe, l'on

vous répond que l'ordre vient de Yaoundé. (Entretien avec le chercheur le 24 mai 2011)

Le fils de Bikanda Mbang se plaint aussi à nous en disant que lorsque les exploitants forestiers arrivent au village, ils négocient uniquement avec les chefs Bantou. Et s'il est question de leur allouer quelques subsides ou des vivres contre l'exploitation de la forêt, eux les Bagyeli ne reçoivent que des miettes.

Les relations entre Bagyeli et Bantou sont aussi basées sur un traitement inégal dans le domaine des services. Si par exemple un Bagyeli travaille pour un Bantou (dans son champ ou pour un autre service) la rémunération ne sera jamais à la hauteur de celle qu'un Bantou aurait pu avoir pour un travail identique. Parfois il peut même ne pas du tout recevoir son dû. Et si le Bagyeli insiste, il peut passer un mauvais quart d'heure. En termes de salaire souvent, les débiteurs généreux peuvent payer en argent. Mais ils peuvent aussi payer en nature. Par exemple la contrepartie peut être les habits, vieux ou neufs, davantage de vieux et les vivres. Ainsi un Bagyeli qui a travaillé au champ peut voir son salaire en panier d'arachide ou de manioc ou de macabo. Le salaire peut aussi être payé en alcool : le vin de palme, le dry gin africain ou alors pour les nantis, du vin rouge de fabrication locale. Mais hormis la force de travail le Bagyeli peut aussi vendre son gibier ou les produits forestiers.

Les échanges ici peuvent se faire à travers le troc : les Bagyeli apportent du gibier, du miel et des fruits contre du sel, des alcools, des vêtements, des allumettes ou du tabac. Mais il peut aussi arriver comme c'est souvent le cas chez Saro ou au campement de Ngovayang II que les Bagyeli écoulent aussi le fruit de leur activités agricoles. Ils peuvent vendre aux autres Bagyeli ou mêmes aux Bantou les fruits de leurs champs ; plantain, manioc, etc.

De manière générale, les Bagyeli sont taxés de paresseux par les Bantou. Autrement il leur est reproché de ne pas beaucoup s'adonner aux travaux champêtres. Ils sont assimilés aux voleurs. Ainsi lorsqu'un vol est commis dans un champ des Bantou où les Bagyeli sont dans le voisinage, ces derniers sont les premiers suspects. Nous avons vécu une scène comparable dans le camp de Saro. La voisine, une Bantou est venue accuser la belle sœur de Saro d'être allée voler du macabo dans son champ. En fait la dame Bagyeli aurait reçu la permission d'une autre femme Bantou d'aller chercher des vivres dans son champ voisin de celui de la plaignante.

La dame Bagyeli aurait donc franchi les limites et récolté plus loin que prévu. Mais la dame Bantou a directement conclu au vol et est allée se plaindre à la gendarmerie de Bipindi. Des scènes de ce genre ne sont pas rares. Elles se terminent généralement par

des séances de bagarres ou de bastonnades. Mais parfois les relations entre Bagyeli et Bantou peuvent devenir plus serrées. Parfois elles aboutissent aux mariages.

6.2.8 Mariages mixtes

Le Bagyeli demeure victime de discrimination même en matière de mariage. Il est difficile qu'une Bantou se marie à un Bagyeli. Elles les considèrent comme des êtres sales, complexés, timides. C'est ce que déclare Thérèse, une Bassa (Bantou) de la localité de Bipindi. Elle estime que les Bagyeli sont toujours tentés de retourner en forêt. Alors être marié à un Bagyeli implique qu'on va adopter son mode de vie, aller de campement en campement ; d'un site à un autre en forêt. Pour Thérèse, « le Bagyeli est encore un être primitif, il ne prend pas la peine de se laver régulièrement ». Une fille Bantou qui épouse un Bagyeli fait l'objet de la risée de tout le village. Mais même s'ils sont rares il existe tout de même de mariages entre Bagyeli et Bantou de la zone de Bipindi. Ces mariages existent davantage entre les hommes Bantou et les filles Bagyeli. Car les filles Bagyeli apprécient les hommes Bantou. Ce sont surtout les relations sexuelles qui sont généralement admises entre les Bagyeli et les Bantou. Ces relations ont parfois occasionné le métissage entre les deux groupes. La résultante se fait voir en ce que les Bagyeli ne sont plus toujours les êtres de petite taille comme jadis. Certains Bagyeli de Bipindi sont de taille moyenne

et leur teint n'est plus toujours cuivré tel que rapporté par les premiers explorateurs colons¹¹⁹.

Les Bagyeli se trouvent aujourd'hui dans ce métissage ou hybridité qui constitue un avantage mais qui pourrait aussi constituer de gros défis pour eux. Ces défis apparaissent déjà dans les activités que les Bagyeli mènent au quotidien et dans les rapports qu'ils entretiennent entre eux. Ils sont aussi perceptibles dans leurs relations avec les Bantou ainsi qu'avec les autorités du Cameroun. L'observation auprès des campements Bagyeli de Bipindi permet de constater cette complexité. Les Bagyeli n'hésitent pas à l'évoquer dans les entrevues avec le chercheur.

6.3 Le résultat des entrevues avec les Bagyeli

Les entrevues menées avec les Bagyeli reposent sur certaines préoccupations clés qui ont trait à leur intégration socio politique et économique. Les éléments saillants de ces échanges sont la prise en considération des Bagyeli dans la construction nationale. Ils portent ainsi sur les problèmes fonciers, la prise en compte de leur spécificité, de leur culture, le respect de leur groupe ethnique, les activités de prédilection, les

¹¹⁹ Trilles. *L'âme du Pygmée d'Afrique*. (1945). Paris ; Turbull. *Le peuple de la forêt*. (1963). Paris.

questions d'ordre économique, la participation au niveau socio politique, l'organisation en réseaux ou en lobbies, les sujets ayant trait à la nature et à l'environnement.

6.3.1 Les questions de genre

Chez les Bagyeli de Bipindi les questions de genre sont aussi d'actualité. Elles animent les entrevues non seulement par rapport à la problématique du développement et du développement durable mais également dans la vie ordinaire des populations. Au niveau de la vie ordinaire, les Bagyeli comme tous les autres groupes « Pygmées » ont du respect et de la considération pour les femmes. En effet les femmes sont très écoutées. Elles sont consultées aussi bien au niveau de la famille qu'au sein de la communauté. Au niveau des familles la femme est très influente, elle est consultée et prend presque toutes les décisions importantes. Même s'il existe quelques exceptions la femme Bagyeli jouit d'une liberté certaine et d'une bonne marge de manœuvre. François Mapon du campement de Bidjouka affirme que sa femme est considérée au départ comme son amie est devenue comme presque sa mère de nos jours. Elle est sa première confidente et il ne saurait prendre une importante décision sans pouvoir l'associer. François Mapon confirme que sa femme joue également un grand rôle lorsque vient la période de chasse. En effet elle doit lui

donner de la chance le matin avant de partir pour la chasse. Ce rôle joué dans la famille est presque étendu dans la communauté. Dans les assemblées des Bagyeli la femme a droit à la parole et ses décisions comptent. Par ailleurs dans les campements visités aucune mention de polygamie n'a été faite. Les Bagyeli sont monogames de préférence. Cet élément est un autre trait important de leur culture. Toutefois les Bagyeli de Bipindi comme ceux des autres localités ou communes souffrent dans leur image et leur considération.

6.3.2 Le respect du Bagyeli et de sa culture.

Il semble être l'épine dorsale du problème Bagyeli. Les Bagyeli lors des échanges estiment que le regard qu'on porte sur eux est celui nourri à l'égard des sous hommes. Le Bagyeli pense ainsi qu'il n'est pas assez respecté car le traitement qu'il reçoit est à l'image de ce mépris vis-à-vis de sa personne et du groupe « pygmée » de manière générale. Ce mépris a pour corollaires la non considération du groupe lorsqu'il est question de prendre les grandes décisions en vue de la construction nationale. Ceci ressort de l'entretien que nous a accordé le fils de Bikanda Mbang du campement de Ndamayo. Pour lui, la non consultation des Bagyeli lorsqu'il advient de couper les arbres de leur forêt participe de cette volonté délibérée d'ignorer les Bagyeli. Ce même problème de mépris et de non considération « des droits » des Bagyeli ressort

également dans l'entretien avec Madeleine Ngombo du campement de Ngovayang II. Selon cette dame, les Bantou sont toujours enclin à leur refuser dans le voisinage des campements dans la forêt, les Bagyeli n'ont pas droit à la parole. De nombreuses palabres ont ainsi cours au sujet des espèces d'arbres intempestivement exploitées par un Bantou. Ces arbres étaient localisés aux alentours du campement des Bagyeli situé en forêt. Au moment des pourparlers, une délégation est partie du village où résident les Bantou pour constater que les dits arbres étaient bel et bien près du campement des Bagyeli où les tombeaux des leurs étaient bien visibles encore. En Afrique, les tombeaux des parents constituent un indice d'appartenance ou d'attachement à un lieu donné. Leur présence suppose qu'il y a un lien entre les occupants et l'espace en question. Au moins leur existence suppose que les lieux ont été occupés à un moment donné par la famille, le groupe ou les membres du clan. Le principe selon lequel la terre appartient aux premiers occupants guide ainsi le droit foncier en vigueur au Cameroun. En dépit de ces pourparlers, raconte dame Ngombo, rien n'y fit.

Ce mépris affiché à l'égard des Bagyeli aussi sur les questions foncières. Le Bagyeli où qu'il se trouve n'est pas chez lui et n'est guère en sécurité. Tel que relevé par Madeleine Ngombo pour ce qui est de la forêt par ailleurs en voie de disparition à cause de l'exploitation parfois sans reboisement de ses espèces, l'occupation de

l'espace reste également un réel souci dans les villages où les Bagyeli ont été encouragés par l'État à sédentariser. Leur résidence permanente en ces lieux pose problème. Car en dehors de l'espace pour résider, le Bagyeli sédentarisé aura aussi besoin des surfaces pour cultiver tel que le souhaitent l'État et différents partenaires au développement. Mais et l'espace pour les campements et celui devant être consacré aux exploitations agricoles sont au centre de nombreux conflits. À Ngovayang II comme dans certains autres campements le feu couve sous les cendres. Ceci met à mal autant leur intégration sociale que leur potentiel sur le plan économique.

6.3.3 Les questions économiques

Au centre des échanges avec les Bagyeli, les questions économiques ont une place importante tant elles sont décisives pour la survie du groupe dans un environnement en mutations et où l'économie moderne s'impose désormais. Les questions de revenus préoccupent donc les Bagyeli de Bipindi. Auparavant ils faisaient essentiellement du troc, vivaient des fruits de la chasse, de la cueillette et de la pêche. Or la nature d'où ils prélevaient ces ressources ne dispose plus du même potentiel à cause de l'exploitation forestière. Par ailleurs chez les Bagyeli les problèmes d'un type nouveau ont vu le jour: scolarisation de leurs enfants, vivre au rythme de la

modernité dont l'habillement par exemple est l'un des pans. Ces secteurs et bien d'autres supposent l'ajustement au niveau des revenus. Les Bagyeli qui voient ainsi leurs forêts disparaître et leurs revenus s'amenuiser s'en inquiètent et n'hésitent pas à penser à leur disparition eux-mêmes. Ngoun, un des anciens pensionnaires du Fondaf à Bipindi, devenu plus tard encadreur dans la structure nous a confié à ce sujet que lorsque la forêt va disparaître les Bagyeli disparaîtront aussi. Mais pour y faire face certains Bagyeli à l'instar de Saro embrassent l'agriculture. En dépit des questions foncières relevées et une volonté encore timides des Bagyeli, l'hypothèse semble l'une des pistes sérieuses envisagées aux fins de renforcer les sources de revenus des Bagyeli. Non seulement le fruit de l'activité sera destiné à l'alimentation pour compléter le fruit de chasse et de cueillette, il pourra aussi être destiné à la vente. Saro et les habitants de son campement en sont persuadés. Alors qu'il nettoyait sa cacaoyère lors de notre terrain, Saro nous rassurait sur ses convictions. Pour lui « l'agriculture reste un bon risque pour le Bagyeli d'aujourd'hui et de demain ». Si par nécessité ou par contrainte les Bagyeli sont amenés à exercer certaines activités, ils préfèrent bien d'autres par prédisposition.

6.3.4 Activités de prédilection

Madeleine Ngombo, habitante du campement de Ngovayang II reste convaincue que la forêt reste l'univers sacré et un don pour les Bagyeli. En abordant le sujet avec elle il n'y a aucune équivoque. La forêt regorge de tout et il faudrait y rester. Elle y est à l'aise et préfère continuer d'y rester. La même préférence est soulignée par la plupart des résidents du campement de Ndamayo avec en tête Bikanda Mbang et ses enfants. La même thèse est soutenue par François Mapon Mapon, chef du campement de Bidjouka. Pour lui, les activités de la forêt sont les plus prisées par les Bagyeli et ce sont elles qui conviennent aussi le plus à ce groupe. En abordant les questions de développement, François Mapon estime que la forêt et notamment la chasse et la cueillette est un grand atout pour le développement du Bagyeli. Le même penchant est exprimé dans les campements de Melen. Ce faible pour les activités liées à la forêt a un pendant et un penchant : la protection de l'environnement. La question tient à cœur les Bagyeli et il est difficile pour eux de ne pas l'évoquer. Ici le souci est de préserver les espèces qui les aident aussi bien pour l'alimentation que pour la pharmacopée.

6.3.5 L'environnement au cœur des débats.

Lorsque les Bagyeli abordent la question de la préservation de l'environnement, c'est de manière empirique qu'ils le font. Pas question pour eux de s'encombrer des principes du Programme des Nations Unies pour l'environnement et des autres organisations non gouvernementales qui œuvrent sur le sujet. Ils se basent sur leur expérience quotidienne faite d'une réalité basée sur la dépendance avec la nature. En recueillant tout dans la nature il n'est pas question d'épuiser ces ressources. Le raisonnement explique le refus essuyé dans la destruction de la forêt. Celle-ci contient les espèces pouvant servir à la santé. Elle garde aussi l'esprit de la forêt, ancêtre des Bagyeli. Seh, un guérisseur qui habitait le campement de Saro est sentencieux sur la préoccupation. Il explique qu'auparavant lorsqu'il avait à soigner ses malades, il lui suffisait tout simplement d'aller derrière son campement pour recueillir les plantes qui correspondent au mal dont souffraient ses patients. Mais de nos jours, précise-t-il il doit parcourir de nombreux kilomètres en forêt. La raison, les différentes espèces nécessaires à son activité sont devenues très rares. Même plainte chez Bikanda Mbang. Le guérisseur septuagénaire, déjà fatigué ne dispose plus assez de forces pour parcourir de très longues distances en forêt rechercher les espèces de ses ordonnances médicales. Les questions sur la protection de l'environnement préoccupent les Bagyeli à peu près comme celles relatives à leur intégration socio politique.

6.3.6 La participation au niveau socio politique

C'est avec résignation que les Bagyeli évoquent le sujet. Les discours prononcés pour renverser leur sort sont restés lettre morte. Les Bagyeli pensent être voués à l'abandon. Pourtant lorsque le gouverneur de la région du sud (la première personnalité de la Région et représentant du chef de l'État dans cette unité administrative) visite Bipindi en 2006, les enfants Bagyeli (du Fondaf) sont regroupés et conduits à la place de fête pour participer à l'accueil de l'autorité administrative. Après la cérémonie à la place de fêtes le haut responsable est allé visiter le Foyer Notre Dame de la Forêt, mais rien de plus ! Le geste de forme est réitéré chaque fois qu'un membre du gouvernement visite Bipindi. À l'occasion de la fête de la jeunesse et même pendant la célébration de la fête de l'unité nationale, le 20 mai les Bagyeli sont invités à assister aux manifestations à la place de fêtes. Les Ministres des affaires sociales et de la jeunesse et de l'éducation civique¹²⁰ y sont allés en 2013 avec les promesses de se pencher résolument sur la situation.

Concrètement certains actes sont posés à l'instar de l'opération de délivrance des actes d'état civil, des cartes nationales d'identité, des prémices à la participation à la vie sociale et politique nationale. Gwodog Joachin, l'un des représentants des

¹²⁰ La mission du ministère de la jeunesse et de l'éducation civique est de redorer le blason du civisme auprès des jeunes et de s'occuper de leur épanouissement.

Bagyeli à la plateforme avec le PNDP explique que lors de leurs réunions les questions de développement sont effectivement discutées, notamment en matière de production agricole. À la plateforme on discute des activités à mener dans les champs, la production agricole, peu de gens évoquent les activités de chasse. Les Bagyeli chassent mais beaucoup font aussi les champs et parmi les cultures que nous cultivons il y a le macabo, le maïs, les ignames.

Joachim Gwodog fait remarquer qu'on ne leur donne pas de filets pour la chasse au niveau de la plateforme et que peut-être avec le temps les discussions vont porter sur certains changements à apporter en l'occurrence sur les différentes sources de revenus. Car si les Bagyeli comprennent et estiment ces efforts, ceux-ci leur semblent encore insignifiants. Les Bagyeli dans leurs échanges et dans leur vœux attendent plus d'engagement de l'État. Son appui, estiment-ils, est encore de faible impact à l'image de la force des réseaux et lobbies Bagyeli.

6.3.7 L'organisation en réseaux ou en lobbies

Notre séjour auprès des Bagyeli de Bipindi a laissé ressortir une faiblesse dans l'organisation des Bagyeli. L'organisation de la communauté Bagyeli est à l'image de

la structuration qu'ils ont au niveau de leur campement ; une organisation sommaire et presque lâche. Au niveau du campement comme au niveau de la société de manière générale le Bagyeli reste sobre dans ses activités. L'impact de son action reste léger ou superficiel. Entre les différents campements visités il n'y a pas de relation formelle qui lie les habitants. Il peut y avoir des liens de mariage ou de parenté entre membres de tel campement et ceux de l'autre. Et là s'arrêtent les rapports. À Bipindi les Bagyeli ont il y a quelques années créé une association, le *CODEBABIK* : le comité de développement des Bagyeli de Bipindi et Kribi. Cette organisation avait pour but de regrouper les « Pygmées » Bagyeli de ces localités et de penser à leur développement. Mais à cause de nombreuses dissensions ce regroupement est mort. Les échanges avec Ngoun, l'un des leaders de la défunte association laissent ressortir des intrigues, querelles de personnes et des soupçons de détournements de fonds à l'origine de cet éclatement. En effet, Ngoun est l'un des Bagyeli qui s'est scolarisé. Il a été pensionnaire du Fondaf puis un des encadreurs, tant le souci est d'impliquer les anciens élèves du foyer pour l'encadrement des jeunes Bagyeli. Son émancipation faisait de lui un des porte-paroles potentiels de la communauté Bagyeli. L'avènement du *CODEBABIK* en est une bonne opportunité. Jacques Ngoun devient ainsi l'un des responsables du regroupement Bagyeli des localités de Bipindi et de Kribi. Il prend part aux rendez-vous qui se tiennent à certains coins du monde ; des conférences sur les peuples autochtones et autres colloques sur les minorités. Mais ces sollicitudes et ces déplacements de celui qui prend désormais de l'envergure

parmi les Bagyeli seront diversement interprétés dans la communauté. Il sera d'une part accusé par les siens de vendre les Bagyeli aux occidentaux en leur confiant les secrets de ces populations autochtones. D'autre part il sera critiqué de « s'enrichir sur le dos des Bagyeli ». Plus grave le jeune leader des Bagyeli sera mis en cause dans la gestion de l'association où on l'accuse de détourner de l'argent. C'est que les Bagyeli ont pensé que Jacques Ngoun récolte beaucoup de revenus dans ses déplacements pour des séminaires et colloques et qu'au lieu de faire bénéficier ces sommes à toute la communauté il s'en est servi pour son propre compte. Ces allégations, difficile d'être démontrées ont pourtant été parmi les causes de l'éclatement du *CODEBABIK*.

Quelques années plus tard les Bagyeli de Bipindi s'associent avec certains Bantou dans une petite association dénommée *Bagyeli-Bantou*. Le regroupement réunit les Bagyeli de Bipindi et quelques Bantou (Bassa) de la localité ; il tient lieu de base d'expression de solidarité, d'entraide et de compréhension mutuelle entre les composantes des deux communautés. L'association se réunit à intervalles réguliers et de villages en campements. Les assises auxquelles nous avons pu assister se sont tenues au village notamment dans le campement de Saro. Saro et quelques membres de sa famille dont son frère cadet Gwodog, sa femme Marie et sa belle fille Suzanne en faisaient partie. Pendant leurs rencontres les membres chantaient, mangeaient et buvaient mais parlaient aussi solidarité. Ils tenaient à ce propos des petites caisses soit

pour secourir les membres, soit pour des tontines, des cotisations à verser aux membres à tour de rôle. Mais à son tour le groupe qui était déjà réduit à quelques cases et campements de Bipindi éclata pour cause de dissensions internes. À l'heure qu'il est les Bagyeli en général et ceux de Bipindi et environs en particulier n'ont pas de cadre d'échanges et de discussion formel.

Les échanges avec les membres de la communauté Bagyeli laissent ressortir ce manque, et les plaintes face à la marginalisation et aux conditions de vie délétères, une situation qui s'explique par l'assemblage de tous ces éléments réunis : problèmes fonciers, destruction de l'environnement, inadaptation au nouveau contexte socio économique, discrimination, sans oublier le déficit d'organisation en réseaux et autres cercles de concertation voire de décision. Pour les Bagyeli, leurs conditions de vie obéissent certes au changement de l'environnement mais elles tiennent surtout sur ce que les autres veulent qu'elles soient. Abéga (1998, 93) soulignent à cet effet que « les communautés Pygmées et villageoises sont associées dans une relation de clientèle fondée sur les rapports de dépendance vis-à-vis des villageois ». Les Bagyeli estiment que ce sont les autres qui sont la cause de leur pauvreté. Ce sont leur entourage immédiat, les Bantou d'une part, ce sont aussi les autorités, les gouvernants d'autre part. Les Bagyeli soutiennent que les Bantou qui ne prennent pas en compte leur mode de vie, en ignorant leurs besoins, en refusant de

céder leurs parcelles, en les méprisant constituent un blocage à leur épanouissement. En dépit des discours et autres déclarations, les autorités ne parviennent à réduire considérablement cette disparité. Autrement les gouvernants sont aussi responsables de leur situation. La question de responsabilité de l'État émerge aussi dans l'observation au niveau du Foyer Notre dame de la forêt (FONDAF). La structure, plantée et implantée au cœur de Bipindi et au service des Bagyeli est un bon observatoire de ce qui touche les Bagyeli et leur entourage.

Sans être un réseau qui regroupe forcément tous les Bagyeli de l'arrondissement de Bipindi, le FONDAF n'est pas moins un creuset qui pourrait servir de rampe de lancement de la conscience de cette communauté. D'abord c'est un cadre d'éducation, il pourrait ainsi permettre aux lauréats de l'institution de se remettre en question, de questionner le statut des Bagyeli et d'esquisser incidemment un réseau au service de la communauté des Bagyeli de Bipindi voire de tout le département de l'Océan et même au-delà. Ensuite en tant que cadre de rassemblement- bien qu'informel des Bagyeli- le milieu a le potentiel de présenter à la communauté un cadre d'échange voire de prise de décision qui pourrait constituer la base de départ pour la construction d'une identité et d'un statut plus respectable du Bagyeli. Le FONDAF a permis l'émergence d'un nouveau type de leader chez les Bagyeli. Cette nouvelle « élite » Bagyeli peut prendre part aux fora et autres séminaires qui sont

organisés, même si cette élite reste éparse, ne forme aucun front commun pour réfléchir et acter pour affronter leur avenir. Toutefois le foyer reste un creuset non seulement pour former cette élite mais aussi pour regrouper de manière intermittente les Bagyeli. Hélas à la réalité cette opportunité semble ne pas être exploitée à son potentiel! Non seulement la structure joue un rôle de premier plan dans l'encadrement, la formation, l'épanouissement des Bagyeli elle peut être un pilier important dans le développement de cette communauté. Mais la structure ne bénéficie d'aucun soutien de l'État aussi bien en termes d'apport financier qu'en matière de renforcement de capacités dans le domaine d'encadrement dans un secteur où l'État clame officiellement œuvrer pour le développement inclusif¹²¹.

Ainsi dans l'encadrement des enfants Bagyeli, le FONDAF a essuyé une fin de non recevoir pour un aide demandée pour le paiement des frais de scolarité des enfants Bagyeli qui doivent déboursier des sommes à l'école catholique qui n'est pas gratuite au Cameroun. La même réponse est donnée pour les 25 élèves que le foyer encadre dans les établissements d'enseignement secondaires de la place (le Cetic et le Lycée) même si le PNDP a pris en charge quelques pensionnaires du foyer qui suivent une formation à l'école d'agriculture d'Ebolowa. Par ailleurs durant la première phase du PDPP, aucun représentant Bagyeli, aucun représentant du foyer qui encadre les

¹²¹ Le discours des officiels camerounais est à l'inclusion sociale des peuples autochtones. La dernière journée des peuples autochtones célébrée en aout 2013 a été une de ces occasions de relever la préoccupation à travers différentes allocutions dont celle de la ministre des affaires sociales.

enfants Bagyeli n'a été enregistré à la plateforme créée à cet effet ! Ce n'est qu'à la deuxième phase du plan (PDPP II) qui a commencé en juin 2013 que les responsables comptent intégrer quatre Bagyeli et la responsable du FONDAF. Ceci par ailleurs pose le problème de participation et certainement celui d'appropriation du programme. Toutefois lors des assises préparatoires à l'arrivée du PDPP II, lors des réunions avec l'autorité administrative locale (sous préfet) en avril-mai 2013 les Bagyeli ont donné leur avis sur certaines activités qu'ils aimeraient exercer dont l'élevage.

Mais en retour les autorités arguent et se targuent de mener un certain nombre d'actions pour modifier le statut socio politique et économique des Bagyeli. Parmi les responsables contactés nous avons échangé avec les autorités administratives, les patrons du PNDP, les responsables en charge des forêts et ceux qui s'occupent des affaires sociales.

6.4 Le fil conducteur des échanges avec les autorités

6.4.1 La hiérarchie du PNDP

Pour mieux maîtriser le circuit des informations au sein du programme, les entretiens avec les responsables du PNDP à différents niveaux étaient instructifs. Les échanges avec les chefs nationaux et régionaux du programme ont mis en exergue les préoccupations des pouvoirs publics ainsi que leurs défis voire les insuffisances de leurs politiques ou tout au moins de leur vision, leur déploiement. Le PNDP qui a un bureau national (coordination nationale) à Yaoundé la capitale du Cameroun dispose aussi d'un bureau régional à Ebolowa, le chef lieu de la région du sud. Si au niveau de Yaoundé la vision du programme et son implémentation sont générales et aériennes elles sont plus proches au niveau régional et par conséquent la réalité se fait plus palpable. Elle se laisse découvrir tant les acteurs sont confrontés au concret. Ainsi à Ebolowa la structure régionale existe depuis 2005 et elle emploie 12 personnes, soit 6 cadres, 3 chauffeurs, une secrétaire, un personnel d'entretien et un comptable assistant. L'équipe s'attèle à faire atteindre les objectifs définis à la lumière des indicateurs fixés par phases. Ces indicateurs ont été définis depuis 2009 et sont censés évoluer d'une phase à une autre. Selon les responsables du PNDP, la deuxième phase a commencé après évaluation des indicateurs et selon toute

vraisemblance ils ont été jugés satisfaisants au regard de la contribution pour chaque région.

Mais curieusement affirme la responsable du PNDP du Sud il est difficile d'évaluer l'action du programme dans la région, cette évaluation ne se faisant qu'au niveau national. Si le flou existe dans l'évaluation du programme dans la région l'appréciation serait aussi hypothétique quant au PDPP instauré dans 9 communes mais avec pour ambition de s'étendre dans d'autres collectivités des régions où se trouvent d'autres groupes de « Pygmées ». La responsable régionale du PNDP avoue la non évaluation encore du PDPP mais indique que l'accompagnement des Pygmées est la préoccupation au cœur de l'initiative ; que cet accompagnement « est un combat de longue haleine, à cause de sa particularité du peuple ». S'il est important de prendre en compte la spécificité des « Pygmées » il n'est pas évident que le projet évolue au rythme souhaité.

La responsable évoque ainsi les problèmes d'appropriation qui se posent. En effet, 5 secteurs ont été ciblés à Bipindi comme dans les autres 8 communes. Ce sont l'agriculture, la citoyenneté, le dialogue inter communautaire, la santé, l'éducation. Ici les choses auraient été plus rapides si les Bagyeli y adhéraient comme prévu, mais hélas ! Toutefois la responsable est convaincue que compte tenu de cette lenteur dans

l'appropriation de ces composantes, la poursuite de l'accompagnement s'imposerait autant que la patience. L'autre piste de l'entretien d'ailleurs au cœur de la recherche est la participation des Bagyeli non seulement à l'initiative du PDPP mais aussi à tout le processus d'activités menées sur le terrain. Autrement, comment les Bagyeli participent-ils à l'atteinte de ces objectifs?

- La participation

De l'explication de la responsable locale du PNDP et de l'observation sur le terrain, la participation des Bagyeli au programme et aux activités est encore timide. Elle est aussi indirecte. La première phase du PDPP qui a vu le jour en 2008 a pris corps en 2010 avec le recrutement des organismes d'appui local (OAL). C'est par le truchement de ces organismes que la population « Pygmée » devait s'organiser, recruter ses leaders et exprimer ses desiderata. La responsable affirme qu'il y a eu un diagnostic qui a révélé les besoins des Bagyeli. Ces besoins n'avaient jamais figuré dans les plans communaux de développement; ce qui est chose faite avec l'avènement du PNDP. Cet encadrement s'est effectué dans différentes composantes que sont la santé, l'éducation, le dialogue intercommunautaire, la citoyenneté, l'agriculture. En matière de santé l'accompagnement consiste à former dans les soins infirmiers car le souci est d'amener les Bagyeli à adhérer aux soins modernes. Ici un autre volet a consisté à former les accoucheuses traditionnelles dans

la même optique. Le volet formation des accoucheuses traditionnelles participe du souci d'améliorer les conditions d'accouchements dans les campements « Pygmées ».

En effet l'accent a d'abord été mis sur la santé moderne car un constat s'est dégagé ; les Pygmées sont réticents à se rendre à l'hôpital, ils préfèrent leur pharmacopée traditionnelle. Par contre cette médecine traditionnelle n'a pas été prise en considération dans cette première phase du programme. L'accent a également été mis sur la facilitation de l'accès aux médicaments dans les hôpitaux. Cette facilitation se décline en la gratuité de certains médicaments à certains moments. Mais un constat s'est fait sur la donne. Une fois le stock de médicaments gratuits épuisé, les Bagyeli retournent à leur pharmacopée traditionnelle. Or le volet pharmacopée tout comme celui de la médecine traditionnelle n'a nullement été évoqué aussi bien dans la conception que dans la conduite de la première phase du programme qui a toutefois inclus l'identification des besoins dans les campements. L'appropriation en santé qui s'articule entre autres autour de l'appui en médicaments (gratuits) dans les centres de santé pose donc problème. « L'objectif n'est pas que les médicaments soient éternellement gratuits, il fallait l'habituer au milieu hospitalier moderne où la prise en charge est meilleure par rapport aux maladies que dans les campements, le réflexe d'aller à l'hôpital quand ils sont malades. Mais ils ne viennent plus à l'hôpital quand

l'appui gratuit est fini. On aurait pu les voir aller à l'hôpital deux ans après d'eux-mêmes, même quand l'appui s'est épuisé » soutiennent les responsables du PDPP. Ici la question de l'assistanat est posée. Faudrait-il une assistance éternelle ou responsabiliser les populations Bagyeli? Les responsables du PNDP n'ont pas encore trouvé de réponse même s'ils avouent qu'ils continuent à observer et être patients.

Dans la composante agriculture les responsables du PNDP soutiennent que le besoin de la pratique des activités agricoles s'est imposé par le déficit de compléments dans l'alimentation des Bagyeli. La composante agriculture s'impose aussi par le besoin observé dans les cas de vols perpétrés par les Bagyeli dans les champs des Bantou. Le PNDP facilite ainsi l'appropriation des techniques agricoles par une assistance technique auprès des Bagyeli. La pratique se fait sur différentes cultures vivrières à la convenance des groupes « Pygmées ». Ce sont toutes les cultures vivrières locales adaptées à l'environnement des Pygmées. Hormis le défi en alimentation à juguler les responsables du PNDP évoquent aussi la nécessité de sortir de la dépendance des Bagyeli vis-à-vis des Bantou, producteurs de cultures vivrières. Là encore le même constat se dégage après la première phase du projet. Les Bagyeli sont encore à la traîne pour la pratique de l'agriculture bien que certains d'entre eux éprouvent l'envie de s'y atteler. Ici comme là une bonne dose de patience est nécessaire ; le souci étant « d'aider les Bagyeli et les autres groupes Pygmées à vivre dans les conditions

acceptables, viables et non de les aider à sortir de leur milieu ». Mais il est aussi reconnu ici que les Bagyeli se heurtent à un réel problème foncier. La faible proportion qui s'intéresse aux pratiques agricoles a un handicap qu'est le manque de terres, celles-ci appartenant aux Bantou.

Dans la composante dialogue intercommunautaire, il est question que les Bagyeli en parviennent à échanger avec les Bantou comme entre citoyens égaux sans déséquilibre, sans complexe en permettant à chacun d'émettre ses idées. Les responsables du PNDP entendent ainsi poser les bases de cette composante déjà à partir du secteur éducation. En effet, pour eux il faut endiguer les complexes dès l'enfance et à l'école. Ainsi deux approches sont en expérimentation. D'une part investir dans le domaine de l'éducation en construisant des salles de classe dans les campements. Deux salles de classe ont ainsi été construites dans les campements d'Akom II, une commune voisine à celle de Bipindi. Toutefois ici l'on note un déficit d'enseignants. Hormis l'insuffisance d'enseignants l'autre problème se situe en l'absence des enfants Bantou dans ces campements Bagyeli ; le souci étant de favoriser les brassages entre les deux entités. L'autre approche expliquée par les responsables du PNDP est d'encourager les Bantou et Bagyeli dans les mêmes établissements aux fins de réduire la marginalisation dont les Bagyeli font l'objet. Face à ces deux approches, la décision n'est pas encore faite et les hésitations

subsistent devant le dilemme : faire évoluer les enfants Bagyeli dans un environnement mixte où se trouvent également les enfants Bantou ou alors préserver leur spécificité en les gardant dans leur univers. Les répondants du PNDP affirment observer encore pour trancher et font observer qu'ici aussi l'appropriation n'est pas encore de règle. Elle est lente et c'est avec le temps que la solution pourrait être plausible. Conclusion similaire est tirée au sujet des autres composantes même s'il est question d'enrôler les Bagyeli dans la voie du développement. Pour la hiérarchie du PNDP, il n'est pas question de laisser les Bagyeli en marge du développement. Ils reconnaissent toutefois qu'il faut des méthodes spécifiques. Ils considèrent les déficits et les insuffisances enregistrés jusqu'ici non comme des échecs mais des éléments positifs qui leur permettent de trouver le chemin approprié qui puisse mener vers l'objectif, l'inclusion et le développement du peuple Bagyeli en particulier et les « Pygmées » en général. L'initiative a plutôt les relents d'un « germinal » puisque susceptible d'apporter les fruits escomptés un jour. Mais qu'elle soit latente, tacite ou formelle, immédiate ou à venir le problème du développement et de l'inclusion des Bagyeli a d'autres implications à l'heure de « l'autre développement », du développement durable. Parmi ces implications, la thématique de la participation.

L'autre problématique qui a été au centre des entretiens avec les responsables du PNDP est effectivement celle de la participation des Bagyeli tant aux programme

PDPP en général qu'aux activités y afférentes de manière particulière. Ici les répondants du programme énumèrent un certain nombre d'initiatives qui concourent à la participation des populations Bagyeli au PDPP. Ces actions sont soit les assemblées dans les villages, l'expression libre des membres de la communauté. L'approche participative telle qu'appréhendée par le PDPP repose sur les organismes d'appui local (OAL). Ce sont les OAL qui ont enquêté sur le terrain pour identifier les besoins des Bagyeli. Ce sont également ces organismes qui se sont occupés de l'accompagnement voire de l'organisation des groupes Bagyeli. Le PDPP justifie son approche par le comportement des Bagyeli. Selon lui, les Bagyeli sont timides et ne s'ouvrent pas facilement à l'étranger. Ils sont aussi méfiants et réticents. La tâche de ces relais est de pallier cette méfiance mais également d'organiser les groupes « Pygmées » tout comme ils œuvrent aussi dans la formation ou le renforcement des capacités. Cette organisation de la communauté Bagyeli comporte entre autre la désignation des répondants Bagyeli dans les fora, séminaires et même dans la plateforme créée pour l'ancrage du PDPP. Si le PNDP affirme que ce sont les Bagyeli qui finissent par désigner les représentants et porte-paroles des Bagyeli à la plateforme et autres rendez-vous qui traitent de leur cause, il reconnaît que ce choix n'est pas facile et reste donc problématique. Si ce choix est nécessaire pour que les Bagyeli aient des gens crédibles et de confiance qui parlent en leur nom, l'exercice avoue-t-on n'est pas aisé. Il se pose donc souvent le problème de représentation de la communauté car les Bagyeli ont besoin de répondants qui transmettent fidèlement

leurs idées, leurs souhaits pour leur épanouissement. Parmi les éléments qui rendent cette représentation ardue il y a les critères de sélection des représentants. Autant la notabilité, le sérieux, la confiance sont retenus comme base de sélection, autant il y a d'autres paramètres qui rentrent en ligne de compte. En guise d'illustration, le représentant de la communauté devrait pouvoir parler français à défaut de bénéficier des services d'un interprète ou traducteur pour participer à certains rendez-vous ou assemblées dont les participants viennent en dehors de la communauté Bagyeli. Il est aussi nécessaire de disposer d'une carte nationale d'identité aux fins de pouvoir ouvrir ou être cosignataire d'un compte bancaire qui appartienne à la communauté.

Pour permettre l'organisation de la communauté tant pour la sensibilisation que pour sa formation et afin de permettre une bonne représentation des Bagyeli la communication est indispensable. Elle est même aussi capitale voire cruciale lorsque vient la conduite du programme PDPP. Ceci pose le problème d'une stratégie de communication. À la question de savoir quels sont les tenants de cette stratégie de la part du PNDP, les répondants du PNDP avouent l'inexistence d'une organisation tacite en matière de communication pour parvenir à leurs fins. En dépit de ce déficit de stratégie les responsables du PNDP affirment que le plan contractera les contrats de programmes avec les radios locales. Ainsi il y aura des émissions sur tout ce qui est fait en termes de mise en œuvre des activités du PNDP au sein des communes.

Pour ce faire il y a des thématiques (qui ne sont pas déterminées) à aborder, produites en français et traduites ou directement faites en langues locales. Au début de l'implantation du programme c'étaient les communes et les relais (OAL) qui étaient chargés de jouer le rôle de liaison, voir de communication dans l'implémentation du PNDP et du PDPP. Mais en perspective ce sont les radios locales qui prendront le relais et accompagneront le programme.

Mais les responsables font aussi un constat, les Bagyeli ne se sont pas encore organisés en réseaux, même si ces populations sont par nature mobiles. Si cette mobilité peut permettre le partage des informations entre les différentes familles et les différents groupes de « Pygmées » pour l'instant elle ne permet pas encore une organisation des Bagyeli en particulier ; organisation permettant de partager les informations mais aussi permettant de faire face à leurs défis en vue de remettre en cause leurs conditions de vie, leur statut qui est d'une part lié à la considération générale qu'on a du Bagyeli, à commencer par la forêt qui est par essence le milieu naturel des « Pygmées ». C'est à cause de cette relation, ce lien étroit que les Bagyeli ont avec la forêt qu'il était important de requérir la position et les dispositions mises en œuvre par les autorités en charge des forêts.

6.4.2. Les responsables de l'administration des forêts

Les responsables des forêts ont été approchés pour évoquer les dispositions qu'ils ont prises en vue de protéger les minorités Bagyeli face à l'exploitation forestière, la forêt étant le réservoir des Bagyeli. Les autorités en charge des forêts avaient également à exprimer la volonté de l'État camerounais en matière de retombées dont bénéficient les Bagyeli en cas d'exploitation des forêts, qui constituent leur environnement ou dont ils sont les riverains. La dernière préoccupation tourne autour des alternatives que les autorités en matière des forêts offrent ou proposent aux Bagyeli en termes d'activités face au processus de modernisation et dans la perspective du développement durable. L'occasion a permis au ministre des forêts et de la faune et au directeur des forêts dans ce département ministériel de décliner cette feuille de route. La problématique des peuples autochtones est au centre de plusieurs politiques sectorielles notamment dans le domaine de forêt. Conscients que la forêt constitue l'habitat naturel de ces peuples et qu'ils en tirent le nécessaire pour leurs besoins, leurs moyens d'existence, la cueillette, la chasse, en cas de projet nécessitant le déguerpissement de ces peuples ou de l'exploitation forestière nécessitant leur délocalisation, les pouvoirs publics affirment-qu'ils essayent de préserver les droits de ces peuples. Pour l'exploitation forestière tout est mis en œuvre pour que les riverains des forêts mises en exploitation puissent tirer profit de l'activité. Le ministre des forêts et son homologue des finances viennent de prendre un arrêté conjoint qui

organise les modalités d'accès, de répartition de la quote-part des fruits de l'exploitation destinée aux populations riveraines. Ce document met en place certains comités où sont représentés les peuples autochtones. Selon les responsables des forêts ce sont ces communautés qui gèrent les moyens mis au bénéfice des communautés locales. Ce sont ces comités qui décident des projets à financer sur la base des moyens mis à leur disposition pour effectivement ressentir l'apport de l'exploitation forestière pour l'amélioration des conditions de vie dans le cadre des œuvres sociales. Les mécanismes sont mis en place pour mieux avoir accès aux produits de la forêt notamment la chasse qui n'est pas formellement interdite pour certaines espèces intégralement protégées et à condition que ce soit pour des besoins domestiques.

De même dans le cas des projets qui nécessitent la délocalisation des peuples autochtones, devant la rupture dans leur mode de vie que cette délocalisation suscite en cas de recasement (cas d'un habitat moderne) pas d'alternative. Car en cas de recasement c'est un habitat « moderne » qui leur est offert. Dans le cadre du programme forêt secteur environnement, du sous- secteur forêt environnement, la loi de 1974 sur les forêts est en cours de révision. Le cadre d'élaboration de la loi a été élargi à différents acteurs dont les populations autochtones. Dans la nouvelle version de la loi à venir les mécanismes de renforcement ont été prévus pour que les peuples autochtones aient accès aux ressources naturelles (ressources forestières et

fauniques). Autres prévisions qui tranchent avec la loi en vigueur sur les forêts, l'ouverture de l'accès aux peuples autochtones quant aux ressources d'une certaine catégorie à des fins d'exploitation commerciale. Autrement ces populations pourront prélever certaines de ressources dans la nature à des quantités précises qu'elles peuvent commercialiser pour garantir leur subsistance. La tendance selon les explications des responsables des forêts est de mettre en place des mécanismes de modernisation des peuples autochtones, afin qu'ils ne restent pas en marge de la société et de l'évolution, la modernisation, question de ressentir les effets bénéfiques de la croissance. Dans ce sens quelques jeunes « Pygmées » ont été parmi les lauréats de la dernière cuvée à l'école des eaux et forêts de Mbalmayo, non loin de Yaoundé, avec le grade d'agent ou d'agents techniques des eaux et forêts. Dans le souci de matérialiser l'intégration sociale de ces jeunes, la tendance va se poursuivre. Il y a aussi dans le même souci les programmes de substitution qui permettent aux peuples autochtones de ne plus uniquement vivre des activités traditionnelles que sont la chasse et la cueillette, mais de s'arrimer à la modernité. Autrement, les Bagyeli comme tous les autres « Pygmées » sont appelés à ne pas vivre dans l'isolement, en marge de l'évolution de la société. Le souci est de progressivement les intéresser à d'autres perspectives telles que l'agriculture, la pêche. Sans les couper complètement de leur réalité les projets et propositions à leur égard sont « une fenêtre sur le monde moderne ». Dans cette mouvance qui se situe également dans un contexte de

mondialisation, l'école s'inscrit parmi ces outils qui permettent une meilleure intégration dans cette ère.

Mais les autorités reconnaissent que l'évolution vers les objectifs poursuivis ne s'effectue pas à la vitesse escomptée. Bien des pesanteurs, des obstacles et d'insuffisances persistent encore pour que les objectifs poursuivis soient atteints. Le suivi des jeunes Pygmées sortis de l'école des eaux et forêts n'est pas totalement assuré même si l'école des eaux et forêts va continuer d'admettre les jeunes « Pygmées ». Leur recrutement dans l'administration n'est pas garanti bien que la possibilité de recrutement des « Pygmées » dans les réserves forestières soit envisagée. Par ailleurs n'est pas précis quant à l'aboutissement de la loi qui est encore dans le processus de révision. Le nouveau projet de loi sur les forêts est encore en discussion au niveau du gouvernement, plus précisément dans les services du premier Ministre d'où il partira pour la présidence de la république avant d'atterrir à l'Assemblée nationale aux fins d'adoption. Les initiatives et projets sur les peuples autochtones en général et sur les Bagyeli en particulier s'inscrivent dans un cadre multisectoriel global impliquant différents départements ministériels. Mais, le ministère des affaires sociales y joue un rôle important dans la mesure que c'est le premier département ministériel concerné comme en charge des affaires sociales face à un groupe dit vulnérable. C'est donc à juste titre que ce département ministériel est

approché pour évoquer ses initiatives vis-à-vis des « Pygmées » en général et particulièrement pour les Bagyeli.

6.4.3 Échanges avec les responsables des affaires sociales

Le ministère des affaires sociales compte plusieurs directions en fonctions des secteurs qui sont censés répondre aux préoccupations qui se posent ou que le département ministériel est appelé à résoudre ; ainsi au terme de la réorganisation du ministère des affaires sociales survenu en 2013 et bien avant cette date il existe une direction en charge de la solidarité nationale. La mission consiste entre autres à prendre en compte les préoccupations des populations vulnérables à l'instar des minorités marginalisées que sont les « Pygmées », les Bororo¹²², à mener des plaidoyers à l'endroit des autres administrations en vue de l'épanouissement des peuples indigènes et tribaux. Dans ce rôle d'interface entre les autres administrations et ces peuples, le ministère des affaires sociales tente de faire un lobbying afin que certains projets voient le jour et prennent corps dans les secteurs aussi divers que la santé ou l'éducation. Ainsi en 2013, le département ministériel a créé 31 services d'action sociale. Leur rôle est de mener un plaidoyer entre les besoins des populations autochtones et les services à offrir. Ces actions vont de la sensibilisation à la

¹²² Autres groupe de population marginalisée du Cameroun. Le Bororo habitent essentiellement la partie septentrionale, le Nord ouest et l'ouest du pays.

formation des acteurs avec pour leitmotiv l'ouverture aux autres tout en satisfaisant les besoins des Bagyeli. C'est ainsi que les populations « Pygmées » sont encouragées dans les actions communautaires (plantations, cases communautaires, adductions d'eau). Les autorités du ministère des affaires sociales affirment ne pas encourager les « Pygmées » à vivre dans l'autarcie, tout comme il est de bon ton de leur ouvrir la voie à d'autres secteurs. Il faut ajouter les problèmes fonciers à cette quête. Pour l'heure le Ministère des affaires sociales s'occupe encore de la formation des populations. Ici comme dans d'autres secteurs, les responsables du Ministère des affaires sociales se disent convaincus de ce que l'un des problèmes de fond reste celui de l'éducation. Si un accent est mis sur la scolarisation de manière générale, il reste constant que l'accent est aussi mis sur la formation ou l'approfondissement des connaissances dans des domaines comme celui des forêts. C'est ainsi que quelques « Pygmées » ont été admis à l'école des eaux et forêts de Mbalmayo qui se trouve à une soixantaine de kilomètres de Yaoundé (la capitale du Cameroun).

Toutefois les responsables étatiques admettent que le développement des peuples autochtones dont des « Pygmées » reste une question de croissance, c'est-à-dire qu'il reste tributaire de la croissance économique. Aussi posent-ils le problème de moyens qui sont insuffisants pour survenir aux besoins des « Pygmées » qui se posent aussi d'ailleurs aux autres groupes ethniques. Le motif explique la modicité des moyens

alloués aux institutions qui servent à l'encadrement de ces peuples ; le cas du FONDAF à Bipindi. La structure reçoit annuellement une somme de 250 000 FCFA, l'équivalent de 555,5 dollars canadiens. Même si l'État par le biais du Minas¹²³ prévoient de relever cet apport dans la deuxième phase du PNDP par des bourses aux enfants « Pygmées » qui vont à l'école, il admet aussi qu'il ne peut aider les institutions comme le FONDAF en renforçant ses capacités d'accueil à l'instar de la construction des salles pour l'hébergement des enfants Bagyeli. Il préfère financer pour l'acquisition des fournitures scolaires de ces enfants au détriment d'un investissement d'ordre structurel.

De manière générale, pour les autorités camerounaises il se pose le problème d'une véritable élite « Pygmée ». Celle-ci doit se construire par la formation. Par ailleurs l'autre pendant du problème se trouve au niveau de l'organisation de ce peuple. En effet l'avenir autant que l'organisation de ces populations a été abandonné aux mains des OAL (Organisme d'appui local). Ce sont des organisations non gouvernementales à qui l'État a confié la mission de mener des études auprès des communautés « Pygmées » aux fins de conduire certains projets et programmes. Il en a été ainsi du PNDP/PDPP. La plupart d'entre ces organismes n'ont pas fait preuve de sérieux, et s'intéressant plus aux subsides qu'aux questions de développement des populations

¹²³ Le MINAS est l'abréviation du ministère des affaires sociales.

autochtones. L'État entend combler cet aveu de démission par la création en 2013 de 31 centres de l'action sociale avec pour mission la conduite du Plan de développement des peuples Pygmées du PNDP. Le Minas espère que la deuxième phase du PNDP/PDPP permettra un investissement de l'ordre de 802 millions de FCFA (1.782.222 dollars canadiens) destinés à 31 communes des trois régions : le Centre, l'Est et le Sud où habitent les populations « Pygmées ». Par ailleurs, Le Minas se targue d'avoir signé une convention en 2013 avec l'Agence du service national de participation au développement. Selon la dite convention, « 1000 jeunes socialement vulnérables font l'objet d'une initiation à la formation professionnelle et des appuis à l'installation, dans le cadre de la seconde cuvée des jeunes volontaires pour le développement. Dans cette cuvée, figurent 250 jeunes issus des peuples Pygmées et 170 des communautés Bororo ¹²⁴ ». À mettre également à l'actif des pouvoirs publics le projet d'amélioration de la compétitivité agricole (PACA) qui dispose « d'un cadre pour les actions en faveur des peuples Pygmées ». Le cadre vise le renforcement et la diversification des capacités de production des peuples « Pygmées » dans les filières agropastorales afin d'accroître leurs revenus et « leur contribution à la relance de la croissance de l'économie nationale ». Le Ministère des affaires sociales laisse aussi prévaloir la création d'un comité intersectoriel de suivi des programmes et projets qui impliquent les populations vulnérables. L'objectif assigné à la structure est d'assurer la coordination, le suivi et l'évaluation et de

¹²⁴ Voir Aide mémoire sur la protection des populations autochtones vulnérables publié le 2 septembre 2013 pour l'audience de la ministre des affaires sociales à Mme Rita Iszak, expert indépendant des Nations unies sur les questions des minorités.

mettre en synergie acteurs et ressources pour plus d'efficacité et d'efficience des interventions menées¹²⁵. Ce comité a tenu sa première session le 7 août 2013.

En matière de proposition les pouvoirs publics suggèrent par exemple le placement des enfants « Pygmées » dans les familles d'accueil Bantou en vue de favoriser le brassage entre les différents groupes. Si nombre de propositions sont faites et bien d'actions sont posées par les pouvoirs publics, ils reconnaissent qu'il y a encore de nombreux blocages et pesanteurs. Tous les maillons de la chaîne gouvernementale ne sont pas encore huilés et habités par le changement que nécessite la question des « minorités vulnérables en général et celle des « Pygmées » de manière particulière. Le niveau de conscience s'apprécie au degré d'implication et à la consistance des moyens déployés par la cause. La position contraste avec le sentiment partagé par les responsables étatiques pris isolément ou en privé. D'aucuns confessent entre autre qu'il faille comprendre la position et les préoccupations des Bagyeli et autres « Pygmées » tout comme l'état des « minorités vulnérables ». D'autres encore avouent la puissance de la pharmacopée des « Pygmées » qui fait drainer jusqu'aux plus hauts cadres de l'administration mais qui ne s'accordent pas à appuyer ces peuples autant dans la pérennisation de ses savoirs que dans leurs reconnaissance officielle.

¹²⁵ Op.cit. P. 2.

Les contradictions de l'État sur la question des peuples autochtones et en particulier sur le statut des « Pygmées » se lisent également à travers les documents aussi bien au sein du PNDP qu'en dehors de ce programme. Aussi l'analyse des résultats de différentes enquêtes et des documents démontre-t-elle ce flottement des pouvoirs publics sur le sujet.

CHAPITRE VII

RÉSULTATS DES ENQUÊTES ET DOCUMENTS

Le chapitre VI a relaté la vie quotidienne des Bagyeli des différents campements de Bipindi et environs, puis ceux d'ailleurs. Après ce travail d'observation qui a consisté à observer au quotidien les Bagyeli, dans les différents domaines et secteurs d'activité ainsi que dans les différentes conditions et rôles joués dans les différentes composantes, il est judicieux de confronter sans nécessairement opposer cette réalité avec les résultats d'un autre outil d'évaluation. Cet outil ou cet instrument porte le nom d'enquête. Car comme le souligne Durkheim (1892) sur les travaux de Montesquieu au sujet de ses contributions à la constitution de la science sociale, « il n'est pas d'autre moyen pour découvrir les lois de la nature que d'étudier attentivement la nature elle-même. Disons mieux : il ne suffit pas de l'observer, il faut l'interroger, la tourmenter, la mettre à l'épreuve¹²⁶ », il vaut mieux interroger ici les acteurs de la communauté Bagyeli afin de mieux cerner ce qu'ils sentent, ce qu'ils pensent en rapport avec des problématiques qui se posent à eux.

¹²⁶Émile Durkheim (1892), La contribution de Montesquieu à la constitution de la science sociale. Produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi. disponible sur : Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>, consulté le 8 novembre 2013.

Le chapitre VII de cette recherche est ainsi consacré à ce questionnement sans nécessairement tourmenter ni mettre en épreuve les acteurs de la communauté Bagyeli. L'articulation a le souci de compléter les observations de visu sur le terrain. Il est question de poser ensemble sans absolument opposer les faits observés par le chercheur et ceux relatés par la population au cœur de la recherche. La finalité est la recherche de cohésion ou de distanciation entre les deux approches ou réalités dans le but de cerner les aspirations réelles et la réalité exacte du monde des « Pygmées » Bagyeli.

À côté des enquêtes effectuées dans les campements, auprès des différentes couches sociales, se dressera une évaluation de certains documents clés servant au fonctionnement et à la compréhension du PDPP/PNDP. La démarche non seulement éclaire sur les préoccupations, la réalité Bagyeli, mais elle irradie également sur la contribution des Bagyeli à la réalisation du PDPP. De cette contribution émerge le degré de participation et de dévouement dans la mise en œuvre concrète du projet dont le but est d'assurer le développement des peuples « Pygmées ».

7.1 Les enquêtes

Les enquêtes ont été menées non seulement dans les campements de Bipindi et environs où la recherche était initialement menée, mais aussi dans les localités environnantes et dans les campements de Bipindi. Ces campements présentent presque les mêmes spécificités que ceux de Bipindi. Mais la préoccupation était de savoir si les groupes « Pygmées » y habitant avaient aussi les mêmes préoccupations. Le PDPP étant une initiative en faveur du développement des « Pygmées », il était de bon ton d'appréhender la compréhension que tous les groupes y compris ceux habitant la zone de recherche, question de comparer les données. Hormis les campements de Bipindi et environs, les enquêtes ont ainsi été administrées dans la localité de Minko'o.

Dans les différentes entités, les préoccupations relatives au développement, au développement durable, à l'organisation sociale, à l'implication des femmes, aux activités de prédilection, à la participation à la vie nationale et locale ainsi qu'aux rapports avec le voisinage ont été privilégiées. La communication et les valeurs de la communauté constituent le socle, la plaque tournante. Il se dégage une similarité dans les résultats recueillis dans les trois entités sur plusieurs points y compris dans l'appréhension de la notion de développement, de développement durable ou alors

des défis quotidiens. Dans chaque localité les différentes composantes sociologiques ont été sollicitées, à savoir les jeunes, les adultes, les hommes, les femmes de Bipindi et ses environs qui ont été les premières et les principales localités où les enquêtes ont été administrées.

7.1.1 Les enquêtes à Bipindi et environs

En dehors de Bipindi (Élog Ndiga), les formulaires d'enquêtes ont été administrés également dans les campements environnants. Ainsi les habitants des campements de Memel, Kouambo, Bidjouka, Grand Zambi et Nyaminkoumbi ont aussi été consultés. La méthode utilisée est la méthode non probabiliste et sur les différentes catégories sociales que constituent les femmes, les hommes, les jeunes. Dans ce premier espace composé des campements de Bipindi et environs, soixante une (61) fiches-questionnaires ont été administrées, cinquante (50) ont été utilisées et neuf (9) ont été sans réponse. Ici quelques problèmes ont été rencontrés à l'instar du sous peuplement des campements. Certains d'entre eux comptent cinq ou dix habitants. Dans d'autres encore beaucoup de départ ont été notés; ces mouvements sont dus aux parties de chasse et de ramassage plus loin dans la forêt. Ainsi 6 personnes de Bidjouka ont répondu au questionnaire, 6 aussi à grand Zambi, cinq à Memel, cinq répondants enregistrés à Kouambo, 7 à Élog- Ndiga et 21 à Nyanminkoumbi. Au total 27

femmes ont démontré leur disponibilité en répondant au questionnaire contre 23 hommes pour 51 répondants en tout. Face au progrès et à l'engouement manifesté par les femmes pour participer à cette collecte de données, il a été important de ne pas modifier ces chiffres dans la perspective d'un équilibre de parité hommes-femmes. Mais en dépouillant les formulaires il appert que les réponses données aussi bien par les femmes que par les hommes revêtent un contenu presque identique. Cette similarité dans les réponses part de la définition des Bagyeli et de leurs activités.

7.1.2 Définition des Bagyeli et leurs activités

Dans leurs réponses indifféremment du sexe, du rôle qu'elles jouent dans la communauté ou de l'âge, les 50 personnes interrogées définissent par une écrasante majorité les Bagyeli comme un peuple de la forêt où ils vivent. Autrement 90 % des personnes interrogées estiment que les Bagyeli se définissent par leur vie en forêt. La frange des personnes restantes donnent des réponses qui y ont aussi trait. Hormis celles qui n'ont pas défini les Bagyeli (3,5 %), certaines les définissent par leur petite taille et leur mobilité (2,5 %); d'autres encore par leur mode de vie, sans préciser lequel (3 %) ou alors par ce que simplement différent des autres (0,5 %). Elles lient ainsi les Bagyeli aux activités que sont la chasse la pêche, la cueillette qui sont par ailleurs leurs activités de prédilection. Sur les 50 répondants, seuls 7 n'ont pas

répondu à la question sur la définition des Bagyeli mais tous ont lié leurs activités à la forêt et aux occupations connexes. La tendance est presque identique lorsqu'on en vient aux valeurs, aux vertus que partagent les membres de la communauté.

7.1.3 Valeurs fondamentales

Dans la rubrique sur les valeurs fondamentales des Bagyeli, se trouvent en bonne place la culture, la tradition, la connaissance et la vie en forêt, les savoirs locaux, le respect des humains et de leurs droits, le respect des aînés. Il y a aussi la paix, la vie de famille ou de groupe, l'égalité. Les Bagyeli interrogés estiment à 99 % que ces éléments sont les plus importants pour eux. 2 % des répondants citent l'école comme fondamentale avec une précision que malheureusement ils ne bénéficient pas d'aide dans ce secteur. Quant à ce qui concerne les éléments indispensables de leur culture, la pharmacopée est citée autant que les rites, les danses, la forêt et les savoirs locaux. Cette quasi unanimité manifestée pour les valeurs fondamentales n'est pas la même exprimée au niveau de la consultation et de la participation des Bagyeli aussi bien pour les affaires qui concernent le village ou la communauté.

7.1.4 Participation et consultation des Bagyeli

En matière de consultation des Bagyeli quant aux affaires de la communauté, les réponses sont contrastées, variées. Il y en a qui estiment qu'ils ne sont pas du tout consultés. 26 personnes parmi celles qui ont participé à l'enquête estiment ainsi qu'elles ne sont pas consultées pour les affaires qui concernent leur communauté au niveau du village ou l'arrondissement. Il se dégage toutefois que parmi ces 26 personnes, soit plus de la moitié et précisément 52 % de l'échantillon (50 personnes), dix sept sont les femmes et neuf sont de sexe masculin qui ne sont pas consultées du tout. Le reste estime qu'il est consulté lorsque l'on débat des problèmes des Bagyeli dans le village où ils vivent. Treize hommes sur les cinquante personnes interrogées sont consultés tandis que 10 femmes sont appelées souvent à donner leur avis sur les questions les concernant. Une personne n'a pas répondu à la question. À cette problématique de la consultation se greffe la préoccupation de la participation qui en est presque la résultante à tout le moins. Les deux questions apparemment liées à en juger par les résultats de l'enquête. Comme pour ce qui est du déficit de consultation observé plus haut, les Bagyeli interrogés affirment dans une relative majorité participer à la vie du village ou de la communauté, soit 11 hommes (37 %) et 17 femmes (58 %). Les personnes enquêtées disent participer à hauteur de 56 %. Certes ici la notion de participation est à cerner dans leur appréhension. En effet lorsqu'ils en viennent à décrire la manière de participer l'on perçoit le sens donné à la notion.

D'aucuns affirment qu'ils participent aux activités du village en construisant les cases, en participant aux travaux communautaires, en s'associant aux séances d'investissement humain, en participant aux parties de chasse collectives. D'autres soutiennent y participer en faisant qui, une plantation, qui, une porcherie. Ils avouent ainsi s'activer à quelque chose que ce soit sur le plan personnel ou collectif ; la différence n'est pas nette lorsqu'ils parlent de participation à la vie du village ou de la communauté. Le même flou persiste et devient même grandissant lorsqu'il advient d'évoquer la notion de développement, puis du développement durable.

7.1.5 La notion de développement

À la question de savoir si les enquêtés ont déjà entendu parler de « développement », les réponses sont de l'ordre de 15 chez les 21 hommes qui ont répondu au questionnaire, soit 71 pour cent de cette catégorie. Chez les femmes, ce pourcentage est de l'ordre de 80 pour cent ; c'est-à-dire 16 des 20 femmes qui ont répondu au questionnaire avouent avoir entendu parler de développement. Pour eux le développement, c'est changer de mode de vie ; notre environnement, c'est l'amélioration des conditions de vie, le progrès, être à l'image des Bantou, le progrès social et économique, l'émancipation, le changement d'une vie indigène à une vie

moderne, l'aménagement de l'environnement pour un meilleur épanouissement, c'est réaliser les infrastructures des blancs.

Ces réponses sont données indifféremment du sexe ou de l'âge des répondants. Mais ces réponses deviennent plus ambiguës, complexes et indécises lorsqu'il s'agit du développement durable. La difficulté se note à commencer par la signification ou la définition qu'ils ont ou qu'ils font de la terminologie développement durable. Sur 50 répondants, 34 dont 19 femmes et 15 hommes ne savent pas ce que cette notion revêt, ce qu'elle signifie. Autrement, 66 pour cent des répondants soit 33 affirment n'avoir pas encore entendu parler de cette notion. La conséquence au niveau de la tentative de définition coule de source. Les seize personnes qui avouent avoir déjà entendu parler du développement durable estiment que ce paradigme signifie :

la gestion rationnelle des ressources durables tout en améliorant les conditions de vie des populations locales, ou alors le processus d'amélioration des conditions de vie à long terme en préservant les ressources naturelles, la gestion des ressources à long terme ; changer le mode de vie en gardant pour longtemps l'essentiel de notre environnement ou simplement la préservation des ressources naturelles (Résultats de l'enquête).

La profession ou le statut de ceux qui ont répondu positivement à cette partie du questionnaire n'est pas relevé. Pour ce qui est de l'organisation sociale, tous les répondants ont confirmé la structuration sociale des Bagyeli qui repose sur le chef du

campement, les notables qui peuvent aussi être les guérisseurs, les chasseurs. Mais les autres pôles importants de l'enquête sont les notions de chef, leader et leur impact aussi bien dans la communauté que dans le développement de celle-ci.

7.1.6 L'appréhension du leader et de son rôle dans la communauté Bagyeli.

Dans les campements de Bipindi et environs, la notion de chef ou de leader est reconnue. Bien qu'encore assujettis aux chefs de villages Bantou, les Bagyeli de Bipindi ont tout de même les chefs de campements ou de famille. En dépit de la différence qui existe entre le chef ou leader administratif, de la communauté et le leader au niveau du campement, les Bagyeli perçoivent la portée de la mission de cette catégorie sociale. Au regard des résultats de l'enquête, le chef, c'est le responsable, c'est aussi le leader, le guide. Il doit ainsi et par conséquent avoir un comportement par lequel on le reconnaît. Selon les éléments d'ordre comportemental que les Bagyeli citent dans leurs réponses il y a le sens des responsabilités, rassembleur, imposant, vaillant. Il doit aussi agir en personne honnête, éclairée, ambitieuse, cultivée, être à l'écoute de la communauté, sage, éduquée, éveillée. Les mêmes critères permettent également de déterminer ou de choisir un leader au sein du groupe. Mais dans l'ensemble et dans leur écrasante majorité, les Bagyeli dans leurs réponses estiment que le leader doit avant tout être un charismatique. À cette vertu

s'ajoutent alors tous les autres qualificatifs ; le sérieux, la vaillance, la sagesse, la sociabilité, la culture, rester à l'écoute de la communauté qu'on doit servir. C'est par ces capacités que le leader peut donc s'imposer dans la communauté. Les personnes qui ont répondu à l'enquête pensent ainsi que le leader peut impacter le changement positif au sein de la communauté en mettant au service de la communauté son charisme ainsi que les autres atouts et qualités dont il dispose. Le développement n'échappe pas à ce service. Autrement, ces qualités peuvent être nécessaires pour aider les Bagyeli à sortir de leur situation de marginalisés. Au nombre des atouts dont peuvent bénéficier les groupes « Pygmées » il y a l'appréhension de la question genre ou tout au moins la place qu'occupe la femme au sein de la famille et par conséquent dans la communauté. Les résultats de l'enquête menée aux campements de Bipindi et environs mettent en exergue la place de la gent féminine dans ce milieu.

7.1.7 Les questions de genre

Selon les résultats de l'enquête les femmes sont « la roue motrice de la communauté, le levier du développement communautaire ». Cette place centrale, elles l'ont déjà depuis le foyer, elles gèrent ainsi le quotidien dans la communauté. La femme, « plaque tournante de la famille et de la communauté » est affirmée par la totalité des hommes ayant répondu au questionnaire. La tendance est confirmée par les femmes

elles mêmes qui estiment également à l'unanimité que leur rôle dans les questions de développement est cruciale, déterminante. Ce rôle part de la place qu'elles occupent au foyer, dans le campement et dans la communauté. Il reste que pour jouer ce rôle, la femme comme l'homme Bagyeli doit user des outils de communication. Dans les campements de Bipindi et environs la question de communication est aussi déterminante. Elle englobe les canaux, les outils, les langues utilisés pour échanger à l'intérieur de la communauté et vis-à-vis de l'extérieur.

7.1.8 La communication dans l'environnement des Bagyeli

Pour communiquer entre eux et avec l'extérieur, les Bagyeli de Bipindi disent utiliser deux types de langues principales et selon l'orateur ou l'interlocuteur. Ils utilisent la langue Gyeli qui est leur langue lorsqu'il s'agit des échanges entre Bagyeli. Par contre vis-à-vis des interlocuteurs qui leur sont extérieurs ou étrangers, c'est le Français pour ceux qui le peuvent ou alors ils se servent de traducteurs ; aussi bien pour les langues Bantou que pour le Français. Mais pour ce qui est des informations nationales et internationales, les Bagyeli disent les suivre par personnes interposées et surtout par le biais des autorités ou les chefs de campement ou de villages. 73 pour cent des répondants de sexe masculin avouent s'informer ainsi par le truchement des chefs. Une personne seulement dit s'informer par le canal « du bouche à oreille »

dans la rue ou de la part des Bantou. Le reste des hommes dit ne pas être informé par quelque intermédiaire que ce soit. La réalité n'est pas différente chez les femmes où la presque totalité reçoit les informations nationales et internationales par le canal du chef, alors que le reste ne reçoit pas ces informations. Les raisons sont élucidées lorsqu'il faut parcourir les différents canaux utilisés pour s'informer. En effet les Bagyeli écoutent rarement la radio, regardent moins la télévision. Internet leur est inconnu. 14 personnes des 50 interrogées soulignent qu'elles écoutent de temps en temps la radio (sans précision de la chaîne) ou regardent à intervalles très irréguliers la télévision. La presse écrite n'existe pas ici. Les raisons de ce fossé médiatique s'expliquent par les réponses données. Les Bagyeli disent qu'ils n'ont pas de radio ou de télé, évoquant le dénuement, la pauvreté. Certains avouent qu'ils sont analphabètes, d'autres encore expliquent la situation par le désintérêt et même d'opportunité, de cadre ou d'environnement. En effet pour certains d'entre eux la radio et surtout la télévision c'est en ville qu'on en trouve et en use.

À partir de ce qui a été recueilli dans les campements de Bipindi et environs, il nous a semblé opportun et utile de procéder à un autre recoupement en abordant par la même approche et avec le même outil les Bagyeli d'un autre campement et sur un lieu bien différent. Le souci est le même, c'est-à-dire appréhender par leurs affirmations la position des Bagyeli. Cette autre enquête s'est déroulée dans le village

Minko'o, dans l'arrondissement de Djoum mais toujours dans la région du Sud. La cartographie ethnique est presque la même dans ce village avec la présence des Bagyeli sédentarisés à côté des groupes Bantou. Certes il importe de relever qu'à Minko'o, la composante Bantou est plus uniforme parce qu'il existe deux groupes ethniques de Bantou, à savoir les Bulu et les Fang. La situation dans les autres campements différerait de ce que plusieurs groupes gravitent autour des Bagyeli. Ainsi à Bipindi cohabitent les Bassa, les Ngoumba, les Bulu, les Fang. Toutefois cette précision n'a pas grande influence quant aux résultats. Les éléments ainsi recueillis dans le campement de Minko'o ne sont pas très différents de ceux relevés dans les campements situés à Bipindi et environs bien que sur certains points on note une certaine démarcation, voire une évolution perceptible. Devant les défis qui sont les leurs et notamment sur leur statut de marginalisés les Bagyeli tentent certaines suggestions que devraient prendre en considération quelque partenaire qui soit engagé dans la réflexion ou cette quête tendant à l'amélioration de leur statut.

7.1.9 Les Bagyeli face à leur situation

De ce qui transparaît des enquêtes, les Bagyeli savent que leur statut n'est pas le meilleur. Aussi tentent-ils quelques esquisses de réponses pour améliorer celui-ci. Les 50 personnes sondées à Bipindi et environs reconnaissent à l'unanimité que les

Bagyeli sont marginalisés. Face à cette situation, une diversité de solutions et de propositions est faite. Il ressort ainsi que l'école est le créneau le plus proposé. 10 sondés de sexe masculin sur les 19 pensent que l'école est un bon moyen pour les Bagyeli de lutter contre la marginalisation. Neuf femmes sur 26 choisissent également l'école comme porte de sortie de la marginalisation des Bagyeli. Autrement près de la moitié des personnes sondées penchent pour la scolarisation des Bagyeli. D'autres personnes sondées le signifient par ricochet notamment par insinuation car une frange bien qu'insignifiante estime que la lutte contre la marginalisation des « Pygmées » ou Bagyeli peut se faire par leur sédentarisation. Ici ils se posent en comparaison aux Bantou ou aux Blancs. Ils souhaitent être scolarisés comme les Bantou ou alors aller à « l'école des Blancs ».

L'autre solution que les enquêtés choisissent est la revendication des droits. 16 femmes enquêtées soit 59 pour cent proposent cette solution ; tandis que 6 hommes sur 23 estiment que la revendication des droits des Bagyeli serait la solution. Ici il s'agit de tous les droits des Bagyeli : droits fonciers, droits à la vie, à la citoyenneté, etc., et devant différentes instances, aussi bien devant les Bantou qu'auprès des autorités. Les enquêtés pensent que cette clé peut être utilisée même par les femmes qui sont d'ailleurs les plus nombreuses à opter pour ce moyen. Dans ce volet comme dans celui des questions de développement en général, les Bagyeli pensent que les

femmes ont un rôle à jouer. En somme il se dégage que les Bagyeli de Bipindi et environs ont une idée plus ou moins précise de ce qu'ils sont, de leur statut et des défis qui se présentent à eux. Mais à première vue l'on aurait pensé que cette situation leur n'est qu'exclusive. Aussi serait-il judicieux et utile d'étendre le champ d'expérimentation hors de la communauté de Bipindi un temps soit peu aux fins de prendre un pouls plus étendu à mesure de mieux diagnostiquer la problématique « Pygmées » en regard des éléments symptomatiques relevés à travers une autre enquête menée dans un autre campement, celui de Minko'o.

7.2 Les enquêtes au campement de Minko'o

Le campement de Minko'o est situé entre dans la région du Sud Cameroun mais dans un autre arrondissement, l'arrondissement de Djoum dans le département du Dja et Lobo. Djoum est aussi l'une des 9 communes qui bénéficient du PDPP/PNDP. À quelques exceptions près Djoum rencontre les mêmes problèmes de pauvreté en général et de la marginalisation des populations et en particulier des populations « Pygmées » que Bipindi. Ce sont ces préoccupations qui sont traduites dans cette enquête effectuée pour confronter avec celle opérée à Bipindi et vérifier la réalité que vivent les populations autochtones. Dans le campement de Minko'o, l'enquête a été menée auprès de 20 personnes qui ont répondu au questionnaire, soit 6 jeunes, 7

femmes et 7 hommes. Mais en rangeant les trois groupes selon le critère genre, sur un total de 20 personnes, 10 sont de sexe masculin, autant pour le sexe féminin. Les différentes catégories de la population expriment les mêmes desiderata et les mêmes aspirations à commencer par l'appréhension du Bagyeli.

Les Bagyeli, ici comme dans les campements de Bipindi et ses environs sont perçus comme des êtres mobiles, semi nomades, vivant essentiellement en et avec la forêt. Ils se reconnaissent aussi par leur langue le Gyeli ainsi que par leur mode de vie et leurs activités traditionnelles, puis leurs occupations préférées.

7.2.1 Les activités fondamentales

La vie en forêt et les activités de chasse, ramassage, cueillette, pêche caractérisent ainsi les Bagyeli. Ces activités sont par ailleurs les plus prisées dans ce campement, même par les jeunes. Sur les 20 répondants, un seul cite l'agriculture aux côtés de la chasse, la pêche, la cueillette dans le registre des activités de prédilection. Ici les Bagyeli interrogées ne font pas de distinction nette entre les activités traditionnelles et celles qu'ils privilégient. La chasse, la pêche, la cueillette, les randonnées en forêt, le ramassage, l'artisanat sont s'enregistrent ainsi dans les deux registres chez tous les

jeunes interrogés, soit 100 % en termes de statistiques. Les mêmes statistiques sont valables pour les femmes. Elles ne sont pas très différentes en ce qui concerne les hommes. Seul un homme sur les 6 interrogés ajoute à cette liste des activités préférées l'agriculture à côté de la chasse. La même convergence est notée au niveau des valeurs fondamentales où le respect des autres est au centre des préoccupations.

7.2.2 Valeurs fondamentales à Minko'o

Même s'il y a un enrichissement avec des options supplémentaires (comme la vie en communauté, le respect des aînés, le mariage) à Minko'o, le souci est presque identique qu'à Bipindi. Ici aussi l'attention est mise sur le respect de l'autre, le respect de la parité hommes-femmes, la vie en communauté. La tendance se conforte aussi pour les valeurs traditionnelles ; En effet lorsque les Bagyeli de Minko'o doivent choisir ce qui prime dans leur culture, c'est presque à l'unanimité qu'ils évoquent leur pharmacopée, leurs traditions, les savoirs locaux, le mode de vie lié à la forêt. Ces choix sont faits indifféremment du sexe ou de la tranche d'âge. En dépit de ce penchant pour la tradition et les activités liées à la forêt, les Bagyeli de Minko'o se disent engagés dans les occupations du village par le truchement de leur participation aux activités du village ou de la communauté.

7.2.3 Participation et consultation

La participation dans les activités communautaires et les consultations sur la vie des peuples « Pygmées » forment des points de démarcation entre les deux entités. En effet les Bagyeli de Minko'o disent dans leur grande majorité être consultés pour les affaires concernant leur communauté là où ils se trouvent. 80 pour cent de femmes sont ainsi consultées, autant pour les jeunes, alors que 100 pour cent d'hommes reconnaissent avoir souvent été consultés lorsqu'il est question de discuter des affaires les concernant. Le corollaire de la consultation qui est la participation prend aussi de l'ampleur à Minko'o, car 100 pour cent des 20 répondants du campement avouent prendre part aux activités du village ou de leur campement. Les activités pour lesquelles ils participent méritent également attention. La majorité affirment qu'ils travaillent dans les champs et porcheries communautaires, chantent dans les cérémonies de la communauté, mobilisent les agriculteurs pour les activités économiques, ou sensibilisent en vue de la scolarisation ou contre les MST SIDA ou encore se déploient dans les plaidoyers en vue de l'acquisition de terres auprès des Bantou. D'autres avouent aussi s'activer dans les activités telles que la lutte contre le braconnage, l'assistance du chef dans la résolution des conflits, conseiller les jeunes ou transmettre les savoirs. D'autres enfin prennent parfois les activités personnelles pour les activités de la communauté ou en faveur de celle-ci. Dans cette dernière catégorie se rangent ceux qui déclarent participer par la construction des cases, la

recherche des ressources, le ramassage du bois de chauffe, la chasse, la recherche des écorces, la fabrique des paniers.

De manière générale, la participation est plus palpable ici et les prémices d'une organisation de la communauté se font palpables. Parmi les répondants de Minko'o il y a une conseillère municipale. L'autre particularité de Minko'o est que le campement se trouve à la lisière d'un espace de conservation forestière. Les lieux ont connu de nombreuses descentes sur le terrain des ONG et autres autorités non seulement pour tenter une compensation des populations « Pygmées » sorties de l'espace forestier mais aussi pour tenter une organisation certes encore embryonnaire, mais qui laisse un certain impact. Les prémices de cette organisation sont déjà perceptibles à travers les efforts de participation dans les activités du village ou de la contrée où ils vivent. L'implication des « Pygmées » ici se fait perceptible aussi à travers les voies de décision sur le plan politique. À la différence de Bipindi qui ne comptait aucun ressortissant « Pygmées » parmi ses conseillers municipaux jusqu'aux municipales du 30 septembre 2013, Minko'o comptait déjà une conseillère municipale « Pygmée » dans l'exécutif communal de Djoum. Mme Julie Mendo s'active ainsi à regrouper les différents membres des GIC d'agriculteurs et les sensibilise pour leur insertion sociale et économique.

7.2.4 La problématique « des développements »

À Minko'o la question du développement et du développement durable est déjà aussi entrée dans les débats depuis quelque temps et elle y fait son chemin. Pour preuve dans les réponses à l'enquête effectuée, les problématiques semblent assez bien appréhender en dépit de quelques insuffisances ou incohésion. La moitié des jeunes avouent avoir déjà entendu parler de développement et de développement durable. L'autre moitié n'en a aucune idée. La moitié qui dit être au courant du développement le définit comme : progrès, le devenir et vivre dans la civilisation, le changement du mode de vie, le progrès de la société, ou encore accepter la vie moderne, des Blancs. Quant au développement durable, il est perçu comme une forme de progrès qui intègre tous les aspects de la conservation des richesses naturelles, culturelles et sociales du pays, ou alors le fait de ne pas oublier entièrement leur culture et bien gérer la biodiversité. D'autres le définissent comme le fait de se développer tout en conservant ou en gérant rationnellement la biodiversité. Sur les 10 personnes de sexe féminin qui ont pris part à l'enquête, un peu plus de la moitié a déjà entendu parler de développement, soit 60 % de cette catégorie. Cette tranche estime que le développement est l'amélioration des conditions de vie et de l'environnement ; le progrès, l'évolution, vivre dans la civilisation, la vie moderne.

Pour ce qui est du développement durable les femmes soulignent qu'il est une forme de développement qui prend en compte la gestion et la conservation de l'environnement, le progrès qui prend en compte l'équilibre, le meilleur épanouissement des hommes, c'est le bien-être. Ici juste la moitié (50 %) dit savoir et décrit ce c'est que le développement durable. Chez les hommes, la moitié des enquêtés (50 %) dit savoir ce qu'est le développement, même si certains affichent leur méconnaissance du développement durable. Ce groupe définit le développement comme étant le progrès d'une communauté qui améliore ses espaces et sa façon de vivre ou alors l'avancée des modes de vie, l'évolution. À signaler ici que tous les jeunes de sexe masculin (30 % de la catégorie) ne disent rien et du développement et du développement durable. Seuls 20 % des enquêtés de sexe masculin acceptent donner une signification au développement durable. Pour eux, c'est le fait de vivre en équilibre entre la forêt, les hommes et la culture ou encore l'aménagement des voies, des moyens d'infrastructure et la préservation de l'environnement.

En matière du développement et du développement durable les « Pygmées » de Minko'o par Djourn estiment que les femmes ont un rôle de premier plan. Ici également la position n'est pas en décalage par rapport à celle des Bagyeli de Bipindi et environs.

7.2.5 Genre et développement

La femme, pour les « Pygmées » de Minko'o a sa place et un rôle à jouer dans le processus du développement. Ce rôle émane déjà de la position que la gent féminine occupe au sein du foyer où elle prend les décisions. On estime ici également qu'elle est le pilier de la famille. Elle est le guide par sa capacité à prendre les initiatives et un sens d'organisation des activités communautaires. Tous les hommes interrogés sont de cet avis. L'avis est partagé par les femmes elles-mêmes qui reconnaissent également à l'unanimité qu'elles sont la cheville ouvrière du foyer et même de la communauté. Elles travaillent beaucoup et s'investissent autant pour la communauté que pour les initiatives de développement. Sans le dire, les femmes occupent la place de leader dans cette communauté. Pour les enquêtés de Minko'o comme ceux de Bipindi dans le leadership de cette communauté ; ce rôle se lit à travers certaines qualités.

7.2.6 Le rôle du leader perçu par les Bagyeli

Pour les habitants du campement de Minko'o, un leader c'est celui qui parle au nom du groupe. C'est sa tête de proue. Le leader est «celui qui parle pour les autres ». En

effet c'est la personne qui représente au mieux ce groupe. Autrement le leader est celui qui répond d'un groupe, une communauté, c'est le responsable. Cette mission de représentation de la masse requiert un certain nombre de conditions ou de dispositions. Ces dispositions peuvent être physiques, mentales ou comportementales impliquant certaines qualités ou certains critères. Pour ce qui est des dispositions d'ordre physique et sans trop y mettre l'accent, le leader pour les habitants de Minko'o est un ancien, c'est une personne déjà âgée. Précisément, certains sondés estiment que l'âge est un critère pour déterminer un leader. Ainsi, selon eux, l'âge a un rôle à jouer chez un leader. En plus de l'âge, d'autres répondants évoquent le sexe (2%) sans pour autant préciser si c'est le sexe féminin ou masculin.

S'agissant des autres critères, le leader et parce que représentant une communauté ou un groupe au nom duquel il parle doit avoir beaucoup de charisme afin d'exercer une grande influence sur les autres. 100 % de sondés du campement de Minko'o estiment que le charisme est primordial. C'est le critère premier qui détermine un leader. À ce critère s'ajoute la sagesse. Le leader est un sage. Ce critère est cité 99% de personnes qui ont répondu à l'enquête. Bâti sur le charisme et la sagesse le comportement du leader doit en plus refléter la volonté du groupe qu'il représente. Il doit respecter l'avis de ceux qu'il représente. Les « Pygmées » de Minko'o citent une série de qualificatifs devant être ceux du leader. Aussi, un leader doit-il être ouvert, sociable,

sincère, bon, ambitieux, responsable. De ce qu'on en tire, le leader doit pouvoir être au service de sa communauté afin de préserver ou de lutter pour ses intérêts. Dans le contexte des Bagyeli en particulier et des groupes « Pygmées » en général le leader pourrait jouer un rôle déterminant dans la redéfinition du statut de ce groupe de population marginale. Dans cette marginalité la communication est certainement l'un des indices de qualification, même de reconnaissance ou de classification des populations autochtones. L'univers communicationnel qui entourent les groupes « Pygmées » dans leur milieu de vie en témoigne pour ce qui est des habitants du campement de Minko'o.

7.2.7 La place de la communication dans les interactions au campement de Minko'o

Les habitants du campement de Minko'o utilisent plusieurs langues comme outils de communication. Les langues locales sont plus privilégiées. Parmi ces langues locales, il y a la langue des « Pygmées » mais aussi celles des Bantou environnants : le Fang et le Boulu. Si les « Pygmées » du campement s'expriment dans leur langue ils utilisent aussi celles des voisins Bantous. Mais certains autres se servent également du Français, pour quelques uns qui sont scolarisés. A défaut ils peuvent bénéficier des services des interprètes pour échanger non seulement avec leurs voisins mais également avec les étrangers, les autorités. Les informations tant nationales

qu'internationales leur proviennent des autorités (chefs et autres). 19 personnes sur les 20 sondées (95 pour cent) disent recevoir les informations par ce canal. Les autres canaux de communication y sont de très faible présence. Deux hommes sur dix écoutent occasionnellement la radio (une à deux fois par semaine). Cette statistique est revue à la baisse voire de moitié quand il s'agit de la télévision. Seul un homme sur les dix sondés au campement regardent et de manière occasionnelle la télévision. Il n'y a pas de révolution pour ce qui concerne la gent féminine. Deux femmes sur dix bénéficient occasionnellement de l'opportunité de regarder la télévision. Deux jeunes sur six regardent par hasard le petit écran alors qu'un seul à l'occasion de parfois écouter la radio.

Internet et ses variantes de réseaux sociaux sont inconnus dans la localité de Minko'o tout comme à Bipindi. Les habitants du campement n'ont pas l'opportunité d'en apprécier ; Internet n'existe pas dans la localité. Les habitants de Minko'o trouvent diverses raisons au déficit qu'ils éprouvent à l'égard des autres grands médias (presse écrite, radio, télévision). Pour la majorité des sondés, ils ne disposent pas de ces outils que sont la radio et la télévision. Ils mettent en cause le manque de moyens. Ici il faut comprendre les moyens financiers certes, mais surtout intellectuels. Si les personnes sondées évoquent la pauvreté, le dénuement pour justifier le fossé communicationnel, il y a aussi la sous scolarisation qui trame en toile de fond. L'écrasante majorité des

populations de Minko'o dit ne savoir ni lire ni écrire le français ou l'anglais. L'analphabétisme apparaît ainsi l'une des causes de ce déficit. L'autre raison qui lui est proche est l'habitude, la coutume voire la culture. Une bonne fraction des personnes sondées avoue que les médias ; la presse écrite, la radio, la télévision ne rentrent pas dans leurs habitudes ou mode de vie. D'autres encore évoquent l'enclavement, le manque de temps. Autrement, aux causes infrastructurelles s'ajoutent le manque d'intérêt et les raisons d'ordre culturel. La situation des groupes « Pygmées » tout comme celle des autres groupes de populations autochtones enregistrent un déficit dans bien des domaines y compris celui de la communication. Les habitants du campement de Minko'o l'illustrent à l'image de ceux des campements de Bipindi et environs.

Tous ces paramètres réunis justifient le déficit de communication auquel ce groupe de population fait face. Cette fracture numérique en fait également un groupe marginalisé voire marginal. Les habitants de Minko'o ont toutefois leur idée quant à des actions à prendre non seulement par leurs leaders, mais aussi par le groupe et même par l'État.

7.2.8 Les Bagyeli et leur situation

Les « Pygmées » du campement de Minko'o sont unanimes quant à leur statut de population marginalisée, vivant dans un état de pauvreté accentuée. Ils sont conscients de leur situation qui à leur sens dépendrait surtout des autres même s'ils en partagent une part de responsabilité. Face à leur statut, les groupes « Pygmées » de Minko'o proposent une ordonnance, une panoplie d'actions. Celles-ci vont des initiatives personnelles à l'intervention de l'État. L'objectif ici est de se retrouver sur le même pied d'égalité que les Bantou. À leurs yeux les Bantou constituent la référence aussi bien au niveau de la réussite sur le plan économique que la sphère d'intégration sociopolitique. Aussi les actions se présentent-elles en termes de droits à respecter ou à revendiquer. Elles se déclinent en droit à l'existence, à l'égalité, au respect, à la scolarisation, au vote. Ces prérogatives exigent un aggiornamento en termes de considération de l'extérieur (autres groupes ethniques, voisins ou pas, État et autres partenaires que sont les ONG, les institutions internationales). Afin de remédier à leur situation les « Pygmées » de Minko'o estiment que l'État doit intervenir dans plusieurs aspects de l'intégration socio économique et politique.

À côté des interventions des autres acteurs et partenaires, les « Pygmées » eux-mêmes ne s'excluent pas dans ce chantier tant leur participation est indispensable. Ils

évoquent de ce fait leur nécessaire émancipation. Celle-ci tient en beaucoup d'autres entreprises à savoir la revendication de l'égalité, des droits, la prise de conscience de l'état, la sédentarisation, la scolarisation, se faire respecter. Ces suggestions et propositions sont faites sans distinction de sexe ni de tranche d'âge. En termes de statistiques sur les différentes actions à mener, la revendication des droits des « Pygmées » obtient l'adhésion des personnes enquêtées pour 15 sollicitations, très loin devant l'émancipation (Six réponses), la scolarisation (cinq intentions), la revendication de l'égalité, la scolarisation, se faire respecter et l'intervention de l'État, à raison de deux sollicitations pour chaque domaine d'action. L'aide vient en dernière position des suggestions faites avec une seule manifestation d'intérêt. Ces propositions ne sont pas figées tant elles peuvent comporter plusieurs interprétations et sens. Ainsi, l'émancipation peut aussi s'entendre comme relevant de la sédentarisation ou alors de la solarisation et dans un sens large, la notion peut vouloir signifier la prise de conscience ou la revendication de l'égalité ou des droits des populations autochtones.

La comparaison des données dans différents campements des Bagyeli met en évidence la réalité selon laquelle les problèmes des Bagyeli et autres groupes de population autochtones restent lancinants et quelque soit le lieu. Ceci est vrai pour les Bagyeli, les Baka comme il en est pour les Bedzan ou les Bororo. En tentant une

évaluation sommaire et même comparative sur les deux sites ayant accueilli l'enquête, il a posé les mêmes problèmes et une appréhension presque identique des préoccupations. Aussi la démarche comparative entre les deux sites permet-elle de relever que ces deux groupes connaissent bien leur identification. Ils mènent des activités traditionnelles et en comptent certaines dans le registre des privilégiées, partagent certaines valeurs dont le respect des autres, le respect des humains. Les deux groupes ne sont pas réticents à la participation pour les activités du campement et même de la communauté. Il en ressort également que les paradigmes de développement et du développement durable n'y sont pas très inconnus. Un aperçu des réponses données ici là laisse voir que la conception des deux paradigmes a connu sur les lieux une certaine diffusion à travers divers partenaires ou organismes ayant investi le terrain. Par ailleurs si le leader nourrit partout les mêmes attentes, « la voix de ceux qui n'ont pas de voix » et un comportement exemplaire, les femmes y jouent un rôle presque prééminent. En dernière analyse les groupes « Pygmées » des deux sites, échantillon de la réalité à travers le Cameroun vivent la fracture numérique dans un état préoccupant. Les groupes « Pygmées » des deux localités vivent dans la précarité, ils font aussi face à une sous scolarisation poussée. Ces manquements s'ajoutent à une hypothétique organisation en lobby ou groupe de pression. Les deux entités ont cependant pour principale action majeure pour sortir de leur statut de minorité, la revendication des droits en tant qu'êtres humains. Dès lors quelques questions se posent : comment revendiquer les droits que l'on ignore ?

Comment y parvenir avec des armes non suffisamment affûtées ? Autrement comment les Bagyeli peuvent-ils imaginer un rectificatif de leur statut si la conscience et l'organisation nécessaires ne sont pas au rendez-vous ? Comment peuvent-ils y remédier alors que certains préalables ne sont pas au rendez-vous : pouvoir économique faible, impact politique insignifiant, organisation médiocre, scolarisation au degré infime, déficit de communication criard ? Et comment in fine envisager une quelconque participation, à une quelconque initiative de développement si les arguments ou pré-requis sont hypothétiques ? Comment vouloir vivre les spécificités des Bagyeli et avoir en même temps les Bantou comme référence ? Répondre à cette série de questions implique une observation plus poussée du comportement des Bagyeli entre autres à travers les documents de travail à la base du fonctionnement de la plateforme de mise en application du PDPP /PNDP.

Dans le cadre de cette recherche orientée vers l'appropriation et la participation des peuples « Pygmées » sur un programme précis, le PDPP /PNDP, il apparaît justifié de jauger cette marginalité à l'aune de la problématique du développement durable qu'est censé porter le dit projet. Les concepts de participation et de développement durable y sont également à l'épreuve de l'impréparation voire de la non appropriation de la part des Bagyeli. Le parcours de quelque documentation clé et appropriée est une autre démarche permettant de mettre le doigt sur l'inadéquation

participation-communication et développement durable chez les « Pygmées » Bagyeli.

7.3 Les différents thèmes

Que ce soit le texte organique du PNDP/PDPP ou les différents rapports d'activités examinés, le développement voir le développement durable est le thème majeur qui résume l'amélioration des conditions de vie des populations autochtones. À travers les différentes composantes que sont la santé, la citoyenneté, l'éducation, l'agriculture et le dialogue intercommunautaire nous pouvons apprécier les sous thèmes qui nous intéressent dans cette recherche à savoir la participation, la communication, l'appropriation et le développement durable.

7.3.1 La participation

La notion de participation revêt plusieurs sens. La pluralité de définitions du terme explique la difficulté à définir le terme qui couvre plusieurs champs : les sphères sociale, sportive, économique, politique. Becquet (2002) la définit comme « une

démarche active dont l'objectif est d'améliorer l'intégration politique et sociale des individus – dont leur relation aux institutions – voire de favoriser l'exercice citoyen »¹²⁷. Selon elle, la participation est une « modalité d'entrée en citoyenneté », elle « doit venir pallier les défaillances des mécanismes qui, par le passé, structuraient la relation entre les individus, la société et l'État, permettant à la citoyenneté de se développer sur des bases solides ». Shah, Kambou et Monahan (1999) la considèrent comme étant la pratique de « consulter les communautés sur des décisions importantes ». D'autres spécialistes encore l'appréhendent comme un cheminement mis à la disposition des populations de prendre part aux décisions. Elle constitue ainsi « les procédures, démarches ou tentatives faites pour donner un rôle aux individus dans la prise de décision affectant la communauté ou l'organisation dont ils font partie ».

Cette notion s'applique à de nombreux domaines, la culture, le sport, la politique... le développement, le développement durable. Son champ d'application peut être aussi vaste que restreint. La participation s'applique ainsi à une échelle réduite comme à une large sphère : elle peut s'éprouver au sein d'un État comme elle peut s'appliquer au sein d'une entreprise, d'une communauté villageoise ou familiale. Elle obéit

¹²⁷ Becquet. V. (2002), « Quelques préalables sur la participation des jeunes » in Les Cahiers de l'action, n°2, INJEP.

d'avantage au besoin de gouvernance et de démocratie, indice significatif selon lequel la participation renvoie en priorité à la sphère politique. Sur ce plan Braud (2008) considère la participation comme étant un "ensemble des activités, individuelles ou collectives, susceptibles de donner aux gouvernés une influence sur le fonctionnement du système politique." ¹²⁸ Mormont, Mougenot et Dasnoy (2006) confèrent à la participation le rôle de circulation des normes tant elle permet aux normes de faire l'objet de discussion et d'échanges dans plusieurs sphères ¹²⁹.

Autant qu'elle affecte les décisions, la participation n'est pas sans implication sur les questions de développement. Son émergence dans les questions de développement dans ses différentes dimensions de développement durable s'en justifie tant le paradigme de développement durable renvoie aux contributions des populations locales. C'est ainsi que la déclaration de Rio l'intègre et l'impose en ces termes :

La meilleure façon de traiter les questions d'environnement est d'assurer la participation de tous les citoyens concernés, au niveau qui convient. Au niveau national, chaque individu doit avoir dûment accès aux informations relatives à l'environnement que détiennent les autorités publiques, y compris aux informations relatives aux substances et activités dangereuses dans leurs collectivités, et avoir la possibilité de participer aux processus de prise de décision. Les États doivent faciliter et encourager la sensibilisation et la participation du public en mettant les informations à la disposition de celui-ci. Un accès effectif à des actions judiciaires et

¹²⁸ Braud, Philippe (2008) *Sociologie politique*. LGDJ.

¹²⁹ Mormont, M; Mougenot, C ; et Dasnoy, C (2006). « La participation composante du développement durable : quatre études de cas », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Volume 7 Numéro 2. Consulté le 16 septembre 2013.

administratives, notamment des réparations et des recours, doit être assuré.
(Déclaration de Rio, 1992: no 10)

Autant elle se définit diversement en permettant de recueillir les besoins et les attentes des populations en vue de contribuer à de meilleures politiques publiques, autant la participation peut prendre plusieurs formes. Celles-ci vont de l'information à l'enquête publique en passant par la consultation, la concertation, le débat public, la conciliation- médiation, le vote, le référendum, la conférence des citoyens, le jury de citoyens, les ateliers scénario, le sondage délibératif¹³⁰. Mormont, Mougenot, et Dasnoy (2006) évoquent trois niveaux de participation : le niveau local où les populations discutent des problématiques, le niveau des réseaux où ces questions sont ensuite débattues et la sphère politico administrative qui marque l'intervention des politiques. Huron et Spindler (1998) eux, voient la question à deux niveaux : le niveau direct, effectif de la population et le niveau indirect. Si le premier implique l'intervention directe des populations organisée en groupe de pression, assemblées ou commissions, la seconde suppose les enquêtes et autres sondages d'opinion.

Toutefois il y a à noter que les modes de participation n'ont pas tous la même configuration et n'ont pas le même résultat voire la même efficacité. Dans les documents tant organiques du PDPP que ceux relatant ses activités le mode de

¹³⁰ Yonet.org consulté le 11 novembre 2013.

participation des acteurs n'est pas unique, car ils ont mis en relief les discussions, les campagnes de sensibilisation, les réunions, des ateliers, les enquêtes préalables de l'OAL. Mais de ces fora d'échanges, il est difficile de relever la vraie contribution des populations autochtones car englobée dans les généralités des comptes rendus. En revanche si les Bagyeli ont parfois assisté à ces rendez vous, il est tout de même à relever que leur contribution paraît déficitaire de par leurs capacités à assimiler la nouvelle donne. Cela est valable pour d'autres domaines (la programmation, la gestion, l'administration, ou le financement), ça l'est davantage pour les questions de communication. Mais ici comme là le déficit d'organisation dont les peuples autochtones font montre n'est pas de nature à favoriser une participation directe, réelle et efficace qu'une bonne organisation de la communauté (Freire, 1969) favoriserait.

Selon la classification de Huron et Spindler (1998) l'on pourrait dire que c'est le deuxième type de participation qui a fleuri dans les activités du PDPP. Il n'y a pas de lisibilité ou de visibilité d'une participation active et décisives des populations concernées. L'impression qui se dégage de l'évaluation des activités du PDPP est que celles-ci sont imposées d'en haut autant que les composantes qui en sont les fils conducteurs. On est ainsi loin du "process through which stakeholders influence and share control over priority setting, policy-making, resource allocations and access to

public goods and services” dont parle la Banque mondiale. Or comme le souligne fort opportunément Bessette (2004), la participation de la communauté intègre aussi bien la présence aux activités qu’à la prise de décisions dans ces activités là. Autrement dit les membres de la communauté ont un mot à dire lors de la prise des décisions sur les initiatives de développement.

De ce qui transparaît des documents évoqués il est difficile de faire le pari d’un tel type de participation. La même observation peut se faire à l’égard de l’appropriation.

7.3.2 L’appropriation

Si la participation des peuples autochtones est déjà comme souligné floue, problématique ou déficitaire à travers la documentation, la conséquence coule de source au niveau de l’appropriation. Même si le document organique du PDPP souhaite et relève le besoin de participation et d’appropriation du programme par les populations locales, ce vœu reste hypothéqué. Les rapports d’activités le soulignent à suffire : « les bénéficiaires ne sont pas encore véritablement appropriés le programme bien qu’ils soient particulièrement intéressés voire impliqués ». (RASCOPY, 2011: 9). Les bénéficiaires du programme, eux mêmes le relevaient au cours du 3^{ème}

Forum National sur les forêts à Yaoundé en 2010. Ils y ont affirmé l'absence d'appropriation du PDPP (Plan de Développement du Peuple Pygmée). Ils ont estimé que ce dernier n'est pas d'eux et n'est pas le leur. Or comme le souligne Jouët (2000), « l'appropriation est un procès : elle est l'acte de se constituer un soi », elle suppose donc par conséquent une domestication de l'initiative ou du projet. Ceci suppose aussi que « la maîtrise technique et cognitive de l'artefact -l'intégration significative de l'objet technique- l'usage répété de cette technologie et la représentation des usagers dans l'établissement des politiques publiques et leur prise en compte dans les processus d'innovation » dont parle Serge Proulx (2005)¹³¹ font défaut dans le processus du PDPP.

Dans sa «pédagogie des opprimés» Freire (1969) propose une approche par laquelle les populations (marginalisées, stigmatisées) doivent déterminer et résoudre leurs préoccupations. Selon Paolo Freire, les opprimés avec leurs partenaires doivent ensemble déterminer leur «univers thématique», c'est-à-dire l'ensemble des problèmes qui se dégagent de leur situation. C'est à partir de cet «univers thématique» qu'ils vont, de manière concertée dégager les plus importants («thèmes générateurs») et chercher les voies et moyens de les résoudre. En exposant ce qu'il appelle « théorie de l'action dialogique» Paolo Freire note que : «le but de l'éducateur n'est plus seulement d'apprendre quelque chose à son interlocuteur, mais de

¹³¹ Op. cit.

rechercher avec lui, les moyens de transformer le monde dans lequel il vit» (l'éducateur étant ici un acteur et partenaire du développement). Il ajoute: « l'action politique à l'égard des opprimés doit être, au fond, une 'action culturelle' pour la liberté et donc une action avec eux » (1969, 45). Peut-on dire de manière péremptoire que l'action politique à travers le PDPP aura été une action culturelle pour la liberté donc une action avec les Bagyeli? Difficile de répondre par l'affirmative tant le processus d'appropriation est encore embryonnaire dans cette initiative : les Bagyeli quand ils peuvent se retrouvent dans quelques réunions de la plateforme que même les sectorielles qui conduisent les activités n'honorent pas.

Quid des activités programmées? Qui en sont les initiateurs? Difficile de croire que ce sont les populations bénéficiaires. Ces dernières proposent-elles un canevas pour leurs matérialisations? N'en sont-elles pas que de simples exécutants? L'évidence coule de source tant un flou artistique plane sur leur implication réelle. Autrement il est à reconnaître que certains efforts sont déployés afin de donner corps au programme mais certaines pesanteurs semblent les tirer vers le bas. Résultats : entre les intentions contenues dans des documents qui espèrent une domestication du PDPP par les bénéficiaires et la praxis sur le terrain il y a un grand fossé. C'est ce fossé qui fait dire à Abéga (1998, 17) que : « ni l'État, ni les voisins Bantou, ni les organismes de développement n'entretiennent des rapports véritablement bénéfiques pour les

Baka, malgré la bonne volonté des uns et des autres. L'État a aménagé un cadre réglementaire de plus en plus favorable, mais avec peu de réalisations et peu de mesures prenant en compte la situation particulière des Baka. Les intervenants non gouvernementaux se signalent par une présence accrue sur le terrain, mais connaissent des problèmes de méthodologie dans l'application de leur programmes d'action ». Certes le temps comme le relèvent les rapports d'activités est un facteur à prendre en compte parmi les raisons de l'absence de ou de la lente appropriation du PDPP, mais il y a des questions de fond : le réel intérêt des populations, leur totale implication et la prise en compte de leurs desiderata. La communication dans tout ce processus n'est pas à négliger tel qu'il transparaît dans les différents documents.

7.3.3 La communication

La communication est le parent pauvre du PDPP. Certes, aussi bien dans le texte directeur du programme que dans les rapports d'activités, il était prévu des séances de sensibilisation. Ces séances paraissaient comme l'une des phases les plus cruciales d'un programme qu'il fallait asseoir tant chez les bénéficiaires de l'initiative qu'auprès des partenaires. Or si l'objectif dans la création du PDPP est d'atteindre le respect de la dignité, des droits et la culture des peuples « Pygmées » et permettre une situation où « les mécanismes sont définis et maintenus pour la participation des

peuples Pygmées dans la prise des décisions, pendant la planification, la mise en œuvre et l'évaluation¹³² » et leur permettre de participer au développement du Cameroun, il est aussi évident que ce but ne peut être atteint sans communication.

Le texte de base du programme prévoit d'ailleurs de fournir une formation en communication interculturelle pour les fonctionnaires et conseillers travaillant avec les peuples autochtones. Il prévoit aussi d'aider ces peuples à communiquer au sujet des différentes activités. Un accent particulier était aussi prévu pour la sensibilisation de toutes les parties prenantes en général et en particulier des populations affectées. Or dans une approche comparative avec le contenu des rapports d'activités, il n'est pas fait cas du déploiement en matière de communication ou mieux, celle-ci est tombée dans les oubliettes. Comment donc sensibiliser, intéresser les acteurs à un projet sans médiation, sans communication ? Bessette, propose pourtant une série d'actions à entreprendre dans un tel contexte. Parmi ces actions il y a la stratégie de communication appropriée à chaque groupe, exploiter les outils et les moyens de communication appropriés à chaque groupe. Certes, l'on a peut-être utilisé la communication interpersonnelle compte tenu du contexte de fossé numérique qui est celui des Bagyeli, mais il faut toute une stratégie qui prévoit les actions à entreprendre. Par ailleurs, le PDPP est certainement une initiative en faveur des peuples autochtones mais il ya bien d'autres acteurs dans et autour du projet qu'il faut non seulement intéresser mais également associer à défaut de simplement les tenir

¹³² Voir Termes du plan d'action du PDPP en Annexe.

informés. Manifestement et pour corroborer les propos du responsable local du PNDP, la dimension communication a été négligée dans la conduite des premiers pas du PDPP. Le déficit communicationnel constaté et avoué n'est pas sans conséquence sur le développement escompté des peuples autochtones et par ricochet du développement durable.

7.3.4 Le développement durable

Dans la conduite du PDPP dans ses 8 premières années, des actions ont évidemment été posées dans les différentes composantes : la santé, l'éducation, la citoyenneté, l'agriculture, le dialogue intercommunautaire. Il est à souligner que les activités ont été organisées et celles-ci ont permis la formation des accoucheuses traditionnelles, l'appui en matériel éducatif, l'appui dans la délivrance des actes de naissance et des cartes nationales d'identité, les discussions dans la libération d'espaces fonciers, l'approvisionnement du matériel et des semences en vue de la pratique agricole chez les Bagyeli et les autres groupes autochtones concernés par le programme. Ces articulations et bien d'autres éléments observés dans le déploiement des Bagyeli et de leurs partenaires participent à coup sûr à l'amélioration de leurs conditions de vie. Mais en regard des objectifs clamés qui visent le développement durable l'on est en droit de se demander si effectivement cet objectif est atteint à ce stade du PDPP.

En effet, tel que le développement durable est défini par les exégètes et concepteurs du paradigme, il est difficile d'affirmer péremptoirement l'atteinte de l'objet escompté dans le PDPP. Le développement durable qui se veut une conception et une réalisation endogènes bien qu'avec le concours des partenaires est certes axé sur les éléments d'ordre économique, social, environnemental ou relatifs à la gouvernance (Boutrais, 1999; Lafrance, 2006; Fondation Dag Hammarskjöld, 1975; Brundtland, 1988; Latouche, 2004) puisqu'il doit être « économiquement efficace, écologiquement soutenable, socialement équitable, démocratiquement fondé, géopolitiquement acceptable, culturellement diversifié ». Cette conception présente des similitudes avec celle des Nations unies sur la notion de développement. En effet, l'article I de la Déclaration des Nations unies sur le droit au développement (1986) considère le développement comme

un processus global, économique, social, culturel et politique qui vise à améliorer sans cesse le bien-être de l'ensemble de la population et de tous les individus, sur la base de leur participation active, libre et significative au développement et au partage équitable des bienfaits qui en découlent. (cité par Veyret, 2005 : 29)

Cependant, non seulement ce type de développement est difficilement atteint en fonction de la diversité des champs et de la complexité des approches, mais aussi le constat est froid même en ne se basant que sur l'une ou l'autre branche de l'hydre qu'est le développement durable. Sur le plan économique qui est dans la perception

traditionnelle des questions de développement, le Bagyeli est loin d'avoir atteint de bonnes conditions de vie par le truchement du PDPP. Même si l'agriculture est l'une des voies explorées aux fins du renforcement des sources de revenus des peuples autochtones, leur poids économique reste insignifiant.

Au niveau social, même si le PDPP a réalisé quelques actions notamment la formation des accoucheuses traditionnelles, l'appui en vue de la scolarisation des enfants Bagyeli, le « décollage » de ce peuple reste embryonnaire. On peut en dire de même au niveau de leur intégration et de leur inclusion dans le champ politique. L'année 2013 (année électorale) dans la vie politique a été presque insignifiante pour les Bagyeli. Trois scrutins se sont tenus aux niveaux national et local mais n'ont eu qu'un impact insignifiant sur eux. D'abord l'élection (et la nomination) des cent sénateurs¹³³ n'ont donné de chance de désignation d'un des membres de ce groupe d'autochtones. Ensuite, aucun Bagyeli n'a été élu député à l'Assemblée Nationale à l'issue du scrutin législatif du 30 septembre de la même année. Enfin, aucun Bagyeli n'a pu être investi comme conseiller municipal dans la commune de Bipindi lors des élections municipales du 30 septembre 2013. Pourtant ç'aurait été des occasions de matérialiser la prise en compte des différentes composantes sociologiques dont parle

¹³³ 70 des 100 sénateurs du Cameroun ont été votés le 14 avril 2013 au scrutin indirect (par les conseillers municipaux). Les 30 restants ont été nommés le 8 mai 2013 par décret du président de la république.

la loi électorale camerounaise à l'occasion des consultations électorales¹³⁴. Cela aurait aussi un indice symbolique quant à la participation de tous les groupes ethniques à la construction nationale tel que clame le discours officiel. Ce serait également enfin un signe de participation au niveau de la démocratie et de la gouvernance locale.

Des centaines d'actes de naissance et de cartes nationales d'identité ont été délivrées, ce qui est un début de solution dans le volet citoyenneté et même de l'inclusion dans la dimension « citoyenne » mais non seulement beaucoup reste à faire, il est aussi clair que ce seul volet même s'il est comblé ne peut à lui seul justifier l'atteinte du développement durable. Les questions environnementales et culturelles restent un pan très important dans l'accomplissement ou la réalisation du développement durable. Or l'impression qui se dégage à la lecture de la documentation relative au PDPP est qu'elles sont à la traîne. Des différents rapports et documents, il ressort par ailleurs que le Bagyeli doit retrouver sa dignité, ce qui suppose la prise en compte de son univers culturel en accord avec les éléments fondateurs du développement durable, du « nouveau développement » dont l'un des socles est les cultures locales. En effet dans le développement endogène les aspirations des populations sont un facteur non

¹³⁴ L'article 171 (3) de la loi électorale du 19 avril 2012 modifiée et complétée par la loi du 21 décembre 2012 dispose que la constitution de chaque liste doit tenir compte des différentes composantes sociologiques de la commune concernées. L'article 151 (3) de la même loi fait la même obligation pour l'élection des députés à l'Assemblée Nationale tout comme l'article 218 (3) impose une disposition similaire pour l'élection des sénateurs.

seulement d'appropriation des initiatives mais aussi de réussite des projets. Or prendre en compte la culture locale implique la prise en considération des savoirs locaux. Pourtant, de Sautter et Pélissier (1964) ou Freire (1969) à Belloncle (1993), Inglis (1993) ou encore Chauveau et al. (1999) en passant par De Richards (1985) et Dupré (1991) il est démontré que le savoir des populations autochtones est important dans la prise des décisions et dans les initiatives concernant les peuples concernés. Comment donc comprendre que la pharmacopée de ces populations soit superbement ignorée lorsqu'il advient de bâtir un programme sensé donner de la dignité à un groupe en renforçant son identité ? S'il peut être réaliste de susciter la pratique de l'agriculture chez les peuples autochtones « Pygmées » il est aussi pertinent de conforter en eux leur identité à défaut d'explorer les pistes de modernisation voir d'adaptation de leurs savoirs.

Le constat fait aussi bien à travers le document fondateur du PDPP que des rapports des activités du programme, il ressort que la problématique de développement durable chez les Bagyeli est complexe. Mais elle est surtout difficile à traduire en actes tant la méthodologie utilisée porte à équivoque. Le PDPP est susceptible de faire respecter « la dignité, les droits et la culture des Peuples « Pygmées » afin que devant les mécanismes de participation dans la prise des décisions assurés ils participent au développement du Cameroun. Mais tel que le PDPP est initié et mis sur

pied n'est-il pas en train de répondre à cet objectif par la négation ? Répondre par l'affirmative à ce questionnement est tentant lorsqu'on se rend à l'évidence que la participation et l'appropriation sociale du programme sont hypothétiques à défaut d'être floues. Par conséquent le processus de prise de décision, de planification et d'évaluation établi devient sujet à caution.

CHAPITRE VIII

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, L'UTOPIQUE CHEMIN D'ACCOMPLISSEMENT DU BAGYELI

Le parcours des éléments fondamentaux et les principaux atouts du PDPP dans la perspective du développement et du développement durable laisse un goût inachevé un programme ambitieux consistant à rendre aux Bagyeli leur dignité et développer ce peuple de manière durable. Après avoir relevé quelques réalisations faites en regard de ces objectifs certaines notamment la délivrance des actes de naissance et les cartes nationales d'identité, les prémices d'une pratique agricole posées, un dialogue intercommunautaire encore embryonnaire et une volonté d'assimilation des pratiques médicales à l'occidentale, il appert que le développement durable reste un vœu pieux et que sa matérialisation chez les Bagyeli reste problématique, voire hypothétique.

Dans ce dernier chapitre de notre recherche, il est question de relever quelques pistes qui pourraient améliorer le PDPP non seulement dans ses objectifs mais surtout dans sa matérialisation sous le quadruple plan : organisation, participation, appropriation , communication. Ces pistes ont pour finalité de se rapprocher du développement

durable dont l'expansion autant dans sa dimension sémantique que dans son volet concret de matérialisation et d'opérationnalisation qui a du mal à prendre corps chez les Bagyeli.

Dans cette démarche il convient de prime abord de donner un sens à ce développement chez les peuples minoritaires par-dessus tout marginalisés et vulnérables d'autant plus qu'il y a incompatibilité entre la culture, le regard de ceux qui sont à développer et les propositions qui leur sont faites. Cette incompatibilité de propositions s'allie à une démarche tout aussi inappropriée, dénuée de toute emprise sur les concernés en termes de participation effective. Cette participation est en principe la résultante de l'attrait que les propositions rencontrent auprès des populations locales. À ces manquements s'ajoutent un déficit en matière de communication.

8.1 Matérialiser le développement durable chez les Bagyeli

Matérialiser le développement durable chez les peuples autochtones, minoritaires et marginalisés consiste à rapprocher les idéaux du paradigme au vécu concret, aux besoins concrets mais aussi aux volontés des Bagyeli. En effet en instituant ou en imposant la problématique du développement durable dans l'espace public et dans

l'imaginaire des populations, les institutions onusiennes (PNUD, CNUCED entre autres), les autres organisations telles que l'OCDE, le NEPAD, l'Union internationale de la protection de la nature et nombre de penseurs (Olivier Godard, 2003; Martin, 2002; Bessette, 1996 ; Sachs, 1993) ont dans plusieurs champs exploré et vanté les pôles d'attraction. Les bienfaits du développement durable étaient ainsi vantés dans le domaine social (équité, justice sociale), environnemental (gestion rationnelle de l'environnement), économique (croissance, accumulation) et politique (démocratie, participation, gouvernance). L'attrait en ces principaux domaines est « Un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs» (CMED, 1987 : 51). C'est un développement « économiquement efficace, écologiquement soutenable, socialement équitable, démocratiquement fondé géopolitiquement acceptable, culturellement diversifié » (cité par Latouche, 2003 :24). Autrement, répondre aux besoins essentiels des plus démunis en tenant compte des capacités de l'environnement. On revient ici aux préoccupations des membres de la commission Brundtland : la conciliation entre le «respect de la nature et la justice», allier l'économique (durable, équitable), le social (équitable) et l'écologie (viable, et équitable). Cet alliage, même si on le dit antinomique (voire "oxymorique") regorge d'un ensemble d'objectifs non seulement à atteindre mais qu'il convient aussi de réaliser isolément même s'il s'agit simplement de montrer l'impossibilité de tous les concilier. Dans le cas des Bagyeli et plus précisément dans le cadre du PDPP, est-il

possible de réussir l'harmonie ou l'accord des éléments économiques avec ceux du social et de l'écologie? Difficile de répondre par l'affirmative quand on sait que d'une part le pouvoir économique des peuples autochtones est toujours très faible, que leur situation sociale est des plus déplorables (leur intégration sociale étant des plus problématiques) et que la situation écologique est incertaine. Or il est question de donner un sens au développement durable chez cette catégorie afin que les projets comme le PDPP justifient effectivement leur bienfondé et qu'ils ne soient rangés dans la catégorie de "merle blanc". En traduisant ce vœu, il serait loisible de permettre aux Bagyeli de disposer d'un pouvoir économique à partir de leurs ressources puisées dans leur univers culturel. Pourquoi ne pas par exemple valoriser les pratiques de chasse chez eux peuples de la forêt; des pratiques pour la chasse dont les fruits sont vendus aux autres acteurs de leur entourage (les Bantou en l'occurrence). La valorisation du pouvoir économique ici peut aussi passer par la rentabilisation du potentiel des populations locales en matière de pharmacopée. Même s'ils ne sont pas toujours affichés dans les projets et autres projections, les savoirs locaux des Bagyeli sont indéniables. Ils sont même très officieusement et secrètement reconnus par les autres qui les consultent en toute discrétion¹³⁵. En effet, même les hauts fonctionnaires de l'État consultent les Bagyeli à maintes occasions : non seulement pour des causes de maladies aussi banales que bizarres mais aussi et surtout pour chercher promotions et autres élévations dans diverses sphères politiques et

¹³⁵ Abena et Terry (2005).

administratives. Le chanteur camerounais Donny Elwood résume ainsi le paradoxe manifesté aux « Pygmées»:

Quand un civilisé vient voir un Pygmée, c'est toujours pour lui demander du gibier, pour me flatter il me donne les vêtements usés, me promet qu'il reviendra me vacciner, pour me protéger contre la mouche tsé-tsé (...). Quand un civilisé vient voir un Pygmée c'est lorsque son poste est déjà menacé, c'est quand sa femme veut déjà divorcer car les pygmées sont réputés grands sorciers. Quand un civilisé vient voir un Pygmée c'est quand il veut déjà être nommé, c'est quand un match de football doit être gagné, c'est là qu'on pense à moi monsieur le « Pygmée ». (Donny Elwood « Pygmée », 1997)

Cette réalité d'ailleurs vécue même durant notre travail de terrain relève le traitement qui est réservé de manière générale aux Bagyeli. Pourtant comme le soutient pour le déplorer Abéga (1988) cette richesse de la pharmacopée qui est réelle et reconnue unanimement par tous ceux qui les ont approchés, n'a pas encore fait de recherche systématique et une exploitation optimale dans le cadre de l'amélioration de leur santé et celle des autres populations. Or l'exploitation d'une telle opportunité, non seulement participe de l'amélioration de la santé donc des besoins des populations, mais encore par ce que étant érigée en un facteur réel, peut renforcer le poids économique des Bagyeli à défaut d'en être une source. Mais hélas et comme le rappelle encore l'artiste Donny Elwood¹³⁶, « je suis sûr d'une seule réalité, nous sommes une minorité menacée, si la forêt est toujours dévastée et que le Pygmée sera

¹³⁶ Op.cit.

décimée». Encore sur le plan économique, les revenus des Bagyeli en particulier gagneraient en épaisseur avec la valorisation du secteur touristique, autant dans sa dimension d'écotourisme dont l'environnement des peuples autochtones favorise qu'au niveau des Bagyeli eux-mêmes, pas comme objet de curiosité mais surtout comme univers riche et complexe dont la découverte ne peut que procurer des bénéfices aux visiteurs. Une meilleure implication des locaux à l'instar des populations autochtones dans la gestion de l'exploitation forestière serait aussi d'un apport non négligeable dans le panier des Bagyeli et de leurs pairs. Par ailleurs si le pouvoir d'achat des peuples autochtones préoccupe tant les initiateurs des projets de développement et notamment le PDPP, comment ne pas innover dans la continuité avec en prime l'exploration et la mise en route des nouveaux métiers de la foresterie pour une population qui doit tout à la forêt et qui vit en harmonie avec elle? Pourtant dans ses idéaux le développement durable se veut

un processus de changement par lequel l'exploitation des ressources, l'orientation des investissements, les changements techniques et institutionnels se trouvent en harmonie et renforcent le potentiel actuel et futur des besoins des hommes". (cité par Latouche, 2003: 27)

Concilier les objectifs du développement durable avec le potentiel des populations locales, les capacités des Bagyeli cheminera orientera vers ce processus de changement. Cette démarche concilierait volontiers la dimension économiquement

rentable avec l'aspect écologique de conservation de la nature. La perspective n'est pas forcément en déphasage avec la dimension sociale qui implique non seulement la prise en compte du regard des peuples autochtones mais aussi leur intégration aussi bien avec leurs insuffisances qu'avec leurs atouts. In fine donner un sens au développement durable à notre avis consiste ici à non seulement concilier les trois grandes composantes de ce type de développement mais les rapprocher de la culture des locaux. La perspective est d'autant plus à propos que le développement durable ou « l'autre développement » repose sur les cultures locales. Le PDPP qui, dans sa philosophie et surtout dans sa matérialisation fait fi de cette démarche n'est pas de nature à promouvoir durablement le développement des peuples autochtones Bagyeli. Car il ne répond pas à leurs préoccupations, à leurs besoins, à leurs questions de développement. Autant ce développement proposé n'intègre pas réellement la culture et la réalité des locaux, autant il n'est pas durable.

8.2 Développement durable et culture Bagyeli : compatibilité sur la forme, antinomie dans le fond

Le rapport de la fondation Dag Hammarskjöld (1975)¹³⁷ et les sommets respectifs de Rio (1992, 2012), de Johannesburg (2002), le rapport mondial sur le développement humain (PNUD, 1991) ont posé les bases d'un développement réorienté vers la

¹³⁷What's new? Another development. Op. cit.

durabilité et ce, à partir de certains éléments clé. Parmi ces éléments, les populations locales dont le regard, les cultures, la participation sont nécessaires dans la conception, la mise en place, la réalisation, le suivi évaluation des projets de développement. Si le but est la satisfaction de leurs besoins en lieu et place de la modernisation du départ, la contribution des populations dont les expériences et les savoirs sont cruciaux s'enrichit également et non exclusivement de la collaboration des partenaires. Freire (1969) et bien d'autres penseurs comme Servaes (1991), Sachs (1993), Rist (1994), Éla (1993), Godard (2003) entre autres ont donné l'ossature de cette approche faite de négociation ou de synthèse ; la négociation pour un compromis visant la transformation mutuelle pour un «autre développement» (le développement durable), prenant ainsi les distances avec le développementisme. C'est fort de la pertinence de la place des cultures locales que Ugboajah (1987, 595) relève non sans relief que «La culture est une force subtile qui détermine l'acceptation ou le rejet de la politique de développement économique imposée aux populations rurales».

Les Nations unies et les organisations de la société civile ainsi que les chercheurs s'accordent donc finalement sur le besoin d'alliage et d'alliance entre pouvoir économique et réalités socioculturelles locales. Mais cet accord est difficilement mis en pratique. Le PDPP en est un cas d'illustration. En effet, si dans son texte et son

contexte (le développement durable étant dans l'air du temps) le PDPP admet l'alliance et la concordance des performances économiques des populations locales et la prise en compte de leurs réalités, ce vœu n'est que difficilement traduit dans la praxis. Ceci démontre d'une compatibilité dans la forme, et une antinomie dans le fond. La forme est ici ce qui est dit dans le discours tandis que le fond constitue sa mise à exécution. « L'inculturation » mieux, la traduction ou l'expression du développement durable dans la culture des Bagyeli constitue pour nous une piste réelle de participation et même d'appropriation de l'initiative PDPP. Or cette association de la culture locale dans la conception et la conduite du PDPP en est une carence et constitue une des causes d'échec. Différents prismes sont la tribune ou la vitrine de cette incohésion entre la forme et le fond, les textes et la pratique, le discours et la réalité, et la surface et la profondeur, le superficiel et la consistance. Cette césure se démontre notamment sur les méthodes et les pratiques utilisées aussi bien dans la conception du projet que dans sa conduite.

8.2.1 Les méthodes verticales

Certes il est admis comme cela a été relevé dans cette recherche que la participation est une notion complexe qui peut se décliner en plusieurs attaches. Mais il demeure que l'option qui a été choisie n'a pas été à même de permettre l'atteinte des objectifs

escomptés. Cette démarche n'a pas toujours été respectée et de manière appuyée dans le processus de conception et de mise en œuvre du PDPP. Dans l'orientation directrice du PNDP, il est noté que « Le programme national de développement participatif a été conçu comme un cadre national de concertation et de mise en œuvre d'un grand nombre d'initiatives de développement rural participatif ». Le PDPP qui en est l'émanation se veut aussi un cadre pour établir « des opportunités égales » : Établir des conditions légales égales pour les individus Baka, Kola et Aka (cartes d'identité), établir des conditions légales égales pour les campements de PP (communautés), établir des forêts communautaires et des zones de chasse traditionnelle pour les communautés Bagyeli. Il se veut aussi une occasion pour « établir des opportunités techniques égales » en aidant les peuples Bagyeli à établir des plans d'action au niveau local, à participer de façon égale dans l'élaboration des plans de développement communaux.

Dans ses projections non moins ambitieuses, les PDPP entend aussi « établir des opportunités financières égales » en offrant aux peuples Pygmées des projets financés à un taux subventionné, des programmes pour des postes (enseignants, personnel de santé, fonctionnaires) ouverts grâce au PNDP. Ces ambitions concernent également l'établissement « des opportunités organisationnelles égales » dans la mesure où le projet entrevoit d'aider dans la prise des décisions, dans la

communication interculturelle, inclure les populations cibles dans les comités du PNDP en établissant aussi un système de suivi et d'évaluation participatif. Le volet culturel n'est pas en reste des prévisions. Il programme « des opportunités culturelles égales » avec en prime la sensibilisation des peuples «Pygmées» dans le renforcement de leurs compétences afin de préserver la connaissance, la culture et le mode de vie traditionnels d'une part et le soutien de création de forums pour la communication et l'échange avec d'autres groupes ethniques en vue d'un processus de compréhension mutuelle. Ce projet regorge de très bonnes idées mais dont la mise en pratique est difficile voire hypothétique. Si un effort considérable a été fait notamment dans le volet « opportunités égales » avec l'établissement des centaines de cartes nationales d'identité aux populations Bagyeli (conditions légales égales) l'établissement des forêts communautaires et des zones de chasse traditionnelle pour les communautés PP est difficilement lisible. Idem pour les « opportunités financières égales ». Car l'offre aux Bagyeli des projets financés à un taux subventionné, des programmes pour des postes (enseignants, personnel de santé, fonctionnaires) ouverts grâce au PNDP est encore jusqu'ici indéchiffrable. Quant aux « opportunités organisationnelles égales » le chantier est presque encore entier. La prise des décisions chez les Bagyeli est encore un long chemin d'autant plus que la plupart des initiatives sont encore entreprises par d'autres. Parmi les causes à la base, l'absence de conscience effective face aux enjeux, la non prise en considération effective du regard

des autres, la culture des autres (« des opportunités culturelles égales »). Le tout est adossé sur une organisation presque inexistante des populations locales.

La culture, volet important en vue de l'implémentation du développement durable chez les Bagyeli est resté confinée dans les textes. La préservation de la culture, du mode de vie traditionnel clamée dans les textes est restée une vue de l'esprit. Comment donc expliquer que les activités de prédilection des peuples Bagyeli soient reléguées au dernier plan quand il est question de prendre en compte leur culture et l'intégrer dans le processus de satisfaction des besoins des locaux ? Le respect des cultures locales socle du « nouveau développement » dans l'air du temps et clamé aussi bien par les organismes onusiens, les chercheurs et autres fonctionnaires du développement se trouve en définitive battu en brèche lorsqu'il s'agit de le traduire dans les faits. Et c'est à juste titre que le MINEPAT (ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire) du Cameroun considère que les Bagyeli sont une population marginalisée dans une région marginale. Les députés camerounais dans le cadre du Réseau des parlementaires pour la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale (REPAR) font le même constat. Pour eux, si certaines actions ont sensiblement amélioré la situation des peuples autochtones dans le pays de manière générale, « force est de constater que celle-ci demeure précaire. L'on pourrait conclure, à la lumière d'une évaluation rigoureuse que ces

efforts n'ont pas produit les effets escomptés, que ce soit pour ce qui concerne leur situation politique, économique, sociale et culturelle¹³⁸» (REPAR, 2011: 2). Parmi les causes et selon les élus, « l'absence de synergie dans les interventions relatives aux peuples autochtones ». Nous ferons ici en matière culturelle nôtres les suggestions des représentants du peuple qui estiment qu'il convient par exemple de délimiter et cartographier les espaces spécifiques alloués aux peuples autochtones dans les forêts et dans les savanes question de protéger les « hautes valeurs de conservation, les sites culturels et culturels propres à ces peuples ». Par ailleurs il faut créer un fonds spécial afin de promouvoir et valoriser leurs cultures, savoirs et sites touristiques. Si de telles propositions sont pertinentes, nous soutenons qu'il faut bien aller au-delà et penser globalement la question des peuples autochtones en général et en particulier ceux de la forêt, dont les « Pygmées » Bagyeli font partie. Penser la question des peuples autochtones c'est attacher du prix à leur univers culturel qui est leur âme sans laquelle tout projet qui ne s'y adosse tombe dans le creux, devient inopérant et est voué à l'échec. Ceci suppose une stratégie et un cadre de concertation entre les différents acteurs avec une présence et une participation significatives des populations concernées. La méthode et la stratégie adoptées dans la mise en place et la conduite du PDPP pèchent à plusieurs niveaux. D'abord le PDPP ne s'est pas inscrit dans une stratégie spécifique avec en prime la définition du statut des peuples « Pygmées ». C'est un projet d'une conséquence collatérale puisque procédant d'une initiative à

¹³⁸ Proposition technique en vue de l'amélioration de la situation des peuples autochtones au Cameroun.

large spectre qu'est le PNDP. Ensuite le volet participation des populations locales reste flou autant sur la méthode, le contenu que sa concrétisation. Enfin elle inclut peu ou rarement la culture des concernés : les Bagyeli.

En dehors de la stratégie, la méthode est aussi questionnable. Le projet comprend cinq composantes qui constituent les pôles de besoins avec des objectifs multiples dont l'organisation des bénéficiaires du projet ; une organisation qui se fait en même temps que la sensibilisation en vue de la pratique de l'agriculture, pour l'adhésion à la santé moderne ou encore à la scolarisation. Si l'on comprend le souci des initiateurs du projet de subvenir aux besoins des populations concernées et la préoccupation de les engager dans le train de la modernité l'on saisit très peu ou difficilement que tous les objectifs dans les cinq composantes du projet soient poursuivis concurremment et sans ordre de préséance ou d'importance. Sinon comment comprendre que l'incitation à l'organisation des Peuples « Pygmées », maillon des plus essentiels de leur développement, sinon chantier parmi les premiers à conduire soit mené concomitamment avec les autres éléments du projet sans un ordre de préséance adéquat ? Et aussi cruciale qu'elle est, elle est confiée dans ces conditions à des OAL (organismes d'appui local) sans un profil pertinent en la matière. En effet les OAL chargés de conduire l'organisation des peuples « Pygmées » sont plus présents dans la capitale, attendant les décaissements de leurs subsides, que sur le terrain où ils

doivent travailler dans un élan de conscientisation et d'accompagnement avec les populations locales dans ce que Freire (1969 : 161) appelle « la théorie de l'action dialogique ». Ici il devrait être question que les sujets «se rencontrent pour déchiffrer le monde, pour le transformer». Cette transformation se fait dans la coopération. Cette coopération ou communion a parfois fait défaut. À ce sujet nous partageons les réserves formulées par Abéga (1998) quant à la méthode empruntée pour faire face aux préoccupations des peuples autochtones, « Pygmées » en l'occurrence. Le développement durable prôné dans le PDPP reste une projection faite par les autres pour faire primer la culture, la vision des autres pour dominer les autres, les Bagyeli. C'est une approche faite de verticalité, imposée et conduite d'en haut : l'on fait semblant d'être proche des locaux, de prendre en considération leurs manières de penser et de sentir alors qu'en réalité, il n'en est rien. Les réalités sociales des peuples autochtones « Pygmées », conséquences de la relation conflictuelle entre le développement durable prôné et les cultures locales ne s'en trouvent qu'affectées. Cette relation conflictuelle ou mieux cette antinomie entre la culture et le développement clamé laisse des séquelles au niveau des conditions de vie de ces peuples. Il en est également du respect des questions environnementales.

8.2.2 Réalités sociales et environnementales en marge de la problématique du développement durable.

Lorsque la conférence de Stockholm sur l'environnement se tient en 1972, l'espoir de voir ses préoccupations revenir au goût du jour est mince. Nul ne peut alors parier sur la résurgence des questions liées à l'environnement. C'est pourtant ce qui est fait d'abord avec le rapport de la fondation Dag Hammarskjöld (1975)¹³⁹ et puis avec le rapport Brundtland (1988). L'environnement est selon le corpus de ces deux rapports inhérents au développement durable. Ce dernier, qui cesse d'être une préoccupation seulement économique voire économétrique intègre désormais les données environnementales aux côtés des enjeux socio culturels. Le développement durable devient ainsi selon les termes mêmes du rapport un développement qui allie les besoins essentiels en tenant compte des générations à venir et surtout aux capacités de l'environnement à répondre à ces besoins. Le traité de Maastricht (1993) reprend cette préoccupation en termes de «développement harmonieux et équilibré des activités économiques, une croissance durable et non inflationniste respectant l'environnement». Autrement, le développement ne peut être "durable", "soutenable"

¹³⁹ Ce rapport «What Now? Another Development» soutenait que pour que le développement soit durable, il faudrait des changements au niveau des acteurs (communication de bas en haut), des méthodes (approche participative, développement endogène), et des objectifs (l'accent est mis non plus uniquement sur le PIB et les infrastructures, mais sur la satisfaction des besoins de base de la population). En somme, le développement apparaît comme un processus global et participatif de changement social qui vise le bien-être matériel et social des populations et dont les sociétés elles-mêmes sont responsables (Bessette, 1996).

ou "viable" que s'il est adossé entre autres sur un environnement approprié, qui est lui-même viable mais aussi équitable. En effet la notion de développement durable qui a certaines de ses racines dans l'écologie, la conservation de la nature¹⁴⁰ l'écodéveloppement prend en compte

la prise en charge équitable des besoins matériels et immatériels de tous les hommes et de chaque homme (...) la prudence écologique (...) l'autonomie des décisions et la recherche des modèles endogènes propres à chaque contexte historique, culturel et écologique (Vivien, 2003:15).

Mais l'équité au niveau environnemental qui elle-même s'ajoute à une économie durable et équitable ne va pas sans un social également équitable. En appliquant ces beaux principes au PNDP et à son appendice le PDPP, le compte est loin d'être fait, du moins au stade actuel du projet. D'abord au niveau des questions environnementales, si l'initiative a un mérite, dans la mesure où les textes accordent une importance à l'écologie et à sa préservation, il est difficile d'admettre que sur le plan pratique le but et les actions édités ont trouvé un terrain d'application. Dans la lettre et les projections du PDPP à travers ses textes, la protection de la biodiversité est en prime. Elle sous-tend la gestion des zones tampon autour des espaces protégés, l'écotourisme, la transformation des différents déchets. Les mêmes projections font état de ce que cette protection de la biodiversité de la forêt équatoriale où habitent les

¹⁴⁰ L'UICN (1980) définit la conservation comme la gestion de l'utilisation par l'homme de la biosphère de manière que les générations actuelles tirent le maximum d'avantages des ressources vivantes tout en assurant leur pérennité pour pouvoir satisfaire aux besoins et aux aspirations des générations futures » (cité par Vivien, 2003 : 11).

Bagyeli a une haute priorité pour les « peuples de la forêt ». Or cette protection de la biodiversité est quotidiennement foulée au pied avec la destruction de l'environnement. L'exploitation forestière, les grands chantiers à l'instar de la construction de l'oléoduc Tchad-Cameroun y ont laissé des cicatrices presque indélébiles. En détruisant ainsi l'environnement, c'est le milieu naturel des « peuples de la forêt » qui est ainsi détruit. Par conséquent ce n'est pas seulement l'écologie qui est menacée (hypothéquant ainsi le développement durable) mais aussi les conditions sociales des populations locales. Dans le même ordre d'idées, le programme a prévu la légalisation des zones traditionnelles de chasse et de cueillette, démarche appréciable dans la mesure où elle devait permettre la survie du mode de vie, de la culture, du style de vie et des croyances des autochtones. Mais à la réalité la proposition est restée sur les écrits.

La prise en compte des réalités sociales et culturelles des populations locales est l'une des conditions pour l'implémentation du nouveau développement, or en ignorant les préoccupations environnementales et les aspirations culturelles des Bagyeli, le PDPP est loin, au stade actuel d'avoir fait le compte. L'observation tient d'autant plus que les conséquences sur le plan social restent poignantes. Les Bagyeli, en dépit du PDPP sont encore très loin de la gestion forestière dont les conséquences sur le plan écologique et même existentiel leur sont néfastes. Tant la forêt source du gibier, des

plantes médicinales et autres espèces non ligneuses disparaissent, tant les Bagyeli au lieu de renforcer leurs sources de revenus sont plutôt maintenus dans l'indigence et la précarité. Le problème qui est soulevé ici comme ailleurs est celui d'une réelle volonté politique dont la matérialisation est la traduction réelle en actes concrets des principes soutenant le développement durable et les dispositions fondant le PNDP et le PDPP. La prise en compte des cultures locales dans la conduite de ces projets, la considération des questions environnementales pour renforcer les capacités économiques pour un épanouissement des peuples autochtones Bagyeli en constituent quelques éléments. Mais il faut encore revoir la participation de ces peuples à cette initiative pour pouvoir démontrer la prise en compte de leur regard. La contribution des peuples visés par le projet n'est pas de nature à le leur faire porter et à fortiori à le domestiquer pour que les fruits escomptés tiennent la promesse des fleurs.

Questionner la participation c'est revoir sa nature, trouver le mode parmi la pléiade qui s'offre et qui puisse être le plus efficace et à même de conduire aux objectifs. Il faut surtout que le mode choisi ne serve pas de faire valoir, mais qu'il soit réellement mis en application.

8.3 La participation, une terminologie « valise » et « diplomatique »

Le constat a été fait aussi bien par les responsables du PNDP que par les Bagyeli eux-mêmes. L'appropriation du PDPP aussi bien par les populations visées que par leurs voisins est loin d'être acquise. Autrement, ils n'en ont pas encore fait « un soi » pour parler comme Jouët (2000). La situation se présente donc au fond ainsi, le PDPP reste un projet au goût des autres et imposé aux Peuples « Pygmées ». Les termes sont d'autant plus à propos que la démarche qui y conduit laisse aux populations visées par le projet une marge de manœuvre très étroite à l'aune d'une participation aux contours flous et aux résultats insignifiants. Or comme le souligne Hedebro (1982, 107) « la participation suppose que les décisions ne sont pas prises avant que ceux qui sont directement concernés puissent avoir la chance d'exprimer leurs opinions sur le sujet ». Elle signifie aussi l'implication du public dans la programmation, la gestion, l'administration ou alors le droit de formuler les plans et politiques, les objectifs, voire les plans de communication (Berrigan, 1981). Si l'on s'accorde sur ce que la participation est une notion complexe et qu'elle présente généralement plusieurs facettes, dans un projet de développement comme ailleurs, la vraie préoccupation est de savoir quelle est la meilleure facette à utiliser aux fins d'atteindre des résultats probants envisagés.

Pour permettre une bonne participation gage de l'appropriation du PDPP par les Bagyeli il se présente au moins trois niveaux d'intervention. De l'implication aux activités généralement émise à l'engagement au processus décisionnel et dans la planification de l'initiative il faut ici remonter vers l'amont, voire au niveau de la conception de l'initiative. Ici à notre sens, prendre part dans la planification remonte à prendre part dès la conception du projet. Ceci nous ramène au cheminement ensemble dont parle Freire (1969). Or dans le cas d'espèce, s'il est vrai que les Bagyeli ont été conviés aux activités du PDPP, il n'est pas évident que ce peuple comme les autres bénéficiaires du PDPP a eu à participer à la conception et à la conduite de l'initiative.

Hurard (2011: 5) souligne de manière pertinente que la participation est un « processus diversifié qui nécessite encore beaucoup d'efforts des autorités publiques pour être véritablement mis en œuvre ». L'équation qu'il faut donc résoudre c'est celle d'un meilleur mode de participation parmi les différentes offres qui existent. Pour parvenir à cette participation adéquate et « authentique ». Il faudra commencer comme le suggère si bien Hurard (2011: 11) par demander « qui participe et qui ne participe pas, à quel type de décision la population est amenée à participer » et l'on pourra ajouter pour quel résultat. Il s'agit de s'assurer que les personnes appelées à participer aient les capacités à cet effet. Ceci pose par conséquent les problèmes de représentation certes, mais aussi ceux de la formation et de l'organisation. À notre

sens la participation telle que clamée dans les textes du PDPP constitue plutôt un gadget parce que dénuée de ces fondamentaux. Il en est des projets de développement comme des réformes. Ici et là l'adhésion générale est un élément d'importance capitale. Abouem à Tchoyi le souligne avec pertinence en ce qui concerne les réformes au Cameroun.

L'on s'étonnera (...) qu'aucun dialogue social n'ait été organisé sur la réforme de l'État (...) aucune réforme ne réussit parce qu'un gouvernement l'a décrétée, quelque soit sa sincérité, sa détermination ou son engagement. C'est l'adhésion de tous les acteurs qui permet de s'approprier ces chantiers sensibles. (Abouem à Tchoyi, 2013: 21)

Comment le PDPP pourrait-il donc porter les fruits escomptés sans l'adhésion de ses populations cibles? Huron et Spingler (1998) distinguent deux types de participation. Une participation directe et une participation moins directe. Les deux types de participation sont applicables vis à vis des Bagyeli au sujet du PDPP. En effet, si l'on convient que le mode de participation indirecte a plus ou moins été éprouvé par le biais des enquêtes, sondages d'opinion avant et même pendant la conduite du projet, le volet participation directe et effective aura peu fonctionné. Il suppose la participation des groupes de pression organisés, celle des Bagyeli lors des assemblées ou alors dans les commissions. Nous suggérons la présence effective des Bagyeli à ces instances. Cette présence aux instances de conception, de décision, de

planification et de suivi du PDPP participe des principes de gouvernance¹⁴¹, de démocratie (de consultation, de concertation et de médiation¹⁴²), de management avec pour conséquence la responsabilisation. Participer à la confection, à la prise des décisions, à la réalisation et au suivi des activités du PDPP permet ainsi aux Bagyeli comme aux autres partenaires de répondre (*respondere*) de ce projet. Les insuffisances relevées à ces instances auront des répercussions en matière de communication et conséquemment sur la réalisation du projet.

Si l'adhésion ou la participation est nécessaire elle doit surtout partir des textes pour une matérialisation concrète. Nous proposons pour parvenir à une bonne participation que les populations Bagyeli concernées soient bien sensibilisées, formées et organisées; sensibilisées aux enjeux, pour trouver des solutions aux besoins qui se posent dans leur univers thématique; formées aux questions qui les interpellent (environnement, foresterie par exemple).

Véritable pouvoir d'influence, la participation « authentique » nécessite non seulement une bonne sélection des acteurs mais elle est aussi tributaire du temps,

¹⁴¹ La gouvernance suppose un cercle élargi d'intervenants en dehors des administrations et des gouvernants. C'est ainsi qu'elle s'appréhende ainsi : « gouvernance, produit d'interaction sans fin, appelle le sondage, le référendum, toutes les procédures qui rapprochent, fondent dans une même dynamique gouvernants et gouvernés » (cité par Bartoli, 2009 : 379).

¹⁴² La démocratie de consultation permet ou de concertation permet de requérir l'avis des usagers ou citoyens pour des questions générales. La démocratie de médiation permet à chaque citoyen de contribuer à l'intérêt collectif (exemple : engagements associatif). Ces deux modes de démocratie complètent la démocratie représentative. (G. Orange cité par Bartoli, 2009 : 365)

celui de la sensibilisation, celui de la sélection des répondants locaux. Mais pour parvenir à une participation « authentique », il faudrait non seulement avoir sélectionné les leaders ou répondants qui conviennent et finalement opter pour la meilleure option parmi les modes de participation qui existent. Si la participation comporte toujours des limites quelle qu'en soit (top down ou bottom up)¹⁴³, il convient non seulement de concilier le « top down » et le « bottom up » mais aussi de choisir dans chaque catégorie les opportunités à même de refléter la contribution effective des différentes parties prenantes. Aussi, et dans le cas des Bagyeli en particulier et des « Pygmées » en général l'on peut appliquer au niveau local, régional et même national la consultation, la concertation, le débat public, la conciliation-médiation et ou le sondage délibératif afin de déterminer quels sont les problèmes et les solutions possibles pour y faire face ensemble. Ici on aura non seulement associé les parties prenantes suffisamment représentées mais l'on aura aussi intégré les méthodes inclusives avec la propension de prendre en compte les préoccupations et les aspirations des acteurs déterminés à parvenir au bout de leurs problèmes. Une bonne participation supposant une bonne représentation des communautés, il serait loisible de compter avec les différents éléments de l'organisation sociale des peuples

¹⁴³ Lorsqu'elle est de nature « top down », le reste de la collectivité peut faire subir ses décisions au reste des citoyens, de même que les pouvoirs publics ne peuvent prendre que ce qui les intéresse par exemple dans le cadre d'une consultation. En plus ce sont eux qui proposent ce qu'ils veulent bien proposer. Elle peut juste être de forme. Les décideurs n'en retirent que ce qui est de leur convenance. Par contre dans le cas d'une participation bottom up les pouvoirs publics ou décideurs peuvent ne pas prendre en considération les desideratas de la base. Hurard (2011) explique bien ce dilemme. Mais ce qui convient mieux à notre avis est de synthétiser, de compléter un mode avec l'autre et surtout de jouer franc jeu.

concernés. Il en sera ainsi avec les guérisseurs, les doyens (hommes et femmes), les chasseurs, les devins. Compte tenu du rôle prééminent que joue la femme au sein de cette communauté, il sera fort à propos de compter sur la gent féminine aussi bien pour organiser la communauté en groupe d'influence que dans le processus de création et de conduite des initiatives de développement. La participation multisectorielle ou multiacteurs dont il est question supposerait que les Bagyeli continueront de compter sur les infrastructures et les institutions préexistantes (FONDAF) qui nécessiteront par ailleurs un accroissement de ressources et un renforcement de capacité de la part de l'État.

Cette approche n'est pas différente de « la synthèse culturelle » et « l'action dialogique » que nous propose Freire (1969) sauf qu'il faudra ici faire preuve d'ingéniosité pour une adaptation locale. C'est le défi qui interpelle la conduite des projets de développement en Afrique de manière générale où s'inscrit le PNDP-PDPP. Mais à ces choix quant à la méthode, l'approche et les éléments de captation de l'influence des acteurs dans la mise en place des projets, s'ajoutent une communication qui allie l'esprit et le contexte du projet. En effet, que ce soit les responsables du PNDP dont dépend le PDPP ou alors les Bagyeli eux-mêmes, tous reconnaissent que le volet participation est l'un des talons d'Achille du projet. Or la prise en main de cette participation aura aussi pour corollaire l'organisation.

8.4 L'organisation, l'impérieux défi des Bagyeli

Si « la participation est une clé dans le processus de définition et de réalisation du développement » (Bessette, 2004 : 18) et si c'est une opportunité pour que « les gens prennent la responsabilité de mener à bien une initiative de développement » (Bessette, 2004 : 19) en prenant part aux activités, en s'engageant dans le processus décisionnel et dans la planification de l'initiative il est à noter qu'une bonne organisation s'impose chez les Bagyeli. Les Bagyeli doivent pouvoir constituer des bons répondants question de mieux participer aux activités du PDPP. Bartoli (2009 : 269) rappelle que « les processus d'organisation s'appuient généralement sur différentes variables, qui touchent aux missions, aux fonctions, aux dispositifs de répartition et de coordination, tant au plan collectif qu'individuel ». L'organisation à mettre en place par les Bagyeli devra répondre à ces variables avec en toile de fond l'affranchissement de ce peuple du joug multiple de l'oppression, de la marginalisation, de la pauvreté, de la vulnérabilité et même du racisme dont il fait l'objet de la part de ses voisins mais également de ses partenaires.

Il est apparu dans cette recherche que les Bagyeli n'ont presque pas d'association, pas de lobbies, par conséquent ne peuvent peser pour faire basculer la balance. Ils sont ainsi à la merci des « développeurs ». En effet une bonne organisation garantirait tout

au moins la qualité de ceux qui parlent ou agissent au nom de la communauté. Il est constant que c'est tout le monde qui représente la communauté, sans véritable critère précis, au gré des initiatives, des bailleurs de fonds ou des accompagnateurs sur le terrain. Car comme il a été relevé, c'est chaque organisme d'appui local (OAL) qui recrute les répondants des Bagyeli lorsqu'un projet voit le jour. Mais leurs critères ne sont pas toujours objectifs ou ne tiennent pas compte de l'organisation sociale des concernés, de leurs aspirations ou de leur représentation. Une sélection hasardeuse des plénipotentiaires des populations locales conduit par conséquent à une participation inauthentique, erronée. L'organisation constitue donc de ce fait un véritable défi pour les Bagyeli. Celle-ci permettrait que la communauté dispose des légats qui identifient les problèmes réels des Bagyeli, et proposent des solutions à même de répondre à ces préoccupations. Elle leur évitera des usurpateurs. Une bonne organisation des Bagyeli est l'une des portes d'affranchissement de cette communauté. Car à l'image des colonisés ou des opprimés, les Bagyeli doivent s'organiser non seulement pour mieux participer aux initiatives de développement mais aussi pour mieux combattre leur statut de marginalisés, d'opprimés ou de populations vulnérables. Au Canada l'organisation des peuples autochtones a beaucoup œuvré pour le respect de ces groupes de population ainsi que sur les échanges avec les pouvoirs publics. Ainsi lors des échanges gouvernement-autochtones baptisés «Renforcer la relation» tenus en avril 2004 la rencontre a été marquée par une forte présence des organisations des autochtones. Le rendez-vous

en regard de la qualité des répondants a également été marquée par les idées positives:

Reconnaître la diversité des peuples autochtones et le fait que des besoins différents exigent des solutions différentes; garantir un traitement équitable pour tous les groupes autochtones; reconnaître la nécessité de s'engager à établir un plan concret; convenir qu'une relation intergouvernementale repose sur une meilleure capacité à exercer ses pouvoirs. (Table ronde Canada-Autochtones, 2004: 6)

Dans ce genre d'entreprise comme dans l'autre la communication sera une outil précieux.

8.5 La communication, le nécessaire outil.

No sustainable development without communication
Challenges of our times
Jan Servaes (2001)

Les propositions en vue de l'amélioration de l'appropriation du développement durable en matière communicationnelle chez les Bagyeli tiennent à maints égards. C'est une orientation générale qui sous-tend la conception, l'exécution et le suivi des initiatives. C'est aussi une question de méthodes, d'approches et d'outils.

Appréhendée désormais dans le paradigme d'un autre développement, la communication devra effectivement épouser sa nouvelle tournure. En tant que Représentation et Expression, la communication dans le contexte du PDPP est une chance pour le local, mais aussi pour le global, autrement pour les Bagyeli et leurs partenaires. Dans un contexte de développement qui se veut durable la communication permettra à chaque partie de se représenter et d'exprimer ses aspirations mais aussi ses contributions. Si cela s'impose aux partenaires des Bagyeli qui viennent coopérer avec les locaux ça l'est aussi autant sinon plus pour les Bagyeli eux-mêmes. Cette forme de communication qui prend la forme de communication pour le développement est ce

processus par lequel les gens deviennent les principaux acteurs de leur propre développement. Grâce à la communication, les populations cessent d'être les bénéficiaires d'interventions de développement qui leur sont extérieures pour prendre en main leur développement. (Bessette, 1996: 9)

Appliqué au contexte du PDPP, ce mode de communication permettra aux uns et aux autres mais surtout aux Bagyeli de dévoiler leurs besoins, leurs savoirs et leurs solutions. Une telle approche de la communication rime avec la participation.

La participation, en mettant l'accent sur les besoins et les façons de voir des individus et des groupes devient le concept clé de la communication pour le développement. Le recours à une méthodologie systémique, la mise en place de processus horizontaux dans lesquels les gens sont associés directement au processus de communication et sont ainsi amenés à formuler eux-mêmes leurs problèmes et à prendre conscience de nouvelles possibilités, ainsi que la prise en considération dans le processus de communication de leurs

connaissances et leurs façons de voir constituent les éléments majeurs de sa méthodologie. (Bessette, 1996: 19)

La communication dans le contexte du PNDP/PDPP mérite d'être adaptée à cette logique. D'abord, elle obéirait ainsi à un ajustement qui tient compte du temps, du contexte et de son milieu d'application. En effet, « l'autre développement » que voile le développement durable se donne aussi pour leitmotiv le changement de paradigme communicationnel. Au « Top down » qu'on a connu jadis ont succédé le « Bottom-up » et la communication horizontale. À la dictature du sommet se substituent une collaboration de même niveau et la prise en compte des propositions ou initiatives venant d'en bas. Si tant est que le développement durable implique le rapprochement autant des acteurs engagés dans le processus de développement qu'entre les idéaux et les préoccupations des populations locales, leurs aspirations et leurs cultures, il s'en déduit que ce type de développement n'est autre chose que le partage, la synthèse (culturelle et de méthodes au gré des différents acteurs et des enjeux en présence).

Bessette ne croit pas si bien dire lorsqu'il argumente :

En transformant les approches verticales basées sur la transmission unilatérales d'information et sur la persuasion, en approches basées sur les échanges de savoirs, la communication pour le développement permet aux groupes et aux communautés de cerner les problèmes auxquels ils font face, d'identifier des solutions possibles, de prendre des décisions bien informées, d'acquérir les connaissances nécessaires, de se mobiliser pour l'action et de prendre en charge leur propre développement. (Bessette, 1996 : 35)

Ce mode de développement censé plus efficace suppose l'alliance entre modernité et savoirs locaux ; autrement le dialogue entre différents savoirs : savoirs techniques et scientifiques d'une part, et « savoir -faire, savoirs autochtones ou indigènes, savoirs locaux, traditions orales, savoirs quotidiens¹⁴⁴ » d'autre part.

En intégrant les savoirs locaux dans une hybridation qui serve au développement économique, social et culturel, on participe non seulement à leur revalorisation, à leur dé marginalisation et dé stigmatisation mais l'on tend vers plus d'efficacité. On participe aussi à la relativisation de « l'hégémonie des savoirs techniques et scientifiques sur les autres genres de savoirs » (Unesco, 2005 : 156) ; cette hégémonie qui a primé les premiers types de savoirs au nom de la rationalité, de la visibilité. Or bien qu'obéissant très souvent à l'oralité ou à une transmission intergénérationnelle, ces savoirs ne manquent pour autant pas de pertinence. C'est cette pertinence qui favorise leur remise au goût du jour dans l'appréhension d'un autre développement, avec pour centre d'intérêt le partage multiforme et multisectoriel. En plus de la préservation et des transmissions des savoirs locaux comme le suggère l'Unesco, il faut encore rentabiliser ces savoirs dans la perspective du développement durable. On pourrait par exemple mettre à profit les connaissances des Bagyeli dans le domaine de la forêt et ses essences pour mieux les préserver, l'exploiter judicieusement, non

¹⁴⁴Le document « Savoirs locaux et autochtones, diversité linguistique et sociétés du savoir » de l'Unesco (2003) est édifiant sur la question. Aussi les savoirs locaux sont-ils d'un grand apport en matière de développement durable.

seulement en y identifiant les espèces médicinales utiles à la santé mais aussi distinguer toutes les autres essences pouvant servir à d'autres fins. L'on pourrait par aussi engager des recherches dans cette optique en associant ces premiers habitants de la forêt. On pourrait par ailleurs se servir de leur environnement pour valoriser l'écotourisme qui ne reste qu'au stade des projections au Cameroun.

Comment donc imaginer ce partage, ce rapprochement, cette alliance de savoirs sans une communication adéquatement identifiée. Le premier indice de ce mode de communication est la culture elle-même, c'est-à-dire les aspirations de l'autre, son regard, son savoir ; autrement le « monde d'appartenance à et de partage avec » que souligne Barbero (2006: 129). Non seulement la communication ne va pas sans culture, que la culture est le contenu véhiculé par la communication (Caune, 1995)¹⁴⁵ et que finalement la culture est la communication, on en déduit dans un premier temps que le vrai mode de communication à utiliser en contexte de développement durable relève de la culture, c'est la culture.

¹⁴⁵ Jean Caune. *Culture et communication – Convergences théoriques et lieux de médiation*, (1995). Coll. La communication en plus, Grenoble. Presses Universitaires de Grenoble.

Dans le contexte du PNDP en général et particulièrement dans le cadre du PDPP le mode de communication que nous suggérons est celui ancré (dans) et véhiculé par la culture des populations locales. Le texte du projet clame dans sa lettre le respect des cultures locales donc, est supposé reposer sur un corpus communicationnel lui même bâti sur des stratégies réellement participatives. On verrait ainsi et en guise de préalable les acteurs ou partenaires du développement qui souhaitent travailler avec les Bagyeli aller à leur école : apprendre leur langue, échanger avec eux en cette langue, étudier leurs coutumes, comprendre leurs traditions, se mouler dans leur milieu. Cette démarche n'est certes pas une panacée mais elle permet de connaître et de maîtriser le milieu, de mettre l'accent sur « les besoins et les façons de voir des individus et des groupes ». Les approches communicationnelles qu'il convient d'envisager et d'implémenter dans le cadre du PDPP sont celles qui puiseront dans les cultures locales, la culture des Bagyeli notamment. Il est question de puiser dans cet univers et de déceler les voies et moyens de sensibiliser, d'organiser, de regrouper, de partager non seulement les besoins mais aussi les solutions, les moyens de les résorber. L'on peut ainsi se servir des occasions d'expression culturelle (chants, danses, parties de chasse, etc.) pour mobiliser, sensibiliser, organiser. La langue locale, mieux maîtrisée par les locaux pourrait bien servir de moyen de communication, tout comme les autres éléments puisés dans la culture locale. C'est une démarche, voire une attitude basée sur le rapprochement : parler la langue, rendre visite, être avec, partager les repas, les activités y compris les rites (Abéga, 1998).

Dans cette démarche l'on ne négligera guère d'associer les voisins, les Bantou. Le mode de communication basé sur cette approche correspond mieux à l'organisation sociale des Peuples « Pygmées » où l'accent est mis sur le respect des autres tel qu'ils le relèvent dans les enquêtes effectuées ; où les rapports sont généralement horizontaux, empreints de réciprocité. La stratégie ou l'approche communicationnelle à intégrer dans le cadre du PDPP, calquée sur l'organisation sociale locale doit donc par conséquent intégrer les différents paliers décisionnels y afférents, épousant tous les niveaux du leadership, les membres des groupes d'influence : les hommes, les femmes (doyens), les chasseurs, les devins-guérisseurs, etc.

Cette approche de proximité, faite de rapprochement qui priorise la sphère locale et qui est basée sur les rapports horizontaux ou ascendants prend la dénomination de communication participative pour le développement. Bessette nous en rappelle les principes :

En communication participative pour le développement, la communauté locale est engagée dans chacune des étapes suivantes : cerner le problème de développement à régler (ou l'objectif à atteindre), comprendre ses multiples dimensions, déterminer les solutions potentielles (ou concevoir une série d'actions) et décider d'un plan d'actions concret à mettre en œuvre ou à expérimenter (Bessette, 2004 : 30)

Par le truchement de la communication participative les Bagyeli pourront donc aussi participer jusqu'à la production des programmes et même au choix des outils de

communication autant qu'ils auront leur mot à dire sur la stratégie générale de communication. Rogers pense à ce sujet que

Development communication should be viewed as a total process that includes understanding the audience and its needs, communication planning around selected strategies, message production, dissemination, reception (and perhaps interpersonal discussion with peers), and feedback (...) If development communication is indeed considered as a total process, the interaction among components must be investigated as well as the relevant environment in which the communication system is. (Rogers, 1976 : 13)

Ce modèle de communication axé sur la participation est adossé ou soutenu par des outils communicationnels correspondants. Aussi serait-il loisible d'user des canaux de communication disponibles dans le milieu. Le milieu des Bagyeli aujourd'hui tel qu'il ressort de l'étude et des enquêtes que nous avons menées est hybride à l'image même du Bagyeli de nos jours. C'est un milieu bâti entre la tradition et la modernité bien que la précarité et le dénuement aient une forte emprise. Par conséquent les outils ou canaux de communication à déployer doivent épouser cette configuration. S'inspirant des résultats des enquêtes, le premier type de communication à privilégier dans l'accompagnement des Bagyeli dans la voie du développement durable s'impose d'elle-même, c'est la communication interpersonnelle. Il est question d'échanges entre individus aussi bien au sein de la communauté Bagyeli qu'entre les composantes de cette communauté et les

partenaires des autres espaces (Bantou, administrations, ONG, etc.). Ce type de communication est d'autant plus recommandé que les Bagyeli n'ont pas accès à la télévision, à la radio et à internet. Toutefois, si la communication interpersonnelle est vivement recommandée, elle ne saurait être l'unique voie. À la communication interpersonnelle, l'on pourrait associer la communication médiatique (la radio de proximité à l'exemple de la radio. Les autres médias électroniques pourraient suivre selon l'évolution de l'intérêt, de la couverture technique, des moyens autant intellectuels que matériels. En soulignant l'apport de la communication médiatique, nous voulons mettre un point d'honneur sur la radio de proximité telle qu'une radio communautaire ou rurale. Sa flexibilité, son accessibilité, sa simplicité sont autant d'atouts qui peuvent non seulement mobiliser la communauté Bagyeli, mais également la mettre en phase avec l'extérieur. D'abord un tel outil qui ne nécessite pas un investissement astronomique, usera des langues locales pour atteindre les populations, classées parmi les moins scolarisées du pays. Ensuite une radio communautaire servira de tribune pour cette communauté non seulement dans sa mobilisation, les échanges d'expériences des membres de la communauté, mais aussi comme tribune pour faire entendre leurs préoccupations et aspirations. Les Bagyeli peuvent de ce fait participer non seulement aux débats nationaux mais aussi au développement du pays. Ils pourraient participer à la conception, à la confection ainsi qu'à la conduite des programmes. Tous les sujets d'importance pourraient ainsi être débattus et traités : de l'éducation à la santé en passant par la politique, les questions

foncières et environnementales. Une bonne sensibilisation par cette voie pourra déboucher sur d'autres opportunités voire d'autres types de média.

Si les médias modernes dans leurs variantes sont à terme souhaitables dans l'accompagnement des Bagyeli et autres groupes autochtones, le plus important à notre sens est l'approche communicationnelle. Celle-ci serait plus fructueuse si elle est de type participatif, se cadrant sur les réalités de la communauté où elle s'applique, prenant en compte ses préoccupations, ses aspirations. Si comme le dit Caune (1995 : 13) « la culture et la communication apparaissent comme deux terrains privilégiés pour promouvoir le changement social » et si « le développement durable est un processus participatif de développement » (Hurard, 2011 : 6), conciliant l'environnement, l'économie et le social en établissant un cercle vertueux entre ces trois sphères¹⁴⁶ alors, culture, communication et participation sont des pierres d'angle de l'appropriation voire même du développement durable. Hurard rappelle avec pertinence les principes de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement :

Chaque individu doit avoir la possibilité de participer au processus de prise de décision et les États signataires de cette déclaration s'engagent à mettre à disposition des citoyens les informations nécessaires à leur sensibilisation et à leur participation. Le développement durable doit être participatif. Tous les acteurs du territoire, les habitants, les associations, les

¹⁴⁶ Repères pour l'agenda 21 local, Laurent Comelieu, Nathalie Holec, Jean Pierre Piéchaud cité par Hurard (2011, 6).

élus doivent s'impliquer dans une action citoyenne afin de construire un cadre de vie commun dans une démarche de développement durable. (Hurard, 2011 : 6)

En transposant en contexte des Bagyeli, l'approche participative implique non seulement la prise en compte des prises de parole et contributions des concernés mais aussi susciter et encourager leurs initiatives dans la conception et la diffusion des messages en vue de l'implémentation du PDPP. L'approche permettra d'aller vers le développement durable en passant par la communication interculturelle. Mais au-delà de la simple évocation tel que clamé dans les textes et les ambitions du PDPP, il est question de traduire ces grands principes en actes concrets. Il est question de traduire la réalité actuelle « quand dire n'est pas faire » en assertion austinienne « quand dire c'est faire ».

CONCLUSION

Ce travail sur la communication, la participation, l'appropriation et le développement durable chez les Bagyeli a pour but de démontrer que le paradigme du développement durable dans l'air du temps a beaucoup de difficultés en vue de son application. L'application du développement durable comme celle des autres « développements à particules » qui l'ont précédé pose un problème, celui de la traduction concrète des principes clamés aussi bien sur la scène internationale qu'au niveau étatique, au Cameroun. La matérialisation du nouveau développement en réponses adéquates aux besoins des populations locales reste hypothétique voire illusoire. Cette forme de développement selon ses exégètes a pour mission de concilier les questions économiques, sociales, environnementales les cultures locales. Pour relever le défi, non seulement une véritable volonté politique s'impose, mais un ajustement est également nécessaire au niveau mental aux fins de concilier tous ces intérêts a priori opposés. Des prérequis sont indispensables même chez les peuples concernés dont une bonne prise de conscience des enjeux sur la nécessité d'affranchissement, d'autonomisation, de valorisation de soi, sur les préoccupations du développement ...durable.

Mais cela exige aussi des concernés une conscience poussée, doublée d'une organisation adéquate à la hauteur des objectifs escomptés. Ce travail de recherche qui est un apport à l'élaboration du statut des Bagyeli en vue de leur véritable intégration est une participation utile au débat sur la situation des peuples autochtones, et particulièrement des groupes Pygmées, leur intégration dans la vie nationale interroge aussi l'appropriation qu'on puisse faire à cette échelle là du nouveau développement. Autrement, les populations autochtones de manière générale et spécifiquement les groupes minoritaires marginalisés à l'instar des « Pygmées » Bagyeli comprennent-ils quelque chose dans le vaste débat qui entoure le paradigme du nouveau développement ? Quel entendement ont-ils de cette trouvaille que nous imposent les différents échecs des autres types de développement ? Et quel que soit leur appréhension du sujet évoluent-ils en phase avec les exégètes du développement durable ? En cas d'affirmative, quel est donc le degré d'appropriation que ces groupes marginaux font de la nouvelle donne ? Participent-ils assez dans ces initiatives organisées à leur intention ? Et quel est l'apport que la communication peut avoir dans ce processus ?

Le long questionnement qui a été le nôtre dans cette thèse visait dégager les pistes d'appropriation, de domestication du développement durable chez les Bagyeli, tant il est que ce mode de développement est inventé a priori dans leur intérêt, avec la prise

en compte de leurs aspirations, de leur sentir, de leur regard, de leur toucher, de leurs goûts... de leur culture. Le degré de cette appropriation était censé nous permettre de proposer les pistes d'amélioration de la condition de ces populations, objets de préjugés, de stigmatisation et de vulnérabilité. Pour mieux apprécier le discours du développement durable et son application nous avons voulu être plus concret en nous servant d'un exemple puisé dans leur environnement. Nous nous sommes servi du PDPP : un programme appendice du PNDP, fruit de la volonté du gouvernement camerounais en collaboration avec ses partenaires dont la Banque mondiale en vue d'assurer que la dignité, les droits et la culture des populations autochtones (particulièrement des Baka et des Bagyeli) seront respectés dans la mise en place du PNDP, Programme National de Développement participatif. Ce dernier étant l'un des outils du gouvernement dans sa stratégie pour la réduction de la pauvreté, la croissance économique, la décentralisation, et la bonne gouvernance. Le PNDP dans cette logique a eu pour mission de soutenir le développement à l'initiative des communautés qui devront mettre en place des actions prioritaires marquées par une consolidation de l'environnement fiscal, institutionnel et administratif. Les communes, tout comme les autres administrations et associations bénéficiaires se comptent à travers le Cameroun. En abordant la communication, la participation et l'appropriation du développement durable chez les Bagyeli au Cameroun dans cette thèse de doctorat, nous avons voulu poursuivre le débat amorcé des années plus tôt en

vue de l'amélioration du statut du « Pygmée » de manière générale et particulièrement du Bagyeli.

Dans l'analyse des quatre vocables-communication, participation, appropriation et développement durable- nous avons démontré la relation qui existe entre les quatre notions qu'englobe dans son substrat « le nouveau développement ». La relation est étroite tant les quatre notions sont presque imbriquées. En somme, il est difficile voire utopique d'atteindre le quatrième concept, le stade de développement durable si les trois autres ne sont pas éprouvés. Et nous le mettons en exergue dans le cadre du PDPP, programme de développement du peuple Pygmée dont l'objectif est de développer les peuples « Pygmées » en assurant leur dignité, leurs droits, leur culture. Pour que cette initiative prenne corps une communication efficiente et efficace est nécessaire. Mais la communication, non seulement est participation, partage par essence, elle doit encore être adaptée au milieu et aux objectifs de l'initiative de développement qui doit à son tour être domestiquée par les bénéficiaires. Ce cycle presque vicieux nous a amené à interroger la conduite du PDPP. Le PDPP moulé aux grands principes du développement durable, bénéficie-t-il pour autant aux populations visées par l'initiative dans l'esprit projeté ? Les bénéficiaires peuvent-ils ainsi se développer au stade actuel du programme avec les paramètres en vigueur ? À quelles conditions améliorer l'efficacité et l'efficience d'un tel programme dans ce

contexte ? De quel apport la communication peut-elle être dans ce processus vers le développement durable ? Autant de questions qui nous ont intéressé.

Nous avons choisi une localité où ce programme est en cours, question de jauger et de trouver réponses à nos interrogations. Nous avons choisi la localité de Bipindi dans la Région du Sud Cameroun. Nous avons choisi de mener une recherche qualitative, nécessitant une description des Bagyeli, leurs mode et conditions de vie aux fins de mieux comprendre le milieu, ceux qui y habitent ainsi que leurs particularités, leurs préoccupations, leurs joies et peines, leurs aspirations. À cette démarche ethnographique il nous a semblé pertinent d'ajouter l'analyse des documents du programme à même de nous donner la réalité et l'effectivité du déroulement de cette initiative tant au niveau des projections qu'au niveau de sa matérialisation sur le terrain. Nous avons observé l'organisation sociale des populations bénéficiaires, leur mode de vie. Nous avons échangé avec elles non seulement sur leurs aspirations, mais aussi sur les rapports avec les voisins, les partenaires, les responsables étatiques. Nous nous sommes aussi entretenu avec les responsables du programme tant à l'échelon local qu'au niveau national, les hauts responsables étatiques en charge des questions sociales, des forêts et autres secteurs connexes. Nous avons confronté toutes ces données avec celles contenues dans la documentation interne de l'initiative. Du constat fait, il ressort que les communautés Bagyeli comme la plupart des groupes

« Pygmées » au Cameroun vivent dans une grande précarité. Même si quelques actions sont entreprises à leur égard, ils demeurent dans une situation de marginalisation sur les plans économique, social, politique et culturel. Ils sont encore économiquement indigents. Sur le plan social ils ne sont pas encore véritablement intégrés dans la société. Ils souffrent d'un déficit de présence voire d'une non représentation dans le champ politique et pendant ce temps ils subissent la disparition de leur richesse culturelle. Pourtant ces groupes ont à leur avantage et pour le bien de la société et même de l'humanité un riche potentiel : une culture riche, des savoirs divers et utiles. Ces atouts ne sont pas suffisamment pris en compte pour être capitalisés afin de participer à la construction nationale et au développement durable du pays que clament les politiques. Le regard et la différence de ces groupes de population sont superbement ignorés en dépit d'un discours intégrateur et conciliant. À la clé, une méconnaissance des peuples concernés, le mépris de leur culture, des méthodes verticales. La verticalité des méthodes se lit à travers une série de comportements et d'actes en contradiction avec les méthodes et objectifs du développement durable à savoir : l'écoute de l'autre et la prise en considération de ses expériences, de sa culture. Conséquences, cette initiative en faveur du développement des peuples (autochtones) leur est étrangère. Les bénéficiaires y participent peu ou pas. Leur culture n'est pas réellement prise en compte, mais ils sont appelés à vivre ou à appliquer les grands principes du programme.

L'appropriation de l'initiative n'est pas effective, les populations concernées estiment qu'elle vient des autres et qu'elle leur est imposée.

Loin d'être résolue ou améliorée la situation demeure préoccupante : les populations autochtones « Pygmées » Bagyeli vivent de grandes mutations. Leur forêt, sanctuaire de leur culture et réservoir de leurs ressources est menacée de disparition, pour le bonheur des exploitants forestiers et de leurs complices. Entre-temps ils sont appelés ou contraints de se sédentariser dans un autre environnement dans le voisinage des Bantou où ils font face à de nouveaux défis : adoption de l'agriculture et de l'élevage pour assurer non seulement leur subsistance mais aussi leurs revenus. Hormis l'adaptation au nouvel environnement, ils devront aussi faire face à l'hostilité des Bantou, premiers occupants des villages loin des campements en forêt. Bien plus, ils devront également vivre les problèmes fonciers dans leur nouvel espace.

Devant cette situation, certaines actions sont pourtant nécessaires pour non seulement y remédier mais aussi afin que les populations Bagyeli accèdent à la dignité et au développement. Ces actions que nous proposons sont de divers ordres et interpellent divers catégories d'acteurs. Le développement durable étant d'abord local ou endogène, les premiers concernés par les mesures à prendre sont au premier chef les populations locales ; dans le cas d'espèce les Bagyeli.

La première de ces actions à entreprendre se décline en une vaste sensibilisation des composantes de cette population sur les enjeux. Il est question de les sensibiliser sur l'urgence de la prise en main de leur destin afin que d'autres acteurs ne soient les seuls à décider de leur sort. La campagne de sensibilisation en question s'impose localement (à Bipindi et environs) ainsi qu'au niveau de la région du sud Cameroun, sur la sphère nationale, au niveau de la sous Région Afrique centrale pour ensuite atteindre l'échelle du continent africain. Si au niveau de l'Afrique centrale, il existe depuis peu un espace de concertation sur les problèmes des peuples autochtones de la sous région¹⁴⁷, il faut encore voir l'impact d'un tel regroupement d'abord au niveau des populations concernées. L'incidence approximative et aérienne à l'endroit des peuples autochtones traduit ainsi le manque ou le déficit d'organisation constaté au niveau local, à commencer par la localité de Bipindi¹⁴⁸. Aussi proposons-nous une organisation bien structurée des Bagyeli. Cette structure comprendra en son sein les forces vives de la communauté, mues par une conscience de s'engager et de lutter pour la survie, une cause presque existentielle.

¹⁴⁷ Le Forum international sur les peuples autochtones d'Afrique centrale qui a tenu sa deuxième assise du 16 au 19 mars 2013 à Likouala, au nord de la République du Congo sous le thème : « Droits des peuples autochtones et dynamiques de la conservation de la biodiversité dans le bassin du Congo ». Disponible sur <http://www.afrik.com/article22383.html>, consulté le 10 novembre 2013.

¹⁴⁸ Le CODEBABIK, le comité de développement des Bagyeli de Bipindi et Kribi, censé constituer ce cadre de réflexion, d'analyse et d'action des Bagyeli de la localité a fait long feu suite aux incompréhensions des membres.

L'organisation que nous suggérons doit tenir compte de l'organisation sociale de la communauté. Celle-ci repose sur des piliers que sont les leaders. Ce sont les doyens de campement (personnes âgées et sages), des devins-guérisseurs, des chasseurs. La femme âgée, la doyenne y joue un rôle indispensable. Mais il faut aussi intégrer les autres forces montantes que peuvent être les scolarisés. L'environnement des Bagyeli en mutation a certes connu l'émergence de quelques scolarisés qui ont également leur place dans cette organisation. Ici il est question de porter l'intérêt et les aspirations de la communauté selon ses convictions, et faire de la sensibilisation, du lobbying aussi bien à l'échelle locale (dans la communauté), nationale et même à une sphère plus haute. Il est donc question de se débarrasser des préjugés et des complexes qui nourrissent encore le regard porté sur les peuples autochtones de manière générale et plus particulièrement les « Pygmées » Bagyeli. C'est une question d'affranchissement, une affaire de libération et de survie. Il s'agit aussi de vendre l'image, les valeurs et la culture de ce peuple : les Bagyeli comme les autres groupes « Pygmées » sont des humains, ils ont des savoirs à faire bénéficier à l'humanité. Au titre de leur qualité ils ont tous les droits y afférents¹⁴⁹, y compris leurs civiques et politiques.

¹⁴⁹ Ces droits sont prévus par un cadre normatif varié : la Déclaration universelle des droits de l'Homme, la Charte africaine des droits de l'Homme, la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, la Déclaration no 69 de l'OIT, sans oublier la constitution camerounaise, etc.

À ce lobbying, les peuples autochtones gagneraient à ajouter l'ouverture aux autres aux fins de mieux opérer ce que Freire (1969) appelle la synthèse culturelle. En ces moments de mondialisation, il serait dangereux de vivre en vase clos. Pour mieux imposer sa culture, il est loisible de s'ouvrir tout en apprenant des autres afin d'opérer des choix judicieux, des compromis. La communauté aura ainsi avec elle des partenaires sérieux pouvant l'accompagner dans sa démarche de revendications de ses droits, d'affirmation de soi, d'expression, de représentation et de développement. Les actions à mener sont aussi du ressort de l'État, garant de la reconnaissance et de la protection de l'égalité des citoyens devant la loi, des valeurs traditionnelles, des droits de l'homme¹⁵⁰.

Ces actions consistent d'abord à privilégier l'écoute de l'autre et surtout à la prise en compte de ses spécificités. Ceci impose un dialogue franc entre les parties et une prise en considération des aspirations du peuple. Le dialogue, fruit d'une coopération, d'une communication interculturelle peut se faire à travers certains outils parmi la pléiade qui existe ceci dans l'esprit du principe 10 de la déclaration de Rio issue du Sommet de Rio en 1992. Ce principe déclare que « la meilleure façon de traiter les questions d'environnement est d'assurer la participation de tous les citoyens concernés, au niveau qu'il convient ». Tout en évitant au mieux la manipulation, cette participation doit reposer sur la consultation où les avis des populations sont recueillis

¹⁵⁰ Préambule de la Constitution de la République du Cameroun.

dans un flux bidirectionnel. Elle devrait aussi avoir pour socle la concertation voire le partenariat entre l'État, ses administrations et les populations locales. Dans ce cas des actions concrètes sont confiées à ces dernières qui peuvent être amenées à prendre des décisions.

Dans cette participation moulée à la communication horizontale et ascendante où l'élément interpersonnel a le privilège, les populations autochtones vont faire prévaloir leur riche culture, leurs expériences, leurs savoirs. Par exemple cette participation pourra faire émerger la pharmacopée traditionnelle qui est l'une des plus prisées au Cameroun autant elle peut mettre en valeur la bonne connaissance que les peuples « Pygmées » Bagyeli ont de la forêt et de ses essences. C'est dans ce partenariat où développeurs de l'État et du PDPP s'associent étroitement aux populations locales en faisant usage de tous les moyens de communication sociale locaux (communication interpersonnelle et médiatique, dans le cadre d'une radio rurale ou communautaire locale) peuvent cheminer vers un développement durable. Le modèle dont nous suggérons vivement l'application est le modèle de communication participative, qui implique la participation des Bagyeli aussi bien dans la conception que dans la réalisation des activités, la désignations des besoins, des enjeux et le choix de la stratégie appropriée. Cette démarche implique la conceptions de la stratégie de communications (besoins, programmes, outils).

Mais le modèle proposé n'aura véritablement pris corps que lorsque les discours et autres projections clamées aussi bien dans le cadre normatif que législatif du pays et du programme seront concrètement traduits en actions. La volonté politique est interpellée, l'engagement des populations locales est requis. Ce sont les exigences.

Nous n'avons pas la prétention d'avoir épuisé cette question. Nous aurions aimé entreprendre une recherche comparative pour une fenêtre ou un pont sur les expériences dans les projets de développement ou l'insertion dans d'autres régions du monde à l'instar de la Norvège, du Canada et de l'Afrique. Mais les moyens ne nous l'ont pas permis. Cependant, nous espérons que cette thèse va contribuer à l'élaboration du statut des peuples « Pygmées » Bagyeli dans la perspective du développement durable. Elle propose ainsi la prise en compte du nouveau model communicationnel à double sens, impliquant l'avis, les opinion des Bagyeli. Elle suggère également la prise en considération de la culture des concernés autant que leurs efforts dans l'amélioration de leurs conditions de vie.

ANNEXES

ANNEXE A : AUTORISATION DE RECHERCHE PDPP

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA
PLANIFICATION ET DE
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

SECRETARIAT GENERAL

PROGRAMME NATIONAL DE
DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF ECONOMY, PLANNING,
AND REGIONAL DEVELOPMENT

SECRETARY GENERAL

NATIONAL COMMUNITY DRIVEN
DEVELOPMENT PROGRAM

N° 0138 /MINEPAT/SG/PNDP/CNC/SGE/

Yaoundé, le 24 MAR 2011

Le Coordonnateur National

A Monsieur Dieudonné ONGBWA

Chercheur-Doctorant

Tél. 70827463

Objet : Participation à la recherche

Monsieur,

J'accuse bonne réception de votre correspondance dont l'objet est repris en marge et je vous remercie de l'intérêt que vous portez à la problématique des peuples pygmées en général, et au PNDP en particulier.

Y faisant suite et en complément aux échanges que vous avez eus avec l'équipe du Projet, il me plaît de porter à votre connaissance que le Plan de Développement des Peuples Pygmées du PNDP est essentiellement mis en œuvre dans 09 communes de la région du Sud, et s'achemine vers la fin de sa première phase. Au regard de l'importance de la thèse « Communication, participation et appropriation du développement durable chez les Bagyeli au Cameroun » que vous préparez, je vous suggère fortement d'élargir votre champ d'investigation à d'autres partenaires impliqués dans cette problématique pour rassembler une masse critique d'informations utiles pour votre travail.

D'ores et déjà, je marque mon accord à participer à votre recherche, à travers mon équipe régionale du Sud. Vous voudriez bien vous prendre l'attache de mes services, pour finaliser les modalités de cette collaboration.

Dans cette attente, je vous prie de croire Monsieur, à l'expression de ma considération distinguée.

Le Coordonnateur National du PNDP

Marie Madeleine NGA

Copie :

- CRC-SUD

ANNEXE B: GRILLE DE L'ENQUÊTE SUR LES OPTIONS DU
DÉVELOPPEMENT DURABLE. LES CRITÈRES D'IDENTIFICATION DU
LEADERSHIP ET LES STRUCTURES D'ORGANISATION CHEZ LES
BAGYELI

Comment vous définissez-vous comme Bagyeli? -----

Quelles sont vos activités traditionnelles? -----

Vos activités ou occupations préférées? -----

Qu'est ce qui est important dans votre vie? (les principes, les valeurs) -----

Qu'est ce que vous jugez important dans votre culture? -----

Dans votre village ou arrondissement, êtes-vous consulté pour les affaires concernant
votre communauté? -----

Prenez-vous part aux activités du groupe ou du village? -----

Décrivez comment vous participez à la vie du village ou de votre communauté-----

Avez-vous déjà entendu parler de développement? De développement durable?

Pour vous qu'est ce que le développement ?-----

Qu'est ce que le développement durable?-----

Quelle est l'organisation sociale de votre communauté? -----

Avez-vous un chef de communauté? Un chef du village?

Quelle est son ethnie? -----

Quels rapports entretenez-vous avec ce chef? -----

Pour vous qu'est ce qu'un leader? -----

Comment doit-il se comporter? -----

Qu'est ce qui permet de désigner un leader? -----

Le sexe ? L'âge? le charisme? Être chasseur? Être guérisseur? (cochez la case correspondante)

Autre (déterminez) -----

Pour vous quelles sont les relations que le chef doit entretenir avec son entourage, ses sujets?, avec les autorités?-----

Comment le leader peut-il influencer le développement de son groupe ou de sa communauté? -----

Pensez-vous que vous êtes marginalisé? Comment le Bagyeli peut-il faire face à la marginalisation?-----

Quelle est selon vous la place de la femme dans le développement de votre communauté? A-t-elle un rôle? Si oui lequel? -----

-----Comment communiquez-vous avec votre entourage? Vos amis et les membres de votre communauté? -----

Comment communiquez-vous avec les autorités, avec les membres d'autres groupes ethniques? (Précisez la langue et le moyen de communication) -----

Comment recevez-vous les informations nationales et internationales? Par votre chef ou par les organes de presse? -----

Ecoutez-vous la radio? Si oui avec quelle fréquence? Si non pourquoi? ---

Lisez-vous la presse? Si oui avec quelle fréquence? Si non pourquoi? -----

Regardez-vous la télé? Si oui avec quelle fréquence? Si non pourquoi? -----

Consultez-vous internet? Si oui avec quelle fréquence? Si non pourquoi? -----

Veillez remplir cette grille en précisant votre âge et votre sexe.

Nom :

Prénom :

Communauté ou village :

Sexe :

Age :

Statut (notable, guérisseur, chasseur) :

ANNEXE C: LISTE DES RESPONSABLES ADMINISTRATIFS INTERVIEWÉS

- Le Ministre des forêts et de la faune
- Le Directeur des forêts au ministère des forêts et de la faune
- Le sous directeur des au ministère des affaires sociales
- Le gouverneur de la Région du Sud
- Le délégué régional du PNDP dans la Région du Sud
- Le chargé du volet environnement du PNDP dans la Région du sud
- Le sous préfet de l'arrondissement de Bipindi
- Le maire de Bipindi

ANNEXE D : LE PROGRAMME NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT PARTICIPATIF (PNDP)

INTRODUCTION

Le Programme National de Développement Participatif (PNDP), est l'un des cadres opérationnels de la stratégie de réduction de la pauvreté, mis en place par le Gouvernement camerounais avec l'aide de plusieurs partenaires techniques et financiers. Par cet outil, le Gouvernement camerounais entend donner aux populations à la base les moyens effectifs leur permettant de prendre elles mêmes en charge leur développement. Les actions du PNDP pour atteindre cet objectif se regroupent en quatre composantes: (i) *l'appui financier au développement des communautés rurales* qui est un fonds qui sert à financer des microprojets identifiés dans les localités au travers d'un diagnostic participatif (ii) *l'appui aux communes dans le processus progressif de décentralisation* dont l'objectif est de renforcer les capacités techniques et opérationnelles des communes, afin de leur permettre de s'ancrer de façon efficace dans la mouvance de la décentralisation. (iii) *le renforcement des capacités des acteurs* impliqués dans la mise en œuvre du Programme, à travers la formations, la sensibilisation et la communication; (iv) *la coordination, la gestion, le suivi-évaluation des activités et la communication.*

Le PNDP est mis en œuvre de façon progressive sur l'étendue du territoire national en trois phases successives d'environ quatre ans chacune. Dans sa première phase de mise en œuvre, le PNDP devra couvrir les 153 communes des 5 provinces que sont l'Adamaoua, le Centre, l'Ouest, le Nord et le Sud. Au cours de cette phase également, une extension du Programme est prévue dans la Province de l'Extrême Nord avec un financement de la coopération allemande.

Par ailleurs, sur instruction du Gouvernement, le PNDP mène de façon exceptionnelle des actions ponctuelles dans la localité de Lom en vue d'apporter des mesures compensatrices aux populations riveraines suite au démantèlement du pont de Lom mis en place lors de la construction du pipe-line Tchad Cameroun.

Enfin, le PNDP, en dehors de ses financements traditionnels (IDA, KfW, PPTE, C2D, BIP et Bénéficiaires), bénéficie de deux financements additionnels, à savoir un étant un don japonais destiné à améliorer la gestion des plantes médicinales et un don du FEM (Fonds de l'Environnement Mondial) d'un montant de 6 millions de dollars pour la mise en œuvre d'un Projet de Gestion Durable des Terres (PGDT).

GÉNÉRALITÉS SUR LE PROGRAMME NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT PARTICIPATIF (PNDP)

1- OBJECTIFS

1.1. Objectif global du projet

Le but du Programme National de Développement Participatif (PNDP) est de réduire la pauvreté et de promouvoir un développement durable au Cameroun en renforçant la gouvernance locale et en responsabilisant les communautés rurales, y compris les groupes les plus défavorisés.

Pour maximiser l'impact et le succès d'un tel programme, sa mise en œuvre procède de l'utilisation de plusieurs instruments de financement :

1. Un Prêt Programme Évolutif (APL) de l'IDA, en trois phases de quatre ans chacune. La première phase qui s'étend de 2004 à 2008 permet d'initier le processus et d'affiner ses mécanismes dans cinq provinces: le Nord, l'Ouest, l'Adamaoua, le Centre et le Sud;
2. Un don de la Coopération financière allemande KfW en appui à l'extension du PNDP dans l'Extrême-Nord à partir de janvier 2007 ;
3. Une contribution triennale sur fonds C2D de la coopération française à partir de 2007 concentrée prioritairement dans les trois provinces septentrionales ;
4. Une contribution du Gouvernement à travers les ressources de l'initiative PPTE et le BIP pour compléter et équilibrer la répartition de l'ensemble des concours financiers consentis au Programme dans les six provinces d'intervention.

1.2. Objectif de Développement du Programme

Le Programme National de Développement Participatif (PNDP) a pour objectif de développement : mettre en place et exécuter un mécanisme de financement décentralisé afin de promouvoir un développement participatif à la base. Plus précisément, le Programme vise: (i) la mise en place d'un mécanisme de transfert de fonds vers les communautés rurales afin de financer des infrastructures collectives prioritaires; (ii) le renforcement des capacités des communautés et des communes afin de planifier et gérer leur propre développement; et (iii) l'amélioration du cadre légal et réglementaire pour le développement durable décentralisé. Par le canal du Programme, les communautés et les communes sont impliquées dans une évaluation participative de leurs besoins et l'exécution de leurs microprojets.

II- COMPOSANTES

Les activités du Programme sont regroupées autour de quatre composantes qui se présentent comme suit:

2.1 Appui Financier au Développement des Communautés Rurales (AFDCR)

Au titre de cette composante, le Projet entend canaliser des subventions en direction des Organisations Communautaires de Base (OCB ayant un statut légal) et des communes rurales. Ces subventions servent à co-financer les microprojets proposés par ces organisations et répondant à leurs besoins prioritaires, afin de réduire la pauvreté.

2.2 Appui aux communes dans le cadre du processus de décentralisation

Au titre de cette composante le Programme vise à renforcer la gouvernance locale, afin d'avoir des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) responsables, dotées des compétences suffisantes et disposant des ressources humaines et financières nécessaires au développement local.

2.3 Renforcement des capacités des acteurs

Au titre de cette composante, le Programme vise à renforcer et à accroître les compétences des organisations communautaires, afin qu'elles s'impliquent dans le processus de prise de décisions et jouent un rôle actif dans le développement local.

2.4 Gestion et coordination, suivi-évaluation et communication.

Au titre de cette composante, le Programme vise à faire partager entre tous les acteurs du programme en particulier et au secteur du développement local et rural en général, les informations et les outils nécessaires à la coordination de leurs interventions respectives.

DISPOSITIF OPERATIONNEL DU PNDP

Le montage institutionnel du Programme a été défini selon les principes suivants:

1. Les structures d'appui de l'État et les bénéficiaires locaux doivent participer dans la prise des décisions financières puisque les deux contribuent financièrement ;
2. Les organes d'exécution doivent montrer transparence et efficacité, et éviter tout délai injustifié entre le dépôt des demandes par les communautés et l'exécution des microprojets ;
3. L'implication de toutes les parties prenantes au Projet est nécessaire pour une mise en œuvre réussie: Les structures d'appui de l'État, les communautés, les communes, les ONG et les bailleurs de fonds ;
4. Les microprojets au niveau communautaire doivent être en conformité avec les politiques sectorielles et environnementales nationales.

Le Programme est organisé de manière à se conformer au cadre de la décentralisation, surtout en ce qui concerne les communes rurales. L'organisation du Programme comprend quatre niveaux d'acteurs.

3.1. Au niveau national

1. Un Comité National d'Orientation et de Pilotage (CNOP) sous la tutelle du MINPLAPDAT, est fonctionnel. Il est composé des représentants de toutes les parties prenantes: des représentants des ministères directement impliqués (MINPLAPDAT, MINADER, MINEPIA, MINEF, MINSANTE, MINATD, MINEDUC etc.), des représentants des collectivités territoriales décentralisées, des représentants d'ONG, des représentants des communautés à la base et des élus. Le CNOP est surtout chargé de la supervision du Programme en veillant à sa cohérence avec les politiques nationales et les stratégies sectorielles.

2. Une Cellule Nationale de Coordination (CNe), également sous la tutelle du MINPLAPDAT, est chargée de gérer le Programme au quotidien. Elle est en outre chargée de consolider les données de suivi-évaluation des Cellules Provinciales du Programme (CPPs), et superviser leurs activités, leurs plans de travail et leurs budgets.

3.2. Au niveau provincial

- Le Comité Paritaire d'Approbation et de supervision de niveau Provincial (CPAP) dont la compétence s'étend sur l'approbation des Plans de Développement Communal et des microprojets soumis par les communes. Ce comité est composé de représentants des services techniques déconcentrés, y compris le FEICOM, les représentants des communes et de l'Assemblée Nationale et les représentants des organisations de la société civile.

- Les Cellules Provinciales du Programme (CPP) sont chargées de l'exécution au quotidien du PNDP dans chaque province. Chaque cellule est composée d'une équipe légère, la plupart des activités étant sous-traitées à des prestataires de services locaux.

3.3. Au niveau communal

La commune joue un rôle prépondérant dans le mécanisme du Programme. Elle prépare un plan de développement communal (PDC) et assure la maîtrise d'ouvrage de tous les microprojets (niveau de la commune ou de la communauté). Cependant, les microprojets au niveau de la communauté sont conjointement exécutés par les communes et les communautés.

Le Comité Paritaire d'Approbation et de supervision de niveau Communal (CPAC) est chargé de (i) approuver les Plans de Développement Local; (ii) approuver les microprojets selon des critères d'éligibilité spécifiques, notamment en s'assurant de leur qualité technique et financière et de leur conformité avec les normes techniques et environnementales en vigueur; (iii) coordonner les activités entre différentes

communautés, et (iv) superviser l'exécution des microprojets par des missions régulières sur le terrain.

3.4. Au niveau local /communautaire

La communauté à la base est l'instance de mise en œuvre du Programme. À la suite d'un diagnostic participatif, la communauté élabore un Plan de Développement Local (POL) qui reflète ses priorités. Des organismes d'appui au niveau local (OAL) recrutés par le Programme facilitent le processus d'élaboration des PDC et PDL. Au terme du diagnostic participatif, la communauté met en place un comité de concertation chargé de (i) vérifier que les microprojets sont conformes au Plan de Développement Local ; (ii) faire une évaluation technique et financière des microprojets soumis; (iii) collecter les contributions; (iv) effectuer un suivi participatif de la mise en œuvre des microprojets ; (v) soumettre les requêtes de microprojet au Comité Paritaire d'Approbation et de supervision de niveau Communal (CPAC) ; et (vi) élire ses représentants siégeant au CPAC.

PRINCIPALES REALISATIONS DU PNDP DE L'EXERCICE 2006

L'année 2006 qui s'achève s'est caractérisée par le déploiement du PNDP dans 41 nouvelles communes portant à 74 le nombre total de communes couvertes dans les 05 provinces à travers:

- L'entrée en fonction de nouveaux organes de délibération (CPAC);
- La mise en route du dispositif opérationnel de mise en œuvre, régi par la contractualisation du processus participatif d'élaboration des PDL/PDC, le financement et l'exécution des micro projets ;
- Le renforcement des capacités des bénéficiaires et des organismes d'appui;
- La poursuite des actions conjointes convenues avec le MINATD dans le cadre de l'appui au processus de décentralisation;
- Le développement de synergies d'action avec les Projets similaires intervenant dans les domaines et zones d'intérêt commun;
- La sensibilisation des bénéficiaires en vue de leur adhésion à la mise en œuvre des micro projets ;
- La mise en œuvre progressive du plan de communication du PNDP.

En dépit des difficultés inhérentes à l'adoption tardive du budget 2006 (18 mars 2006) et au démarrage timide des opérations en début d'exercice, le Programme a enregistré un regain d'activités au second semestre 2006.

De manière synthétique, les réalisations du Programme peuvent se résumer ainsi qu'il suit:

- Couverture effective de 41 communes additionnelles;

- Financement de 94 microprojets communaux et communautaires;
- Mise en place des organes de délibération (CP AC/CP AP) dans les 41 nouvelles communes;
- Lancement effectif de l'étude sur la réforme de la fiscalité des CTD, sous la supervision du MINATD dans le cadre d'appui à la décentralisation;
- Renforcement des capacités de 74 communes à travers la formation des Maires et des commissions de passation des marchés;
- Renforcement des capacités opérationnelles des communes à travers le recrutement des agents et l'acquisition du matériel informatique;
- Mise en place d'un cadre de concertation opérationnel avec les ministères sectoriels impliqués dans la mise en œuvre du PNDP à travers la signature des conventions cadre de collaboration avec les dits ministères sectoriels, assorties de « contrats programmes » au niveau déconcentré,
- Amorçage du processus de collaboration avec de nouveaux ministères dans la perspective de la mise en œuvre du don FEM pour la Gestion Durable des Terres Renforcement des capacités des Organismes d'Appui Local (OAL) ;
- Finalisation des contrats de services pour l'élaboration des PDL et PDC dans les 41 nouvelles communes et suivi de l'exécution des contrats dans les 33 communes déjà couvertes;
- Formation de 120 personnels de 40 OAL dans les techniques d'élaboration des PDL et PDC et d'accompagnement des communautés;
- Formation de 41 CPAC sur les mécanismes d'approbation des microprojets ; Finalisation du recrutement du personnel de l'Extrême Nord et remplacement des cadres démissionnaires des provinces du Sud et de l'Adamaoua;
- Mise en place de la CPP-Extrême Nord à travers l'identification, la réhabilitation et l'équipement des bureaux;
- Signature et entrée en vigueur de l'accord de don GEF relatif à la Gestion Durable des Terres;
- Poursuite des actions prévues dans le cadre du JSDF pour la gestion durable des plantes médicinales;

Le tableau ci-dessous résume les avancées du Programme à la fin de l'exercice 2006, comparativement, aux engagements contractuels définis dans les documents de base du Programme pour la première phase.

BILAN DU PNDP PAR COMPOSANTE

COMPOSANTE I : Appui Financier au Développement des Communautés Rurales

Par rapport aux prévisions fixées à 165 microprojets au 31 décembre 2006, le PNDP a contribué à la mise en œuvre de 94 microprojets (27 achevés et opérationnels; 67 en instance de passation de marchés), soit un taux de réalisation de 57% pour un montant total estimé à 2,25 milliards de francs CF A.

Nonobstant cette situation, il a été relevé à la fin du 4ème trimestre 2006, un regain du rythme de préparation des projets consécutifs, notamment à l'organisation des sessions des CPAC et CPAP pour l'approbation des requêtes préparées par les OAL et au transfert des compétences de la Commission Spéciale de Passation des Marchés du PNDP vers les commissions de passation des marchés auprès des CTD (Collectivités Territoriales Décentralisées) pour ce qui est des marchés relevant des communes et des communautés.

La situation cumulée de mise en œuvre au titre de cette composante est de 209 microprojets pour un montant total de l'ordre de 5,64 milliards de francs CFA

COMPOSANTE II : Appui à la Décentralisation

Les activités de mise en œuvre au titre de cette composante concernent (i) l'étude sur la réforme de la fiscalité locale, (ii) l'évaluation des besoins en personnel communal en vue de l'élaboration d'un tableau type des emplois communaux (iii) la mise en application du nouveau plan comptable des communes dans sa phase recherche d'une application informatique adaptée, permettant de gérer la comptabilité et le budget communal (iv) le renforcement des capacités à la maîtrise d'ouvrage communale par la formation des élus, du personnel communal et des membres des commissions de passation des marchés placés auprès des CID (v) la formation du personnel communal à la gestion en collaboration avec le PADDL/GTZ et le CEFAM, (vi) la signature des protocoles d'accord cadre avec les communes, (vii) le recrutement d'agents communaux.

Il est à noter que toutes ces activités s'inscrivent dans le plan d'action prioritaire d'accompagnement du processus de la décentralisation initié et supervisé par le MINATD qui du reste a été associé à toutes les phases de leur mise en œuvre.

COMPOSANTE III : Renforcement des capacités des Acteurs

L'essentiel des activités de cette composante a consisté au suivi des OAL sur le terrain, au recrutement et à la formation de nouveaux OAL pour les 41 communes additionnelles, en vue de l'accompagnement des bénéficiaires à l'élaboration des plans de développement. Au total, 28 PDC sur 33 prévus, 551 PDL sur 1122 prévus, 477 requêtes de financement de microprojets sur 1156 prévus ont été élaborées; et

271 comités de concertation ont été formés.

Par ailleurs, au titre de cette composante, le manuel du praticien des appuis à l'élaboration des PDL a été finalisé en collaboration avec le PADDL/GTZ et son édition est en cours.

COMPOSANTE IV : Coordination, Gestion, Suivi Évaluation et communication

Par rapport à la gestion administrative, le processus de recrutement du personnel de la CPP Extrême-Nord, a été finalisé, ainsi que celui de l'Assistant Technique de la KfW. Le Programme a par ailleurs poursuivi le recrutement des deux cadres Techniques Chargés des Communautés du Sud et de l'Adamaoua, en remplacement des cadres démissionnaires. Le processus de recrutement de l'Assistant en Passation des Marchés en vue de renforcer cette cellule est en cours. De manière globale, l'effectif en personnel du PNDP s'est stabilisé à 67 (cadres consultants, personnels d'appui et chauffeurs), dont certains notamment, les consultants fonctionnaires, accusent plusieurs mois d'arriérés d'honoraires.

S'agissant de la coordination institutionnelle, les mécanismes de coordination du Programme ont régulièrement fonctionné. À ce titre, une session du Comité National d'Orientation et de Pilotage s'est tenue le 18 mars 2006, à l'effet d'approuver le rapport d'activités 2005, le PTBA 2006 et le plan de couverture des communes dans l'Extrême-Nord.

Dans le cadre de la coordination avec les ministères sectoriels, les conventions cadre de collaboration ont été signées. Ces conventions ont été déclinées en contrats-programmes au niveau provincial. Par ailleurs, conformément aux recommandations du CNOP du 18 mars 2006, le processus d'élargissement du cadre de collaboration intersectorielle a été engagé avec de nouveaux ministères.

Dans le même ordre d'idée, le MINPLAPDAT a signé en date du 18 avril 2006 une convention avec le FEICOM. Des échanges avec le PADDL et l'AER ont abouti à l'élaboration des projets de convention.

S'agissant de la gestion financière, sur un budget prévisionnel de l'ordre de 4,36 milliards FCFA en 2006, tous financements confondus (IDA, PPTE, BIP, Bénéficiaires), réajusté à un montant de 3,6 milliards FCFA, le PNDP a enregistré un taux d'exécution de l'ordre de 79,6 % (engagements et décaissements confondus).

APPENDICE: PLAN D'ACTION PDPP-PNDP

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA
PLANIFICATION ET DE
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

PROGRAMME NATIONAL DE
DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF ECONOMY,
PLANNING AND REGIONAL
DEVELOPMENT

NATIONAL COMMUNITY DRIVEN
DEVELOPMENT PROGRAM

PLAN DE DÉVELOPPEMENT DES PEUPLES

PYGMÉES

DOCUMENT STRATÉGIQUE DE MISE EN ŒUVRE DES

PLANS

D'ACTIONS

PHASE 1 DANS 09 COMMUNES DE LA PROVINCE DU SUD

NOVEMBRE 07- SEPTEMBRE 09

PHASE 2 DANS 22 COMMUNES DE LA PROVINCE DU

SUD/EST/CENTRE

OCTOBRE 2009 – SEPTEMBRE 2013

Janvier 2009

Sommaire

Sommaire

LISTE DES ABREVIATIONS ET DES SIGLES

1. INTRODUCTION 4

2. RESULTATS DES DIAGNOSTICS ET ZONES D'INTERVENTION

2.1.ZONES D'INTERVENTION ET BENEFICIAIRES

2.2.CONCLUSIONS DU DIAGNOSTIC

2.2.1. Citoyenneté

2.2.2. Education

2.2.3. Santé

2.2.4. Agriculture et gestion des produits forestiers non ligneux

2.2.5. Dialogue intercommunautaire et sécurisati foncière

3. ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN D'ACTION ET DIFFICULTÉ S RENCONTRÉES

3.1. ÉTAT D'AVANCEMENT

3.2.PREMIERES LEÇONS APPRIS

3.3.QUELQUES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

3.4.MESURES D'ACCOMPAGNEMENT PRECONISÉES

4. ORIENTATIONS POUR LA PHASE 2 DU PNDP

4.1 .CADRE DE RÉSULTATS DE LA PHASE 2

4.2.ZONES D'INTERVENTION

4.3.CADRE DE MISE EN ŒUVRE

4.3.1. Stratégie globale d'intervention

4.3.2. Arrangements institutionnels de mise en e œuvr et de suivi - évaluation

4.4.PLAN D'ACTION ET CALENDRIER INDICATIF DE MISE ŒUVRE

4.4.1. Plan d'action et calendrier pour la phase 1

4.4.2. Plan d'action et calendrier pour la phase 2

4.5.STRUCTURE DU BUDGET

4.5.1. Budget de la phase 1

4.5.2. Budget de la phase 2

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGLES

APE : Association des Parents d'Elèves
APIFED : Appui à l'Autopromotion et Insertion des Femmes jeunes et Désœuvrés
CADER : Cadre de Développement Rural
CEB : Centre d'Education de Base
CED : Centre pour Environnement et le Développement
CMA : Centre Médical d'Arrondissement
CNC : Cellule National de Coordination
CCP : Cellule de Coordination provinciale
CNI : Carte nationale d'identité

CPAC : Comité Paritaire d'Approbation au niveau communal
CMA : Centre Médical d'Arrondissement
CS : Centre de Santé
CSI : Centre de Santé Intégré
DAO : Dossier d'appel d'offre
FODER : Fondation de Développement Rural
FEDEC : Fondation pour l'Environnement et le Développement du Cameroun
FONDAF : Foyer Notre Dame de la Forêt
GIC : Groupe d'Initiative Commune
IEC : Information Education Communication
IST : Infections sexuellement Transmissibles
MAPPAPY : Méthodologie d'Approche Participative des Populations Pygmées
MINAS : Ministère des Affaires Sociales
MINEDUB : Ministère de l'Education de Base
MINADER : Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINESEC : Ministère des Enseignements Secondaires
OAL : Organisme d'Appui Local
ONG : Organisation Non gouvernementale
ORA : Observer, Réfléchir, Agir
PADES Baka : Projet d'Appui au Développement Economique et Social des Baka
PDPP : Plan de Développement des Peuples P pygmées
PFC : Plate Forme communale
PPAV : Plan des Peuples Autochtones vulnérables
PNDP : Programme National de Développement Participatif
PDL : Plan de Développement local
PDC : Plan de Développement communal
PNCM : Parc National Campo-Ma'an
PFNL : Produits Forestiers Non Ligneux
RACOPY : Réseau Recherche Action Concerté Pygmée
SBMCG : Soft Business Management Consulting Group

TDR : Termes de référence

UICN : Union Mondiale pour la Conservation de la Nature

UGAO : Union des GIC et Associations de l'Océan

UNICEF : Fonds des Nations Unis pour L'Enfance

1. INTRODUCTION

Le présent document constitue le plan d'action consolidé de mise en œuvre du Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP) dans le cadre du Programme National de Développement Participatif (PNDP), pour la période allant de 2007 à 2013. Il est en réalité la résultante d'un processus qui a démarré en octobre 2006 avec le PNDP (phase1).

En effet, préalablement à sa mise en œuvre en 2004 et conformément aux exigences de la réglementation en vigueur ainsi que des politiques de sauvegarde de la Banque mondiale, le Programme National de Développement Participatif (PNDP) a fait l'objet d'une évaluation environnementale. Celle-ci a débouché sur la production d'un Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) (PO 4.01), lequel a été complété par le Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP) (PO 4.10) et le Plan de Déplacement Involontaire et de Réinstallation (PDIR) (PO 4.12). Ce plan de développement a pour objectif de veiller à ce que le processus de développement engagé favorise le respect total de la dignité, des droits de la personne et la culture des peuples autochtones.

Il convient de relever qu'au niveau gouvernemental, le Ministère des Affaires Sociales est chargé de la protection sociale des personnes vulnérables au rang desquelles se trouvent les Peuples pygmées. Dans ce cadre, le MINAS a entre autres missions de consolider le cadre juridique

et institutionnel devant garantir les droits, la dignité et la spécificité culturelle des peuples autochtones.

Face à ces orientations de politique gouvernementale, le PNDP dont l'objectif est d'appuyer le Gouvernement Camerounais à mettre en place et à exécuter un mécanisme de financement décentralisé afin d'assurer un développement commun participatif en milieu communautaire apporte dans son volet PDPP, un appui significatif dans le processus d'amélioration des instruments de défense des droits des PP.

Estimés à plus de 60 000 habitants et inégalement répartis dans les provinces du Sud et de l'Est et dans une certaine mesure au Centre, les Peuples Pygmées (PP) bénéficient principalement de la mise en œuvre d'autres Plans de Développement des Peuples Pygmées (PDPP), développés notamment par le Projet pétrolier Tchad-Cameroun, le Programme Sectoriel Environnement et Forêt, dans un proche avenir par le Projet de soutien au secteur Santé et le PRECESSE. D'autres interventions plus ou moins récentes, ou en cours sont mises en œuvre par d'autres acteurs étatiques, et des : ONG il s'agit du projet PADES conjointement financé par le MINAS/CTB, du projet AGESFO, de Plan International, du FONDAF à Bipindi, du Foyer Petits Samaritains à Djoum. Malgré ces multiples intervenants, le travail à faire pour améliorer durablement les conditions de vie des peuples pygmées, constitue un défi majeur au centre des préoccupations du Gouvernement.

Initialement mis en œuvre dans les 9 communes de la province du Sud (Akom II, Niété, Campo, Bipindi, Lolodorf, Lokoundjé, Djoum, Mintom et Oveng pendant la phase I du projet, ce plan d'action élaboré à la suite d'un diagnostic participatif est structuré autour de 05 composantes à savoir la citoyenneté, l'éducation, la santé, l'agriculture et gestion des produits forestiers non ligneux, le dialogue intercommunautaire et sécurisation foncière.

Le présent document revient très sommairement sur les conclusions des différents diagnostics, avant de présenter par la suite, l'état d'avancement, les leçons apprises, les orientations pour la phase 2, les domaines d'actions retenus par le PNDP, les arrangements institutionnels et de suivi, le cadre de résultats et d'impacts de l'opération, le plan d'action et de suivi, et enfin la structure du budget prévisionnel.

2. RÉSULTATS DES DIAGNOSTICS ET ZONES D'INTERVENTION

Le diagnostic réalisé dans la province du Sud en 2007 a permis de retenir 09 communes d'intervention pendant la phase 1 du PNDP, et 05 domaines d'intervention à savoir (i) Citoyenneté, (ii) Education, (iii) Santé, (iv) Agriculture et gestion des produits forestiers non ligneux et (v) Dialogue intercommunautaire et sécurisation foncière.

2.1. Zones d'intervention et bénéficiaires

Au cours de la phase 1, le présent plan d'action été a mis en œuvre dans les 09 communes ci-après : **Akom II, Niété, Campo, Bipindi, Lolodorf, Lokoundjé, Djoum, Mintom, Oveng** . Le tableau 1 ci-après fournit une estimation de l'effectif et du nombre de campements concernés par commune.

Tableau 1 : Zones d'intervention du PDPP

Communes	Bipindi	Lolodorf	Lokoundj	Djoum	Oveng	Mintom	Akom2	Niété	Campo	Total
Effectifs	1700	800	500	2278	327	2065	370	212	33	5828
Nbre de	48	23	25	28	10	12	10	07	06	169

2.2. Conclusions du diagnostic

Le diagnostic global effectué dans la zone d'intervention (phase 1) en Août 2007 confirme le malaise des populations pygmées, malaise vécu aussi bien dans leurs relations avec les Bantous que dans le nouveau mode de vie moderne auquel les interventions extérieures les conduisent, et qu'ils sont de plus en plus en train d'embrasser. De manière concrète, les besoins dans les axes retenus se présentent comme suit :

2.2.1. Citoyenneté

Les besoins en pièces d'état civil restent très élevés pour les actes de naissance et les cartes nationales d'identité. En se fondant sur les résultats de l'analyse documentaire et de l'enquête réalisée sur le terrain, sur les données de la population adulte évaluée à 50% de la population totale de ce groupe (environ 5000 pour la zone), la surpopulation des enfants scolarisés et du taux de natalité, les besoins actuels ont été estimés à **2400 pour les CNI**, et environ **4000 pour les actes de naissance**. La demande en pièces officielles par les PP donc est assez forte et se renouvelle avec le temps.

À ces besoins en pièces officielles, s'ajoutent une faible représentativité des PP dans les instances de décision au niveau local, ainsi qu'une faible connaissance de leurs droits et devoirs citoyens.

2.2.2. Éducation

De manière globale, des insuffisances quantitative et qualitative dans les établissements scolaires en termes d'infrastructures, de ressources humaines et de fonctionnement sont enregistrées partout et méritent une attention particulière dans le plan d'action. Même les CEB, qui sont un cadre favorable pour le démarrage de la scolarité de ces enfants, n'échappent pas à ce schéma : les locaux qui les abritent sont généralement de petites cases d'une salle, faites en terre battue ou en raphia et recouvertes de nattes de raphia, qui laissent passer l'eau en saison de pluies. Ces salles sont équipées de bancs de fortune sur lesquels sont assis les enfants des deux niveaux (ORA I et ORA II), encadrés par un seul enseignant. Par ailleurs, les enseignants ne maîtrisent pas toujours les techniques d'enseignement et souffrent du non paiement régulier de leur salaire, ce qui entraîne des déficiences au niveau de l'encadrement. Ces caractéristiques sont également celles de l'école d'Elik Melen dans la commune de Djoum où un seul enseignant s'occupe des 03 niveaux regroupés dans une seule salle de classe. Tous ces facteurs limitent considérablement les conditions d'épanouissement des enfants Pygmées.

2.2.3. Santé

Bien que ces peuples soient installés dans une région où la carte sanitaire prévoit de nombreuses formations sanitaires, la santé des

peuples Baka et Bakola/Bagyéli est assez précaire, du fait d'un environnement culturel et socio-économique assez défavorables.

Sur le plan épidémiologique, outre le paludisme, qui reste la première cause de mortalité (29% des cas à Ngovayang), on note une prévalence élevée de hernies et de maladies respiratoires (parmi lesquelles la tuberculose), celles liées à l'eau et à l'hygiène telles les gales et les diarrhées. Les IST et le SIDA sont aussi présents. Ce dernier est signalé à Djoum et dans les campements situés le long du Pipeline Tchad Cameroun (Lolodorf, Bipindi, Kribi).

L'exploitation forestière et la période de construction du pipeline ont favorisé le brassage des pygmées avec les étrangers, introduisant cette maladie au sein de cette population déjà fragile. Le profil épidémiologique des populations pygmées de Djoum et Ngovayang en 2005 donne à ce sujet une idée de la réalité en la matière :

Tableau 2: Profil épidémiologique

Affections	Hôpital de district de Djoum%	Hôpital catholique
Traumatismes	11, 16	
Rhumatismes	10, 77	
IST	5,98	4,4
Paludisme	5,98	29,4
Infections respiratoires	5,18	17,2
SIDA	4,38	
Anémies	3,98	3,7
Filaires	1,99	
Angines	1,99	
Abcès	1,99	
Vermínoses		8,1
Dermatoses		14,2

Des discussions avec les différents responsables des services de santé, dans la zone d'intervention, moins de 30% des tuberculeux et moins de 40% des séropositifs suivent leur traitement de manière rigoureuse. D'après les données recueillies auprès de la FEDEC, on dénombre plus de 25 séropositifs et 120 tuberculeux, parmi lesquels seulement 10 séropositifs et environ 40 tuberculeux ont été suivis au cours de l'exercice écoulé. Compte tenu du caractère contagieux de ces maladies, il apparaît urgent d'engager des actions en vue d'inverser la tendance.

2.2.4. Agriculture et gestion des produits forestiers non ligneux

L'agriculture est la principale activité de production des populations bantoues de la zone d'intervention. Malgré la faiblesse de la production agricole, cette activité est en pleine expansion, et trouve dans la zone des atouts pouvant conduire à une amélioration du niveau de production, pièce maîtresse du développement la de zone en général et des PP en particulier. De façon générale, les activités de production agricole s'articulent autour des cultures vivrières et des cultures de rente. D'après les données recueillies auprès de la FEDEC, dans la zone de Bipindi-Lolodorf, le nombre d'agriculteurs et les superficies mises en valeur peuvent être résumés dans le tableau près : ci-après

Tableau 3: nombre d'agriculteurs identifiés

Communes	Nombre	Superficie moyenne
Lolodorf	138	55
Bipindi	170	162
Lokoundjé	150	60
Total	558	277

Chez les peuples Pygmées, les produits issus des champs sont essentiellement destinés à l'autoconsommation, et ne couvrent malheureusement pas encore leurs besoins essentiels. Toutefois, il a été recensé dans la zone de Bipindi -Lolodorf, environ 03 à 04 ménages répartis dans 15 campements, soit environ 60 ménages qui procèdent à une transformation du manioc avant de le vendre sous la forme bien connue de bâton « de manioc », pour des revenus annuels allant de 5 000 FCFA à 10 000 FCFA.

Dans le domaine agricole, les Baka sont confrontés à un épineux problème foncier. La terre qui constitue le facteur essentiel de production, est une ressource dont l'accès est limité chez les PP. Au delà des problèmes de terres, le développement de l'agriculture dans ces communautés souffre également i) de l'inorganisation des producteurs ; (ii) l'absence d'une culture de grenier ou d'attente, ce qui les amène en général à récolter certaines cultures avant qu'elles n'arrivent à maturité : c'est ce qui explique d'ailleurs

les faibles rendements enregistrés avec le maïs et le manioc ; (iii)
l'insuffisance d'encadrement des potentiels producteurs ;

2.2.5. Dialogue intercommunautaire et sécurisation foncière

Les problèmes fonciers apparaissent comme l'une des conséquences de l'expansion de l'agriculture. En effet, les Peuples Pygmées ont toujours été considérés comme des hommes sans terre. Ils n'ont pas vraiment, aux abords villages des dans lesquels ils se sont sédentarisés, des disponibilités foncières : les terres appartiennent aux Bantous, qui les ont acquises par le « droit de hache », principe selon lequel, la terre appartient aux premiers occupants. Or l'installation des campements Baka s'est faite après la création des villages Bantou, sous l'initiative soit des autorités administratives, soit celle des Bantou, ou tout simplement sous leur propre initiative. En conséquence, toutes les terres aux abords des villages ne doivent appartenir qu'aux Bantous, prétendus supérieurs, qui ne cèdent pratiquement rien aux peuples Pygmées.

Afin de disposer d'un espace et de le gérer librement, les PP doivent préalablement dans certains cas, obtenir l'aval du chef Bantou de la localité. En plus des diverses tracasseries, des ententes communautaires non équitables sont parfois établies entre PP et Bantous, à travers lesquelles les PP acquièrent l'autorisation de remettre en valeur de petits espaces. Cette situation est à l'origine des tensions foncières persistantes.

En clair, ces difficultés d'accès à la terre empêchent les peuples Pygmées à pratiquer convenablement les activités agricoles, notamment étendre à les superficies emblavées.

Toutefois, dans l'ensemble de la région, de nombreuses initiatives de délimitation d'un espace au profit des PP à la suite de nombreuses négociations sont en cours, notamment dans le grand Djoum avec l'appui du PADES, AGESFO et dans la commune de Bipindi avec Planet Survey. Mais l'exemple le plus réussi est le cas de Méfané, où avec l'appui du CED, de CADER et FODER, la communauté a désormais un chef et un espace légalement reconnus.

N.B. Il convient de préciser que ce diagnostic devra être complété dans la perspective de la deuxième phase, en vue d'établir une situation de référence dans les domaines visés pour les nouvelles zones d'intervention.

3. ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN D'ACTION ET DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

3.1. État d'avancement

Les différents diagnostics ont permis d'élaborer pour la phase 1 du PNDP 2007, une situation de référence et un cadre de résultats, ainsi qu'au plan d'action dont la mise en œuvre effective est relativement récente. En effet, au cours de première la phase du Programme, à la suite d'un processus

participatif, le dispositif institutionnel d'opérationnalisation du PDPP a été mis en place. Cette mise en place est passée par le recrutement tardif d'un Cadre spécialisé aussi bien au niveau Central que Régional, le développement des plates formes au niveau communal, et des systèmes de relais au niveau local. Ce dispositif assorti d'un certain nombre d'outils notamment les Conventions, les protocoles d'accord, les contrats programmes, etc., offre de réelles capacités de canalisation et d'optimisation de toutes les ressources techniques, matérielles, actuelles et potentielles en faveur des PP. Aussi, au cours de cette première phase, un diagnostic approfondi de la zone d'intervention (09 communes) a été réalisée, permettant de sensibiliser les PP estimés à 8200 personnes et vivant dans environ 183 campements dans cette zone et d'avoir une meilleure connaissance leurs de problèmes. Globalement, les activités liées à la mise en place de ce dispositif couplées au diagnostic approfondi ont mis plus de temps que prévu, et il est difficile à ce jour, de mesurer les premiers impacts de l'opération

Toutefois, au delà de ce dispositif institutionnel et au regard du cadre prévisionnel de résultats de ce plan d'action, les premières activités réalisées permettent de dresser le tableau ci-après:

Tableau 4 : cadre de résultat de la Phase 1

Domaine	Indicateurs clés	Situation Référence	Valeur Cible	Valeur réalisé	Pourcentag e / taux de
Citoyenneté	-Nombre de personnes formées au	60	170	170	100%
	-Nombre de PP représentés dans les instances de décision au niveau local, y compris suivi du PDPP (COSA, COGE, Nombre de cartes nationales d'identité,	05	27	20	74%
	- Nombre d'actes de naissances, établis,	2600	1500	287	19%
	- Existence d'un système d'enregistrement	2200	1700	723	43%
	-	01	09	03	22%
Santé	-Nombre de femmes enceintes suivies		240	10	4%
	- Nombre d'enfants de 0 à 5 ans vaccinés contre les principales maladies (tuberculose,		700	-	0%
	-Nombre de PP formés aux soins de santé	02	20	06	30%
	- Proportion de tuberculeux pygmées	Moins de 40	Au moins 65	0	0%
	- Proportion de séropositifs identifiés suivis de manière rigoureuse	Moins de 15	Au moins 20	08	12%
Education	- Nombre d'accoucheuses traditionnelles	Moins de 40	Au moins 140	60	43%
	Nombre de PP ayant bénéficié des soins	de Moins de 800	Au moins 2500	0	0%
	santé pendant les descentes de stratégie				
	Taux de redoublement des enfants pygmées ayant bénéficié d'un appui dans les écoles	Plus de 50%	Moins de 30%	Non mesuré	Non mesuré

	- Proportion d'enfants pygmées ayant réussi au certificat d'études primaires (CEP) - Nombre d'enfants ayant bénéficié des	Moins de 40% 600	Plus de 70% 1 000	Non mesuré 990	Non mesuré 99%
	-Nombre d'enseignants des CEB ayant reçu une prime en raison de leurs performances	0	Au moins 12	0	0%
Agriculture	Augmentation des rendements agricoles (30%)	Mais (80 kg/ha)	Mais (110 kg/ha) Manioc (325 kg/ha)	Non mesuré	0%
		Manioc (250 kg/ha)	Igname (1050 kg/ha) Banane		
		Igname (800 kg/ha)			
Dialogue et sécurisation	-Nombre de campements ayant des droits d'usufruit sur des espaces reconnus		10	02	20%

Globalement, compte tenu du dispositif déjà en place les résultats actuels seront significativement revus à la hausse d'ici septembre 2009, date prévue pour la fin de la première phase du PAPNDP.

3.2. Premières leçons apprises

1. Il existe dans les zones d'implantation des PP de nombreuses structures ayant une bonne expérience, une expertise et un

engagement certain dans l'encadrement, l'accueil et l'accompagnement des PP. Il s'agit notamment du FONDAF à Bipindi, des Petits Samaritains à Djoum, du Foyer « Elik Melen, » à Djoum, de l'Hôpital de Ngovayang. Moyennant un renforcement de leurs capacités, ces structures peuvent apporter une contribution remarquable dans l'amélioration des conditions de vie des PP, notamment dans le domaine de l'éducation et de la santé.

2. En plus de leur faible représentativité dans les instances de décision au niveau local, il est plus difficile de définir un modèle d'organisation des PP à l'échelle communale, capable de mobiliser et de valoriser toutes les ressources potentielles internes ou externes. Les plates formes mises en place à l'échelle communale constituent une alternative intéressante, à promouvoir et à soutenir.

3. La grande mobilité des maires et même celle des PP constituent un sujet de préoccupation majeure pour l'impulsion d'un développement soutenu et mieux suivi.

4. L'attachement profond des PP à la forêt, marqué par des arrêts intempestifs de toute activité, au profit des activités culturelles constitue une réalité à prendre en compte, dans l'approche d'intervention en milieu pygmée.

5. La nécessité de développer une grande sensibilisation, une médiatisation, un lobbying et un partenariat franc afin de rationaliser, et d'optimiser les interventions en faveur des PP a été confirmée ;

6. Il existe un lien très étroit entre la qualité de l'habitat et la situation sanitaire des PP. Autrement dit, l'on pourrait agir sur la situation

sanitaire, en améliorant la qualité de l'habitat en milieu pygmée. De même, le développement de l'agriculture doit intégrer les actions de dialogue intercommunautaire et de sécurisation foncière.

7. Il manque au sein de cette communauté Pygmé un leadership, ou une élite « Pygmée » socialement mieux respectée, apte à induire une motivation supplémentaire à leur scolarisation ou professionnalisation.

8. Il existe dans la zone d'intervention, d'importants besoins d'infrastructures hydrauliques, et/ou de réhabilitation des foyers d'accueil des PP;

9. Il est important de soutenir des activités génératrices de revenus en milieu pygmée, notamment à travers l'agriculture, la gestion des produits forestiers non ligneux, etc.

3.3. Quelques difficultés rencontrées

La mise en œuvre du plan d'action du PDPP pendant la phase 1 a connu un retard considérable en raison du recrutement tardif des responsables chargés de sa mise en œuvre aussi bien au niveau central, que régional. Par ailleurs, le diagnostic préalable ainsi que la mise en place du dispositif institutionnel assorti des outils subséquents au niveau communal ont pris plus de temps que prévu. L'absence de

formations ciblées à l'intention des acteurs impliquées dans la chaîne de mise en œuvre a contribué à retarder le processus compte tenu du changement et bouleversement nécessaire à apporter aux relations Bantou – Pygmée.

Aussi, la complexité et la spécificité des activités envisagées faisant appel à plusieurs acteurs, ont imposé des adaptations techniques et financières par rapport aux procédures en vigueur au PNDP. À titre illustratif, il n'existe pas un fonds spécifique réservé à cette opération dont le financement est aligné à celui des autres activités du Programme, et provient d'un compte spécial dont le renouvellement se fait de manière progressive et parfois irrégulière. Ce compte spécial domicilié à Yaoundé alimente d'abord un compte intermédiaire avant le compte final des bénéficiaires. Ceci entraîne parfois des retards dans le financement des Conventions de financement associées à cette opération. Enfin, il n'est pas toujours aisé d'harmoniser le calendrier de tous les acteurs impliqués dans la chaîne de mise en œuvre notamment les maires, et les représentants des PP.

Au cours de la phase 1, de nombreuses activités été ont menées dans le cadre de la mise en œuvre du PDPP. Cependant, le manque de plan de communication a limité les effets de ces actions aux seuls bénéficiaires directs. Une meilleure diffusion de ces réalisations auraient pu avoir un impact multiplicateur et disséminateur.

3.4. Mesures d'accompagnement préconisées

Compte tenu des difficultés rencontrées, deux principales mesures ont été envisagées pour améliorer la mise en œuvre du plan d'action et portent sur le renforcement des capacités et le financement du PDPP.

Il est important de développer un programme de formation à l'intention des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PDPP aussi bien au niveau central que régional. Cette formation permettrait d'améliorer la compréhension des problématiques pygmées, et surtout les rapports et relations à entretenir en cas d'intervention en milieu pygmée, et plus globalement les politiques de sauvegarde notamment la PO 4.12.

Par rapport aux problèmes de décaissement, *il est proposé de réserver pour la 2^{ème} phase un fonds spécifique pour la mise en œuvre du PDPP. Ce fonds doit être inscrit dans le Costab. Aussi, les activités du PDPP devront être regroupées, perçues comme des microprojets financés suivant les mécanismes en vigueur au Programme. Par conséquent, dans les communes d'intervention du PNDP, la dotation annuelle à allouer sera augmentée d'un budget / montant destiné à financer les activités en faveur des Peuples Pygmées.*

À court terme, afin de réduire les délais dus aux demandes de remboursement, le financement des activités PDPP se fera de manière directe dans le Compte Spécial du crédit IDA domicilié à Yaoundé. Cette alternative donne la possibilité de drainer un flux plus important de financement par rapport aux comptes de seconde génération des Cellules Régionales dont le seuil est limité.

Il faudrait aussi examiner la possibilité de s'appuyer sur les structures établies pour mettre en œuvre un certain nombre d'activités spécifiques notamment l'octroi des bourses.

Enfin, des activités de communication seront développées afin de donner une meilleure visibilité au PDPP.

4. ORIENTATIONS POUR LA PHASE 2 DU PNDP 4.1. Cadre de résultats de la phase 2

Un examen rapide de la mise en œuvre du plan d'action du PDPP pendant la phase 1 confirme la pertinence des axes prioritaires d'intervention retenus (Citoyenneté, Education, Santé, Agriculture et gestion des produits forestiers non ligneux, Dialogue intercommunautaire et sécurisation foncière). Ces axes sont également pertinents pour la Région de l'Est où la plupart des acteurs identifiés interviennent principalement dans le domaine des ressources naturelles. En effet, malgré les interventions diverses menées par les différents acteurs sur le terrain aussi bien à l'Est et au Sud du pays, les besoins des PP restent énormes et se posent non seulement en termes de survie économique (faiblesse des revenus), d'absence de leadership, mais aussi d'accès aux services sociaux de base (éducation, santé) et de citoyenneté.

Compte tenu des leçons apprises du plan d'action en cours d'exécution et des difficultés rencontrées, l'ossature institutionnelle déjà en place sera maintenue pour la suite du plan d'action à mettre en œuvre. De même, ce plan d'action (phase 2) gardera la même structure autour des 05 composantes. Toutefois, il apparaît judicieux d'introduire quelques nouvelles activités portant sur (i) l'octroi de bourses de soutien pour l'émergence d'une élite intellectuelle ou professionnelle « pygmée », (ii) et l'appui à la commercialisation des produits forestiers non ligneux. Enfin, compte tenu de l'extension de la zone d'intervention, il est indiqué de prévoir une provision pour le financement de petits microprojets à identifier (hydraulique, amélioration de l'habitat, et des foyers d'accueil, etc.) à la suite du diagnostic préalable dans les

nouvelles zones, et ainsi que pour le développement d'un programme de formations spécifiques en faveur des acteurs impliqués dans la chaîne de mise en œuvre du PNDP.

Sur le plan quantitatif, sous réserve de la réalisation d'un diagnostic plus poussé ressortant les données sur la situation de référence, le cadre de résultats préconisé pour le plan d'action 2009-2013 est le suivant :

Tableau 5 : Cadre de résultat de la phase 2

Domaine	Indicateurs clés	Valeur Cible/	Valeur cible phase 2 (Oct.09
Citoyenneté	- Nombre de personnes formées au leadership/ à l'éducation citoyenne	170	1000
	- Nombre de PP représentés dans les instances de décision au niveau local, y compris suivi du PDPP	27	60
	- Nombre de cartes nationales d'identité, établies,	1500	8000
	- Nombre d'actes de naissances, établis, plastifiés	1700	10000
	- Existence d'un système d'enregistrement des	-	15
	- Nombre de femmes enceintes suivies pendant leur	240	1500
Santé	- Nombre d'enfants de 0 à 5 ans vaccinés contre les principales maladies (tuberculose, varicelle, rougeole,	700	5100
	- Nombre de PP formés aux soins de santé	20	70
	- Proportion de tuberculeux pygmées identifiés	Au moins 65	Au moins 150

	- Proportion de séropositifs identifiés suivis de	Au moins	Au moins 100
	- Nombre d'accoucheuses traditionnelles formées	Au moins 140	Au moins 400
	- Nombre de PP ayant bénéficié des soins de santé pendant les descentes de stratégie avancée et les dans	Au moins 2500	Au moins 8000
	Taux de redoublement des enfants pygmées ayant bénéficié d'un appui dans les écoles classiques	Moins de 30%	Moins de 30%
	- Proportion d'enfants pygmées ayant réussi au certificat d'études primaires (CEP)	Plus de 70%	Plus de 70%
Education	- Nombre d'enfants ayant bénéficié des appuis en fournitures scolaires ;	1000	Plus de 10000
	- Nombre d'enseignants des CEB ayant reçu une	Au moins 12	Au moins 25
	- Nombre d'enfants P ayant reçu une bourse et suivant régulièrement une formation	0	70
Agriculture et gestion	Augmentation des rendements agricoles (30%), mesurée en fonction du lieu, sur quelques espèces : plus	Au moins 30% de plus	Au moins 30%
Dialogue sécurisation	Augmentation des revenus (30%) en raison de d'une	0	Au moins 30%
	- Nombre de campements ayant des droits d'usufruit l'administration et les bantous	10	25
Microproj	- Nombre de microprojets d'infrastructures/ de d'habitat	07	15

Les données de la situation de référence restent à être renseignées et alimentées.

4.2. Zones d'intervention

Le PDPP du PNDP II sera principalement mis en œuvre dans les Régions du Sud, de l'Est, et du Centre. Au total, 22 communes ont été identifiées, soit :

- **Région de l'Est** : 10 communes (Mbang, Lomié, Moloundou, Salapoumbé , Yokadouma, Abong-Mbang, Ndélé Ndélé, Ngoila, Messok, Mindourou),
- **Région du Sud** : 10 communes (Djoum, Oveng, Mintom, Bengbis, Campo, Lokoundjé, Lolodorf, Bipindi, Akom et Niété) ;
- **Région du Centre** : 02 communes (Yoko et Ngambé Tikar).

Il reste bien entendu que ces interventions se feront en complémentarité avec les autres acteurs identifiés, afin d'éviter une duplication des efforts avec les autres initiatives envisagées, ou en cours dans les zones du projet.

4.3. Cadre de mise en œuvre

4.3.1. Stratégie globale d'intervention

En cohérence avec l'une des missions fondamentales de l'appui à la décentralisation du PNDP, la stratégie globale de mise en œuvre du

présent	plan	s'inscrit	dans	cette	mouvance	en
---------	------	-----------	------	-------	----------	----

plaçant la commune au centre du processus. Ses grandes lignes s'articulent autour du renforcement des capacités des communautés

Pygmées à la base d'une part et une plus grande responsabilisation des services déconcentrés de l'Etat d'autre part. En ce qui concerne les structures étatiques notamment les services de santé, les services d'agriculture, de la mairie et les établissements scolaires regroupés au sein « d'un comité technique », leurs capacités d'interventions seront renforcées pour améliorer leurs offres de service. Quelques foyers comme le FONDAF, Petits Samaritains et Elik Mele n recevront en particulier un appui nutritionnel et en fournitures scolaires.

4.3.2. Arrangements institutionnels de mise en œuvre et de suivi - évaluation

Le présent plan d'action (phase 2) sera mis en œuvre et suivi de manière participative, à la fois par la CNC assistée du comité de suivi et de mise en œuvre au niveau national; par les Cellules Régionales du Programme du Sud, du Centre et de l'Est au niveau régional ; les mairies concernées, les plates-formes et le comité technique¹ mis en place à cet effet au niveau communal. Les Organismes d'appui local accompagneront le processus et serviront de courroie de transmission entre la plate-forme (comité technique) et les bénéficiaires pygmées.

Au niveau des campements, au moins 02 interlocuteurs constitués de préférence d'une femme et d'un homme devront être identifiés et désignés par les bénéficiaires avec l'appui de l'OAL pour servir de relais en matière de citoyenneté d'une part, et suivre les activités prévues dans les différentes composantes du plan d'autre part.

Au niveau communal, une plate-forme sera mise en place dans toutes les communes bénéficiaires. Cette plate-forme a été complétée par un Comité technique de suivi et d'exécution présidé par le Sous-préfet et comprenant le Maire de la Commune concernée, un leader pygmée, le responsable des Affaires Sociales, les responsables techniques des composantes du Plan (Responsables du CMA ou du District de Santé, Inspecteur de l'Éducation de Base, Délégué d'Arrondissement de l'Agriculture et un représentant d'une organisation locale travaillant avec les Pygmées).

Les comités techniques mis en place ont pour président le Sous-préfet, pour vice-président le maire, pour rapporteur le représentant du MINAS, et sont composés des représentants des PP, et des départements ministériels impliqués dans le plan.

Ce comité sera présidé par le Sous-préfet. La - vice présidence est assurée par le maire tandis que le rapporteur du comité est le responsable local des Affaires sociales, appuyé par l'OAL. La - vice présidence jouera un rôle central dans le fonctionnement du comité. Elle veillera en collaboration avec le MINAS, à la capitalisation de tous les résultats et travaux réalisés dans le cadre du comité. À ce titre, en concertation avec le Sous-préfet, elle peut susciter la tenue des réunions. Cette plate-forme est constatée par un arrêté préfectoral.

Au niveau régional, les Cellules PNDP du Sud, du Centre et de l'Est devront organiser une réunion mensuelle de suivi regroupant les OAL impliqués. Capitalisant les différents rapports des comités « communaux » techniques de suivi, les sectoriels provinciaux et partenaires impliqués devront être invités au moins une fois par trimestre à cette réunion.

Au niveau national, la Cellule Nationale de Coordination et le comité de mise en œuvre et de suivi, créé par arrêté n° 001/AM INEPAT/SG/PNDP/CNC du 05 avril 2008, assureront la supervision globale de l'opération selon un calendrier trimestriel, semestriel ou annuel. Un plan d'action stratégique pour ce comité sera actualisé et finalisé.

Au plan externe, il est prévu le recrutement d'un consultant pour évaluer le plan à la fin de la première phase du Programme d'une part, et fournir des recommandations opérationnelles pour la deuxième phase d'autre part.

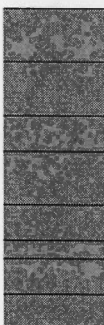
4.4. Plan d'action et calendrier indicatif de mise œuvre

4.4.1. Plan d'action et calendrier pour la phase 1

D'ici à la fin de la phase 1 du PNDP, les activités restantes du Plan d'action 1 devront se poursuivre comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

PLAN DE SUIVI ET ÉVALUATION DES ACTIVITÉS DU PROJET phase 1 – Nov. 2007 à Sept. 2009

[illegible]

intercommunautaire	descentes les	dans	- Plate-forme	(*****)			
--------------------	------------------	------	---------------	---------	---	--	--

[illegible]

plateformes au niveau des communes	descentes	/ de la plate-forme	- PNDP	(*)	
Acquisition des motos	réunions 4 nouvelles motos acquises	PV de réception	Maire - - PNDP	22 (*)	
et livraison aux					
Approvisionnement des motos en carburant	Nombre de kilomètres	Fiches de suivi des motos	Maire	22 communes	
Missions de suivi du PNDP et du comité (CNC, CPP) et d'appui	Nombre de missions effectuées	Rapports de mission	PNDP (CNC, CRP)	22 communes	
Forms					
Etudes préalables à la couverture de nouvelles zones	Nombre d'études conduites	- Rapports d'études - Liste des nouvelles zones	- Consultant - PNDP	22 (*)	
Fonctionnement du comité de suivi et de mise en œuvre du PDPP	Nombre de sessions du comité	Rapports de session	Comité - - PNDP	22 communes (*)	
Citoyenneté: établissement des cartes d'identité et actes de Naissance	Nombre de cartes et d'actes établis	- Rapports - Bordereau d'établissement	Maire	22 communes (*)	
Atelier de formation aux droits, devoirs et à l'éducation citoyenne,	Nombre de séances avec les campements	- Rapports	- OAL - Maire	22 (*)	
Equipement des structures impliquées	Nombre de mairies et centres d'état civil	- PV de livraison avec liste du matériel fourni	- Maire - PNDP	22 (*)	
Approvisionnement et	Nombre de	- PV de livraison	- Maire	22	

4.5. Structure du Budget

4.5.1. Budget de la phase 1

Le budget du Plan d'action de la phase 1 est inchangé et se présente tel que validé en novembre 2007. Le tableau ci-dessous le reprend.

Budget du Plan d'action: PNDP phase 1 – Nov. 2007 à Sept. 2009

A/ Frais de fonctionnement (plate forme)

Activités envisagées	Djourn	Mintom	Oveng	pind Bi	Lolodorf	Akom2	Niété	Campo	Lokoundjé j
Plate forme (frais de mission pour les 1800 000		1900 000	1500 000	2 100 000	2 000 000	00 1800	1 680 000	1 300 000	1800 000
sectoriels impliqués : Minsanté, Minatd, Carburant pour motos	300 000	300 000	240 000	00 300	240 000	240 000	240 000		240 000
Missions de suivi du PNDP(CNC, comité ad hoc et CPP)/restitution des									
Sous –total	2 100 000	2 200 000	1740 000	2 4 0 0	00 2 240 000	2 040 000	1 920 000	1 300 000	2 040

B/ Investissement

Activités envisagées	Djourn	Mintom	Oveng	Bipindi	olodorf L	Akom2Niété	Campo	Lokoundjé
Citoyenneté (provision pour frais d'établissement des cartes d'identité, actes de naissance, ateliers de lobbying, Dotation des structures impliquées dans la citoyenneté en petit matériel	3900 000	7 200 000	2 700 000	6500 000	3 200 000	00 2 000 4	1600 000	3858000
	450 000	125 000	120 000	450 000	220 000	120 00000 100	70 000	250 000

Sous total investissement	237 855 000	475710	0.61 710
Sous-total renforcement des et evaluation	115 600 000	231200	0.29999
	385 435 000	770 870	1

Pour la phase 1, le budget est estimé de **385 à 435 000 FCFA**, soit **770 870\$US (1\$ = 500fcfa)**.

4.5.2. Budget de la phase 2

Le budget du plan d'action de la phase 2 est estimé à **2 521 000 000 Frs CFA**. Il convient de noter que les activités de renforcement des capacités estimées **1 à 025 000 000 Frs CFA** sont d'une grande importance. Ceci est en réalité dû à l'extension de la zone d'intervention, mais traduit aussi la volonté de mettre en place un ensemble de mécanismes pérennes devant se poursuivre même après l'intervention du PNDP. Il intègre en particulier la formation à l'intention de tous les acteurs impliqués dans le PDPP, ainsi que le développement d'intenses activités de communication. Celles-ci peuvent inclure entre autres, le renforcement des capacités d'intervention des radios communautaires existantes.

Le tableau suivant donne le budget y afférent.

Budget du Plan d'action sur 04 ans : PNDP phase 2 – Oct 2009 à Sept. 2013

A/ Fonctionnement

N°	Activités envisagées	Objectifs	Responsable	Coût total	Indicateurs / Résultats	Intrant
1	Plate forme (frais de mission pour sectoriels : Minsanté, Minatd, Minader, affaires sociales, PP, etc.)	Assurer le fonctionnement des plates formes (dispositif institutionnel)	MINATD (Sous-préfet), et ministères	130 000 000	Arrêté préfectoral mettant en place ; - rapport d'activités - Motos fonctionnelles	1800000 F/plate forme par an, environ 20 plates formes sont fonctionnelles 25 000F/mois/motos pour 20
2	Carburant pour motos	Assurer le déplacement du personnel impliqué	Mairies	20 000 000		
3	Missions de suivi du PNDP et comité (CNC, CPP) et d'appui	Assurer le suivi des de	PNDP	60 000 000	-rapport de mission	Environ 03 jours par mois, et par cadre
4	Études préalables à la couverture situation de référence, audit des	Avoir une situation dans les nouvelles zones -déterminer la situation	PNDP	35 000 000	-rapport d'études disponibles	Frais de mission sur le terrain d'une équipe de 03 personnes ressources pendant un mois,
5	Fonctionnement du comité de suivi et mise en œuvre du PDPP	Assurer la supervision du processus au niveau central	MINEPAT, PNDP	15 000 000	Rapport de mission ; - compte rendus de	Prise en charge des frais de déplacement, pause café etc
	Sous-total			260 000 000		

B/ Investissement

N°	Activités envisagées	Objectifs	Responsable	t total Coû	Indicateur	Intrant
6	Citoyenneté (provision pour frais actes de naissance, ateliers de formation)	-améliorer la représentativité des PP, -établir les pièces - former les PP et bantous à leurs	MINATD PNDP	160 000 000	- 8 000 CNI et 10 000 actes de - les PP sont mieux représentés dans les instances de décision - les PP appréhendent mieux des pièces officielles	travail, ateliers sur les droits et devoirs, ainsi que les frais proprement dits d'établissement des pièces officielles
7	Dotation des structures impliquées dans la citoyenneté en petit matériel (registres, encres, bics, etc.)	-équiper les centres pour permettre l'établissement des pièces	- Mairies - Centres d'état civil - PNDP	10 000 000	- Les capacités des centres d'état civil et mairies sont renforcées pour	Frais liés à l'acquisition du petit matériel notamment encres, registres
8	Acquisitions motos (services de santé) et livraison	- faciliter le déplacement des membres de la plateforme pour suivre	PNDP	36 000 000	- 12 motos supplémentaires au 08 sont disponibles et fonctionnelles	chacune des 12 communes supplémentaires
9	Médicaments essentiels pour les formations hospitalières (District, CMA, CSI) et transport vers les sites Bénéficiaires	-fournir un appui en médicaments pour les PP, - améliorer leur état	MINSANTE	200 000 000	- Les formations sanitaires abritant les PP sont pourvus en médicaments ; - Nombre de PP, y compris femmes enceintes, suivis et	Couts liés à l'achat, la manutention, et le transport de médicaments du Centre
10	Appui nutritionnel pour les malades hospitalisés et pour quelques foyers et transport vers les sites	-améliorer et faciliter la prise en charge des PP pendant	MINSANTE PNDP	150 000 000	-Des capacités d'accueil et des formations sanitaires sont	04 Acquisition et distribution des produits de première nécessité (riz, savon, huile, etc.)

11	Fournitures et manuels scolaires pour les écoles classiques et collèges en faveur des PP	MINEDUB	170 000 000	-Nombre d'enfants pygmées bénéficiant de manière directe ou indirecte des fournitures	Acquisitions et distributions des manuels scolaires, et autres fournitures
12	Provisions pour appui à la mise en œuvre des plans simples de gestion des PFNL	MINFOF	50 000 000	-Nombre de comité paysans forêts, et/ou d'organisations des PP, appuyés ou renforcés ;	Organisations des sessions de formations, appui en petit matériel de récolte, etc.
13	Agriculture (appui en matériel végétal et agricole)	MINADER	160 000 000	- Nombre d'agriculteurs renforcés (matériel agricole, végétal et formation) ;	Acquisition en matériel agricole et végétal, puis distribution dans vers les lieux de production.
14	Dialogue intercommunautaire et sécurisation foncière (appui à la désignation des chefs)	MINATD	50 000 000	-Nombre de campements ayant des droits d'usufruit sur des espaces reconnus	Frais liés aux descentes vers le campements pour les séances négociation, et/ou délimitation
15	Provision pour le financement des MP (hydraulique, petits microprojets, amélioration de l'habitat, etc.)	PNDP Consultant	250 000 000	-Nombre de MP identifiés et mis en œuvre en faveur des (au moins 15)	Provision pour la mise en place de petits microprojets
Sous total investissement			1 236 000 000		

C/ Renforcement des capacités/Evaluation et soutien du processus

N°	Activités envisagées	Objectifs	Responsable	total Coût	Indicateur	Intrant
16	Formation Traditionnelles des	- permettre femmes d'opérer dans de bonnes conditions		60 000 000	-au moins 400 accoucheuses	Honoraires et perdiem pour déplacement des participants, pause déjeuner et petit matériel
17	Formation des PP aux soins infirmiers, ainsi que des délégués	permettre aux d'être dans le corps de la médecine ;	MINSANTE	60 000 000	-Au moins 60 PP sont formés aux soins élémentaires dans les FS	Frais liés au paiement des fr mensuels d'au moins de personnes par commune.
18	Octroi d'une bourse de formation aux des collèges et lycées ainsi des professionnelles (Ecoles ENIEG, ENIET, etc.) pour l'émergence d'une élite « pygmée » ,	PP -faire émerger l'élite « pygmée »	MINEDUB MINESEC	130 000 000	- Au moins 60 enfants pygmées perçoivent annuellement une bourse ; suivis dans les ENIET et ENIEG,	30 000 F par mois et pendant ans de manière continue
19	Formation des PP aux petits métiers	-rendre les PP plus professionnels	MINDIUH MINFOPRA	30 000 000	-Au moins 80 PP reçoivent une formation professionnelle dans les mensuels d'au moins de	Frais liés au paiement des fr mensuels d'au moins de
20	Formation des enseignants de niveau 1 et 2 aux techniques ORA, et d'apprentissage aux minorités	enseignants aptes à conduire les enfants	MINEDUB Consultant	40 000 000	-Au moins 350 enseignants sont formés et sont aptes à encadrer les enfants pygmées	Honoraires et perdiem pour les consultant pendant 04j Frais
21	Mise en œuvre et accompagnement activités du plan par l'OAL (recrutement,	-accompagner le processus du PDPPNDP	Consultants PDPPNDP	530 000 000	- rapport d'activités des OAL ; - nombre d'OAL recrutés et formés	Frais liés au déplacement honoraires et perdiems

22	Programme de formation et de suivi	accompagner	Consultants	40 000 000	- Nombre de personnes formées	Frais liés au déplacement
23	Développement des activités de Communication	- améliorer la visibilité du PDPP	- PNDP la Maire PNDP	100 000 000	- Nombre de présence des émissions radios	honoraires et perdiems Frais liés au paiement ateliers, préparation et diffusio
24	Evaluation à mi- parcours et de fin	de	Consultant	35 000 000	- rapport d'évaluation	
	Sous-total			1 025 000 000		

N°	Rubriques		Montant en (FCFA)	Montant	Pourcentage
	Sous -total fonctionnement		260 000 000	520 000	11%
	Sous total investissement		1 236 000 000	2 472 000	51%
	Sous-total renforcement des capacités et Evaluation		1 025 000 000	2 050 000	38%
		TOTAL	2 521 000 000	5 042 000	

En définitive, pour la phase 2, le budget estimatif du plan d'action est de 2

521 000 000 FCFA, soit environ 5 042 000 \$US (1\$ = 500fcfa).

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- ABÉGA, S C. (1998). *Pygmées Baka Le droit à la différence*. Yaoundé. INADES Formation. Université catholique d'Afrique centrale.
- ABÉGA, S C ; BIGOMBE LOGO, P. (2006). *La marginalisation des Pygmées d'Afrique centrale*. Yaoundé. Afrédit.
- ABOUEM à TCHOYI, D et M'BAFOU, S C. (2013). (Dir). *50 ans de réforme de l'État au Cameroun. Stratégies, bilans et perspectives*. Paris. L'Harmattan.
- ABOU, S. (1986, 1995). *L'identité culturelle. Relations interethniques et problèmes d'acculturation*. Paris. Anthropos.
- ABOU, S. (2002). *La république jésuite des guaranis 1609-1768 et son héritage*. Beyrouth. Presses de l'Université Saint Joseph.
- ACUNS. (1997). *Ethical Principles for the Conduct of Research in the North*.
- AMIN, S. (1976). *Impérialisme et sous-développement en Afrique*. Paris. Anthropos.
- BAHBAH, H K. (1994). *Les lieux de la culture une théorie postcoloniale*. Paris. Payot.
- BAHUCHET, S. (1992). *Histoire D'une civilisation forestière*. Tome I. Dans *La forêt d'Afrique centrale. Les Pygmées Aka et Baka*. Paris. Peeters, Selaf 322.
- BALIF, N. (1992). *Les Pygmées de la grande forêt*. Paris. Harmattan.
- BARDIN, L. (1977 ; 2001). *L'analyse de contenu*. Paris. PUF.
- BARTOLI, A. (2009). *Management dans les organisations publiques*. 3e édition. Paris. Dunod.
- BARUME, A. K. (2005). *Etude sur le cadre légal pour la protection des droits des Peuples indigènes et tribaux au Cameroun*. OIT.
- BELLONCLE. (1993). *Anthropologie appliquée et développement associatif. Trente années de développement social en Afrique sahélienne*. Paris. L'Harmattan.
- BELTRAN, L. R. (1993). « Communication for development in Latin America : A forty year Appraisal » dans *Nostbakken, D. et Morrow, C., Cultural Expression in the Global village*, Penang (Malaysia), Southbound, et Ottawa (Ontario, Canada). Centre de recherches pour le développement international.
- BERELSON, B. (1971). *Content analysis. In Communication Research*. New York. Hafner.
- BERRIGAN, F. J. (1979). *Community communications : The role of community media in development*. Paris. Unesco.

- BERRIGAN, F.J. (1981). *Les médias communautaires et le développement*. Paris. Unesco.
- BESSETTE, G & RAJASUNDERAM, C. V. (1996). *La communication participative pour le développement. Un agenda Ouest-Africain*. Ottawa. Centre de recherches pour le développement international.
- BESSETTE, G. (1996). *L'évolution des tendances en matière de communication pour le développement en Afrique de l'Ouest : vers un agenda d'intervention et de recherche*. Ottawa. CRDI.
- BESSETTE, G. (2004). *Communication et participation communautaire Guide pratique de communication participative pour le développement*. Québec. Les Presses de l'Université Laval. Ottawa. CRDI.
- BIESBROUCK, K; ELDERS, S; ROSSEL, G. (1999). *Central African huntergatherers in a multidisciplinary perspective: Challenging elusiveness*. Leiden. CNWS Publications.
- BIYA, P. (1988). *Pour le libéralisme communautaire*. Paris. Favre.
- BOLLINGER, D; HOFSTEDE, G. (1987). Dans. *Les différences culturelles dans le management. Comment un pays gère-t-il ses hommes ?* Paris. Les éditions Organisation.
- BOUTRAIS, J. (1999). *Les savoirs pastoraux des Mbororo de l'Adamaoua : évolution et rapports au développement*. Dans HOLTEDAHL, L; GERRARD, S; NJEUMA, M, Z; BOUTRAIS, J. (Éds). (1999). *Le pouvoir du savoir de l'Arctique aux Tropiques*. Paris. Karthala.
- BRHUL, L. (1947). *Carnets*. in *Revue philosophique*. nos 7-9.
- CARDOSO, F H. (1980). *Les idées à leur place: le concept de développement en Amérique latine*. Paris. A.M. Métailié.
- CASTEL, R. (1995). *Les métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*. Paris. Fayard.
- CÉSAIRE, A. (1947). *Cahier d'un retour au pays natal*. Paris. L'Harmattan.
- CHAUVEAU, L. (2008). *Le développement durable, produire pour tous, protéger la planète*. Petite encyclopédie. Paris. Larousse.
- CMED [1987] (1989). *Notre avenir à tous*. Montréal. Éditions du Fleuve.
- COBO, J M. (2003). *Les peuples autochtones se font entendre*. Institut permanent des Nations unies sur les questions autochtones.
- COLLECTIF. (2005). *Marginalisation et problématique du développement des Pygmées d'Afrique centrale. Rapport d'études menées au Cameroun en République centrafricaine et en République démocratique du Congo, et rapport du l'atelier de synthèse sous-régionale de Yaoundé*.
- COMMISSION SUD. (1990). *Défis au Sud*. Paris. Economica.
- COULON, A. (1996). *L'ethnométhodologie*. Que sais-je. Paris. Puf.
- DE QUTREFAGES, J LA. (1884). *Hommes fossiles et hommes sauvages. Études d'anthropologie*. Paris. J- B. Baillière et Fils.
- DE SARDAN, O ; PAQUOT, E. (1991). (Eds). *D'un savoir à l'autre : les agents de développement comme médiateurs*. Paris. GRET-Ministère de la coopération.

- DESLAURIERS. (1989). *Recherche qualitative*. Montréal. McGraw-Hill.
- DIONNE, P; OUELLET, G. (1990). *La communication interpersonnelle et organisationnelle: l'effet Palo Alto*. Boucherville. Éditions Gaétan Morin et Éditions d'Organisation.
- DOUGLAS, J D. (1976). *Investigative research : an individual and team field research*. Beverly Hills. Sage Publications.
- DUPRÉ, G. (1991). *Savoirs paysans et développement*. Paris. Khartala-Orstom.
- DURKHEIM, É. (1892). La contribution de Montesquieu à la constitution de la science sociale. in Jean-Marie Tremblay. Chicoutimi.
- ÉLA, J M. (1993). *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire*. Paris. L'Harmattan.
- ELIAS, N ; SCOTSON, J. (1997). *Les logiques de l'exclusion. Enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté*. Paris. Fayard.
- ELOFF, G. (1942). *Rasse en rasvermenging (Race et métissage)*. Capetown. Nasionale Pers.
- ESCOBAR, A. (1995). *Encountering Development. The Making and Unmaking the Third World*. Princeton. Princeton press.
- ETOUNGA MANGUÉLÉ, D. (1993). *L'Afrique a-t-elle besoin d'ajustement culturel?* Ivry-sur-Seine. Nouvelles du Sud.
- FANON, F. (2006). *Pour la révolution africaine Ecrits politiques*. Paris. La découverte.
- FAVRET-SAADA. J. (1994). *Les mots, la mort, les sorts*. Paris. Gallimard.
- FLAGEUL, A. (1971). *La vidéo verte. Vidéo légère et développement rural*. Paris. ACCT-Unesco
- FRANK, A G. (1970). *Le développement du sous développement: l'Amérique latine*. Paris. Maspero.
- FREIRE, P. (1969). *Pédagogie des opprimés: suivi de conscientisation et révolution*. Paris. Maspéro.
- FUGLESANG, A. (1973). *Applied communication in developing countries: ideas and observation*. Upsala. The Dag Hammarskjöld Foundation.
- GARFINKEL, H (2007). *Recherches en ethnométhodologie*. Paris. PUF.
- GAUTHIER, B (1990). *Recherche sociale, de la problématique à la collecte des données*. Québec. Presse de l'Université du Québec.
- GHIGLIONE, R; BEAUVOIS, J-L ; CHABROL, C & TROGNON, A. (1980). *Manuel d'analyse de contenu*. Paris. Armand Colin.
- GOBINEAU, A. (1953-1955). *Essai sur l'inégalité des races humaines*. Paris. Firmin-Didot.
- GOW, D. D. (1996). "The anthropology of development: Discourse, Agency, and culture". In. *Anthropological Quarterly*. PP. 165-173.
- GRAWITZ, M. (1993). *Méthodes des sciences sociales*. Paris. Dalloz.
- GUITTERMAN, A. (EDS). (2001). *The handbook of social practice with vulnerable and resilient populations*. Second edition. New York. Columbia university press.
- HALL, S. (1984). *Culture, media, language*. London. Hutschinson.

- HAMY, E ; DE QUATREFAGES A. (1875-82) *Crania Ethnica* Vol. 1et 2.
100planches.
- HEDEBRO, G. (1982). *Communication and social change in developing nations: A critical view*. Ames. Iowa State University Press.
- HERM, L. (1976). *La vidéo: un outil de participation pour le développement*. FAO.
- HEMER & TUFTE. (2005). *Media and glocal change, rethinking communication for development*. Buenos Aires and Gothenburg. Clacso and Nordicom.
- HURON, D; SPINDLER, J. (1998). *Le management public local*. Paris. Lgdj.
- HOUSE, R. J & ALII (Eds). (2004). *Culture leadership ans organizations. The globe study of 62 societies*. California. Sage publications.
- INGLIS, J T. (1993). (Eds). *Traditional ecological knowledge: concepts and cases*. IDRC.
- JONAS, L. (2009). *Les défis de la représentation des personnes vulnérables* in BRUNELLE, C...et al. Sous la coordination de TREMBLAY, L; TREMBLAY, J. *Justice, société et personnes vulnérables*. Cowansville. Édition Yvon Blais.
- JOUEÏ, J. (1977). Département Usages sociaux de la modélisation. Paris. PUF.
- KABOU, A. (1991). *Et si l'Afrique refusait le développement?* Paris. Harmattan.
- Kâ MANA. (1993). *Théologie africaine pour temps de crise*. Paris. Karthala.
- KAI SCHMIDT. (2003). Plan de Développement des Peuples « Pygmées». Pour le Programme National de Développement Participatif (PNDP). In MINPAT. IPP52. Vol.2.
- KANT, E. (1947). *La philosophie de l'histoire*. Paris. Denoel.
- MOUANGUE KOBILA, J. (2009). *La protection des minorités et des peuples autochtones au Cameroun. Entre reconnaissance interne contrastée et consécration universelle réaffirmée*. Dianoia. Paris.
- KRONENBURG, JBM. (1986). *Empowerment of the poor, a comparative analysis of two development endeavours in Kenya*. Amsterdam. Institut royal des tropiques.
- LAFRANCE, J.P. LAULAN, A. M & RICO DE SOTELO, C. (2006). *Place de la communication dans le développement international*. Québec. PUQ.
- LANDRY, R. (1992). L'analyse de contenu. Dans Gauthier, B. (Éd.). *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*. (pp. 337-359). Québec. Presses de l'Université du Québec.
- LAPLANTINE, F. (2005). *La description ethnographique*. Paris. Armand Colin.
- LASCOUTES, P (2002). «Les ambiguïtés du développement durable». Dans MICHAUD, Y (Dir.). *La nature et les risques. Université de tous les savoirs*. Paris. Odile Jacob.
- LASWELL. (1927). *Propaganda technique in the World War*. Cambridge. MIT Press (MA).
- LATOUCHE, S. (2004). *Survivre au développement. De la décolonisation de l'imaginaire à la construction d'une société alternative*. Paris. Mille et une nuits.
- LAZAR, J. (1992). *La science de la communication*. Que sais-je? Paris. PUF.
- LE BON. G. (1895). *La psychologie des foules*. Paris. Félix Alcan.

- L'ÉCUYER, R. (1987). *L'analyse de contenu : notion et étapes*. Dans Deslauriers, J.-P. (Éd.), *Les Méthodes de la recherche qualitative*. Québec. P U Q.
- L'ÉCUYER, R. (1990). *Méthodologie de l'analyse développementale des contenus. Méthode GPS et concept de soi*. Québec. Presses de l'Université du Québec.
- LERNER, D. (1958). *The passing of traditional society. Modernizing the middle East*. New York. Free press.
- LETROURNEAU, J. (1989). « Les composantes d'une stratégie de recherche ». In *Le coffre à outils du chercheur débutant. Guide d'initiation au travail intellectuel*. Toronto. Oxford University.
- LEWIS, P. (1977). *Video in non formal education*. Paris. Unesco.
- LEWIS, P. (2001). *Forest people or village people: whose voice will be heard?* in Eds Barnard, A et Kenrick, J. *Africa's indigenous peoples::First peoples or marginilized minorities?* Barnard, A and Kenrick, J, (eds.). CAS. Edimbourg. RU. P.61-78
- LOUNG, J F. (1992). *La politique de sédentarisation et d'intégration. Rapport des acivités de l'unité de pygmologie*. Yaoundé. MINREST.
- MABIALA, R V. (2013). *La résurrection d'une nation brisée par les conflits: Guide de formation à l'intention des autorités locales*. Tome 2. Paris. L'Harmattan.
- MALINOWSKI, B (1922). *Language and literacy in social practice*. London. Janet Maybin.
- MALINOWSKI, B (1970). *Une théorie scientifique de la culture et autres essais*. Maspéro/La Découverte.
- MANGA, H. (2009). *Les pygmées face à l'école et à l'Etat. Les Baka de l'est du Cameroun*. Paris. L'Harmattan.
- MARCH, J. G; WEIL, T. (2003). *Leadership dans les organizations. Un cours de James march*. Paris. Les Presses de l'École des Mines de Paris.
- MARCUSE, H. (1968). *L'homme unidimensionnel*. Paris. Minuit.
- MARTIN, J Y; ROY, G (2002). *Développement durable? Doctrines pratiques, Évaluations*. Paris. IRD.
- MATTELART. (2002). *Histoire de la société de l'information*. Paris. La Découverte
- MCBRIDE. (1980). *Voix multiples un seul monde*. Paris. Unesco.
- MC CURDY, D W; SPRADLEY J P; SHANDY D J(2005), *The cultural experience ethnography in complex society*. Long Grove, Ill. Waveland Press.
- MC LUHAN. (1968). *Pour comprendre les médias*. Paris. Seuil.
- MILL, J S. (1873). *Autobiographie*. Londres. Lecoffre.
- MIGNEAULT- LEFEVRE (1979-). *Audio- visuel et développement*. Paris. PUF.
- MINPAT. (1999). *Études socioéconomiques régionales au Cameroun*. Province du Sud. Yaoundé. MINPAT.
- MINEPAT. (2009). *Cameroun Vision 2035*.
- MINEPAT. (2009). *Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi. Cadre de référence de l'action gouvernementale pour la période 2010-2020*. DSCE.
- MONGEAU, P ; SAINT-CHARLES (2006). *Communication Horizons de*

- pratiques et de recherche*. Vol.2. Presses de l'Université du Québec.
- MORMONT, M; MOUGENOT, C ; et DASNOV, C. (2006). « La participation composante du développement durable : quatre études de cas », *VertigO* – la revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne], Volume 7 Numéro 2.
- MORRISON, T. (1989). *Beloved*. C. Paris. Bourgeois.
- MOUELLE KOMBI, N. (2013). *La démocratie dans la réalité camerounaise. Liberté, légitimité et modernité politique sous Paul Biya*. Paris. Dianoia.
- MUCCHIELLI, R. (1988). *L'analyse de contenu des documents et des communications*. (6e éd.). (Coll. « Formation permanente en sciences humaines »). Paris. ESF.
- MVENG, E. (1963). *L'histoire du Cameroun*. Paris. Présence Africaine.
- NGBWA OYONO, M. (2002). *Colonisation et rivalités ethniques au Cameroun*. Yaoundé. Presses des universités protestantes d'Afrique.
- NGIMA MAWOUNG, G. (2001). The relationship between the Bakola and the Bantou Peoples of the Coastal Regions of Cameroon and their perception of commercial forest exploitation. *African Study Monographs*, Suppl. 26: 209-235.
- OCDE. (2001). *Développement durable Quelles politiques?*
- OIT. (1989). Convention no 169.
- OLINGA. A. D. (2006). *La constitution de le République du Cameroun*. Yaoundé. Presse de l'UCAC.
- PALMONARI et ZANI. (1996). *Manuale di psicologia di comunità*. Bologna. Il Mulino.
- PARTANT, F (1997). *La fin du développement*. Paris. Actes Sud.
- PAVLOV, I P.(1927). *Conditioned reflexes*. London, Routledge and Kegan Paul.
- PDPP. (2009). Document stratégique de mise en œuvre des plans d'action. Phase 1 dans les 9 communes de la province du Sud ; novembre 2007-septembre 2009. Phase 2 dans 22 communes du Centre /Sud/Est. octobre 2009-septembre 2013
- PERROT, M. D. (1993) « Anarchipel de la pensée ordinaire » in *Si..., regard sur le sens commun*. Jacques Hainard et Roland Kaehr. Éd., Neuchâtel. Musée d'ethnographie.
- PNUD. (1990). *Rapport mondial sur le développement humain*
- PNUD. (1991). *Rapport mondial sur le développement humain*
- PNUD. (1992). *Rapport mondial sur le développement humain*
- PNDP. (2007). *Plan de développement communal de la commune de Bipindi*.
- PDPP. (2008). *Document stratégique de mise en œuvre des plans d'actions dans 9 communes de la Province du Sud*. Novembre 07-Aout 08.
- PDPP. (2009). *Document stratégique de mise en œuvre, des plans d'actions Phase I dans 09 communes de la province du Sud. Novembre- 07- Septembre 09 Phase 2 dans 22 communes de la province du Sud/Est/Centre Octobre – Septembre 2013*.
- PÖRKSEN, U. (1989). *Plastikwörter. Die Sprache einer internationalen Diktatur*. Stuttgart (Klett).
- POYATOS F. (1975). *Cross cultural study of paralinguistic "alternants" in face-*

- to-face interaction. In, KENDON, A; HARRIS, R. M; KEY M. R. (Eds)
organization of behavior in face-to-face interaction. Paris. Mouton Publishers
 The Hague.
- RAVAULT, J. R. (1980). *Defense De L'Identité culturelle par les réseaux
 traditionnels. De "Coersédution"*. IVe conférence Internationale pour
 l'identité culturelle. Dakar. Institut France Tiers-Monde.
- RICARDO, D. (1971, 1^{ère} éd. 1817). *Les principes de l'économie politique et de
 l'impôt*. Paris. Flammarion.
- RICHARDS, P. (1985). *Indigenous Agricultural Revolution. Ecology and Food
 Crops in West Africa*. London. Methuen.
- RICO DE SOTELO, C & AGBOBLI, C. (2005). « La communication internationale,
 le développement et l'interculturalité. La pratique du stage, son imaginaire et son
 enjeu théorique » in MONGEAU, P ; SAINT-CHARLES. *Communication Horizons
 de pratiques et de recherche*. Vol.1. Québec. Presses de l'Université du Québec.
- RIST, G. (1994). *La culture otage du développement*. Paris. Harmattan.
- RIST, G. (2007). *Le développement Histoire d'une croyance occidentale*. Paris.
 Presses de sciences po.
- RIVERO, O. (2003). *Le mythe du développement*. Collection Enjeux
 Planète. Montréal. Écosociété.
- RIVIÈRE, C. (2007). *Introduction à l'anthropologie*. Paris. Hachette.
- ROBERT, A.D. & BOUILLAGUET, A. (1997). *L'analyse de contenu*. Que sais-
 je ? Paris. PUF.
- ROGERS, E M. (1962). *Diffusion of innovations*. New York. Free Press.
- ROGERS, E M. (1976). New Product Adoption and Diffusion. *Journal of Consumer
 Research*, 2 (March), 290 -301.
- ROGERS, E. (1976). *Communication and development, critical perspectives*. Beverly
 Hills. Sage Publications.
- ROGERS, E. (1978). *Communication and development: the passing of a traditional
 Paradigm in Communication research*. Vol. 2, no 2. Avril 1978.
- ROSTOW, W. W. (1960). *Les étapes de la croissance économique, un manifeste non
 communiste*. Paris. Seuil.
- ROSTOW, W. W. (1960). *Stages of economic Growth*. Cambridge. Cambridge Press.
- ROTH, L. (2005). *Something new in the air. The story of first peoples TV
 broadcasting in Canada*. Montréal. McGill-Queens University press.
- ROY, D. J. (2009). *La vulnérabilité : vers une éthique de l'humanité* in BRUNELLE,
 C. et al. Sous la coordination de TREMBLAY, L; TREMBLAY, J. *Justice, société et
 personnes vulnérables*. Cowansville. Edition Yvon Blais.
- SABELLI, F. (1993). *Recherche anthropologique et développement. Éléments pour
 une méthode*. Neuchâtel. Éditions de l'institut d'Ethnologie.
 Paris. Éditions des sciences de l'Homme.
- SACHS, I. (1980). *Les stratégies de l'écodéveloppement*. Paris. Les éditions
 ouvrières.
- SACHS, I. (1993). *L'écodéveloppement*. Paris. Syros.

- SAUTTER, G ; PELISSIER, P. (1964). *Pour un atlas des territoires africains. Structure type d'une étude du terroir. L'homme. IV. 1. 56-72.*
- SCHEIN, E. (1992). *Organizational Culture and Leadership*. Second Edition. San Francisco. Jossey-Bass.
- SCHWEINFURTH, G. (1968). *Au Cœur de l'Afrique*. Paris. Hachette.
- SCHRAMM, W. (1964). *Mass media and national development*. Stanford. Stanford University press.
- SERVAES, J. (1991). *Communication and development paradigms: an overview*. Media Asia.
- SERVAES, J; JACOBSON, T & WHITE, S A.(1996). (Éds), *Communication and human values, participatory communication for social change*. London. Sage publications. New Dehli. Thousand oaks.
- SERVAES, J. (1999). *One world multiple cultures: communication for development*. New York. Hampton Press.
- SERVAES, J. (2006). (Eds). *No sustainable development without communication Challenges of our times*.
- SFEZ, L. (1991). *La communication*. Paris. Que sais-je? PUF.
- SHANNON, C E ; WEAVER, W. (1948). *A Mathematical Theory of Communication* . The Bell System Technical Journal.
- SHAH; KAMBOU; MONAHAN. (1999). (Eds). *Embracing participation in development: Worldwide experience from CARE's reproductive health programs*. Atlanta.
- SHANNON, C. A. (1948). *Mathematical Theory of communication*. Bell System Technical Journal. Vol. 27. P.379-423 and 623-656 July and October.
- SHUMPETER. (1912). *The theory of economic development*. Cambridge. Mass. Harvard University Press.
- SMITH, A. (1776). *Recherche sur la richesse des nations*. Paris. PUF.
- SMITH, T L. (1999). *Decolonizing methodologies. Research and indigenous peoples*. London. University of Otago Press.
- SPRADLEY, J P. (1980). *Participant observation*. Holt, Rinehart, and Winston. New York.
- SRIVASTAVA, V K. (2004). *Methodology and fieldwork*. New Delhi. Oxford University Press.
- STOICIU, G; BROSSEAU, O. (1989). *La différence. Comment l'écrire? Comment la vivre? Communication internationale et communication interculturelle*. Montréal. Humanitas.
- TIXIER, M (2005). *Communiquer sur le développement durable*. Paris. Organisation.
- TRILLES. (1945). *L'âme du Pygmée d'Afrique*. Paris. Cerf.
- TURNBULL, C M. (1961). *The forest people*. New York. Simon and Schuster.
- UGBOAJAH, F, O. (1972). *Traditional urban media model: stocking for african developing role of traditional communication*. In GUMUCIO- DAGRON, A.

- et Tufte (Éds). *Communication for social change Anthologie: Historical and Contemporary readings*. (2006). Communication for social change. Consortium. Inc.
- TUFTE, T. (2006). *Communication for social change anthology: Historical and contemporary readings*. New Jersey. Communication for social change consortium. Inc.
- UNESCO. (2005). *Vers les sociétés du savoir*.
- UICN. (1980). *Stratégie mondiale de la conservation. La conservation des espèces vivantes au service du développement durable*. Gland. UICN/PNUE/WWF.
- UICN. (1991). *Caring for the Earth: A Strategy for Sustainable Living*. (Gland, Switzerland).
- VAN MAANEN. J. (1983). (Eds). *Qualitative Methodology*. Beverly Hills. Sage.
- VEDEL, T. (2003). « L'idée de démocratie électronique, origines visions, questions » in PERRINEAU, P. (Dir). *Le désenchantement démocratique*. La Tour d'Aigues. Éditions de l'Aube.
- VERBEEK, Y. (1976). *Histoire de l'esclavage de l'antiquité à nos jours*. T. 1. Genève. Famot.
- VEYRET, Y (2005). *Le développement durable : approches plurielles*. Paris. Hatier.
- VIVIEN, F D (2005). *Le développement soutenable*. Paris. La Découverte.
- WCED. (1987). *Our common future*. Oxford. University Press.
- WEBBER, M. (1947). *The Theory of Social and Economic Organization*. New York. The Free Press.
- WEISSTUB. D. N. (2001). *Les populations vulnérables*. Paris. L'Harmattan.
- WILLIAMS, R (1966). *Culture and society*. New York. Columbia University Press.
- WINKIN, Y. (1981). *La Nouvelle communication*. Paris. Seuil.
- YUKL, G A. (2002). *Leadership in organizations*. 5e édition. New Jersey. Prentice Hall

ARTICLES

- BARBERO, J M . (2006). De la nécessité de passer par la culture pour le nouveau développement in LAFRANCE, J P et AL. Place et rôle de la communication dans le développement international. Québec. PUQ.
- BAHUCHET, S. (1991). *Les Pygmées d'aujourd'hui en Afrique centrale. Journal des africanistes*. Vol. 61.
- BAHUCHET, S. (1976). *Les Pygmées d'aujourd'hui. Journal des africanistes*.
- BECQUET, V. (2000) .Quelques préalables sur la participation des jeunes in *Les Cahiers de l'action*, no 2. INJEP.
- ESCOBAR, A. (1997). « Anthropologie et développement ». Dans *Revue internationale des sciences sociales*. 539-559. Pourquoi seules certaines entreprises se soucient-elles du développement durable? *Revue des deux mondes*. No. 2800.
- GODARD, O. (2003). *Le principe de précaution comme norme de l'action publique, ou la proportionnalité en question*. Dans. *Revue économique*. vol. 54. No. 6. PP.1245-1476.
- GRANGER, (1982). *Social Research an international quarterly*. Arien Mack. Volume 49, No. 4. PP.1013-1028.
- LATOUCHE, S. (2003). *L'imposture du développement durable ou le habits neufs du développement*. In *Monde en Développement*. Vol. 31. No. 121.
- HEGEL. G W F. (1979). *La raison dans l'histoire*. 10/18. No 235.
- JOUËT, J. (2000). « Retour critique sur la sociologie des usages ». Dans *Réseaux*. Vol 18, no 100 (487-521).
- LABRECQUE, M P. (2000). « L'anthropologie du développement au temps de la mondialisation »In. *Terrains d'avenir. Anthropologie et société*. Vol. 24, no1.
- NGUENDI IKOUMÉ (2006). « La réforme des États africains par le biais du NEPAD ». in. *L'État-Nation en Afrique : situations et prospective*. Terroirs1-2/2006.
- PROULX, S. (2005). « Penser les usages des technologies de l'information et de la communication aujourd'hui : enjeux-modèles-tendances ». In VIEIRA, L. & PINÈDE, N. Eds. 2005. *Enjeux et usages des TIC : aspects sociaux et culturels*. Tome 1. Bordeaux: Presses universitaires de Bordeaux. PP. 7-20.
- RICHARD, S. (2006). L'analyse de contenu pour la recherche en didactique de la littérature. Le traitement de données quantitatives pour une analyse qualitative : parcours d'une approche mixte. in *Recherches qualitatives*-Vol. 26(1).
- TERRET, T. ABENA, A (2005), « Bapea Yende et football chez les Pygmées Bagyeli du Sud- Cameroun. Pratiques sportives et activités traditionnelles ». *Staps* no 68.
- TYSON, E. (1698). *Orang-Outantg sivi homo sylvestri: or the man of the anatomy of a Pygmy compared with that of a Monkey an Ape, and a Man*. To

which is added a philological essay concerning the pygmies, the cynocephali, the satyrs and the sphinges of the ancients, 2 pts; in I vol 4. London.

MÉMOIRES ET THÈSES

- BESSETTE, G (1990). *L'élaboration d'une stratégie interactive et participative d'intervention en communication éducative pour le développement*. (Thèse de doctorat). Université de Montréal.
- BINGONO BINGONO, F. (2011). *Le Nkul behu : Le tambour des morts chez les Bulu-Fan. Contribution à une analyse anthropologique de la crypto-communication africaine*. (Thèse de doctorat non publiée). Université de Yaoundé I.
- HAKIZIMANA, A. (2000). *La politique de santé reproductive et planification familiale au Burundi : contraintes issues de la contradiction entre communication et culture dans le contexte de développement*. (Thèse de doctorat non publiée). Université de Montréal
- HOULE, F. (1995). *Une approche communicationnelle et contextuelle à un programme de partage : le cas d'un système expert médical au Cameroun*. (Thèse de doctorat non publiée). Université de Montréal.
- MESSANGA OBAMA. (2009). *La communication sur le SIDA. Discours dominants et discours dominés dans la construction de la réalité du Sida au Cameroun*. (Thèse de doctorat non publiée). Université de Lyon II.
- ONGBWA, D. (2007). Between two worlds, impact of environment on an indigenous people' healing activities: the case of Bagyeli from Bipindi in Cameroon. (Mémoire de Master). University of Tromso.

DOCUMENTS AUDIOVISUELS ET ÉLECTRONIQUES

WEBOGRAPHIE

<http://davis.foulger.info/research/unifiedModelOfCommunication.htm>
http://www.développement_durable_web.htm
<http://fr.wikipedia.org/wiki/Anticolonialisme> (consulté le 05 décembre 2013)
www.mySCHOOL-mon ECOLE.gc.ca consulté le 20 décembre 2010
<http://www.fondafbipindi.solidarites.info/pygmees>.
http://fr.vikidia.org/wiki/Trait%C3%A9_de_Maastricht
<http://www.heritiers.org/bagyeliobipindi.html>
www.nepad.org.
<http://pages.infinit.net/sociojmt>
<http://scc.lexum.umontreal.ca/fr/1989/1989rcs1-143/1989rcs1-143.html>
<http://www.scribd.com/doc/7320002/social-Psychological-Models-of-Interpersonal-Communication>.
<http://www.unctad.org/creative-economy> consulté le 18 mars 2010.
<http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/priority-areas/links>
<http://web.worldbank.org>.
<http://www.Yukoncollege.jk.ca/~agraham/ethics/82comp97.htm>
http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2013
<http://www.guidemt.uqam.ca>

MÉDIAGRAPHIE

- DONNY ELWOOD. (1997). *Négro et beau* CD album musical - 8 titres
- ONGBWA, D. (2007). *Mbamba Bagyeli*. University of Tromso (film documentaire).
- ZE MESSANGA. C . (2011). Les Pygmées, un monde à part. (Emission radio sur la CRTV, Antenne radio)

AUTRES DOCUMENTS

Cameroon tribune. (2013). Cameroun la nouvelle carte politique. Cameroon's New Political Map. Hors série.

Déclaration consensuelle africaine pour Rio + 20.

Déclaration des Chefs d'États et de Gouvernements à l'issue du sommet de Rio du 20 au 22 juin 2012. « The Future we want », déclaration du sommet de Rio.

Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

La Loi constitutionnelle du 18 janvier 1996.

RAPPORT ANNUEL DU PNUD (2008) : *Environnement et développement durable*.

RAPPORT ANNUEL DU PNUD. (2009). *L'écologisation de la croissance : environnement et développement durable*.

RAPPORT ANNUEL DU PNUD. (2013). *L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié*.

RAPPORT DAG HAMMARSKJÖLD. (1975). *Que faire : un autre développement*.

Front Cover. Dag Hammarskjöld Foundation. La Fondation, 1975 - 136 pages.

RAPPORT BRUNDTLAND. (1988).

RAPPORT de la Table ronde Canada-Autochtones. (2004). Ottawa.

RAPPORT DE LA COMMISSION SUD. (1990).

Défi au Sud, Paris. Economica, 324 p.

PHOTOS



Photo n° 1: Campement Bagyeli (Photo Ongbwa)



Photo n° 2 : Les enfants B`agyeli sous un robinet d'eau (Photo Ongbwa)



Photo n° 3 : un danseur de Bapea (Photo Ongbwa)



Photo n° 4 : Un Bagyeli prélevant l'écorce d'un arbre (Photo Ongbwa)



Photo n°5 : L'ancien campement (Photo Ongbwa)



Photo n°6 : Le nouvel environnement (Photo Ongbwa)



Photo n° 7 : Une vue de la forêt (Photo Ongbwa)

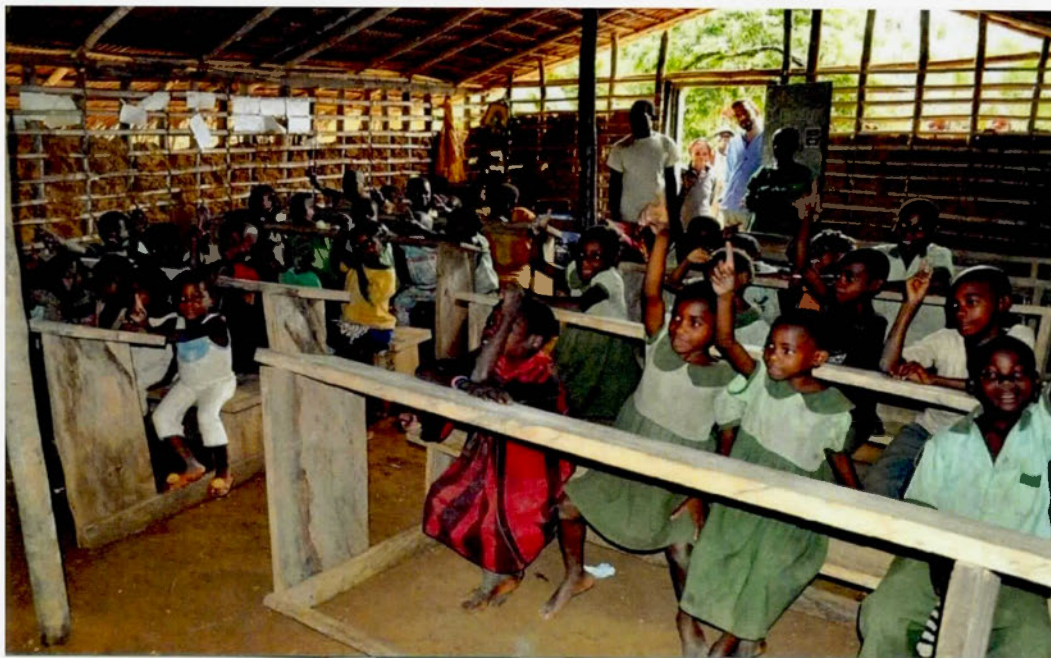


Photo n° 8 : Les enfants Bagyeli dans une salle de classe (Photo Fondaf)



Photo n°9 : Des enfants Bagyeli à l'école (Photo Fondaf)



Photo n°10 : Femme Bagyeli se rendant au champ (Photo Ongbwa)



Photo n°11 : En compagnie des informateurs (Photo Ongbwa)



Photo n°12 : Campement de Saro (Photo Ongbwa)

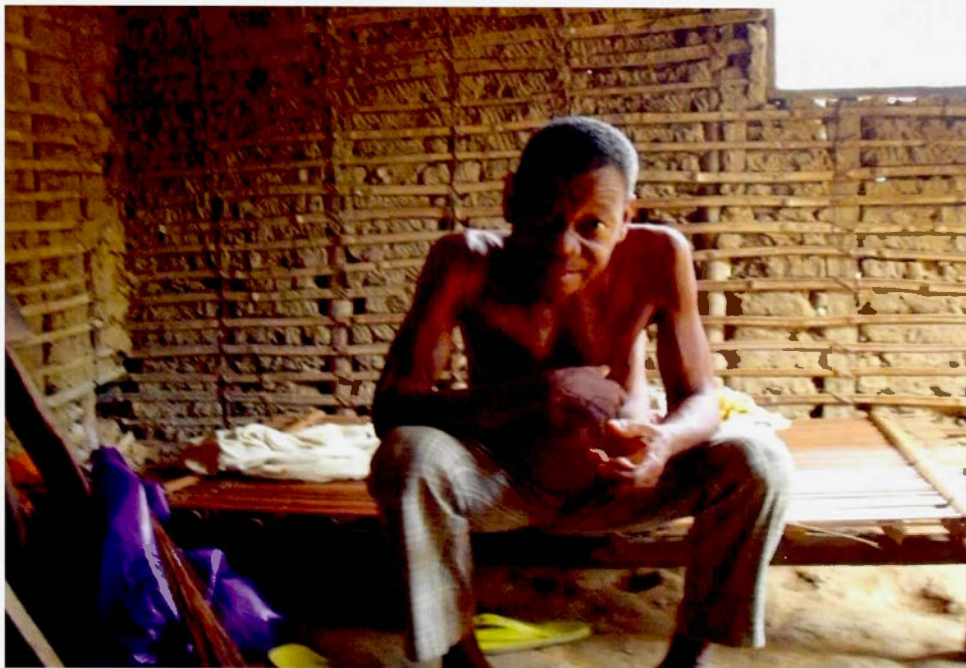


Photo n°13 : Saro s'entretenant avec le chercheur (Photo Ongbwa)



Photo n°14 : Saro devant sa maison (Photo Ongbwa)



Photo n°15 : Campement de Bidjouka (Photo Ongbwa)



Photo n°16 : Campement de Melen (Atog Boga) (Photo Ongbwa)



Photo n°17 : Quelques cases du campement de Ngovayang II (Photo Ongbwa)



Photo n°18 : Une vue du Fondaf (Photo Ongbwa)



Photo n°19 : Une vue du dortoir au Fondaf (Photo Ongbwa)



Photo n° 20 : Un jeune Bagyeli en forêt pour la chasse (Photo Ongbwa)



Photo n°21 : Saro dans sa cacaoyère (Photo Ongbwa)



Photo n° 22 : Un guérisseur traditionnel administre des soins (Photo Ongbwa)



Photo n° 23 : Le guérisseur She recueille des écorces pour les soins (Photo Ongbwa)



Photo n° 24 : Les femmes dans une séance de chants (Photo Ongbwa)



Photo n°25 : La nature premier partenaire des Bagyeli (Photo Ongbwa)



Photo n°26 : Un Bagyeli en compagnie d'un Bantou (Photo Ongbwa)

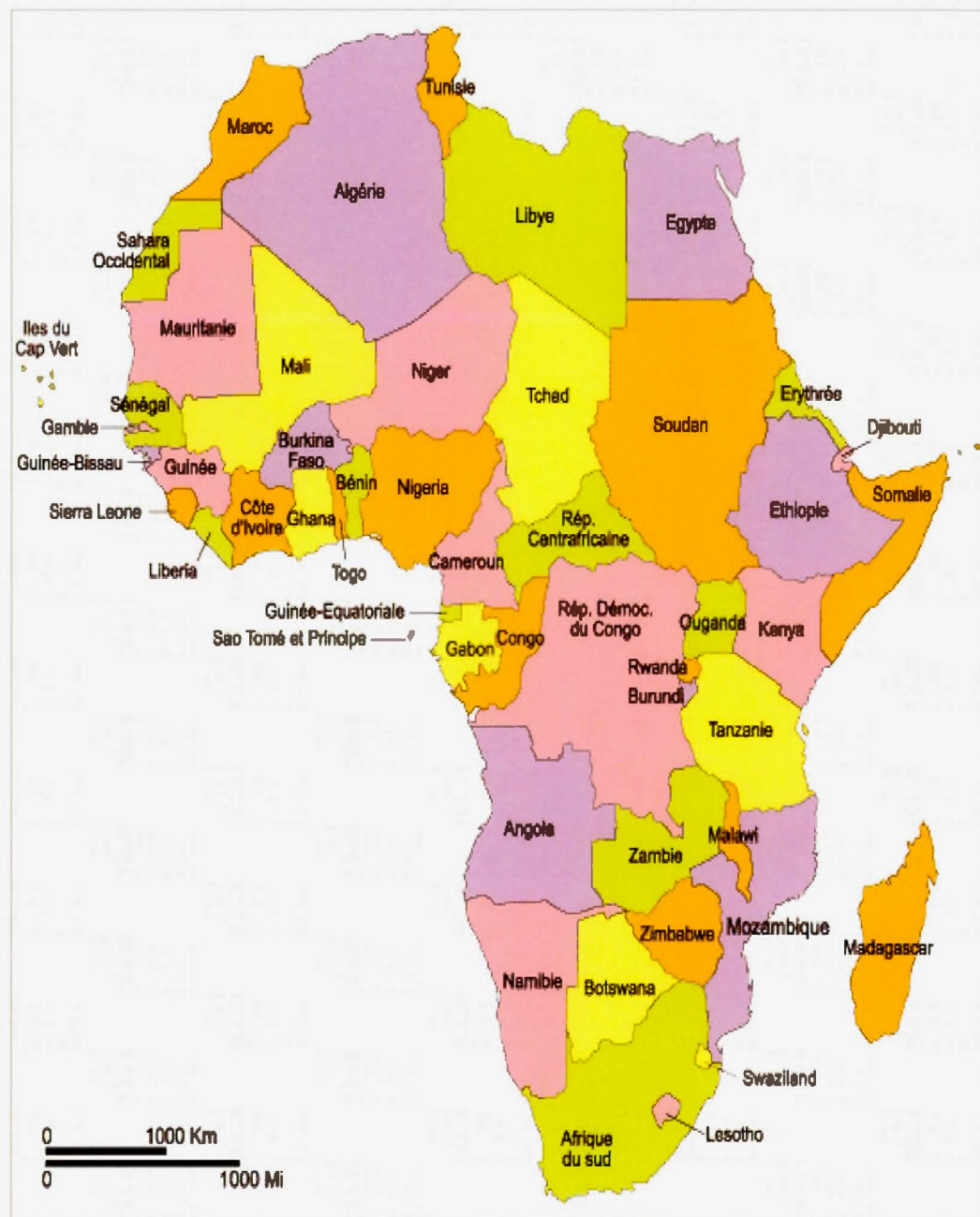


Photo n°27 : La question de genre au cœur de la communauté Bagyeli (Photo Ongbwa)

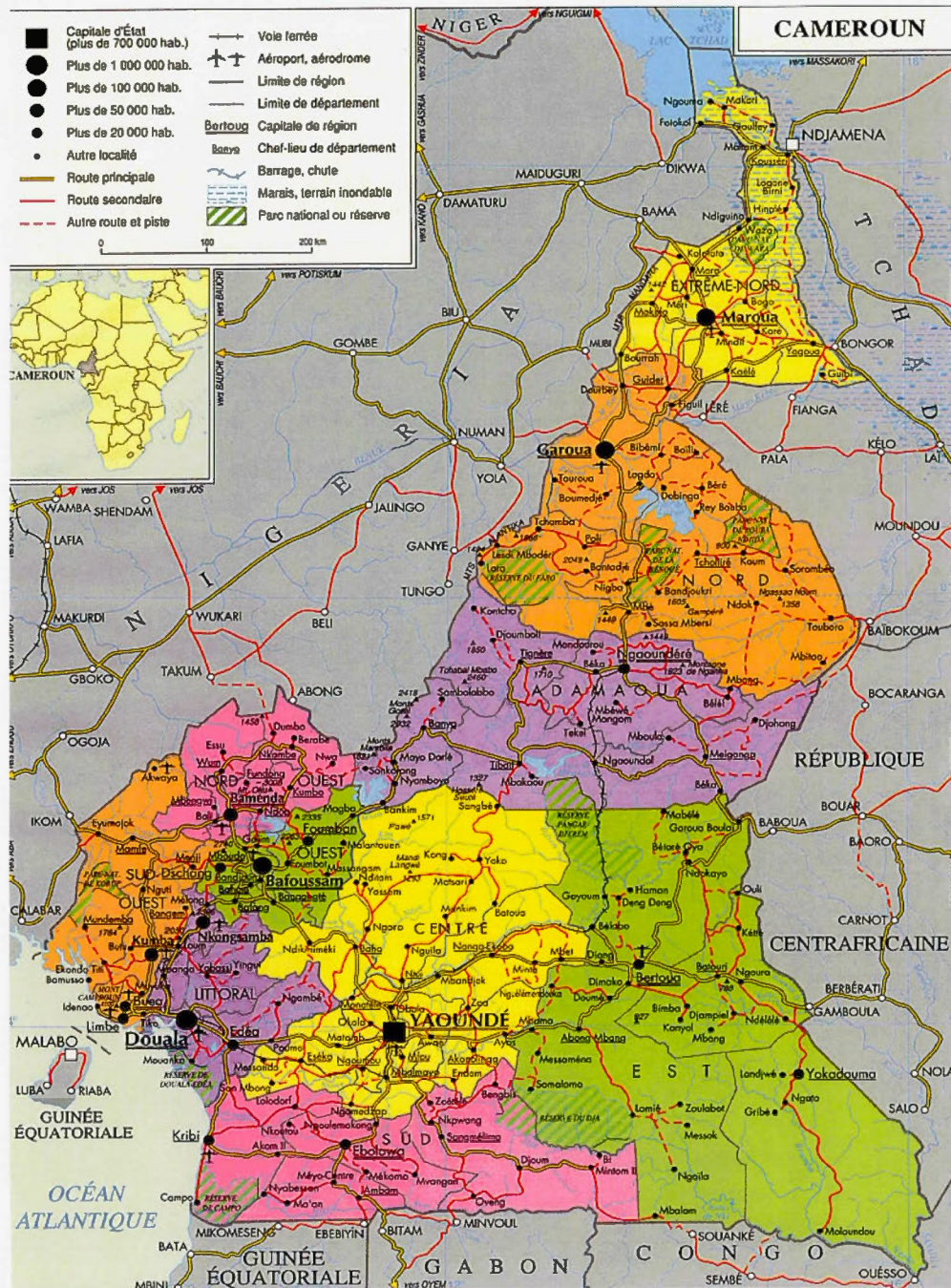


Photo n° 28 : Le complexe du marché de Bipindi (Photo Ongbwa)

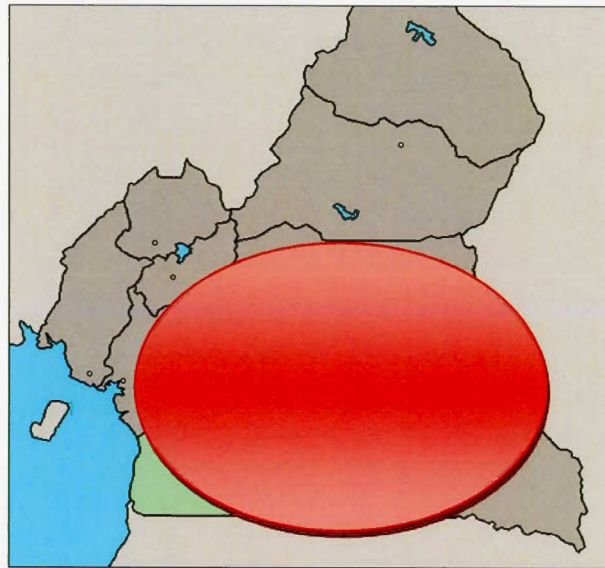
CARTES



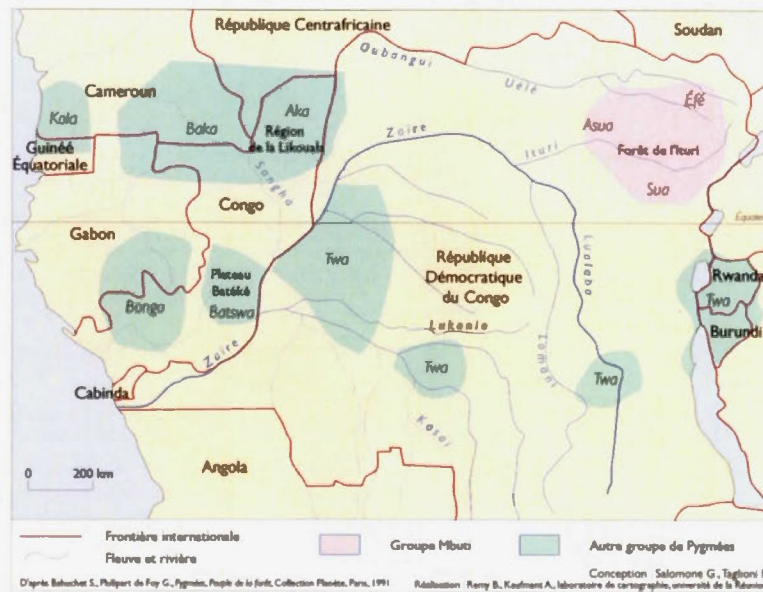
Carte n° 1 : Carte de l'Afrique (source google).



Carte n° 2 : Carte du Cameroun (source google)



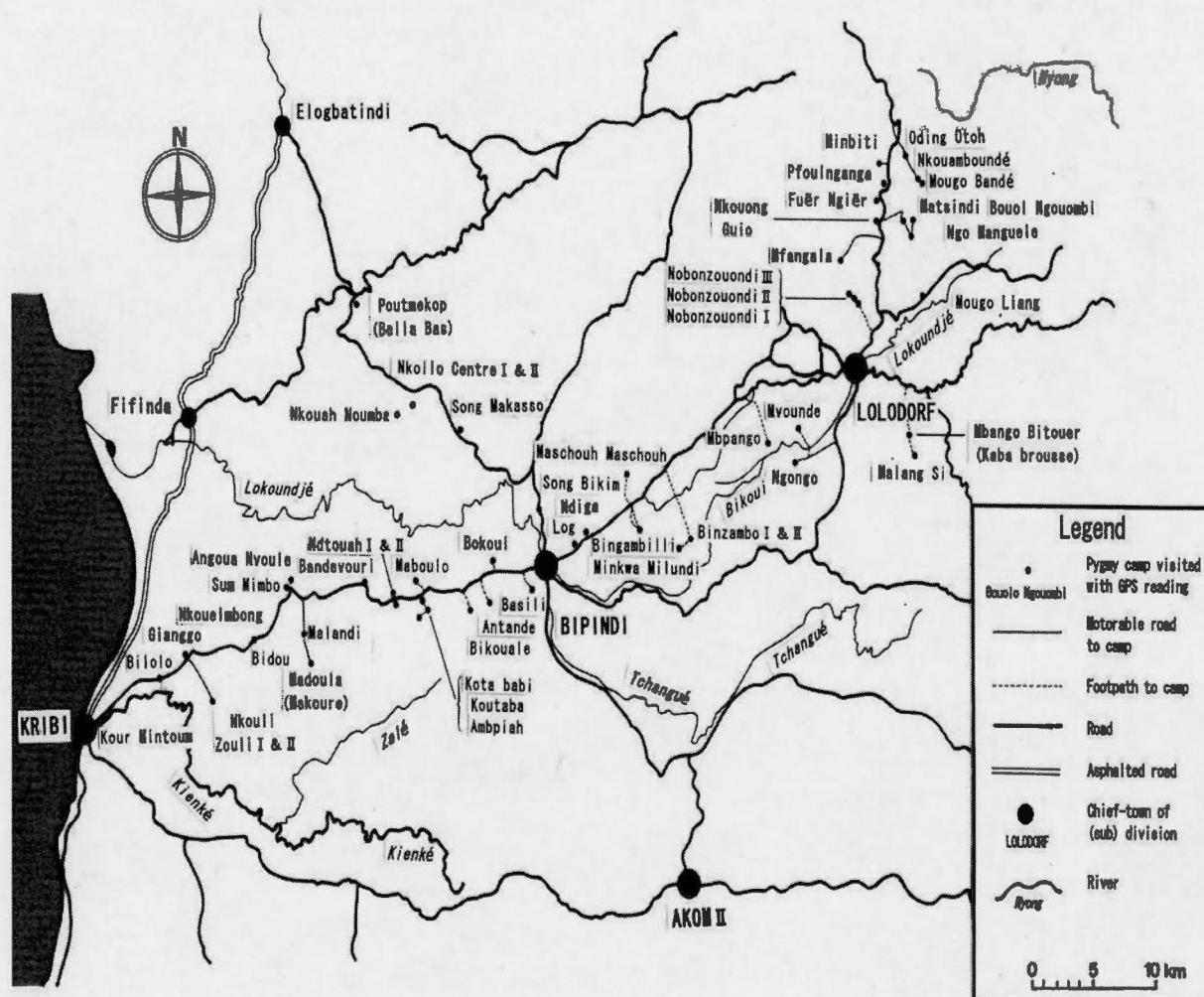
Carte n° 1 : Zone de couverture PDPP



Carte N° 2 : Les groupes Pygmées en Afrique Centrale



Carte n°3 : Les groupes Pygmées du Cameroun



Carte n°4 : Le plan de Bipindi et environs (Ngima)